

Joseph Staline

Les Questions du Léninisme

Tome II

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1931 aux Editions sociales internationales.

WWW.MARXISME.FR

Table des Matières

Entretien avec la première délégation ouvrière américaine.....	p.3
I. Questions posées par la délégation et réponses du camarade Staline	
II. Réponses du camarade Staline et réponses des délégués	
Entretien avec les délégations ouvrières de l'étranger.....	p.24
Rapport politique du C.C. au XV ^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S.....	p.36
A. Rapport (3 décembre 1927)	
I. Crise grandissante du capitalisme mondial et situation extérieure de l'U.R.S.S.	
1. Etat économique du capitalisme mondial et aggravation de la lutte pour les marchés extérieurs	
2. Politique internationale du capitalisme et préparation de nouvelles guerres impérialistes	
3. Etat du mouvement révolutionnaire et présages d'un nouvel élan révolutionnaire	
4. Le monde capitaliste et l'U.R.S.S	
5. Conclusion	
II. Les succès de l'édification socialiste et la situation intérieure de l'U.R.S.S.	
1. L'économie nationale dans son ensemble	
2. Le rythme du développement de notre grande industrie socialiste	
3. Le rythme du développement de notre économie rurale	
4. Les classes, l'appareil d'Etat, le développement culturel du pays	
III. Le Parti et l'opposition	
1. L'état du Parti	
2. Le bilan de la discussion	
3. Les divergences fondamentales entre le Parti et l'opposition	
4. Comment agir dès lors avec l'opposition ?	
IV. Le bilan général	
B. Discours de clôture (7 décembre 1927)	
I. Sur le discours de Rakovski	
II. Sur le discours de Kaménev	
III. Conclusion	
Sur le front des céréales.....	p.76
Lénine et l'alliance avec le paysan moyen.....	p.83
Plénum de juillet du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.....	p.90
I. Problèmes de l'Internationale communiste	
1. Les problèmes essentiels touchant le VI ^e congrès de l'Internationale communiste	
2. Le problème de l'Internationale communiste	
II. Problèmes de l'édification socialiste en U.R.S.S.	
1. Sur la politique du stockage des blés	
2. Formation de cadres pour l'édification industrielle	
III. Conclusion	
Le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S.....	p.100
L'industrialisation du pays et la déviation de droite dans le Parti communiste de l'URSS.....	p.107
I. Le rythme de développement de l'industrie	
II. Le problème des céréales	
III. La lutte contre les déviations et l'attitude conciliante à leur égard	
Sur le danger de droite dans le Parti communiste allemand.....	p.126
I. Le problème de la stabilisation capitaliste	
II. Le problème des batailles de classe du prolétariat	
III. Le problème du Parti communiste allemand	
IV. Les droitiers dans le P.C.A. et dans le P.C. de l'U.R.S.S	
V. Projet de lettre confidentielle et ouverte	
Le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S.....	p.132
I. Les transformations sociales et nos désaccords	
II. Nos désaccords dans le domaine de l'Internationale communiste	
III. Désaccords en matière de politique intérieure	
1. De la lutte de classe	
2. L'exacerbation de la lutte de classe	
3. Sur la paysannerie	
4. Sur la nouvelle politique économique et les rapports de marchés	
5. Le rythme de développement de l'industrie et les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne	
6. Boukharine comme théoricien	
7. Plan quinquennal ou plan biennal	
8. Sur les surfaces emblavées	
9. Sur les stockages du blé	
IV. Sur la lutte contre la déviation de droite	
Les fractions de droite dans le P.C. des Etats-Unis d'Amérique.....	p.165
Discours prononcé à la Commission américaine du Présidium du C.E. de l'I.C., le 6 mai 1929	
Premier discours prononcé au Présidium du Comité exécutif de l'I.C. sur la question américaine le 14 mai 1929	
Deuxième discours prononcé au Présidium du C.E. de l'I.C. le 14 mai 1929	

AVERTISSEMENT

L'ouvrage que nous présentons, *les Questions du Léninisme*, contient les articles et discours de Staline publiés de la fin de 1927 à 1929. Ces écrits traitent surtout de la construction du socialisme en U.R.S.S. Deux discours sont cependant consacrés exclusivement à des problèmes du mouvement ouvrier international.

Les articles et discours sont donnés dans l'ordre chronologique.

Les citations de Lénine sont tirées des *Œuvres complètes* éditées par nous, d'après la 2^e édition de l'Institut Lénine de Moscou. Lorsque la citation est extraite d'un tome non encore paru en français, nous avons seulement indiqué le tome et l'article d'où la citation a été prise.

Editions sociales internationales.

Les Questions du Léninisme

Entretien avec la première délégation ouvrière américaine

(9 septembre 1927)

I - Questions posées par la délégation et réponses du camarade Staline

Première question. — *Quels nouveaux principes ont été pratiquement ajoutés au marxisme par Lénine et le Parti communiste ? Peut-on affirmer que Lénine croyait en la « révolution créatrice », alors que Marx était plutôt enclin à attendre que le développement des forces économiques eût atteint son point culminant ?*

Réponse. — Je crois que Lénine n'a « ajouté » aucun « nouveau principe » au marxisme, pas plus qu'il n'a retranché aucun des « vieux » principes marxistes. Lénine a été et est resté le disciple le plus fidèle et le plus conséquent de Marx et d'Engels, professant les principes marxistes. Mais Lénine ne fut pas que le réalisateur de la doctrine de Marx et d'Engels. Il était en même temps le continuateur de cette doctrine. Cela signifie qu'il a développé la doctrine de Marx et d'Engels pour l'appliquer aux nouvelles conditions de l'évolution, et aussi à la nouvelle phase du capitalisme, c'est-à-dire à l'impérialisme. Cela signifie qu'en étudiant à fond la doctrine de Marx et d'Engels en conformité des nouvelles conditions de la lutte de classe, Lénine a apporté au patrimoine général de la doctrine marxiste des facteurs nouveaux qui manquaient à cette doctrine, et que Marx et Engels ne pouvaient donner en période du capitalisme pré-impérialiste. Ces facteurs sont basés intégralement sur les principes énoncés par Marx et Engels. C'est en ce sens que l'on dit chez nous que le léninisme est du marxisme de l'époque impérialiste et de celle des révolutions prolétariennes.

Voici les problèmes dans le domaine desquels Lénine a apporté des facteurs nouveaux en développant ultérieurement la doctrine marxiste.

C'est d'abord le problème du capitalisme monopolisateur, de l'impérialisme, nouvelle étape du capitalisme. Dans son *Capital*, Marx a fourni une analyse des bases du capitalisme. Mais Marx et Engels ont vécu à l'époque du capitalisme pré-monopolisateur, à une époque où le capitalisme évoluait sans heurts ni secousses et se propageait « pacifiquement » de par le monde. Cette époque touchait à son terme vers la fin du XIX^e siècle et au commencement du XX^e, époque à laquelle Marx et Engels n'étaient plus en vie. On conçoit qu'ils n'aient pu que conjecturer les nouvelles conditions du développement capitaliste dont l'avènement se rattache à la nouvelle phase du capitalisme, à la phase

impérialiste, monopolisatrice, où l'évolution égale du capitalisme a fait place à un développement catastrophique et par zigzags ; où l'inégalité de développement et les contradictions du capitalisme se sont manifestées avec une force particulière ; où la lutte pour les débouchés et les marchés d'exportation de capitaux a rendu inévitables, vu l'inégalité extrême du développement capitaliste, les guerres impérialistes périodiques visant aux partages périodiques du monde et des zones d'influence. Le mérite et, par suite, l'innovation de Lénine, consiste en ce qu'il a donné, en s'inspirant des principes fondamentaux du *Capital*, une analyse marxiste fouillée de l'impérialisme, dernière étape du capitalisme, et a dévoilé ses tares et les conditions de sa chute imminente. C'est sur la base de cette analyse que Lénine a proclamé que dans les conditions de l'impérialisme la victoire du socialisme est possible dans un ou plusieurs pays capitalistes pris isolément.

En deuxième lieu, c'est le problème de la dictature du prolétariat. L'idée principale de la dictature du prolétariat, moyen de domination politique du prolétariat et méthode de renversement du régime capitaliste par la violence, vient de Marx et d'Engels. Ce qu'il y a de nouveau, chez Lénine, dans cet ordre d'idées, c'est qu'il a découvert le régime soviétique comme forme de gouvernement de la dictature du prolétariat, en utilisant à cet effet l'expérience de la Commune de Paris et de la révolution russe; il a réduit à sa plus simple expression la formule de la dictature du prolétariat sous le rapport des alliés de ce dernier, et a défini cette dictature comme suit : forme particulière de l'alliance du prolétariat avec les masses exploitées des classes non prolétariennes (paysannerie, etc.) dirigées par le premier. Il a fait ressortir, avec une force particulière, le fait que, dans une société divisée en classes, la dictature du prolétariat est le type supérieur de la démocratie, une forme de la démocratie *prolétarienne* représentant les intérêts de la majorité (des exploités), — à l'opposé de la démocratie *capitaliste* qui représente les intérêts de la minorité (des exploités).

En troisième lieu, c'est le problème de l'édification victorieuse du socialisme, en régime de dictature du prolétariat, en période de transition du capitalisme au socialisme, dans un pays entouré d'Etats capitalistes.

Pour Marx et Engels, la période de la dictature du prolétariat était une période plus ou moins longue, pleine d'escarmouches révolutionnaires et de guerres civiles, période au cours de laquelle le prolétariat au pouvoir prend des mesures d'ordre politique, économique, culturel et administratif, en vue de substituer à la vieille société capitaliste une nouvelle société socialiste, sans classes ni Etat. Lénine se plaçait entièrement et sans réserve sur le terrain de ces principes essentiels de Marx et d'Engels. Dans cet ordre d'idées, les innovations de Lénine consistent en ceci : 1. Il a donné un fondement scientifique à la théorie en vertu de laquelle on peut édifier entièrement une société socialiste dans un pays de dictature du prolétariat, entouré de voisins impérialistes, à la condition que ce pays ne soit pas étranglé par une intervention militaire des pays capitalistes environnants ; 2. il a tracé les voies concrètes d'une politique économique (la Nouvelle Politique Economique), qui permet au prolétariat détenant les postes économiques de commandement (industrie, terre, transports, banques, etc.) d'unir l'industrie socialisée à l'agriculture (« l'alliance de l'industrie et de l'agriculture »), et d'acheminer ainsi toute l'économie nationale vers le socialisme ; 3. il a esquissé les moyens concrets d'amener et d'attirer le gros des masses paysannes à l'édification socialiste, par l'intermédiaire de la coopération, qui constitue entre les mains du prolétariat exerçant la dictature le moyen le plus efficace de transformer la petite économie paysanne, et de rééduquer le gros de la paysannerie dans l'esprit socialiste.

En quatrième lieu, c'est le problème de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, dans toute révolution populaire, tant dans celle dirigée contre le tsarisme que dans celle dirigée contre le capitalisme.

Marx et Engels ont ébauché les grandes lignes de l'hégémonie du prolétariat.

Ce qu'il y a de nouveau, chez Lénine, en ce sens, c'est qu'il a développé grandement cette ébauche dont il a fait un système harmonieux de l'hégémonie du prolétariat, de la direction prolétarienne exercée sur les masses laborieuses de la ville et de la campagne, aussi bien en ce qui concerne le renversement du

tsarisme et du capitalisme que dans le sens de l'édification socialiste en régime de dictature du prolétariat. On sait que l'hégémonie du prolétariat a été appliquée, de main de maître, par Lénine et son parti, en Russie. C'est ce qui, entre autres choses, explique pourquoi la révolution en Russie a amené le prolétariat au pouvoir.

Auparavant, les ouvriers se battaient sur les barricades pendant la révolution, versaient leur sang, jetaient bas l'ancien régime, mais le pouvoir tombait entre les mains de la bourgeoisie qui, par la suite, opprimait et exploitait les ouvriers. C'est ce qui eut lieu en Angleterre et en France. C'est ce que nous avons vu se produire en Allemagne. Par contre, chez nous, en Russie, la situation a changé. Les ouvriers de chez nous n'étaient pas que la force de choc de la révolution. Le prolétariat russe s'est efforcé en même temps d'exercer l'hégémonie, la direction politique de toutes les masses exploitées de la ville et de la campagne, en les groupant autour de lui, en les détachant de la bourgeoisie, en isolant celle-ci politiquement.

Exerçant l'hégémonie sur les masses exploitées, le prolétariat russe combattait en permanence pour s'emparer du pouvoir et l'utiliser dans son propre intérêt contre la bourgeoisie, contre le capitalisme. Voilà pourquoi, à chaque manifestation violente de la révolution, en octobre 1905 ou en février 1917, on voyait apparaître des Soviets de députés ouvriers, germes du nouvel appareil politique destiné à écraser la bourgeoisie, — à l'opposé du Parlement bourgeois, vieux mécanisme politique dont la mission est d'écraser le prolétariat. La bourgeoisie de chez nous a tenté à deux reprises de restaurer le Parlement bourgeois et de supprimer les Soviets : en août 1917, à l'époque du « pré-Parlement », avant la prise du pouvoir par les bolcheviks, et en janvier 1918, lors de l'« Assemblée constituante », après la prise du pouvoir par le prolétariat ; mais ces tentatives s'avèrent inopérantes. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie était, déjà, isolée politiquement. Des millions de travailleurs regardaient le prolétariat comme l'unique conducteur de la révolution ; d'autre part, les Soviets avaient déjà fait leurs preuves en tant que pouvoir ouvrier, et le prolétariat se rendait compte que substituer aux Soviets un Parlement bourgeois eût été le suicide pour lui. Rien d'étonnant que le Parlement bourgeois n'ait pas « pris » chez nous. Voilà pourquoi la révolution, en Russie, a amené au pouvoir le prolétariat.

Tels sont les résultats de la mise en œuvre du système léniniste de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution.

En cinquième lieu : le problème national et colonial. Marx et Engels, analysant en leur temps les événements d'Irlande, des Indes, de Chine, des pays d'Europe centrale, de Pologne, de Hongrie, ont fourni les idées directrices, les idées fondamentales de la question nationale et coloniale.

Dans son œuvre, Lénine se recommande de ces idées, mais il apporte en plus des facteurs nouveaux : 1. Il groupe ces idées en un système coordonné de conceptions sur les révolutions nationales et coloniales à l'époque de l'impérialisme ; 2. il rattache le problème national et colonial à celui du renversement de l'impérialisme ; 3. il proclame le problème national et colonial partie intégrante du problème général de la révolution prolétarienne internationale.

Enfin, le problème du Parti du prolétariat, Marx et Engels ont esquissé les grandes lignes de leur conception du Parti, qu'ils considéraient comme le détachement avancé du prolétariat, sans lequel ce dernier ne saurait réaliser son émancipation ni dans le sens de la prise du pouvoir, ni dans celui de la transformation de la société capitaliste. Ce qu'il y a de nouveau chez Lénine, en ce sens, c'est qu'il a développé ces grandes lignes conformément aux nouvelles conditions de lutte du prolétariat en période impérialiste; il a montré que : 1. le Parti est la forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat, à côté des autres formes de cette organisation (syndicats, coopératives, Etat), dont il est appelé à diriger et à coordonner l'action; 2. la dictature du prolétariat ne sera réalisée que par le Parti qui en est la force dirigeante ; 3. la dictature du prolétariat ne peut être intégrale que si elle est dirigée par un seul parti, le Parti communiste, qui ne partage pas et ne doit pas partager la direction avec d'autres partis ; 4. sans une discipline de fer, dans le Parti, on ne réalisera pas les tâches de la dictature

du prolétariat, qui consistent à écraser les exploités et à édifier une société socialiste à la place de la société divisée en classes.

Voilà donc quelles sont les innovations apportées par Lénine dans son œuvre, où se trouve concrétisée et développée la doctrine de Marx, conformément aux nouvelles conditions de lutte du prolétariat en période impérialiste.

C'est pour cette raison que l'on dit chez nous, que le léninisme est du marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes.

Il en résulte que l'on ne saurait séparer le léninisme du marxisme, ni à plus forte raison, le lui opposer.

La question posée par la délégation contient ensuite ceci : « Serait-il juste de dire que Lénine croyait en la « révolution créatrice », alors que Marx était plutôt enclin à attendre que les forces économiques eussent atteint le point culminant de leur développement ? »

J'estime que ce serait une erreur que de l'affirmer. Je pense que toute révolution populaire, dans la mesure où elle est réellement populaire, est créatrice, puisqu'elle détruit l'ancien régime et crée, édifie un nouveau régime. Naturellement, il ne saurait y avoir rien de fécond dans les « révolutions », s'il est permis de les appeler de ce nom, qui éclatent quelquefois, par exemple, en Albanie, sous la forme de « soulèvements » grotesques entre tribus. Ces « soulèvements » n'ont jamais été des révolutions aux yeux des marxistes. Il n'est point visiblement question de « soulèvements » de cette espèce, mais d'une révolution populaire de masse, qui dresse les classes opprimées contre les classes oppressives. Or, une telle révolution ne peut pas ne pas être créatrice. Marx et Lénine étaient, l'un et l'autre, pour une telle révolution précisément, et rien que pour une telle révolution. Il va de soi qu'une révolution semblable ne peut se produire que dans certaines conditions favorables d'ordre politique et économique.

Deuxième question. — *A-t-on raison de dire que le Parti communiste contrôle le gouvernement ?*

Réponse. — Tout dépend de la façon dont on conçoit le contrôle. Dans les pays capitalistes, on conçoit ce terme d'une manière un peu spéciale. Je sais maints gouvernements capitalistes soumis au contrôle des grandes banques, cela malgré les Parlements « démocratiques ». Ces derniers prétendent seuls exercer le contrôle sur le gouvernement. Or, on sait que la composition des gouvernements est déterminée à l'avance par les puissants consortiums financiers qui contrôlent leurs actes. Tout le monde sait que dans aucune « puissance » capitaliste, le Cabinet n'est jamais formé contre la volonté des magnats de la finance, dont une pression financière suffit pour culbuter les ministres. C'est ainsi que les banques exercent un contrôle véritable sur les gouvernements à côté du contrôle apparent des Parlements. S'il s'agit d'un contrôle de cette espèce, je dois déclarer que, chez nous, le contrôle des « sacs d'écus » sur le gouvernement est impossible et entièrement exclu, pour la bonne raison que les banques de chez nous sont depuis longtemps nationalisées et que les « sacs d'écus » sont depuis longtemps boutés hors de l'U.R.S.S.

La délégation voulait peut-être parler non du contrôle, mais de la direction du Parti à l'égard du gouvernement ? Si c'est cela que la délégation entendait, je répond : Oui, le Parti, chez nous, dirige le gouvernement. Cette direction est possible parce que le Parti jouit de la confiance de la majorité des ouvriers et des travailleurs ; il a le droit de diriger les organes gouvernementaux au nom de cette majorité.

Comment s'exerce la direction du gouvernement par le Parti ouvrier de l'U.R.S.S., par le P.C. de l'U.R.S.S. ?

D'abord, le Parti s'efforce, par l'intermédiaire des Soviets et de leurs congrès, de faire nommer aux postes d'Etat les plus importants de notre pays ses candidats, ses meilleurs militants, dévoués à la cause du prolétariat et résolus à le servir avec abnégation. Dans l'immense majorité des cas, le Parti

réussit à faire adopter ses candidats grâce à la confiance que lui témoignent les ouvriers et les paysans. Ce n'est pas par hasard qu'à la tête des organes gouvernementaux, chez nous, se trouvent des communistes, et que ces dirigeants jouissent d'un grand crédit dans le pays.

En deuxième lieu, le Parti contrôle le travail des organes gouvernementaux, celui des organes administratifs : il redresse leurs erreurs et leurs défauts inévitables, en les aidant à réaliser les décisions du gouvernement, à leur assurer l'appui des masses. A noter que les organes de gouvernement ne prennent aucune mesure importante sans s'inspirer des indications appropriées du Parti.

En troisième lieu, le Parti fournit les directives générales qui aident les organes du pouvoir à élaborer leur plan de travail : industrie, agriculture, commerce, action éducative, — directives qui déterminent le caractère et le sens du travail de ces organes pour toute la durée de l'exercice de ces plans.

La presse bourgeoise s' « étonne » d'ordinaire de cette « intervention » du Parti dans les affaires de l'Etat. Mais cet « étonnement » est foncièrement hypocrite. On sait que dans les pays capitalistes, les partis bourgeois « interviennent », au même titre, dans les affaires de l'Etat et dirigent les gouvernements; que là-bas cette direction est détenue par un cercle restreint de personnes liées d'une façon ou d'une autre aux grandes banques et qui s'efforcent, par suite, de cacher leur jeu à la population. Tout le monde sait qu'en Angleterre et dans les autres pays capitalistes, tous les partis bourgeois ont leur Cabinet occulte composé d'un nombre restreint de personnes auxquelles est confiée la direction des affaires.

Rappelez-vous, par exemple, le fameux discours de Lloyd George sur le cabinet occulte du Parti libéral. Sous ce rapport, la différence entre le pays soviétique et les pays capitalistes consiste en ce que: 1. dans les pays du capitalisme, les partis bourgeois dirigent l'Etat dans l'intérêt de la bourgeoisie et contre le prolétariat, alors qu'en U.R.S.S., le P.C. dirige l'Etat dans l'intérêt du prolétariat et contre la bourgeoisie ; 2. les partis bourgeois cachent au peuple leur rôle dirigeant et ont recours à des Cabinets clandestins, louches, alors qu'en U.R.S.S. le P.C. n'a pas besoin de se faire aider de Cabinets secrets. Il flétrit la politique et l'activité des Cabinets secrets et proclame ouvertement devant le pays qu'il revendique la responsabilité de la direction de l'Etat.

Un des délégués : *Est-ce sur la même base que le Parti dirige les syndicats ?*

Staline. — En substance, oui. Du point de vue formel, le Parti ne peut imposer aux syndicats aucune espèce de directives. Mais le Parti donne des directives aux communistes travaillant dans les syndicats. On sait qu'il existe des fractions communistes dans les syndicats comme, du reste, dans les Soviets, les coopératives, etc. Ces fractions communistes ont pour devoir de chercher par la persuasion à faire adopter aux syndicats, Soviets, coopératives, etc., des décisions concordant avec les directives du Parti. Dans la plupart des cas, elles réussissent à se faire écouter, le Parti jouissant d'une grande influence parmi les masses dont la confiance lui est entièrement acquise. C'est ainsi que se trouve réalisée l'unité d'action des organisations les plus diverses du prolétariat. Autrement, le travail de ces organisations de la classe ouvrière aurait un caractère désordonné, chaotique.

Troisième question. — *Un seul parti étant légal, en Russie, comment savez-vous que les masses sympathisent avec le communisme ?*

Réponse. — Il est vrai qu'en U.R.S.S. il n'existe pas de partis bourgeois légaux. Un seul parti, le parti des ouvriers, le P.C., jouit de la légalité. Y a-t-il cependant chez nous des moyens de nous rendre compte que la majorité des ouvriers, la majorité des masses laborieuses sympathisent avec le communisme ? Bien entendu, il s'agit des masses ouvrières et paysannes, et non point de la nouvelle bourgeoisie, non point des débris des classes des exploités démolies déjà par le prolétariat. En effet, nous avons la possibilité, les voies et les moyens de nous rendre compte si, oui ou non, les ouvriers et les paysans sympathisent avec les communistes. Passons en revue les périodes les plus importantes de

l'histoire de notre pays pour voir si l'on a raison de dire que les sympathies des masses vont réellement aux communistes.

Examinons, avant tout, une époque aussi grave que celle de la révolution d'Octobre 1917, où le Parti communiste, en tant que parti précisément, appelait ouvertement les ouvriers et les paysans à renverser le pouvoir de la bourgeoisie, et où ce parti était soutenu par l'immense majorité des ouvriers, des soldats et des paysans. La situation se présentait comme suit : le pouvoir était détenu par les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates (menchéviks), qui bloquaient avec la bourgeoisie. Le pouvoir central et local, ainsi que le commandement de l'armée de 12 millions de soldats étaient assurés par ces partis qui exerçaient le gouvernement. Le P.C. était semi-clandestin. Les bourgeois de tous les pays pronostiquaient la faillite imminente du Parti bolchevik. L'Entente était pleinement et sans réserve pour le gouvernement Kérénski. Mais le P.C., le Parti bolchevik, n'en appelait pas moins le prolétariat à renverser ce gouvernement et à instaurer la dictature du prolétariat.

Eh bien, la majorité immense des masses laborieuses, du front comme de l'arrière, soutenait résolument les bolcheviks. C'est ainsi que le gouvernement Kérénski fut renversé et le pouvoir du prolétariat instauré. Comment se fait-il que les bolcheviks soient sortis victorieux malgré les prophéties hostiles des bourgeois de tous les pays du monde sur la chute du Parti bolchevik ? N'est-ce pas parce que les grandes masses des travailleurs sympathisent avec le Parti bolchevik ? Je crois que oui.

Voilà donc ce qui démontre, en premier lieu, l'autorité et l'influence du Parti communiste parmi les larges masses de la population.

Prenons la période suivante, celle de l'intervention militaire, de la guerre civile, où les capitalistes anglais occupaient le nord de la Russie, la région d'Arkhangelsk et de Mourman ; où les capitalistes américains, anglais, japonais et français occupaient la Sibérie et organisaient l'expédition Koltchak ; où les capitalistes français et anglais se préparaient à envahir le « sud de la Russie », en armant Dénikine et Wrangel. Ce fut une guerre livrée par l'Entente et les généraux contre-révolutionnaires russes au gouvernement communiste de Moscou, aux conquêtes de notre révolution d'Octobre. Ce fut une période où se vérifiaient grandement la force et la stabilité du Parti communiste au sein des grandes masses ouvrières et paysannes. Eh bien, on, le sait bien, au sortir de la guerre civile, les envahisseurs furent jetés hors de la Russie et les généraux contre-révolutionnaires furent battus par l'Armée rouge. La fin de la guerre était déterminée, en fin de compte, non par la technique dont Koltchak et Dénikine étaient abondamment fournis par les soins des ennemis de l'U.R.S.S., mais par une politique juste, par la sympathie et l'appui des multitudes. Est-ce par hasard que le Parti bolchevik est sorti victorieux à ce moment ? Non, évidemment. Or, n'est-ce pas là une preuve que le Parti communiste jouit, chez nous, de la sympathie des grandes masses de la population laborieuse ?

Je crois que oui. Voilà donc ce qui démontre, en second lieu, la force et la stabilité du P.C. de l'U.R.S.S.

Passons maintenant à la période actuelle, à la période d'après-guerre où des questions d'édification pacifique sont à l'ordre du jour, où le délabrement économique a cédé la place à la reconstitution de l'industrie, et enfin à la reconstruction de l'ensemble de notre économie nationale sur une nouvelle base technique. Or, je demande : Avons-nous aujourd'hui les moyens de vérifier la force et la stabilité du Parti communiste, de déterminer le degré de sympathie des populations laborieuses envers ce parti ? Je crois que oui.

Considérons avant tout les syndicats qui groupent près de 10 millions de prolétaires, et examinons la composition des organes dirigeants de ces syndicats. Est-ce par hasard qu'à la tête de ces derniers se trouvent des communistes ? Non, certes. Il serait puéril de s'imaginer que les ouvriers de l'U.R.S.S. se désintéressent de la composition des organes syndicaux dirigeants. Les ouvriers de l'U.R.S.S. ont été élevés et éduqués à travers la tourmente de trois révolutions. Mieux que personne, ils ont appris à

vérifier l'activité de leurs dirigeants et à les écarter s'ils cessent de servir les intérêts du prolétariat. L'homme le plus populaire de notre parti fut, en son temps, Plékhanov. Et cela n'a pourtant pas empêché les ouvriers de l'écarter résolument quand ils acquirent la conviction que Plékhanov abandonnait la ligne prolétarienne. Et si ces ouvriers donnent leur entière confiance aux communistes en les proposant à des postes de direction syndicale, n'est-ce pas un témoignage certain que la force et la stabilité du P.C. sont énormes parmi les travailleurs de l'U.R.S.S. ? Voilà une preuve de plus que les grandes masses de travailleurs sympathisent absolument avec le Parti communiste.

Prenons les récentes élections aux Soviets. En U.R.S.S., le droit de suffrage est accordé à toute la population adulte, à partir de l'âge de 18 ans, sans distinction de sexe ni de nationalité, excepté les éléments bourgeois qui exploitent le travail d'autrui. Cela fait un total de 60 millions environ d'électeurs. Bien entendu l'immense majorité d'entre eux sont des paysans. Sur ces 60 millions d'électeurs, ont usé du droit de vote 51 % environ, soit plus de 30 millions de personnes. Regardez maintenant la composition des organes dirigeants de nos Soviets, du centre et de la province. Est-ce par hasard que l'immense majorité des éléments dirigeants sont des communistes ? Il est certain que ce n'est pas là un phénomène accidentel. N'est-ce pas une preuve que le Parti communiste jouit de la confiance des multitudes paysannes ? Je crois que oui.

Voilà donc ce qui prouve une fois de plus la force et la stabilité du Parti communiste.

Prenons les Jeunesses communistes dont les organisations englobent près de deux millions de jeunes ouvriers et paysans. Est-ce par hasard que l'immense majorité des éléments dirigeants électifs de ces organisations sont des communistes ? Je ne le crois pas.

Voilà donc ce qui prouve une fois de plus la force et l'autorité du Parti communiste.

Prenons enfin nos innombrables conférences, congrès, assemblées de délégués, etc., qui groupent des millions de travailleurs des deux sexes, ouvriers et ouvrières, paysans et paysannes, de toutes les nationalités peuplant l'Union soviétique. Les Occidentaux se plaisent à bafouer ces congrès et ces conférences, disant que les Russes aiment à parler. Or, ces conférences et ces congrès sont pour nous d'une importance considérable ; ils permettent de nous rendre compte de l'opinion des masses, de dévoiler nos fautes et de trouver les moyens de les faire disparaître. Car nous en commettons pas mal, nous ne le dissimulons pas; nous estimons que la mise à jour de ces fautes et leur redressement loyal sont le meilleur moyen d'améliorer le gouvernement du pays.

Parcourez les discours des orateurs à ces congrès et conférences, réfléchissez aux remarques pleines de bon sens pratique et dépourvues de malice de ces « hommes *simples* » d'origine ouvrière ou paysanne; étudiez leurs résolutions, — et vous verrez combien grandes sont l'influence et le prestige du Parti communiste ; vous verrez que tous les partis du monde pourraient envier cette influence et ce prestige. Une preuve de plus de la stabilité du Parti communiste.

Tels sont les voies et les moyens permettant de vérifier la force et l'influence du Parti communiste parmi les masses populaires.

Voilà ce qui me dit que les grandes masses ouvrières et paysannes de l'U.R.S.S. sympathisent avec le Parti communiste.

Quatrième question. — *Si un groupe sans-parti venait à organiser une fraction et à poser ses candidatures aux élections, à supposer que ces candidats soient pour le soutien du gouvernement soviétique, mais pour la suppression du monopole du commerce extérieur, — ce groupe pourrait-il engager une active campagne électorale et en aurait-il les moyens ?*

Réponse. — Je pense que cette question renferme une contradiction irréductible. On ne saurait concevoir un groupe préconisant le soutien du gouvernement soviétique et revendiquant en même

temps la suppression du monopole du commerce extérieur. Pourquoi? Mais parce que le monopole du commerce extérieur constitue l'une des bases immuables de la « plate-forme » du gouvernement soviétique. Et le groupe qui demanderait la suppression du monopole du commerce extérieur ne pourrait être pour le soutien du gouvernement soviétique, parce que profondément hostile au régime soviétique tout entier.

Certes, il est des éléments, en U.R.S.S., réclamant la suppression du monopole du commerce extérieur. Ce sont les nepmans, les koulaks, les débris des classes des exploités déjà défaits, etc. Mais ces éléments ne forment qu'une partie infime de la population. Je crois que ce ne sont pas ces éléments-là que vise la délégation. Mais s'il s'agit des ouvriers et des masses paysannes laborieuses, je dois déclarer que la revendication tendant à supprimer le monopole du commerce extérieur ne saurait que provoquer des rires et des manifestations d'hostilité de leur part.

En effet, que signifierait pour les ouvriers la suppression du monopole du commerce extérieur ? Cela reviendrait pour eux à abandonner l'industrialisation du pays, la construction de nouvelles usines et fabriques et l'agrandissement des vieilles. Cela reviendrait pour eux à faire envahir l'U.R.S.S. par des marchandises venant des pays capitalistes, à comprimer notre industrie par suite de sa faiblesse relative, à accroître le chômage, à empirer la situation matérielle de la classe ouvrière, à affaiblir ses positions économiques et politiques. Ce qui aboutirait, finalement, à renforcer le nepman et, en général, la nouvelle bourgeoisie. Le prolétariat de l'U.R.S.S. peut-il accepter ce suicide ? Non, évidemment.

Voyons ce que la suppression du monopole du commerce extérieur apporterait aux paysans laborieux. Elle signifierait la transformation de notre pays indépendant en un pays semi-colonial et la paupérisation des masses paysannes. Elle impliquerait le retour au régime de la « liberté du commerce », qui régnait sous Koltchak et Dénikine, où les millions de paysans étaient pillés et écorchés en toute liberté, par les efforts conjugués des généraux contre-révolutionnaires et des « Alliés ». Elle signifierait en somme le renforcement des koulaks et des autres éléments exploités de la campagne. Les paysans connaissent suffisamment les beautés de ce régime pour l'avoir subi en Ukraine et au Caucase du Nord, sur le Volga et en Sibérie. Y a-t-il des raisons de croire qu'ils consentiront à se laisser nouer une corde autour du cou ? Il est évident que les masses paysannes laborieuses ne peuvent pas être pour la suppression du monopole du commerce extérieur.

Un des délégués. — *La délégation n'a mentionné la suppression du monopole du commerce extérieur qu'à titre d'exemple susceptible de rallier tout un groupe de la population, si en U.R.S.S. n'était pas détenu par un seul parti le monopole de la légalité.*

Staline. — La délégation revient ainsi à la question du monopole du Parti communiste, unique parti légal de l'U.R.S.S. J'ai déjà répondu brièvement à cette question, en parlant des voies et des moyens de vérifier la sympathie des millions d'ouvriers et de paysans pour le Parti communiste. Quant aux autres couches de la population, les koulaks, les nepmans, les débris des vieilles classes des exploités aujourd'hui défaits, — elles n'ont pas, chez nous, le droit de se constituer en organisations politiques, comme elles sont, du reste, privées du droit de vote. Le prolétariat a enlevé à la bourgeoisie non seulement les usines et les fabriques, les banques, les chemins de fer, la terre et les mines. Il lui a enlevé aussi le droit de posséder une organisation politique, car le prolétariat ne veut point voir renaître le régime bourgeois.

La délégation n'a visiblement rien à objecter contre le prolétariat de l'U.R.S.S. qui a dépossédé la bourgeoisie et les propriétaires fonciers de leurs usines et fabriques, de leurs chemins de fer et de la terre, de leurs banques et de leurs mines (*Rires*). Mais il me semble que la délégation manifeste quelque étonnement de ce que le prolétariat ne s'est pas arrêté là et a dépouillé la bourgeoisie des droits politiques. J'estime que cela n'est pas tout à fait logique ou, plus exactement, pas logique du tout.

Pourquoi demander au prolétariat de la générosité à l'égard de la bourgeoisie ? La bourgeoisie qui, en Europe occidentale, est au pouvoir, fait-elle le moins du monde preuve de générosité envers le prolétariat ? Ne réduit-elle pas à l'illégalité les partis véritablement révolutionnaires de la classe ouvrière ? Pourquoi exiger du prolétariat de l'U.R.S.S. de la générosité envers son ennemi de classe ? Je crois que la logique oblige. Ceux qui admettent la possibilité de restituer à la bourgeoisie ses droits politiques doivent, pour être logiques, aller plus loin et poser la question du retour à la bourgeoisie des usines et des fabriques, des chemins de fer et des banques.

Un des délégués. — *La délégation voulait se rendre compte comment pouvaient trouver leur expression légale, dans la classe ouvrière et la paysannerie, des opinions distinctes de celles du Parti communiste. On aurait tort d'interpréter la question en ce sens que la délégation entend restituer les droits politiques à la bourgeoisie, qu'elle s'intéresse à la manière dont la bourgeoisie pourrait trouver une expression légale à ses idées. Ce que nous demandons, c'est de savoir comment des idées nées au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie, et distinctes de celles du Parti communiste, peuvent trouver une expression légale.*

Un autre délégué. — *Ces opinions distinctes pourraient-elles trouver leur expression dans les organisations de masse de la classe ouvrière, telles que les syndicats, etc. ?*

Staline. — Fort bien. Donc, il ne s'agit pas du rétablissement des droits politiques de la bourgeoisie, mais de la lutte d'idées à l'intérieur de la classe ouvrière et de la paysannerie. Peut-on dire qu'à l'heure actuelle une lutte d'idées se livre au sein de la classe ouvrière et parmi les masses paysannes laborieuses ? Oui, certainement. Des millions d'ouvriers et de paysans ne sauraient évidemment penser de la même façon. Cela n'existe pas. D'abord, la différence est grande entre les ouvriers et les paysans au point de vue de leur situation économique et de leur façon d'envisager tel ou tel problème. Ensuite, il existe des distinctions d'idées au sein même de la classe ouvrière, des différences d'éducation, d'âge, de tempérament, des différences entre les ouvriers anciens et les ouvriers récemment venus de la campagne, etc. Tout cela crée une lutte idéologique parmi les ouvriers et les masses paysannes laborieuses, lutte qui reçoit une expression légale aux réunions, dans les syndicats, dans les coopératives, lors des élections aux Soviets, etc.

Mais la différence est colossale entre la lutte d'idées telle qu'elle se produit aujourd'hui, sous la dictature du prolétariat, et celle d'autrefois, d'avant la révolution d'Octobre. Autrefois, la lutte d'idées parmi les ouvriers et les paysans laborieux portait surtout sur les questions concernant le renversement du tsarisme, des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, du régime bourgeois. Aujourd'hui, en régime de dictature du prolétariat, la lutte d'idées ne se livre pas autour du renversement du régime établi, mais autour des questions touchant le perfectionnement des organes du pouvoir soviétique, l'amélioration de leur travail. La différence est nette. Rien d'étonnant à ce que la lutte idéologique autour de l'abolition du régime existant, par la voie révolutionnaire, ait fait apparaître, dans le passé, plusieurs partis rivaux à l'intérieur de la classe ouvrière et des masses paysannes laborieuses. Ces partis étaient : les bolcheviks, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. D'autre part, il n'est pas difficile de se rendre compte qu'aujourd'hui, en régime de dictature du prolétariat, la lutte d'opinions qui vise non l'abolition du régime soviétique existant, mais son perfectionnement et sa consolidation, ne saurait justifier l'existence de plusieurs partis à l'intérieur de la classe ouvrière et des masses paysannes laborieuses.

Voilà la raison pour laquelle la légalité d'un seul parti, du Parti communiste, le monopole de ce parti, loin de provoquer des objections parmi les ouvriers et les paysans laborieux, est accepté, au contraire, comme chose nécessaire et désirable.

La situation de notre parti, unique parti légal dans le pays (le monopole du P.C.) ne présente rien d'artificiel ni de spécialement inventé. Une telle situation ne saurait être créée artificiellement, au moyen de machinations administratives, etc. Le monopole de notre parti a été engendré par la vie même, provoqué par des facteurs historiques, il est le résultat notamment de la banqueroute définitive

des partis menchevik et socialiste-révolutionnaire qui ont quitté la scène dans le cadre de notre réalité. Que furent dans le passé les partis des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks ? Ils furent les porte-parole de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. Quelles forces cultivaient et soutenaient ces partis avant Octobre 1917 ? La classe bourgeoise et le régime bourgeois. Or, il est évident qu'avec le renversement de la bourgeoisie devait disparaître la raison d'être de ces partis. Que devinrent ces partis après Octobre 1917 ? Ils devinrent des partis de la restauration du capitalisme et du renversement du pouvoir prolétarien. N'est-il pas évident que ces partis devaient perdre tout terrain et toute influence parmi les ouvriers et les paysans laborieux ?

La lutte entre le parti des communistes et les partis des menchéviks et socialistes-révolutionnaires pour l'influence sur la classe ouvrière ne date pas d'hier. Ses origines remontent aux premières manifestations du mouvement révolutionnaire de masse en Russie, avant 1905. La période comprise entre 1903 et octobre 1917 est une période de lutte idéologique acharnée au sein de la classe ouvrière de notre pays, période de lutte entre bolcheviks, menchéviks, socialistes-révolutionnaires pour l'influence dans la classe ouvrière. Depuis, la classe ouvrière de l'U.R.S.S. a passé par trois révolutions. C'est au travers de ces révolutions qu'elle a éprouvé et vérifié ces partis, leur utilité à la cause de la révolution prolétarienne, leur esprit révolutionnaire prolétarien. Et aux journées d'Octobre 1917, où l'histoire a dressé le bilan de toutes les luttes révolutionnaires du passé; où l'histoire a pesé sur sa balance le rôle de chacun des partis ayant lutté à l'intérieur de la classe ouvrière, — la classe ouvrière de l'U.R.S.S. fixa définitivement son choix sur le Parti communiste, unique parti prolétarien. Comment se fait-il que le choix de la classe ouvrière se soit arrêté sur le Parti communiste? Ne sait-on pas, par exemple, qu'en avril 1917 les bolcheviks formaient une minorité infime au Soviet de Pétrograd ? Ne sait-on pas, par exemple, que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks avaient alors une majorité écrasante dans les Soviets ? Ignore-t-on qu'aux approches des journées d'Octobre tout l'appareil politique et tous les moyens de contrainte se trouvaient entre les mains des partis menchevik et socialiste-révolutionnaire, alliés à la bourgeoisie ? Ce choix est dû au fait que le Parti communiste était alors pour la liquidation de la guerre, pour une paix démocratique immédiate, alors que les menchéviks et les s.-r. demandaient « la guerre jusqu'au bout », la continuation de la guerre impérialiste. Ce choix est dû au fait que le P.C. était, à l'époque, pour le renversement du gouvernement Kérenski, pour l'abolition du régime bourgeois, pour la nationalisation des usines, des banques et des chemins de fer, alors que les menchéviks et les s.-r. défendaient le gouvernement Kérenski et les droits de la bourgeoisie sur les usines, les banques et les chemins de fer. Ce choix est dû au fait que le Parti communiste était à l'époque pour la confiscation immédiate des terres appartenant aux propriétaires fonciers, au profit des paysans, alors que les menchéviks et les s.-r. renvoyaient cette question à l'Assemblée constituante dont la convocation était, à son tour, renvoyée à une date indéterminée. Qu'y a-t-il donc d'étonnant que les ouvriers et les paysans pauvres aient finalement arrêté leur choix sur le Parti communiste ? Qu'y a-t-il d'étonnant que les partis menchevik et socialiste-révolutionnaire aient sombré si rapidement ?

Telles sont les raisons qui ont amené le Parti communiste au pouvoir.

La période suivante, celle qui vient après Octobre 1917, la période de guerre civile, fut marquée par la chute définitive des menchéviks et des s.-r., le triomphe du Parti bolchevik. Au cours de cette période, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont contribué eux-mêmes au triomphe du Parti communiste. Ces partis défaits et coulés à fond, pendant la révolution d'Octobre, leurs débris commencèrent à s'associer aux soulèvements contre-révolutionnaires des koulaks; ils s'allièrent à Koltchak et à Dénikine, entrèrent au service de l'Entente et se compromirent ainsi, de façon définitive, aux yeux des ouvriers et des paysans. La situation se présentait comme suit: les s.-r. et les menchéviks devenus, de révolutionnaires bourgeois des contre-révolutionnaires bourgeois, aidaient l'Entente à étrangler la nouvelle Russie, la Russie soviétique. Les bolcheviks groupaient autour d'eux tous les éléments honnêtes et révolutionnaires, levaient des détachements de plus en plus nombreux d'ouvriers et de paysans pour combattre l'Entente et défendre la patrie socialiste. Naturellement, au cours de cette période, la victoire des communistes devait amener et a réellement amené la défaite totale des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Quoi d'étonnant si le Parti communiste est devenu, après cela, l'unique parti de la classe ouvrière et des paysans pauvres ?

Ainsi s'est formé chez nous le monopole du P.C., unique parti légal de notre pays.

Vous avez parlé de la lutte d'idées parmi les ouvriers et les paysans, aujourd'hui, en régime de dictature du prolétariat. Je vous ai déjà dit que la lutte idéologique existe et existera, qu'elle est la condition de tout mouvement en avant. Mais la lutte d'opinions qui se livre actuellement parmi les ouvriers porte non sur les questions de principe ayant trait au renversement du régime soviétique, mais sur les problèmes pratiques visant à perfectionner les Soviets, à redresser les fautes des organes soviétiques, et, partant, à consolider le régime établi. On conçoit aisément que cette lutte est appelée à renforcer et à perfectionner le Parti communiste, à en élargir le monopole. On conçoit aisément que cette lutte d'opinions ne saurait justifier la formation d'autres partis politiques dans la classe ouvrière et parmi les masses paysannes.

Cinquième question. — *Pourriez-vous nous faire part, sommairement, des divergences d'idées entre vous et Trotski ?*

Réponse. — D'abord je dois faire remarquer que mes divergences avec Trotski n'ont rien de personnel. S'il s'agissait de divergences d'ordre personnel, le Parti ne s'en occuperait pas même l'espace d'une heure. Le Parti n'aime pas voir des personnages accaparer la scène. Il s'agit visiblement de divergences dans le Parti. C'est ainsi que j'ai compris la question. En effet, ces divergences existent. La nature de ces divergences a été mise à jour avec force détails par Rykov et Boukharine dans leurs récents rapports respectifs à Moscou et Leningrad. Ces rapports ont été publiés. Je n'ai rien à ajouter à ce qui y est dit sur nos divergences. Si vous ne les avez pas, ces documents, je pourrai vous les faire avoir. (*La délégation déclare être en possession de ces documents.*)

Un délégué. — *De retour chez nous, on nous interrogera sur vos divergences; or, nous n'avons pas tous les documents nécessaires. Par exemple, nous n'avons pas la « plate-forme des 83 ».*

Staline. — Je n'ai pas signé cette plate-forme. Je n'ai pas le droit de disposer de documents qui ne sont pas à moi. (*Hilarité.*)

Sixième question. — *Dans les pays capitalistes, ce qui stimule surtout le développement industriel, c'est l'espoir de réaliser des bénéfices. Or, ce mobile fait défaut en U.R.S.S. — relativement, bien entendu. Quel facteur remplace ce mobile et dans quelle mesure ce facteur est-il efficace, à votre point de vue ? Ce facteur est-il permanent ?*

Réponse. — C'est juste. Ce qui stimule, principalement, l'économie capitaliste, c'est le bénéfice. Il est également vrai que le bénéfice n'est ni l'objectif, ni le mobile de notre industrie socialiste. Mais alors quel est le mobile de notre industrie ?

C'est d'abord la conscience que les usines appartiennent, chez nous, à l'ensemble de la nation, au lieu d'être la propriété de capitalistes isolés; que les usines sont dirigées non par des agents capitalistes, mais par les représentants de la classe ouvrière. La conscience que les ouvriers travaillent non pour les capitalistes, mais pour leur Etat ouvrier, pour leur propre classe, — constitue une force motrice énorme dans le développement et le perfectionnement de notre industrie. Il convient de noter que l'immense majorité de nos directeurs d'usines sont des ouvriers désignés par le Conseil supérieur de l'économie nationale en accord avec les syndicats, et qu'aucun directeur ne peut garder son poste sans l'assentiment des ouvriers ou des syndicats intéressés. En outre, dans chaque entreprise il existe un comité d'usine élu par les ouvriers, chargé de contrôler l'activité de l'administration. A noter enfin que dans toutes les entreprises industrielles il existe des conférences de production dont font partie tous les ouvriers de l'entreprise, et où ces derniers vérifient le travail du directeur de l'entreprise, discutent le plan de travail de l'administration, signalent les fautes et les imperfections qu'ils peuvent corriger par

l'intermédiaire des syndicats, du Parti, des organes du pouvoir soviétique. Il est facile de voir que toutes ces circonstances changent du tout au tout tant la situation des ouvriers que le règlement de l'entreprise. En régime capitaliste, l'ouvrier regarde l'usine comme une prison, alors qu'en régime soviétique l'usine, pour l'ouvrier, est une chose qui lui est chère et qu'il aime, au développement et perfectionnement de laquelle il est vivement intéressé. Est-il besoin de démontrer que cette nouvelle attitude des ouvriers à l'égard de l'usine, que ce sentiment d'affection des ouvriers pour l'entreprise constitue le mobile le plus efficace de notre industrie ? C'est à cet état de choses que tient le nombre croissant des ouvriers inventeurs dans le domaine de la technique industrielle, et organisateurs d'industrie.

En second lieu, la conscience que chez nous les revenus de l'industrie sont destinés non à enrichir une poignée d'individus, mais à élargir l'industrie, à relever le niveau matériel et culturel de la classe ouvrière, à diminuer les prix de vente des produits industriels indispensables aux ouvriers et aux paysans, et donc à améliorer toujours la situation matérielle des masses laborieuses. Le capitaliste, lui, ne peut pas employer ses revenus au relèvement du bien-être de la classe ouvrière. Il ne vit que pour réaliser des bénéfices. Autrement, serait-il capitaliste ? Il tire des bénéfices pour se constituer un capital complémentaire qu'il exportera dans des pays moins développés où le manque de capitaux se fait vivement sentir, afin d'en tirer des bénéfices nouveaux, plus considérables encore.

C'est ainsi que les capitaux sont exportés de l'Amérique du Nord en Chine, en Indonésie, dans l'Amérique du Sud, en Europe; de France aux colonies françaises; d'Angleterre aux colonies anglaises. Chez nous il en va tout autrement, car nous ne faisons pas de politique coloniale que nous répudions. Chez nous, les revenus de l'industrie restent dans le pays et sont employés à l'extension ultérieure de l'industrie, à l'amélioration de la situation des ouvriers, à l'élargissement du marché intérieur, le marché rural compris, par la diminution des prix de vente sur les objets industriels. 10 % des bénéfices industriels sont employés chez nous à améliorer la situation des ouvriers. Les assurances sociales aux frais de l'Etat se montent à 13 % des salaires ouvriers (ce qui fait une somme de plus de 800 millions de roubles par an). Une certaine partie des revenus (je ne saurais préciser en ce moment quelle partie) est affectée aux besoins d'ordre culturel, à l'apprentissage industriel et aux congés. Une portion assez considérable de ces revenus (je ne saurais non plus préciser ici quelle partie) est utilisée en vue de relever annuellement les salaires ouvriers. Le restant des revenus industriels est employé à l'élargissement ultérieur de l'industrie, à la réparation des vieilles usines, à l'édification d'usines neuves, et, enfin, à rendre meilleur marché les produits industriels. Tous ces faits ont une importance énorme pour notre industrie, d'abord parce qu'ils favorisent le rapprochement de l'agriculture et de l'industrie et atténuent les contradictions entre la ville et la campagne; ensuite, parce qu'ils contribuent à l'extension du marché intérieur, urbain et rural, créant ainsi une base sans cesse accrue pour le développement ultérieur de l'industrie.

Et enfin, la nationalisation de l'industrie permet de diriger celle-ci d'après un plan précis.

Ces mobiles, ces stimulants de notre industrie seront-ils des facteurs permanents? Pourront-ils exercer leur effet de façon constante? Oui, il est absolument certain que ces mobiles et stimulants agiront en permanence. Et dans la mesure où notre industrie se développera la force et le rôle de ces facteurs iront en s'accroissant.

Septième question. — *Dans quelle mesure l'U.R.S.S. peut-elle collaborer avec l'industrie capitaliste des autres pays ? Cette collaboration comporte-t-elle une limite déterminée ou bien constitue-t-elle une simple expérience destinée à montrer dans quel domaine cette collaboration est possible et dans quel autre domaine elle ne l'est pas ?*

Réponse. — Il s'agit visiblement des accords temporaires passés avec les Etats capitalistes en matière d'industrie, de commerce et, peut-être, de relations diplomatiques. J'estime que la présence de deux systèmes opposés, le système capitaliste et le système socialiste — n'exclut pas la possibilité de ces accords. J'estime que dans les conditions du développement pacifique ces accords sont possibles et

utiles. L'exportation et l'importation se prêtent parfaitement à ces accords. Exemple : nous avons besoin d'outillage, de matières premières (coton), de demi-produits (pour la métallurgie) ; les capitalistes, eux, ont besoin d'écouler ces marchandises. Voilà donc un terrain tout indiqué pour un accord. Les capitalistes ont besoin de naphte, de bois et de céréales ; nous cherchons, quant à nous, à écouler ces produits. Nouvelle possibilité d'un accord. Il nous faut des crédits, les capitalistes cherchent à obtenir des intérêts élevés. Autre possibilité d'un accord, en matière de crédits, cette fois. A noter que les organismes soviétiques sont des payeurs très ponctuels.

On peut en dire autant du domaine diplomatique. Nous faisons une politique de paix et sommes résolus à signer avec les pays capitalistes des pactes de non-agression mutuelle. Nous faisons une politique de paix et sommes prêts à passer des accords de désarmement, jusque et y compris la suppression totale des armées permanentes, comme nous l'avons déclaré à la face du monde lors de la conférence de Gênes.

Voilà donc un terrain pour un accord diplomatique.

Quant aux limites de ces accords, elles nous sont assignées par le degré d'opposition des deux systèmes entre lesquels se poursuit l'émulation, la lutte. Pour autant que les deux systèmes le permettent, et uniquement dans le cadre de ces deux systèmes, les accords sont parfaitement possibles. Les accords avec l'Allemagne, l'Italie, le Japon, etc. en sont la preuve.

Ces accords sont-ils, purement et simplement, des expériences, ou peuvent-ils être plus ou moins durables ? Cela ne dépend pas que de nous — cela dépend aussi de l'autre partie contractante. Cela dépend de la situation générale. La guerre peut bouleverser de fond en comble tous les accords établis, quels qu'ils soient. Cela dépend enfin des clauses de l'accord. Nous n'acceptons pas de clauses onéreuses. Nous avons passé un accord avec Harriman pour l'exploitation des mines de manganèse de Géorgie. L'accord comporte une durée de 20 ans. Délai, comme vous le voyez, assez considérable. Nous avons aussi un accord avec la société Lena-Goldfield concernant les mines d'or de Sibérie. Cet accord est conclu pour une durée de 30 ans. Délai plus considérable encore. Enfin, nous avons conclu un accord avec le Japon pour l'exploitation des puits de naphte et des mines de charbon de Sakhaline.

Nous eussions voulu que ces accords eussent un caractère plus ou moins durable. Mais, bien entendu, cela ne dépend pas que de nous, les autres parties contractantes ont aussi leur mot à dire.

Huitième question. — *Quelles sont les différences essentielles entre la politique de la Russie et celle des pays capitalistes à l'égard des minorités nationales ?*

Réponse. — Il s'agit visiblement des nationalités de l'U.R.S.S. qui, autrefois, étaient opprimées par le tsarisme et par les classes exploiteuses russes et n'avaient pas l'indépendance politique. La différence fondamentale entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes consiste en ce que dans ces derniers s'exercent l'oppression et l'asservissement national, alors que chez nous tout cela a été aboli sans retour. Là-bas, dans les pays capitalistes, à côté des nations privilégiées, jouissant de l'indépendance politique, nous en voyons d'autres qui en sont privées et qui ne bénéficient pas pleinement de leurs droits civiques. Par contre, chez nous, en U.R.S.S., toute inégalité, toute oppression nationale est abolie. Chez nous, toutes les nations sont politiquement égales et souveraines — les privilèges, nationaux et politiques, de la nationalité grande-russienne, autrefois dominante, étant abolis. Bien entendu, il ne s'agit pas de déclarations gratuites sur l'égalité politique des nations. Il en existe pas mal, de ces déclarations, dans tous les partis bourgeois et social-démocrates. Mais que valent ces déclarations dès l'instant où elles ne sont pas mises en pratique ? Il s'agit de supprimer les classes qui sont les porte-parole, les promoteurs et les réalisateurs de l'oppression nationale. Chez nous, le rôle de ces classes était rempli par les propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous avons renversé ces classes et rendu par là même impossible l'oppression nationale. Et c'est précisément parce que nous avons abattu ces classes que l'égalité nationale est rendue possible. C'est ce qu'on appelle réaliser le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusque et y compris la séparation. Et c'est précisément parce que nous avons mis en

pratique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que nous avons réussi à extirper la méfiance mutuelle des travailleurs des différentes nationalités peuplant l'U.R.S.S., et à grouper les nationalités en une seule union fédérative sur le principe du libre consentement. L'union actuelle des Républiques socialistes soviétiques est le résultat de notre politique nationale et l'expression du libre consentement des nationalités de l'U.R.S.S. à faire partie d'un seul Etat fédéré.

Est-il besoin de démontrer que cette politique nationale est impossible dans les pays capitalistes, car le pouvoir y est encore détenu par les capitalistes, auteurs et agents d'exécution de la politique d'oppression nationale. Je ne peux pas m'empêcher de vous signaler, par exemple, ce fait : à la tête de l'organe suprême de l'U.R.S.S., du Comité exécutif central des Soviets, se trouvent, au lieu d'un seul président russe, comme on serait porté à le supposer, six présidents correspondants aux six Républiques fédérées composant l'U.R.S.S. Sur ces six présidents, il y a un Russe (Kalinine), un Ukrainien (Pétrovski), un Blanc-Russien (Tcherviakov), un Azerbaïdjanien (Moussabekov), un Turkmène (Aïtakov), un Ouzbek (Faïzoulla Khodjaïev). Ce fait constitue l'une des expressions les plus éclatantes de notre politique nationale. Il est évident qu'aucune République bourgeoise du monde, fût-elle la plus démocratique, n'aurait accepté chez elle un tel ordre de choses. Alors que chez nous cet état de fait est dans l'ordre logique des choses, résulte de l'ensemble de notre politique d'égalité nationale.

Neuvième question. — *Les chefs ouvriers américains invoquent, pour justifier leur lutte contre les communistes, deux arguments : 1. Les communistes détruisent le mouvement ouvrier par leur lutte fractionnelle au sein des syndicats et par leurs attaques contre les fonctionnaires syndicaux non radicaux ; 2. les communistes américains reçoivent des ordres de Moscou ; ils ne peuvent donc pas, pour cette raison, être de bons militants, pour autant qu'ils placent leur loyauté envers l'organisation étrangère au-dessus de la loyauté envers leur propre syndicat. Peut-on écarter cet obstacle et faire en sorte que les communistes américains puissent travailler conjointement avec les autres cellules du mouvement ouvrier américain ?*

Réponse. — Je crois que les tentatives des chefs ouvriers américains pour justifier leur lutte contre les communistes ne résistent pas à la moindre critique. Nul n'a encore démontré et ne saurait démontrer que les communistes détruisent le mouvement ouvrier. Par contre, il demeure acquis que les communistes sont les militants les plus dévoués et les plus intrépides du mouvement ouvrier de tous les pays du monde, y compris d'Amérique. En effet, pendant les grèves et les manifestations ouvrières, les communistes sont aux premiers rangs de la classe ouvrière ; c'est sur eux que s'abattent les premiers coups des capitalistes, cependant que les chefs ouvriers réformistes se réfugient dans les antichambres des capitalistes. Les communistes ne peuvent s'empêcher de critiquer la lâcheté et l'esprit réactionnaire des chefs ouvriers réformistes. N'est-il pas évident que cette critique ne peut que raviver et raffermir le mouvement ouvrier ? Certes, une telle critique sape l'autorité des chefs ouvriers réactionnaires. Mais il n'y a là rien de particulièrement répréhensible. Libre aux chefs ouvriers réactionnaires de répondre par une contre-attaque, mais qu'ils n'excluent pas les communistes des syndicats. Je crois que le mouvement ouvrier américain, s'il veut vivre et progresser dans l'avenir, ne pourra pas éviter la lutte d'idées et de tendances qui se livre à l'intérieur des syndicats. Je pense que cette lutte d'idées et de tendances à l'intérieur des syndicats, la critique des chefs réactionnaires, etc. prendront de plus en plus d'extension en dépit de la résistance acharnée des chefs ouvriers réformistes.

Or, cette lutte d'idées et cette critique sont absolument indispensables à la classe ouvrière d'Amérique pour faire son choix entre les diverses tendances et prendre position comme une force indépendante organisée dans la société américaine. Les doléances des chefs ouvriers réformistes contre les communistes n'attestent qu'une chose : c'est qu'ils ne sont pas sûrs d'avoir raison et se rendent compte de la précarité de leur situation. C'est justement pour cela qu'ils redoutent la critique comme la peste. A noter que les chefs réformistes américains s'affirment plus résolument contre la démocratie élémentaire que ne le font bien des bourgeois de la même Amérique.

Il est éminemment faux de prétendre que les communistes américains reçoivent « des ordres de Moscou ». Il n'est point de communistes qui accepteraient de militer « sur un ordre » reçu de

l'extérieur, à l'encontre de leurs convictions, à leur corps défendant, en dépit des faits. Du reste, de tels communistes, s'il s'en trouvait, ne vaudraient pas grand'chose. Les communistes sont les gens les plus intrépides et les plus téméraires, ils luttent contre tout un monde d'ennemis. Le mérite des communistes, c'est entre autres qu'ils savent défendre leurs convictions. C'est pourquoi il est bizarre d'entendre dire des communistes américains qu'ils n'ont pas d'idées à eux et qu'ils ne travaillent que « sur les ordres » venant du dehors. Un seul point est juste dans l'affirmation des chefs ouvriers réformistes d'Amérique, à savoir que les communistes américains adhèrent à une organisation communiste internationale et consultent de temps à autre le centre de cette organisation, pour élucider telle ou telle question. Mais qu'y a-t-il là de répréhensible ? Les chefs ouvriers américains sont-ils contre l'organisation d'un centre ouvrier international ? Il est vrai qu'ils ne font pas partie de l'Internationale d'Amsterdam. Ce n'est pas parce qu'ils sont contre un centre ouvrier international, mais parce qu'ils estiment qu'Amsterdam est une organisation trop radicale. (*Rires.*) Pourquoi les capitalistes s'organiseraient-ils internationalement, alors que la classe ouvrière ou une fraction de celle-ci s'interdirait de créer une organisation internationale ? N'est-il pas évident que Green et ses amis de la Fédération américaine du travail calomnient les communistes américains, en reprenant servilement les légendes capitalistes sur « les ordres de Moscou » ? Il est des gens qui s'imaginent que les membres de l'Internationale communiste de Moscou passent leur temps à écrire des directives pour les autres pays. Le nombre des pays affiliés à l'Internationale communiste atteignant 60, ils sont donc bien à plaindre, les membres de l'Internationale communiste qui se privent de nourriture et de sommeil, absorbés qu'ils sont à écrire, nuit et jour, des directives pour tous les pays. (*Hilarité.*) C'est au moyen de cette légende rocambolesque que les chefs ouvriers américains cherchent à masquer leur crainte des communistes, et à cacher aux autres que les communistes sont les militants les plus intrépides et les plus dévoués de la classe ouvrière d'Amérique.

La délégation demande comment sortir de cette situation. J'estime qu'il n'est qu'une seule issue : admettre la lutte d'idées et de tendances à l'intérieur des syndicats américains, renoncer à la politique réactionnaire d'expulsion des communistes des syndicats, et permettre à la classe ouvrière d'Amérique de choisir en toute liberté entre ces tendances, puisque l'Amérique n'a pas encore eu sa révolution d'Octobre et que les ouvriers n'y ont pas encore eu la possibilité de faire leur choix définitif entre les divers courants syndicaux.

Dixième question. — *De l'argent est-il envoyé en ce moment en Amérique afin de soutenir le Parti communiste américain ou le journal communiste Daily Worker ? Sinon, à combien se monte la cotisation annuelle versée par les communistes américains à la III^e Internationale ?*

Réponse. S'il s'agit des rapports entre le Parti communiste d'Amérique et la III^e Internationale, je dois dire que le P.C. américain, en sa qualité de membre de l'Internationale communiste, verse, probablement, à cette dernière des cotisations, de même que l'I.C., centre du mouvement communiste mondial, apporte, à n'en pas douter, son concours au P.C. américain, quand le besoin s'en fait sentir. Je crois qu'il n'y a là rien d'étonnant ni d'extraordinaire. Mais si l'on vise les rapports entre le P.C. américain et le P.C. de l'U.R.S.S., je dois dire que je ne connais pas un seul cas où le Parti communiste américain ait adressé au P.C. de l'U.R.S.S. une demande de secours. Cela peut vous paraître étrange, mais cela est une vérité qui dénote la trop grande susceptibilité des communistes américains. Or, qu'arriverait-il si le P.C. américain s'adressait au Parti communiste de l'Union pour lui demander une aide matérielle ? Je crois que le P.C. de l'U.R.S.S. la lui accorderait dans la mesure de ses moyens. En effet, un parti communiste exerçant par-dessus le marché le pouvoir, et qui refuserait de secourir, dans la mesure du possible, un autre parti communiste se trouvant sous le joug du capitalisme, ne vaudrait pas grand'chose. Supposons un instant que la classe ouvrière d'Amérique a pris le pouvoir et renversé sa bourgeoisie ; supposons, ensuite, que la classe ouvrière d'un autre pays sollicite un secours matériel de la classe ouvrière américaine qui vient de triompher du capitalisme après une lutte à outrance, la classe ouvrière d'Amérique pourrait-elle refuser ? Je pense, quant à moi, qu'en hésitant à donner suite à cette demande de secours, elle se couvrirait de honte.

Onzième question. — *Nous savons que d'excellents communistes ne sont pas absolument d'accord avec le P.C. qui exige que les nouveaux adhérents soient athées, le clergé réactionnaire étant actuellement écrasé. Dans l'avenir, le P.C. pourrait-il demeurer neutre à l'égard de la religion qui soutiendrait la science dans son ensemble et ne s'opposerait pas au communisme ? Autoriseriez-vous, dans l'avenir, les membres du P.C. à professer des idées religieuses si celles-ci ne contrecarraient pas la loyauté envers le parti ?*

Réponse. — Cette question renferme quelques inexactitudes. D'abord je ne connais pas ces « excellents communistes » dont parle ici la délégation. Il n'est guère probable que des communistes de cette espèce puissent exister de par le monde. En second lieu, je dois vous dire que, formellement, ces conditions d'admission au Parti qui imposeraient aux candidats l'athéisme, n'existent pas chez nous. Voici nos conditions d'admission: reconnaissance du programme et des statuts du Parti, soumission absolue aux décisions du P.C. et de ses organes, cotisation, adhésion à l'une des organisations du P.C.

Un délégué. — *J'ai lu très souvent que des membres étaient exclus du Parti parce qu'ils croyaient en Dieu.*

Staline. — Je ne puis que répéter ce que je viens de dire sur les conditions d'admission au Parti. Il n'en existe point d'autres.

Est-ce à dire que le Parti est neutre vis-à-vis de la religion ? Nullement. Nous faisons et nous ferons de la propagande contre les préjugés religieux. D'après les lois de notre pays, tout citoyen est libre de professer la religion qu'il veut. C'est affaire de conscience individuelle. C'est pourquoi nous avons séparé l'Eglise de l'Etat. Mais en séparant l'Eglise de l'Etat et en proclamant la liberté confessionnelle, nous accordons à chaque citoyen le droit de combattre, par la persuasion, par la propagande et l'agitation, telle ou telle religion, ou la religion en général. Le Parti ne saurait rester neutre en matière de religion; il mène la propagande contre les préjugés religieux de toute espèce, puisqu'il est pour la science; or, les préjugés religieux sont contre la science, la religion, quelle qu'elle soit, étant l'opposé de la science. Des cas comme celui des darwiniens, traduits récemment devant les tribunaux américains, sont impossibles chez nous, parce que le Parti fait une politique qui défend, par tous les moyens, la science. Le Parti ne peut pas rester neutre envers les préjugés religieux; il se livrera à la propagande contre ces préjugés, car c'est là un des moyens les plus efficaces de miner l'influence du clergé réactionnaire soutenant les classes exploiteuses et prêchant l'obéissance à ces classes. Le Parti ne peut pas rester neutre à l'égard des colporteurs de préjugés religieux, à l'égard du clergé réactionnaire empoisonnant la conscience des travailleurs. Avons-nous écrasé le clergé réactionnaire ? Oui, nous l'avons écrasé. Seulement, il n'est pas encore entièrement liquidé. La propagande antireligieuse est le moyen qui poussera jusqu'au bout la liquidation du clergé réactionnaire. Il arrive que des membres du Parti entravent quelquefois le développement intense de la propagande antireligieuse. Et l'on fait très bien d'exclure du Parti de tels membres, car il ne saurait y avoir de place dans nos rangs pour des « communistes » de cette espèce.

Douzième question. — *Pourriez-vous nous donner une caractéristique brève de la société future que le communisme cherche à instaurer ?*

Réponse. — La caractéristique générale de la société communiste nous est donnée dans les œuvres de Marx, Engels et Lénine. Si je devais donner une description rapide de la structure de la société communiste, je dirais que c'est une société 1. où les outils et les moyens de production, au lieu d'appartenir à des particuliers, seront propriété collective, sociale ; 2. où les classes et l'Etat seront abolis, où les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture formeront une association libre de travailleurs, s'administrant économiquement elle-même ; 3. où l'économie nationale organisée d'après un plan sera basée sur une technique perfectionnée, tant dans l'industrie que dans l'agriculture ; 4. où il n'y aura pas d'opposition entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture ; 5. où les produits seront répartis selon la règle des vieux communistes français : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » ; 6. où la science et les arts seront placés dans des conditions

suffisamment favorables pour arriver à leur plein épanouissement ; 7. où la personnalité exempte des soucis de l'existence quotidienne et de la nécessité de complaire aux « puissants de ce monde », deviendra réellement libre, etc.

Il est évident que nous sommes encore loin de cette société.

En ce qui concerne les facteurs internationaux indispensables au triomphe complet de la société communiste, ils se formeront et se développeront au fur et à mesure de la croissance des crises et explosions révolutionnaires de la classe ouvrière dans les pays capitalistes. Il ne faut pas s'imaginer que lorsque la classe ouvrière d'un ou de plusieurs pays s'acheminera vers le socialisme et, à plus forte raison, vers le communisme, les capitalistes des autres pays resteront cois et laisseront aller les choses. Il est encore moins vraisemblable que la classe ouvrière des pays capitalistes acceptera d'assister en simple spectatrice au développement victorieux du socialisme dans tel ou tel pays. La vérité est que les capitalistes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour étrangler ces pays. La vérité est que tout pas sérieux vers le socialisme et, d'autant plus, vers le communisme accompli dans tel ou tel pays sera nécessairement suivi d'un élan irrésistible de la classe ouvrière des pays capitalistes vers l'instauration de la dictature et du socialisme dans ces pays.

Ainsi, au cours du développement ultérieur de la révolution internationale, il se formera deux centres à l'échelle internationale: un centre socialiste qui attirera les pays gravitant autour du socialisme, et un centre capitaliste attirant les pays tendant au capitalisme. La lutte de ces deux centres pour la conquête de l'économie mondiale déterminera le sort du capitalisme et du communisme dans le monde entier. Car la défaite définitive du capitalisme mondial sera le triomphe du socialisme dans l'arène de l'économie mondiale.

II - Questions du camarade Staline et réponses des délégués

Staline. — *Si la délégation n'est pas trop fatiguée, je la prierai de m'autoriser à lui poser, à mon tour, quelques questions.* (La délégation donne son acquiescement.)

Première question. — *Comment expliquer l'infime pourcentage des ouvriers syndiqués en Amérique ? Je crois que l'Amérique compte 17 millions d'ouvriers industriels.* (Les délégués indiquent que ce nombre est de 18 à 19 millions.) *Les ouvriers syndiqués ne sont qu'au nombre de trois millions.* (Les délégués indiquent que la Fédération américaine du travail compte trois millions environ d'ouvriers organisés et que dans les autres syndicats il y a, en outre, près de cinq cent mille ouvriers syndiqués, ce qui porte à trois millions et demi le nombre total des ouvriers syndiqués. *A mon avis c'est là un pourcentage très faible des ouvriers organisés. Chez nous, en U.R.S.S., 90 % des prolétaires sont syndiqués. Je veux demander aux délégués s'ils considèrent comme favorable ce degré relativement faible d'organisation des ouvriers d'Amérique. La délégation ne pense-t-elle pas que c'est là un indice de faiblesse du prolétariat américain, de faiblesse de ses moyens de lutte contre les capitalistes dans le domaine économique ?*

Brophi. — Les effectifs peu nombreux des syndicats s'expliquent non par la tactique peu réussie des organisations syndicales, mais par la situation économique générale du pays, qui, étant favorable, ne pousse pas toute la masse des ouvriers à s'organiser et rétrécit la lutte de la classe ouvrière contre les capitalistes. Certes, cette situation changera; parallèlement, les syndicats se renforceront et le mouvement syndical tout entier empruntera une autre voie.

Douglas. — Je partage le point de vue émis par l'orateur précédent. Je voudrais seulement y ajouter ceci. D'abord, il ne faut pas perdre de vue que depuis quelque temps, les capitalistes des Etats-Unis ont d'eux-mêmes porté les salaires à un niveau très élevé. Ce relèvement des salaires a eu lieu en 1917, 1919 et plus récemment. En comparant le salaire réel d'aujourd'hui à celui de 1911, on constate que le

premier est considérablement plus élevé. Le mouvement syndical, au cours de son développement, était basé, avant comme aujourd'hui, sur le principe de l'organisation par métiers, par professions, et les syndicats étaient formés surtout à l'intention des ouvriers qualifiés. Ces syndicats étaient dirigés par des chefs représentant une organisation fermée et s'efforçant d'obtenir de bonnes conditions pour leurs membres. Rien n'incitait ces chefs à élargir les cadres des syndicats et à y attirer des ouvriers non qualifiés. En outre, le mouvement syndical américain doit compter avec un capitalisme admirablement organisé qui dispose de tous les moyens nécessaires pour contrecarrer l'organisation des ouvriers en syndicats. Si une industrie trustifiée se heurte, dans une de ses entreprises, à la résistance trop vigoureuse du syndicat, elle va jusqu'à fermer cette entreprise, quitte à transférer cette production dans l'une de ses autres entreprises. Et la résistance du syndicat se trouve ainsi brisée.

Le capitalisme américain relève les salaires de sa propre initiative, mais sans donner aux ouvriers le moindre pouvoir économique ni la possibilité de lutter pour leur mieux-être. Un autre facteur très important en Amérique, c'est que les capitalistes attisent la haine nationale entre les ouvriers de différentes nationalités. La plupart du temps, les ouvriers non qualifiés sont des émigrés d'Europe et, depuis quelque temps, des travailleurs noirs. Les capitalistes sèment la discorde entre ouvriers de différentes nationalités. Cette division des ouvriers par nationalités se pratique parmi les ouvriers aussi bien qualifiés que non qualifiés. Les capitalistes sèment de façon systématique l'antagonisme entre les travailleurs de différentes nationalités, sans égard à la qualification de leur travail. Depuis dix ans, le capitalisme américain fait une politique plus éclairée, en ce sens qu'il crée des syndicats à lui, dits *company-unions*. Il recrute des ouvriers, les intéresse aux bénéfices de l'entreprise, etc. Le capitalisme américain manifeste la tendance de substituer la division verticale à la division horizontale, autrement dit, de scinder la classe ouvrière, en l'amadouant et en l'intéressant aux bénéfices de l'entreprise.

Coyle. — J'examinerai la question du point de vue pratique et non du point de vue théorique. J'estime que les ouvriers se laissent plus facilement organiser quand la situation est favorable. Seulement, la statistique des adhérents à la Fédération américaine du travail montre que cette fédération perd de plus en plus ses adhérents non-qualifiés et augmente le nombre de ses membres qualifiés. La Fédération américaine du travail tend ainsi à devenir surtout une organisation pour travailleurs qualifiés. Le mouvement syndical en Amérique n'englobe presque pas les travailleurs non qualifiés. Il est des branches d'industrie importantes qui ne sont pas atteintes par le mouvement syndical. Parmi ces principales branches d'industrie, seuls les mineurs et les cheminots sont organisés jusqu'à un certain point; il n'en reste pas moins que l'industrie houillère compte 65 % d'ouvriers non syndiqués. Dans la fonderie d'acier, le caoutchouc et l'automobile, les ouvriers ne sont presque pas du tout organisés. On peut dire que les syndicats n'ont pas de membres non qualifiés. Il existe en dehors de la Fédération américaine du travail une série de syndicats indépendants qui s'efforcent d'organiser les ouvriers non qualifiés et semi-qualifiés. Quant à la position des chefs de la Fédération américaine du travail, l'un d'entre eux, le président de l'Union des métaux, a déclaré ouvertement ne pas vouloir recruter pour son union des ouvriers non qualifiés. Les chefs syndicaux forment une caste à part, composée de quelques dizaines de personnes bien rétribuées (jusqu'à dix mille dollars et au delà par an), et entièrement inaccessible.

Dunne. — La question posée par le camarade Staline n'est pas équitable, car, si les syndicats de son pays groupent plus de 90 % de travailleurs, c'est que le pouvoir est exercé par la classe ouvrière, alors que dans les pays capitalistes les ouvriers sont une classe opprimée et la bourgeoisie y prend toutes les mesures pour les empêcher de s'organiser syndicalement. En outre, dans les pays capitalistes, il existe des syndicats réactionnaires dirigés par des chefs réactionnaires. Etant donné les conditions actuelles où vivent les ouvriers américains, il est très difficile de faire pénétrer dans l'esprit des ouvriers l'idée syndicale. Voilà la raison pour laquelle le mouvement syndical a une si faible extension en Amérique.

Staline. — *Le dernier orateur est-il d'accord avec l'orateur précédent pour affirmer que certains chefs syndicaux américains cherchent à rétrécir le mouvement syndical ?*

Dunne. — Oui, je suis d'accord.

Staline. — *Je ne voudrais faire affront à personne. Je voulais tout simplement me rendre compte de la différence entre la situation en U.R.S.S. et celle en Amérique. Si j'ai froissé quelqu'un, je le prie de m'excuser.* (Rires parmi les délégués.)

Dunne. — Je ne suis nullement froissé.

Staline. — *Existe-t-il en Amérique des assurances sociales aux frais de l'Etat.*

Un des délégués. — Il n'en existe pas du tout.

Coyle. — Dans la plupart des Etats on accorde une indemnité en cas d'accident de travail, indemnité qui ne dépasse pas les 30 % de l'invalidité contractée. Cela se pratique dans la plupart des Etats. Le paiement s'effectue par les maisons où l'ouvrier a perdu sa capacité de travail, la loi obligeant le patronat à cette compensation.

Staline. — *Y a-t-il en Amérique l'assurance contre le chômage aux frais de l'Etat ?*

Un des délégués. — Non, le fonds d'assurance contre le chômage ne peut satisfaire que 80 à 100.000 chômeurs dans tous les Etats.

Coyle. — Il y a l'assurance (non par l'Etat) contre les accidents de travail industriels, c'est-à-dire accidents survenus sur le chantier ou dans l'atelier. Mais l'invalidité par suite de vieillesse ou de maladie n'est pas assurée. Le fonds d'assurance est alimenté par les cotisations ouvrières. A vrai dire, toutes ces sommes sont versées par les ouvriers eux-mêmes, car, si ces derniers n'entretenaient pas ce fonds, ils recevraient un supplément de salaire; or, la formation de ce fonds étant réglée par un accord commun entre ouvriers et patronat, les ouvriers touchent un supplément de salaire moins grand. Les versements des ouvriers sont presque l'unique source alimentant ce fonds. Le patronat ne verse, en fait, qu'une partie infime de la somme totale, soit 10 % environ.

Staline. — *Je crois que les camarades auront intérêt à apprendre que nous dépensons en U.R.S.S. plus de 800 millions de roubles par an pour les assurances sociales aux frais de l'Etat. Vous apprendrez avec non moins d'intérêt que les ouvriers de chez nous touchent, à titre supplémentaire, en dehors de leur salaire en espèces, un tiers environ du salaire pour des assurances, l'amélioration des conditions d'existence, les besoins culturels, etc.*

Deuxième question. — *Comment expliquer l'absence aux Etats-Unis d'Amérique d'un parti ouvrier de masse ? La bourgeoisie américaine dispose de deux partis, — républicain et démocrate — alors que les ouvriers américains n'ont pas leur propre parti de masse. Les camarades ne pensent-ils pas que l'absence d'un parti ouvrier de masse comme, par exemple, le Labour Party anglais, affaiblit la classe ouvrière dans sa lutte politique contre les capitalistes ? Et puis, pourquoi les chefs du mouvement ouvrier d'Amérique, Green et d'autres, se prononcent-ils nettement contre la fondation d'un parti ouvrier en Amérique ?*

Brophi. — En effet, les leaders ont décidé qu'il n'y avait aucune nécessité de fonder en Amérique un parti ouvrier. Cependant, il est une minorité pour laquelle la fondation d'un tel parti s'impose. La situation objective en Amérique est aujourd'hui telle que, comme on vient de le dire, le mouvement syndical est très faiblement développé aux Etats-Unis. Cet état de choses s'explique par le fait que la classe ouvrière n'éprouve pas, pour le moment, le besoin de s'organiser et de lutter contre les capitalistes, ceux-ci relevant d'eux-mêmes les salaires des ouvriers auxquels ils assurent une situation matérielle convenable.

Staline. — *Oui, mais c'est surtout la situation des ouvriers qualifiés qui est améliorée. Il y a là une contradiction. D'une part, il semble que l'organisation n'est pas nécessaire, les ouvriers ayant une situation assurée ; de l'autre, on nous dit que les syndicats groupent dans leur sein justement les*

ouvriers qualifiés, c'est-à-dire les mieux assurés; et enfin, il ressort des déclarations des délégués que les ouvriers semi-qualifiés, qui auraient le plus besoin d'une organisation syndicale, ne sont pas syndiqués. Je n'arrive pas à comprendre cette contradiction.

Brophi. — Oui, il y a là une contradiction, mais la réalité américaine n'est pas moins contradictoire, au point de vue économique et politique.

Brebner. — Sans être organisés syndicalement, les ouvriers non qualifiés jouissent du droit politique de vote. En sorte que les ouvriers non qualifiés peuvent, au besoin, exprimer leur mécontentement, en usant de leur droit de vote. D'autre part, les ouvriers syndiqués, s'ils traversent une période difficile, ne s'adressent pas au syndicat, mais utilisent leur droit de vote. De la sorte, le droit politique de vote compense l'absence d'organisation syndicale.

Israels. — L'obstacle le plus important est le système électoral en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique. Aux élections présidentielles, n'est pas élu celui qui réunit la majorité des voix de l'ensemble du pays, ou même la majorité des voix d'une classe donnée. Chacun des Etats possède des collèges électoraux, chacun des Etats bénéficie d'un nombre déterminé de voix qui participent aux élections du président. Pour être élu, ce dernier doit avoir recueilli 51 % des suffrages. S'il y avait trois ou quatre partis, le président ne serait jamais élu, et les élections seraient transférées au congrès.

Tel est l'argument qu'on fait valoir contre la fondation d'un troisième parti. Les adversaires de la création d'un troisième parti raisonnent ainsi : Ne posez pas de troisième candidature, car vous diviserez les voix du parti libéral et empêcherez d'élire le candidat de ce parti.

Staline. — *Cependant, le sénateur La Follette a créé en son temps un troisième parti bourgeois. Donc, un troisième parti, s'il est bourgeois, ne saurait provoquer la division des voix, et s'il est ouvrier, il est susceptible de diviser les voix.*

Davies. — J'estime que le fait signalé par l'orateur précédent n'est pas essentiel. A mon sens, le fait fondamental consiste en ceci. Je prendrai, à titre d'exemple, la ville où j'habite. Pendant la campagne électorale, le représentant de tel ou tel parti arrive et confie un poste responsable au chef de l'organisation syndicale donnée; en connexion avec la campagne électorale, il remet au chef syndical des fonds dont celui-ci dispose pour ses fins personnelles ; en outre, le poste confié lui confère un certain prestige. Ainsi, les chefs syndicaux deviennent partisans de tel ou tel parti bourgeois. On conçoit donc que lorsque la question se pose de fonder un troisième parti, un parti ouvrier, ces chefs syndicaux ne font rien pour faire aboutir le projet. Ils invoquent l'argument que la fondation d'un troisième parti ne fera qu'apporter la scission dans le mouvement syndical.

Douglas. — Le fait que les syndicats groupent uniquement des travailleurs qualifiés s'explique surtout par le droit d'entrée et les cotisations élevées imposées aux membres des syndicats, cotisations qui exigent une situation matérielle assurée. Toutes ces conditions faisant défaut chez les ouvriers non qualifiés. En outre, ces derniers sont menacés de renvoi s'ils essaient de s'organiser syndicalement. Les ouvriers non qualifiés pourraient se syndiquer uniquement avec le concours actif des ouvriers qualifiés. Or, la plupart du temps, ce concours leur fait défaut. C'est ce point qui constitue l'un des obstacles les plus importants à l'organisation syndicale des travailleurs non qualifiés. Les ouvriers défendent leurs droits, en faisant valoir surtout les libertés constitutionnelles.

Telle est pour moi la principale raison pour laquelle les ouvriers non qualifiés ne sont pas syndiqués. J'estime que la base économique est la raison essentielle du manque d'organisation des ouvriers non qualifiés dans le domaine syndical et politique. Je dois signaler une particularité du système électoral américain : ce sont les élections directes permettant à tout citoyen de fréquenter les réunions électorales, de se dire démocrate ou républicain et de voter. Je crois que Gompers ne pourrait pas garder ses effectifs avec un programme apolitique, s'il ne tirait pas argument des élections directes. Il a toujours répété aux ouvriers que s'ils veulent de l'action politique, ils n'ont qu'à entrer dans un des deux

partis politiques existants, y conquérir tel ou tel poste et y gagner de l'autorité. C'est avec cet argument que Gompers a pu empêcher les ouvriers d'organiser la classe ouvrière et de fonder un parti ouvrier.

Troisième question. — *D'où vient que dans le problème de la reconnaissance de l'U.R.S.S., les chefs de la Fédération américaine du travail se révèlent plus réactionnaires que bien des bourgeois? Comment se fait-il que des bourgeois tels que M. Borah et d'autres, se prononcent pour la reconnaissance de l'U.R.S.S. tandis que les leaders du mouvement ouvrier américain, depuis Gompers jusqu'à Green, ont fait et continuent à faire une propagande des plus réactionnaire contre la reconnaissance de la première République ouvrière, contre la reconnaissance de l'U.R.S.S.? Comment se fait-il qu'un réactionnaire aussi avéré que l'ex-président de l'Amérique du Nord, Woodrow Wilson, ait cru possible de « saluer » la Russie soviétique, tandis que Green et les autres chefs de la Fédération américaine du travail veulent être plus réactionnaires que les capitalistes ? Voici le message de sympathie adressé par Woodrow Wilson en mars 1918 au congrès des Soviets de Russie au moment où les troupes du kaiser marchaient sur le Pétrograd soviétique :*

« Par l'intermédiaire du congrès des Soviets, je voudrais, au nom des peuples des Etats-Unis, exprimer ma sympathie sincère au peuple russe, surtout à l'heure actuelle où l'Allemagne a expédié des forces armées à l'intérieur du pays afin d'entraver la lutte pour la liberté, d'anéantir toutes ses conquêtes et de réaliser les menées germaniques tendant à asservir le peuple russe. Bien que, à l'heure actuelle, le gouvernement des Etats-Unis ne soit pas en état, malheureusement, d'apporter à la Russie un secours direct, comme il l'aurait désiré, je voudrais donner l'assurance au peuple russe, par l'intermédiaire du congrès des Soviets, que le gouvernement des Etats-Unis usera de tous les moyens pour assurer de nouveau à la Russie la souveraineté absolue et l'indépendance complète dans ses affaires intérieures, ainsi que le rétablissement intégral de son grand rôle dans la vie de l'Europe et de l'humanité moderne. Le peuple des Etats-Unis sympathise de tout cœur avec le peuple russe dans son aspiration à se libérer à jamais de l'autocratie et à devenir maître de ses destinées. » (Pravda, n° 50 du 16 mars 1918.)

Est-il normal que les chefs de la Fédération américaine du travail cherchent à se montrer plus réactionnaires que le réactionnaire Wilson ?

Brophi. — Je ne saurais préciser la chose, mais j'estime que les raisons pour lesquelles la Fédération américaine du travail n'adhère pas à l'Internationale d'Amsterdam sont celles pour lesquelles les leaders de cette fédération sont contre la reconnaissance de la Russie soviétique. La différence consiste dans la philosophie spéciale des ouvriers américains ainsi que dans la situation économique de ces ouvriers et des ouvriers européens.

Staline. — *Mais, les chefs de la Fédération américaine du travail, que je sache, n'objectent rien à la reconnaissance de l'Italie ou de la Pologne où règnent les fascistes.*

Brophi. — En citant, à titre d'exemple, la Pologne et l'Italie, où le pouvoir est exercé par des gouvernements fascistes, vous expliquez par là même la raison de la non-reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis. L'attitude d'hostilité envers l'U.R.S.S. s'explique par les ennuis que les chefs syndicaux américains ont à subir dans leurs rapports avec leurs propres communistes.

Dunne. — La raison invoquée par l'orateur précédent, — à savoir que les chefs du mouvement syndical américain s'affirment contre la reconnaissance de l'U.R.S.S. par suite de désaccords avec leurs propres communistes — n'est pas convaincante. Les chefs du mouvement syndical américain se livraient à une propagande contre la reconnaissance de l'U.R.S.S. bien avant la fondation du P.C. américain. — La raison véritable est que les chefs de la Fédération américaine du travail sont contre tout ce qui frise le socialisme. Dans cet ordre d'idées, ils subissent l'influence des capitalistes dont l'organisation dite la *National Civic Fédération* s'efforce, par tous les moyens, d'inspirer à toute la société américaine la haine de tout ce qui rappelle le socialisme, sous quelque forme que ce soit. Cette

organisation avait pris position contre Ivey Lees qui s'était prononcé pour le développement des rapports commerciaux de l'Amérique avec l'U.R.S.S.

Voici ce que disaient les dirigeants de cette organisation: Pourrions-nous mettre de l'ordre dans notre classe ouvrière quand les libéraux se livrent à cette propagande ? La *National Civic Fédération* est un groupe de capitalistes qui ont investi des fonds considérables dans cette organisation dont ils sont les maîtres. A noter que le poste de vice-président de cette association réactionnaire, est assuré par le vice-président de la Fédération américaine du travail, Matthew Woll.

Brophi. — Les raisons invoquées par les orateurs précédents pour expliquer la mentalité réactionnaire des dirigeants syndicaux ne sont pas essentielles. Cette question doit être étudiée plus à fond. La présence d'une délégation américaine en U.R.S.S. est la meilleure réponse et un témoignage de la sympathie d'une fraction des ouvriers américains envers l'U.R.S.S. Je crois que l'opinion des dirigeants de la Fédération américaine du travail, quant à l'U.R.S.S., ne diffère pas de l'opinion de la majorité de la classe ouvrière d'Amérique.

Or, la position de la majorité de la classe ouvrière d'Amérique s'explique par l'éloignement où se trouve l'U.R.S.S. La classe ouvrière américaine se désintéresse des problèmes internationaux ; d'autre part, dans la question de la reconnaissance de l'U.R.S.S., la classe ouvrière subit fortement l'influence de la bourgeoisie.

Entretien avec les délégations ouvrières de l'étranger

(5 novembre 1927)

A l'entretien assistaient 80 délégués des pays suivants : Allemagne, France, Autriche, Tchécoslovaquie, Amérique du Sud, Chine, Belgique, Finlande, Danemark et Esthonie. L'entretien dura six heures.

Staline. — Camarades, on m'a fait parvenir hier une liste non signée de questions, en allemand. Ce matin, j'ai reçu deux nouvelles listes : l'une de la délégation française, l'autre de la délégation danoise. Commençons par la première liste de questions, bien qu'on ne sache pas quelle délégation l'a envoyée. Nous pourrions ensuite passer aux deux listes suivantes. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, nous allons commencer. *(Les délégués expriment leur assentiment.)*

Première question. — *Pourquoi l'U.R.S.S. ne prend-elle pas part à la Société des nations ?*

Réponse. — Les raisons pour lesquelles l'Union soviétique ne prend pas part à la Société des nations ont déjà été exposées à maintes reprises dans notre presse. Je vais vous donner quelques-unes de ces raisons.

L'Union soviétique n'est pas membre de la Société des nations et ne participe pas à la S.D.N. avant tout parce qu'elle ne veut pas prendre la responsabilité de la politique impérialiste de la S.D.N., des « mandats » que la S.D.N. octroie pour exploiter et asservir les peuples coloniaux. L'Union soviétique ne prend pas part à la S.D.N. parce qu'elle est entièrement contre l'impérialisme, contre l'oppression des colonies et des pays dépendants.

L'Union soviétique ne prend pas part à la S.D.N., en second lieu, parce qu'elle ne veut pas prendre la responsabilité des préparatifs de guerre, de la croissance des armements, des nouvelles alliances militaires, etc., que couvre et sanctionne la S.D.N. et qui ne peuvent pas ne pas conduire à de

nouvelles guerres impérialistes. L'Union soviétique ne prend pas part à la S.D.N. parce qu'elle est entièrement contre les guerres impérialistes.

Enfin, l'Union soviétique ne prend pas part à la S.D.N. parce qu'elle ne veut pas être partie intégrante du paravent des intrigues impérialistes que constitue la S.D.N. et que celle-ci cache par les discours onctueux de ses membres. La S.D.N. est la « maison de rendez-vous » pour les impérialistes qui font leurs affaires dans les coulisses. Ce qu'on *dit* officiellement à la Société des nations n'est qu'un vain bavardage destiné à tromper les ouvriers. Ce que les gouvernants impérialistes *font* officieusement dans les coulisses est la vraie politique impérialiste, hypocritement cachée par les orateurs grandiloquents de la Société des nations. Qu'y a-t-il donc d'étonnant à ce que l'Union soviétique ne veuille pas être membre et complice de cette comédie contre les peuples ?

Deuxième question. — *Pourquoi, dans l'Union soviétique, ne peut-on pas tolérer le Parti social-démocrate ?*

Réponse. — Le Parti social-démocrate (c'est-à-dire les menchéviks) n'est pas toléré dans l'Union soviétique pour les mêmes raisons qu'on n'y tolère pas les contre-révolutionnaires. Il se peut que cela vous étonne, mais il n'y a là rien d'étonnant. Les conditions de développement sont telles que la social-démocratie, qui a été sous le régime tsariste un parti plus ou moins révolutionnaire, est devenue après le renversement du tsarisme, sous Kérénski, un parti gouvernemental, un parti de la bourgeoisie, de la guerre impérialiste; puis, après la révolution d'Octobre, elle s'est transformée en un parti de franche contre-révolution contre la dictature du prolétariat. Vous ne pouvez ignorer que chez nous la social-démocratie a pris part à la guerre civile aux côtés de Koltchak et de Dénikine contre le pouvoir des Soviets. A l'heure actuelle, c'est un parti de la restauration du capitalisme, de la liquidation de la dictature du prolétariat. Je pense qu'une telle évolution de la social-démocratie n'est pas seulement typique pour l'U.R.S.S., mais aussi pour les autres pays. La social-démocratie a été chez nous plus ou moins révolutionnaire quand existait le régime tsariste. C'est ce qui explique, à vrai dire, pourquoi nous, bolcheviks, nous avons été alors avec les menchéviks, c'est-à-dire avec les social-démocrates, dans un seul parti. La social-démocratie devient soit un parti d'opposition, soit un parti gouvernemental bourgeois lorsque la bourgeoisie prétendument démocratique accède au pouvoir. Elle se transforme en un parti de franche contre-révolution lorsque c'est le prolétariat révolutionnaire qui accède au pouvoir.

Un des délégués. — *Cela veut-il dire que la social-démocratie n'est une force contre-révolutionnaire qu'en U.R.S.S., ou bien qu'elle peut être qualifiée ainsi dans les autres pays également ?*

Staline. — J'ai déjà dit que nous avons ici une certaine différence. La social-démocratie, dans le pays de la dictature du prolétariat, est une force contre-révolutionnaire qui aspire à la restauration du capitalisme et à la liquidation de la dictature du prolétariat au nom de la « démocratie » bourgeoise. Dans les pays capitalistes, où le prolétariat n'est pas encore au pouvoir, la social-démocratie est soit un parti d'opposition, soit un parti à moitié gouvernemental faisant coalition avec la bourgeoisie libérale contre les forces les plus réactionnaires du capitalisme, soit un parti entièrement gouvernemental défendant ouvertement le capitalisme et la « démocratie » bourgeoise contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat. C'est seulement lorsque le pouvoir du prolétariat devient une réalité, qu'elle devient complètement révolutionnaire et que sa tendance contre-révolutionnaire se dirige contre le pouvoir du prolétariat.

Troisième question. — *Pourquoi n'y a-t-il pas de liberté de presse en U.R.S.S. ?*

Réponse. — De quelle liberté de presse parlez-vous ? De la liberté de la presse pour quelle classe ? Pour la bourgeoisie ou pour le prolétariat ? S'il s'agit de la liberté de la presse pour la bourgeoisie, elle n'existe pas et elle n'existera pas chez nous tant qu'existera la dictature du prolétariat. Si vous parlez de la liberté de la presse pour le prolétariat, je dois dire que vous ne trouverez pas au monde un autre pays où la liberté de la presse soit aussi large et complète pour le prolétariat que dans l'U.R.S.S. La liberté

de la presse pour le prolétariat n'est pas un vain mot. Il n'y a pas de liberté de la presse pour le prolétariat s'il ne possède pas les meilleures imprimeries, les meilleures maisons d'éditions ; s'il n'y a pas des organisations légales de la classe ouvrière, depuis les plus petites jusqu'aux plus grandes, groupant des millions d'ouvriers ; s'il n'y a pas la plus large liberté de réunion. Voyez les conditions de vie en U.R.S.S., faites une tournée dans les quartiers ouvriers et vous comprendrez que les meilleures imprimeries, les meilleures maisons d'éditions, des fabriques entières de papier, des usines entières de matières colorantes, nécessaires pour la presse, d'énormes palais pour les réunions: tout cela, et bien d'autres choses encore, nécessaires pour la liberté de la presse de la classe ouvrière, tout cela est entièrement à la disposition de la classe ouvrière et des masses laborieuses. C'est ce qu'on appelle chez nous la liberté de la presse pour la classe ouvrière. Chez nous, il n'y a pas de liberté de la presse pour la bourgeoisie. Il n'y a pas de liberté de la presse pour les menchéviks et les s.-r. qui, chez nous, représentent les intérêts de la bourgeoisie battue et renversée. Qu'y a-t-il là d'étonnant ? Nous n'avons jamais pris l'engagement de donner la liberté de la presse à toutes les classes, de faire le bonheur de toutes les classes. En prenant le pouvoir, en octobre 1917, les bolcheviks ont ouvertement déclaré que ce serait le pouvoir d'une seule classe, du prolétariat, qui écraserait la bourgeoisie dans l'intérêt des masses travailleuses des villes et des campagnes, énorme majorité de la population de l'U.R.S.S. Comment peut-on après cela exiger de la dictature du prolétariat la liberté de la presse pour la bourgeoisie ?

Quatrième question. — *Pourquoi ne relâche-t-on pas les menchéviks emprisonnés ?*

Réponse. — Il s'agit évidemment des menchéviks militants. Oui c'est vrai, nous gardons en prison les menchéviks actifs jusqu'à l'expiration de leur peine. Est-ce surprenant ? Pourquoi n'a-t-on pas relâché, par exemple, les bolcheviks emprisonnés en juillet, août, septembre et octobre 1917, alors que les menchéviks et les s.-r. étaient au pouvoir ? Pourquoi Lénine a-t-il été obligé de se cacher et de vivre illégalement de juillet à octobre 1917, alors que le pouvoir était aux mains des menchéviks et des s.-r. ? Comment expliquer que le grand Lénine, dont le nom est un drapeau pour les prolétaires de tous les pays, ait été obligé de se cacher de juillet à octobre 1917, en Finlande, loin de la « République démocratique » de Kérenski et de Tsérételli, de Tchernov et de Dan, tandis que l'organe du parti de Lénine, la *Pravda*, était pillée par les junkers bourgeois, bien qu'à la tête du gouvernement il y eût alors des militants actifs et connus de la II^e Internationale ? Cela s'explique, évidemment, par le fait que la lutte entre la contre-révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne est accompagnée fatalement de certaines répressions. J'ai déjà dit que la social-démocratie est chez nous un parti de contre-révolution. Il en résulte que la révolution prolétarienne ne peut manquer d'arrêter les militants de ce parti contre-révolutionnaire.

Ce n'est pas tout. Il en résulte ensuite que l'arrestation des menchéviks est chez nous la continuation de la politique de la révolution d'Octobre ? Au fond, qu'est-ce que la révolution d'Octobre ? C'est avant tout le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. A l'heure actuelle, tous les ouvriers plus ou moins conscients de tous les pays reconnaissent que les bolcheviks ont bien fait, en octobre 1917, de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Je ne doute pas que vous soyez du même avis. Mais voici une question : qui donc, à vrai dire, le prolétariat a-t-il renversé en octobre 1917 ? L'histoire, les faits disent qu'en octobre 1917, le prolétariat a renversé les menchéviks et les s.-r., car ce sont eux précisément, Kérenski et Tchernov, Gotz et Lieber, Dan et Tsérételli, Abramovitch et Avxentiev qui étaient alors au pouvoir. Or, que sont les partis des menchéviks et des s.-r. ? Ce sont des partis de la II^e Internationale.

Il s'avère donc qu'en accomplissant la révolution d'Octobre, le prolétariat de l'U.R.S.S. a renversé les partis de la II^e Internationale. C'est peut-être désagréable à certains social-démocrates, mais c'est un fait indiscutable qu'il serait puéril de contester.

Par conséquent, au moment de la révolution prolétarienne on pouvait et on devait renverser le pouvoir des menchéviks et des s.-r. pour que le pouvoir du prolétariat pût triompher. Mais si on peut renverser les menchéviks et les s.-r., pourquoi ne peut-on les arrêter lorsqu'ils passent ouvertement et résolument

dans le camp de la contre-révolution bourgeoise ? Pensez-vous que le renversement des menchéviks et des s.-r. soit un moyen moins violent que leur arrestation ? On ne peut estimer juste la politique de la révolution d'Octobre sans estimer aussi juste ses conséquences inévitables. De deux choses l'une : ou bien la révolution d'Octobre a été une faute, et dans ce cas, c'est une faute d'arrêter les menchéviks et les s.-r., ou bien la révolution d'Octobre n'est pas une faute, et alors on ne peut considérer comme une faute l'arrestation des menchéviks et des s.-r. Logique oblige.

Cinquième question. — *Pourquoi le correspondant du Bureau de la presse social-démocrate n'a-t-il pas reçu l'autorisation de venir en U.R.S.S. ?*

Réponse. — Parce que la presse social-démocrate à l'étranger, en particulier le *Vorwaerts*, a dépassé par ses calomnies monstrueuses contre l'U.R.S.S. et ses représentants beaucoup de journaux bourgeois. Parce que nombre de journaux bourgeois, par exemple la *Vossische Zeitung*, se conduisent dans la lutte contre l'U.R.S.S. bien plus « objectivement » et « convenablement » que le *Vorwaerts*. Cela peut sembler « étrange », mais c'est un fait avec lequel on doit compter. Si le *Vorwaerts* pouvait se conduire aussi bien que les journaux bourgeois, ses représentants, certainement, auraient leur place dans l'U.R.S.S., à l'égal des représentants des autres journaux bourgeois. Un de ces jours, un représentant du *Vorwaerts* s'est adressé à un des collaborateurs de notre représentation diplomatique à Berlin pour lui demander les conditions auxquelles le correspondant du *Vorwaerts* pourrait être autorisé à venir en U.R.S.S. On lui répondit : « Lorsque le *Vorwaerts* montrera effectivement qu'il est prêt à se conduire envers l'U.R.S.S. et ses représentants aussi bien qu'un journal libéral « convenable », dans le genre de la *Vossische Zeitung*, le gouvernement soviétique ne fera pas obstacle à la venue du correspondant du *Vorwaerts* en U.R.S.S. »

Je pense que la réponse est parfaitement claire.

Sixième question. — *La fusion des II^e et III^e Internationales est-elle possible ?*

Réponse. — Je pense que c'est impossible. C'est impossible puisque la II^e et la III^e Internationales ont des positions absolument différentes et regardent de deux côtés différents. Si la III^e Internationale regarde du côté du renversement du capitalisme et de l'instauration de la dictature du prolétariat, la II^e Internationale, par contre, regarde du côté du maintien du capitalisme et de la destruction de tout ce qui est nécessaire pour instaurer la dictature du prolétariat. La lutte entre ces deux Internationales est le reflet idéologique de la lutte entre les partisans du capitalisme et ceux du socialisme. De cette lutte doit sortir victorieuse soit la II^e, soit la III^e Internationale. Il n'y a nulle raison de douter que ce soit la III^e Internationale qui triomphe dans le mouvement ouvrier. J'estime que la fusion de ces deux Internationales est impossible.

Septième question. — *Comment juger la situation dans l'Europe occidentale ? Faut-il s'attendre à des événements révolutionnaires dans les prochaines années ?*

Réponse. — Je pense qu'en Europe grandissent et grandiront les éléments de la crise la plus profonde du capitalisme. Le capitalisme peut partiellement se stabiliser, rationaliser sa production, comprimer temporairement la classe ouvrière : il est encore en état de le faire pour le moment, mais il ne retournera jamais à la « stabilité » et à l'« équilibre » dont il jouissait avant la guerre mondiale et la révolution d'Octobre. Il ne reviendra jamais à cette « stabilité » et à cet « équilibre ». On le voit, ne serait-ce que par les brasiers révolutionnaires qui s'allument en Europe comme dans les colonies, ressources du capitalisme européen. Aujourd'hui, c'est en Autriche que se produit une explosion révolutionnaire ; demain, c'est en Angleterre ; après-demain, quelque part en France ou en Allemagne ; puis, en Chine, dans l'Indonésie, dans l'Inde, etc. Or, qu'est-ce que l'Europe et les colonies ? C'est le centre et la périphérie du capitalisme. La tranquillité ne règne plus dans les centres du capitalisme européen. Elle règne encore moins dans sa périphérie. Les conditions mûrissent pour de nouveaux événements révolutionnaires. Je pense que la preuve la plus éclatante de la crise croissante du capitalisme, l'exemple le plus clair du mécontentement et de l'indignation qui s'accumulent dans la

classe ouvrière, ce sont les événements qui se rattachent à l'assassinat de Sacco et Vanzetti. Qu'est-ce que l'assassinat de deux ouvriers pour le charnier capitaliste ? Est-ce que jusqu'à présent on ne tuait pas les ouvriers par dizaines, par centaines, chaque semaine, chaque jour ? Pourtant, il suffit de l'assassinat de deux ouvriers, Sacco et Vanzetti, pour mettre en mouvement la classe ouvrière du monde entier ? Qu'est-ce à dire ? Que le terrain est de plus en plus brûlant sous les pieds du capitalisme. Que les conditions mûrissent pour de nouveaux événements révolutionnaires. Le fait que les capitalistes réussirent à tenir durant la première secousse de l'explosion révolutionnaire n'est nullement une consolation pour eux. La révolution contre le capitalisme ne peut avancer en une vague continue et générale. Elle grandit toujours avec des flux et des reflux. Il en a été ainsi en Russie. Il en sera ainsi en Europe. Nous sommes à la veille de nouveaux événements révolutionnaires.

Huitième question. — *L'opposition est-elle forte dans le Parti russe ? Sur quels milieux s'appuie-t-elle ?*

Réponse. — Je pense qu'elle est très faible. Bien plus, ses forces sont presque nulles dans notre parti. J'ai en mains le journal d'aujourd'hui. On y donne le bilan de plusieurs jours de discussion. Les chiffres disent que plus de 135.000 membres du Parti ont voté pour le Comité central de l'U.R.S.S. et pour ses thèses, et 1.200 seulement pour l'opposition. Cela ne fait même pas 1 %. Je pense que, dans la suite, le vote donnera des résultats encore plus humiliants pour l'opposition. La discussion continuera chez nous jusqu'au congrès. Nous nous efforçons, pendant ce temps, de demander l'opinion de tout le Parti. J'ignore comment chez vous, dans les partis social-démocrates, on discute. Je ne sais si on discute en général dans les partis social-démocrates. Nous considérons la discussion d'une façon sérieuse. Nous demanderons l'opinion de tout le Parti, et vous verrez que l'importance de l'opposition dans notre parti est encore plus infime que ne le montrent les chiffres que je viens d'indiquer. Il se peut très bien qu'au XV^e congrès l'opposition n'ait pas un représentant, pas un délégué. Dans la grande usine *Tréougnik*, à Léninegrad, il y a 15.000 ouvriers, dont 2,122 communistes; 39 d'entre eux ont voté pour l'opposition. A l'usine Poutilov, à Léninegrad également, il y a environ 11.000 ouvriers, dont 1.718 communistes ; 29 ont voté pour l'opposition.

Sur quels milieux s'appuie l'opposition ? Je pense que c'est surtout sur les milieux non prolétariens. Si l'on demandait aux couches non prolétariennes de la population, à celles qui sont mécontentes du régime de la dictature du prolétariat, de quel côté vont leurs sympathies, elles répondraient sans hésiter que c'est du côté de l'opposition. Pourquoi ? Parce que la lutte de l'opposition, au fond, est une lutte contre le Parti, contre le régime de la dictature du prolétariat, dont certaines couches non prolétariennes sont fatalement mécontentes. L'opposition est le reflet du mécontentement, de la poussée des couches non prolétariennes de la population contre la dictature du prolétariat.

Neuvième question. — *Les bruits répandus en Allemagne par Ruth Fischer et Maslow, qui déclarent que la direction actuelle de l'I.C. et du Parti russe livre les ouvriers à la contre-révolution, sont-ils vrais ?*

Réponse. — Il faut croire qu'ils sont vrais. Il faut croire que l'Internationale communiste et le Parti communiste russe livrent pieds et poings liés la classe ouvrière de l'U.R.S.S. aux contre-révolutionnaires de tous les pays. Bien plus, je puis vous annoncer que l'I.C. et le Parti communistes russe ont décidé ces jours-ci de rappeler tous les capitalistes et tous les hobereaux qui avaient été chassés du pays et de leur rendre les usines et les fabriques. Ce n'est pas tout. L'Internationale communiste et le P.C. de l'U.R.S.S. sont allés plus loin en décidant qu'il est temps pour les bolchéviks de commencer à se nourrir de chair humaine. Enfin, nous avons décidé de nationaliser toutes les femmes et de faire commerce du viol de nos propres sœurs. (*Hilarité générale.*)

Des voix : *Qui a pu poser une telle question ?*

Je vois que vous riez. Peut-être quelques-uns d'entre vous pensent-ils que je ne réponds pas sérieusement à la question. C'est exact, camarades on ne peut répondre sérieusement à de telles

questions. Je pense qu'on ne peut répondre à de telles questions qu'en les tournant en ridicule. (*Vifs applaudissements.*)

Dixième question. — *Quelle est votre attitude envers l'opposition et la tendance Ruth Fischer et Maslow en Allemagne ?*

Réponse. — Mon attitude envers l'opposition et ses agents en Allemagne est la même que l'attitude du célèbre romancier français Alphonse Daudet envers Tartarin de Tarascon. (*Mouvements de gaieté parmi les délégués.*) Vous avez sans doute lu ce fameux récit d'Alphonse Daudet. Le héros de cet ouvrage était, au fond, un habituel « bon » petit bourgeois. Mais sa fantaisie était si puissante, sa faculté de « mentir innocemment » était si développée, qu'à la fin des fins il a été lui-même victime de ses extraordinaires capacités. Tartarin se vantait à tout venant d'avoir tué dans la chaîne de l'Atlas un nombre incalculable de lions et de tigres. Les amis crédules de Tartarin lui décernèrent le titre de premier chasseur de lions du monde. Pourtant, Alphonse Daudet, savait parfaitement, aussi bien que Tartarin lui-même, que ce dernier n'avait jamais vu ni lions, ni tigres. Tartarin s'était vanté en assurant à tous qu'il avait fait l'ascension du mont Blanc. Ses crédules amis lui décernèrent le titre de premier alpiniste du monde. Pourtant, Alphonse Daudet savait parfaitement que Tartarin n'avait jamais été sur le mont Blanc. Tartarin s'était vanté et avait assuré à tous qu'il avait fondé une grande colonie dans un pays lointain de la France. Ses crédules amis lui décernèrent le titre de premier colonisateur du monde. Pourtant, Alphonse Daudet, aussi bien que son héros, savait que les idées fantaisistes de Tartarin ne pouvaient aboutir à rien d'autre qu'à la confusion de ce dernier et de ses amis.

Vous savez à quelle confusion, à quel ridicule, la vantardise de Tartarin a conduit ses amis.

Je pense que le tapage et la vantardise des leaders de l'opposition, à Moscou et à Berlin, se termineront par la même confusion et le même ridicule pour l'opposition. (*Hilarité générale.*)

Staline. — Nous venons d'épuiser la première liste des questions. Passons maintenant aux questions de la délégation française.

Première question. — *De quelle façon le gouvernement de l'U.R.S.S. pense-t-il combattre les firmes pétrolières étrangères ?*

Réponse. — La question, à mon avis, est mal posée. Ainsi formulée, elle pourrait donner à croire que l'industrie soviétique du naphte s'est assignée pour but de livrer bataille aux firmes de la même industrie des autres pays et qu'elle veut les couler et les liquider. En est-il ainsi en réalité ? Non. Voici de quoi il s'agit au fond : certaines firmes pétrolières des pays capitalistes s'efforcent d'étouffer l'industrie soviétique du naphte, celle-ci doit se défendre pour vivre et se développer. Le fait est que l'industrie pétrolière soviétique est plus faible que l'industrie pétrolière des pays capitalistes, aussi bien en ce qui concerne l'extraction (nous extrayons moins qu'eux) que dans les relations avec le marché (ils ont bien plus de relations avec le marché mondial que nous). Comment l'industrie soviétique du pétrole se défend-elle ? Elle se défend en améliorant la qualité de la production et, avant tout, en baissant les prix du pétrole, en vendant sur le marché un produit bon marché, meilleur marché que le pétrole des firmes capitalistes. Mais, pourra-t-on demander, les Soviétiques sont-ils donc si riches qu'ils ont la possibilité de vendre moins cher que les plus riches firmes capitalistes ? Naturellement, l'industrie soviétique n'est pas plus riche que les firmes capitalistes. Au contraire, les firmes capitalistes sont beaucoup plus riches que l'industrie soviétique. Mais il ne s'agit pas de richesses. Le fait est que l'industrie soviétique du pétrole n'est pas une industrie capitaliste, et c'est pourquoi elle n'a pas besoin de surprofits fabuleux, alors que les firmes capitalistes ne peuvent s'en passer. C'est précisément parce que l'industrie soviétique du pétrole n'a pas besoin de surprofits formidables qu'elle peut vendre ses produits moins cher que les firmes capitalistes. On peut en dire autant des céréales, du bois soviétique, etc. En général, il faut dire que les produits soviétiques, en particulier le pétrole, sont sur le marché international un facteur comprimant les prix et allégeant ainsi la situation des masses de consommateurs. C'est là, pour le pétrole soviétique, une force, un moyen de défense contre les

tentatives des firmes pétrolières capitalistes. C'est pourquoi les grands pétroliers de tous les pays, en particulier Déterding, crient à tue-tête contre les Soviets et contre le pétrole soviétique en dissimulant leur politique des hauts prix et le pillage du consommateur par des phrases à la mode sur la « propagande communiste ».

Deuxième question. — *Comment pensez-vous réaliser le collectivisme parmi la paysannerie ?*

Réponse. — Nous pensons réaliser le collectivisme parmi la paysannerie graduellement, par des mesures d'ordre économique, financier, politique et éducatif. Je pense que la question la plus intéressante est celle des mesures d'ordre économique. Dans ce domaine, nos mesures vont dans trois directions : l'organisation des exploitations paysannes individuelles dans les coopératives ; l'organisation des exploitations paysannes, surtout celle des paysans pauvres, dans les sociétés de production ; et, enfin, les mesures à prendre par les organes de plan et de régularisation étatiques pour embrasser l'économie paysanne aussi bien en ce qui concerne l'écoulement des produits ruraux que la fourniture aux paysans des objets de notre industrie qui leur sont nécessaires.

Il y a quelques années, il existait entre l'industrie et l'agriculture de nombreux intermédiaires représentés par des entrepreneurs privés qui fournissaient aux paysans les produits de la ville et vendaient aux ouvriers le pain des paysans. Il est compréhensible que ces intermédiaires ne « travaillaient » pas pour rien et retiraient des dizaines de millions en pressurant la population rurale et la population urbaine. C'était la période où l'alliance entre la ville et le village, entre l'industrie socialiste et l'économie paysanne individuelle était encore mal organisée. Le rôle de la coopération et des organes de répartition de l'Etat était alors relativement insignifiant. Depuis, l'état de chose a foncièrement changé. Maintenant, dans les échanges entre la ville et le village, entre l'industrie et l'économie rurale, le rôle de la coopération et des organes commerciaux de l'Etat peut être considéré non seulement comme prépondérant, mais comme nettement dominant, sinon exclusif. Dans la fourniture des tissus aux paysans, la part vendue par les coopératives et les organes de l'Etat s'élève à plus de 70 % ; dans la fourniture de machines agricoles, elle atteint presque 100 %. Dans l'achat des céréales des paysans, la part des coopératives et des organes de l'Etat dépasse 80 %. Dans l'achat des matières premières pour l'industrie, telles que le coton, la betterave, etc., elle est presque de 100 %.

Que signifie cela ?

Cela signifie, premièrement, que le capitalisme est évincé de la sphère des échanges, que l'industrie se soude directement à l'économie paysanne, que les bénéfices qui allaient aux intermédiaires spéculateurs restent dans l'industrie et dans l'agriculture, que les paysans ont la possibilité d'acheter les produits de la ville moins cher, que les ouvriers, à leur tour, ont la possibilité de payer moins cher pour les denrées agricoles.

Deuxièmement, qu'en éliminant de l'échange les intermédiaires capitalistes, l'industrie a la possibilité d'entraîner à sa remorque l'économie rurale, de l'influencer, d'élever son niveau, de la rationaliser, de l'industrialiser.

Troisièmement, qu'en soudant l'agriculture à l'industrie, l'Etat a la possibilité d'introduire le principe du plan, de la prévision dans le développement de l'agriculture, de lui fournir de meilleures semences et de meilleurs engrais, de déterminer le montant de sa production, de l'influencer dans le sens de la politique des prix, etc.

Enfin, cela signifie que, dans les villages, il se crée des conditions favorables à la liquidation des éléments capitalistes, à la restriction et à la liquidation des éléments koulaks, à l'organisation des paysans travailleurs dans des sociétés de production, au financement de ces sociétés par l'Etat.

Prenons, par exemple, la production de la betterave à sucre et celle du coton. Le montant de la production de ces deux matières premières, de même que les prix et la qualité, ne sont pas déterminés

sporadiquement, par le jeu des forces sur le marché inorganisé, par les intermédiaires spéculateurs, par la Bourse et les comptoirs capitalistes de toute espèce, mais par le Plan, par des traités préalables et précis entre les syndicats du sucre, les syndicats du textile d'une part, et les dizaines de millions de producteurs paysans en la personne de la coopération de la culture de la betterave et du coton, de l'autre. Il n'y a ici ni Bourses, ni comptoirs, ni agiotage sur les prix, etc. Tous ces accessoires de l'économie capitaliste n'existent plus chez nous dans ce domaine. Il n'y a plus ici que les deux parties en présence, sans Bourses ni intermédiaires : d'une part, les syndicats de l'Etat, d'autre part, les paysans coopérés. Les syndicats de l'Etat signent des contrats avec les organisations coopératives intéressées pour la production de telle ou telle quantité de betterave ou de coton, pour la fourniture aux paysans de semences, de prêts, etc. Après la récolte, toute la production est mise à la disposition des syndicats, et les paysans reçoivent la somme qui leur revient selon les clauses des contrats signés à l'avance. C'est ce qu'on appelle chez nous le système de contraction. Ce système est bon en ce sens qu'il a des avantages pour les deux parties et qu'il soude l'agriculture à l'industrie directement, sans nul intermédiaire. Ce système est la voie la plus sûre vers la collectivisation de l'économie paysanne.

On ne peut dire que les autres branches de l'agriculture soient arrivées à un tel degré de développement. Mais on peut dire avec assurance que toutes les branches de l'économie rurale, sans en excepter la production des céréales, devront peu à peu passer par là. Ce chemin conduit directement à la collectivisation de l'économie rurale.

La collectivisation générale n'arrivera que lorsque les exploitations rurales seront réorganisées sur une nouvelle base technique, grâce à l'emploi généralisé des machines et à l'électrification ; lorsque la majorité des paysans travailleurs seront groupés dans les organisations coopératives ; lorsque la majorité des villages seront couverts d'un réseau de sociétés agricoles à caractère collectiviste. On va vers ce but, mais on n'y est pas encore arrivé et on n'y arrivera pas de sitôt. Pourquoi ? Entre autres, parce qu'il faut pour cela des capitaux immenses dont notre Etat ne dispose pas encore, mais qui, incontestablement, s'accumuleront avec le temps. Marx disait qu'aucun nouveau régime social ne se consolide sans être intensément financé, sans que des centaines et des centaines de millions soient dépensés pour cela. Je pense que nous entrons déjà dans la période de développement de l'agriculture où l'Etat commence à avoir la possibilité de financer plus énergiquement le nouvel ordre social. Le fait que l'industrie socialiste a déjà conquis le rôle d'élément dirigeant dans l'économie nationale, et entraîne à sa suite l'agriculture, est la garantie la plus sûre que l'économie paysanne suivra la voie de la collectivisation.

Troisième question. — *Quelles ont été les principales difficultés sous le communisme de guerre, lorsqu'on a tenté de supprimer l'argent ?*

Réponse. — Les difficultés ont été nombreuses aussi bien en ce qui concerne le développement intérieur que les relations extérieures. Si l'on prend les rapports intérieurs d'ordre économique, on peut constater trois principales difficultés.

Premièrement, notre industrie était ruinée et paralysée, abstraction faite de l'industrie de guerre qui fournissait les munitions aux fronts de la guerre civile pendant l'intervention. Les deux tiers de nos usines et fabriques chômaient, les transports clochaient, il n'y avait pas ou presque pas de marchandises.

Deuxièmement, l'agriculture allait très mal, la main-d'œuvre agricole était sur le front, on manquait de matières premières, on manquait de pain pour la population des villes et, avant tout, pour les ouvriers. Nous donnions alors aux ouvriers une demi-livre de pain, et parfois même 1/8 de livre par jour.

Troisièmement, il n'y avait pas ou presque pas d'appareil commercial soviétique de transmission plus ou moins organisé entre la ville et le village, d'appareil capable de fournir au village les produits de la ville et à la ville les denrées du village. La coopération et les organes commerciaux de l'Etat étaient dans un état embryonnaire.

Après la guerre civile et l'instauration de la nouvelle politique économique, la situation économique du pays a changé radicalement.

L'industrie s'est développée et renforcée et a occupé une position dominante dans toute l'économie nationale. Ce qu'il y a de plus caractéristique à cet égard, c'est que pendant les deux dernières années nous avons réussi à investir dans l'industrie plus de 2 milliards de roubles tirés de nos propres accumulations, sans l'aide de l'extérieur, sans aucun emprunt étranger. On ne peut plus dire maintenant qu'il n'y a plus de marchandises pour les paysans.

L'agriculture s'est relevée, sa production a repris les proportions d'avant-guerre. On ne peut plus dire maintenant que pour les ouvriers il n'y a pas de pain ou d'autres produits de l'agriculture.

La coopération et les organes commerciaux de l'Etat se sont développés au point d'occuper dans les échanges du pays une position dominante. On ne peut plus dire que nous n'avons pas d'appareil de transmission et de répartition entre la ville et le village, entre l'industrie et l'agriculture.

Tout cela, bien entendu, ne suffit pas pour édifier dès maintenant l'économie socialiste. Mais c'est parfaitement suffisant pour aller de l'avant dans le chemin de l'édification victorieuse du socialisme.

Nous avons besoin maintenant de ré-outiller notre industrie, de construire de nouvelles usines sur une nouvelle base technique. Il nous faut relever le niveau de l'agriculture, fournir aux paysans le maximum de machines agricoles, organiser dans les coopératives la majorité des paysans travailleurs, réorganiser les producteurs isolés dans un large réseau de sociétés agricoles. Il nous faut organiser notre appareil de transmission et de répartition entre la ville et le village de façon qu'il soit capable d'évaluer les moyens et de satisfaire les besoins de la ville et du village dans tout le pays, de la même façon que chaque personne calcule son budget, ses recettes et ses dépenses. Tout cela réalisé, nous arriverons au temps où l'on n'aura plus besoin d'argent. Mais nous en sommes encore loin.

Quatrième question. — *Qu'en est-il des « ciseaux » ?*

Réponse. — Si, par « ciseaux », on entend l'écart entre les prix des denrées agricoles et ceux des produits industriels du point de vue du prix de revient, la situation des « ciseaux » est la suivante :

Il est incontestable que nos produits industriels se vendent encore plus cher qu'il serait possible de les vendre dans d'autres conditions. Cela s'explique par la jeunesse de notre industrie, la nécessité de la protéger contre la concurrence extérieure, de lui créer des conditions accélérant son développement. Or son développement rapide est nécessaire aussi bien aux villes qu'aux campagnes. Autrement il ne serait pas possible de fournir à temps et en quantité suffisante aux paysans les tissus et les machines agricoles. Cette circonstance crée un écart entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles, avec un certain préjudice pour l'économie rurale.

Pour mettre fin à ce désavantage de l'agriculture, le gouvernement et le Parti se sont donnés pour tâche d'appliquer une politique de baisse graduelle, mais constante, des prix des produits industriels. Peut-on dire que cette politique soit réaliste ? J'estime qu'elle l'est incontestablement. On sait par exemple que, pendant la dernière année, nous avons réussi à baisser les prix de détail des produits industriels de 8 à 10 %. On sait aussi que nos organisations industrielles réduisent systématiquement les prix de revient et les prix de vente des produits industriels. Il n'y a pas de raisons de douter que cette politique ne continue à l'avenir. Bien plus, je dois dire que la politique de baisse constante des prix des produits industriels est la pierre angulaire de notre politique économique, sans laquelle ni l'amélioration ni la rationalisation de notre économie industrielle, ni la consolidation de l'alliance de la classe ouvrière avec les paysans ne sauraient se concevoir.

Dans les pays bourgeois, on suit à cet égard une autre politique. Dans ces pays, les entreprises s'organisent habituellement en trusts et en syndicats pour majorer à l'intérieur les prix des

marchandises fabriquées par l'industrie, pour s'assurer un monopole de fait sur les prix, pour réaliser ainsi le maximum de bénéfices et constituer des fonds leur permettant de vendre ces mêmes marchandises à bas prix dans les pays étrangers afin de conquérir de nouveaux marchés. C'était là la politique appliquée chez nous, en Russie, à l'époque du régime bourgeois, alors que le sucre, par exemple, était vendu à l'intérieur du pays trois fois plus cher qu'à l'étranger, trois fois plus cher qu'en Angleterre par exemple, où il était vendu si bon marché qu'on en nourrissait les cochons. Le gouvernement soviétique suit une politique diamétralement opposée. Il estime que l'industrie est faite pour servir la population, et non pas le contraire. Il pense que la baisse constante des prix industriels est le moyen essentiel sans lequel le progrès normal de l'industrie est impossible. Sans parler du fait que la politique de baisse des prix industriels contribue à accroître la consommation de la population, augmente la capacité d'achat du marché intérieur, urbain et rural, et crée ainsi la base, sans cesse élargie, nécessaire au déploiement intérieur de l'industrie.

Cinquième question. — *Quelles sont les propositions du gouvernement soviétique aux petits porteurs français de fonds russes ? Comment les porter à la connaissance des rentiers français ?*

Réponse. — Nos propositions en ce qui concerne les dettes d'avant-guerre ont été publiées dans la fameuse interview du camarade Rakovski. Je pense que vous devez les connaître. Elles sont conditionnées par l'obtention simultanée de crédits par l'U.R.S.S. Nous nous en tenons ici au fameux principe : donnant, donnant. Si vous nous accordez des crédits, vous obtiendrez de nous quelque chose en ce qui concerne les dettes d'avant-guerre ; si vous ne donnez rien, vous ne recevrez rien. Cela veut-il dire que nous reconnaissons ici en principe les dettes d'avant-guerre ? Pas le moins du monde. Cela veut seulement dire que, tout en laissant en vigueur le célèbre décret sur l'abolition des dettes tsaristes, nous consentons néanmoins, à titre d'accord pratique, à payer quelque chose de ces dettes, si l'on nous fournit en échange les crédits qui nous sont nécessaires et qui seront profitables à l'industrie française. Nous considérons les paiements pour les dettes comme des intérêts supplémentaires pour les crédits que nous recevons pour le développement de notre industrie.

On parle des dettes de guerre de la Russie tsariste. On parle de toute sorte de prétentions à l'égard de l'U.R.S.S. à la suite des résultats de la révolution d'Octobre. Mais on oublie que notre révolution est la négation de principe des guerres impérialistes et des dettes tsaristes qui s'y rattachent. On oublie que l'U.R.S.S. ne peut pas ne pas faire entrer en ligne de compte les pillages et les violences qu'elle a subis pendant plusieurs années, pendant l'intervention étrangère, et pour lesquels elle présente certaines revendications. Qui répond de ces pillages et de ces violences ? Qui doit en répondre ? Qui doit payer ces pillages et ces violences ? Les gouvernants impérialistes sont enclins à oublier ces choses désagréables. Mais ils doivent savoir que de telles choses ne s'oublient pas.

Sixième question. — *Comment concilier le monopole de l'eau-de-vie et la lutte contre l'alcoolisme ?*

Réponse. — Je pense qu'il est en général difficile de les concilier. Il y a ici une contradiction indubitable. Le Parti connaît cette contradiction et il s'y est engagé consciemment, sachant qu'au moment actuel l'admission de cette contradiction est un moindre mal. Quand nous avons établi le monopole de l'eau-de-vie nous étions devant cette alternative : *ou bien* nous laisser asservir par les capitalistes, leur livrer de nombreuses usines et fabriques des plus importantes et recevoir en échange certaines ressources nécessaires pour nous tirer d'affaire ; *ou bien*, établir le monopole de l'eau-de-vie afin d'obtenir les capitaux de roulement nécessaires pour pouvoir développer notre industrie par nos propres moyens. Les membres du Comité central, dont je faisais partie, ont eu alors une conversation avec Lénine, qui a reconnu que, dans le cas où l'on ne pourrait obtenir des emprunts à l'étranger, il faudrait recourir ouvertement et directement au monopole de l'eau-de-vie. Naturellement, il aurait mieux valu se passer de la vodka, car celle-ci est un mal. Mais il aurait fallu alors s'asservir temporairement aux capitalistes, ce qui est un mal encore plus grand. C'est pourquoi nous avons préféré le moindre mal. A l'heure actuelle, la vodka donne plus de 500 millions de roubles de revenus. Renoncer maintenant à la vodka serait renoncer à ce revenu ; de plus, il n'y a aucune raison de croire que l'alcoolisme en serait réduit, car le paysan commencerait à distiller lui-même son eau de vie,

s'intoxiquant ainsi avec un alcool impur fabriqué par des moyens de fortune. Evidemment, le bas niveau culturel de nos campagnes joue ici un certain rôle. Sans compter que la renonciation immédiate au monopole de l'eau-de-vie priverait notre industrie de plus d'un demi-milliard de roubles, somme qui ne pourrait être tirée d'une autre source.

S'ensuit-il que le monopole de l'alcool doive subsister à l'avenir ? Nullement. Ce n'est qu'une mesure provisoire. C'est pourquoi, elle devra être supprimée dès que notre économie nationale trouvera de nouvelles sources de revenus pour le développement de notre industrie. Et il n'est pas douteux que nous arriverons à trouver ces sources.

Avons-nous bien fait en laissant entre les mains de l'Etat la fabrication et la vente de l'eau-de-vie ? Je pense que oui. Si la vodka était livrée à des particuliers, cela aboutirait : premièrement, à renforcer le capital privé ; deuxièmement, à priver le gouvernement de la possibilité de régler convenablement la production et la consommation de la vodka ; troisièmement, à rendre plus difficile la suppression, dans un avenir prochain, de la production et de la consommation de la vodka. A l'heure actuelle, notre politique consiste à réduire peu à peu la production de la vodka. Je pense que, dans un avenir prochain, nous réussirons à supprimer complètement ce monopole, à réduire la production de l'alcool jusqu'au minimum nécessaire pour l'industrie et, ensuite, à liquider complètement la vente de l'eau-de-vie.

Je pense que nous n'aurions affaire ni avec la vodka ni avec beaucoup d'autres choses désagréables si les prolétaires d'Europe occidentale prenaient le pouvoir et nous fournissaient l'aide dont nous avons besoin. Mais que faire ? Nos frères d'Europe occidentale, pour le moment, ne veulent pas prendre le pouvoir, et nous sommes obligés de nous débrouiller par nos propres moyens. Ce n'est déjà plus notre faute. Telles sont les circonstances. Mais, comme vous le voyez, une part de la responsabilité du monopole de la vodka retombe sur nos amis de l'Europe occidentale. (*Rires, applaudissements.*)

Septième question. — *Droits judiciaires de la Guépéou, jugements sans témoins et sans défenseurs, arrestations secrètes. Ces mesures étant difficiles à faire admettre par l'opinion publique française, il serait intéressant d'en connaître la raison d'être. Pense-t-on les changer ou les supprimer ?*

Réponse. — La *Guépéou* ou *Tchéka* est l'organe punitif du pouvoir soviétique. Cet organe est plus ou moins analogue au Comité de Salut public créé pendant la grande Révolution française. Il punit surtout les espions, les conspirateurs, les terroristes, les bandits, les spéculateurs, les faux-monnayeurs. C'est en quelque sorte un tribunal militaire-politique créé pour protéger les intérêts de la révolution contre les attentats des bourgeois contre-révolutionnaires et de leurs agents.

Cet organe a été créé au lendemain de la révolution d'Octobre, après la découverte de toute sorte d'organisations terroristes, d'espionnage et de conjuration, financées par les capitalistes russes et étrangers. Cet organe s'est développé et renforcé après la perpétration de plusieurs attentats terroristes contre les hommes d'Etat soviétiques; après l'assassinat du camarade Ouritski, membre du Comité révolutionnaire de Léninegrad, qui fut tué par un s.-r.; après l'assassinat du camarade Volodarski, membre du même Comité révolutionnaire de Léninegrad et également tué par un s.-r.; après l'attentat contre la vie de Lénine (blessé par un membre du parti des s.-r.). Il faut reconnaître que la *Guépéou*, lorsqu'elle portait des coups aux ennemis de la révolution, frappait juste et sans rater. D'ailleurs, elle a conservé cette qualité jusqu'à ce jour. Depuis sa création, la *Guépéou*, est une terreur pour la bourgeoisie, la sentinelle vigilante de la révolution, le glaive du prolétariat.

Il n'est pas étonnant que les bourgeois de tous les pays nourrissent contre la *Guépéou* une haine bestiale. On fait courir sur elle les légendes les plus fantastiques, on répand les calomnies les plus monstrueuses sur son action. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la *Guépéou* défend bien les intérêts de la révolution. Les ennemis jurés de la révolution hurlent contre la *Guépéou*; donc la *Guépéou* travaille bien.

Les ouvriers n'ont pas la même opinion de la Guépéou. Allez dans les quartiers ouvriers et questionnez les ouvriers à ce sujet. Vous verrez l'estime qu'ils ont pour la Guépéou. Pourquoi ? Parce qu'ils voient en elle le défenseur fidèle de la révolution.

Je comprends la haine et la méfiance des bourgeois contre la Guépéou. Je comprends les voyageurs bourgeois qui, venant en U.R.S.S., commencent par demander si la Guépéou subsiste encore ou s'il n'est pas temps de la liquider. Tout cela est compréhensible et nullement étonnant. Mais je ne peux comprendre certains délégués ouvriers qui, venant en U.R.S.S., demandent anxieusement : Y a-t-il beaucoup de contre-révolutionnaires punis par la Guépéou ? Punira-t-on encore les terroristes et les conjurateurs qui complotent contre le pouvoir soviétique ? N'est-il pas temps de mettre fin à l'existence de la Guépéou ? D'où vient chez certains délégués ouvriers cette sollicitude pour les ennemis de la révolution prolétarienne ? Comment l'expliquer ? Comment la justifier ?

On prêche la plus grande indulgence, on conseille de supprimer la Guépéou, mais peut-on garantir qu'après la suppression de la Guépéou les capitalistes de tous les pays cesseront d'organiser et de financer les groupes contre-révolutionnaires de conjurateurs, de terroristes, d'incendiaires, de lanceurs de bombes ? Désarmer la révolution sans avoir la garantie que les ennemis de la révolution seront aussi désarmés, n'est-ce pas une sottise, un crime contre la classe ouvrière ? Non, camarades, nous ne voulons pas répéter les erreurs des Communards de Paris. Les Communards ont été trop doux pour les Versaillais, et Marx les a autrefois sévèrement critiqués à juste titre. Ils ont payé cher leur indulgence car, lorsque Thiers est entré à Paris, des dizaines de milliers d'ouvriers ont été fusillés par les Versaillais. Pensez-vous donc, camarades, que les bourgeois et hobereaux russes soient moins sanguinaires que les Versaillais ? Nous savons en tout cas comment ils châtiaient les ouvriers lorsqu'ils occupaient la Sibérie, l'Ukraine, le nord du Caucase; lorsqu'ils étaient alliés aux interventionnistes français, anglais, japonais et américains.

Je ne veux nullement dire que la situation intérieure du pays nous oblige à avoir des organes révolutionnaires punitifs. A l'intérieur de l'U.R.S.S., la révolution est si forte, si fermement assise qu'on pourrait peut-être se passer de la Guépéou. Mais les ennemis de l'intérieur ne sont pas solitaires, isolés; ils sont rattachés par des milliers de liens aux capitalistes de tous les pays, qui les soutiennent de toutes leurs forces, par tous les moyens. Nous sommes un pays entouré d'Etats capitalistes. Les ennemis intérieurs de notre révolution ne sont que les agents des capitalistes de tous les pays. Les Etats capitalistes sont la base et l'arrière des ennemis de notre révolution. En combattant les ennemis de l'intérieur, nous combattons en même temps les éléments contre-révolutionnaires de tous les pays. Jugez maintenant vous-mêmes si l'on peut, dans ces conditions, se passer d'organes punitifs dans le genre de la Guépéou.

Non, camarades, nous ne voulons pas renouveler les erreurs des Communards de Paris. La Guépéou est indispensable à la révolution et elle vivra, redoutée des ennemis du prolétariat. (*Vifs applaudissements.*)

Un des délégués. — Permettez-moi, camarade Staline, de vous remercier au nom de tous les délégués ici présents, de nous avoir donné ces explications et d'avoir dissipé les mensonges répandus à l'étranger au sujet de l'U.R.S.S. Ne doutez pas que nous saurons raconter aux ouvriers de chez nous la vérité sur l'U.R.S.S.

Staline. — Ce n'est pas la peine de remercier, camarades, J'estime que mon devoir est de répondre à vos questions et de vous rendre des comptes. Nous, militants soviétiques, nous nous jugeons obligés de rendre des comptes de notre action à nos frères de classe sur tous les points qu'ils désirent éclaircir. Notre Etat est l'enfant du prolétariat mondial. Nos hommes d'Etat ne font que leur devoir envers le prolétariat mondial lorsqu'ils rendent des comptes à ses représentants. (*Applaudissements.*)

Rapport politique du C. C. au XV^e congrès du P. C. de l'U.R.S.S.

A. Rapport (3 décembre 1927)

I - Crise grandissante du capitalisme mondial et situation extérieure de l'U.R.S.S.

Camarades, notre pays vit et se développe entouré des puissances capitalistes. Sa situation internationale dépend non seulement de ses forces intérieures, mais aussi de l'état des puissances capitalistes qui l'encerclent, de la situation des pays capitalistes, de leur force et de leur faiblesse, de la force et de la faiblesse des classes opprimées dans le monde entier, de la force et de la faiblesse du mouvement révolutionnaire de ces classes. Sans parler du fait que notre révolution fait partie du mouvement révolutionnaire international des classes opprimées. Voilà pourquoi je pense que le rapport du C.C. doit esquisser tout d'abord la situation internationale de notre pays, la situation des pays capitalistes et l'état du mouvement révolutionnaire dans tous les pays.

I. Etat économique du capitalisme mondial et aggravation de la lutte pour les marchés extérieurs

a) La question qui se pose en premier lieu est l'état de la production et du commerce dans les plus grands pays capitalistes.

Dans ce domaine, le fait essentiel c'est que la *production* des puissances capitalistes a, durant ces deux dernières années, dépassé le niveau d'avant-guerre. Quelques chiffres : l'index de la production mondiale de la *fonte*, qui, en 1925, atteignait 97,6 % de la production d'avant-guerre, a passé à 100,5 % en 1926. Nous n'avons pas encore de chiffres complets pour 1927, mais les données du premier semestre indiquent une augmentation ultérieure de la production de la fonte. Pour l'*acier*, l'index comparatif avec la production d'avant-guerre montre que la production mondiale a été de 118,5 % en 1925 et de 122,6 % en 1926. De même pour le *charbon*, l'index de la production mondiale a été de 97,9 % en 1925 et de 96,8 % en 1926, en regard des chiffres d'avant-guerre. La baisse en 1926 est due probablement à la grève des mineurs britanniques. En 1925-26, la consommation mondiale du *coton* a atteint 108,3 % de celle d'avant-guerre et, en 1926-27, 112,5 %. La récolte mondiale des céréales a atteint en 1925, 107,2 % de celle d'avant-guerre, en 1926, 110,5 % et 112,3 % en 1927.

C'est ainsi que lentement l'index général de la production mondiale progresse et dépasse le niveau d'avant-guerre.

Il y a, par contre, des pays capitalistes qui avancent, non à petits pas, mais par bonds, et laissent bien loin derrière eux le niveau d'avant-guerre ; ce sont, par exemple : les Etats-Unis et, en partie, le Japon. Aux Etats-Unis, la production des industries de transformation atteint, en 1925, 148 % et, en 1926, 152 % de la production d'avant-guerre. Pour l'industrie d'extraction les proportions sont de 143 % en 1925 et de 154 % en 1926.

Accroissement du commerce mondial. — Le commerce mondial se développe moins rapidement que la production. Il marque en général quelque retard sur celle-ci, mais il approche déjà lui aussi de la *norme d'avant-guerre*. Dans le monde entier les échanges internationaux atteignent en 1925 98,1 % et en 1926, 97,1 % de ceux d'avant-guerre. Pour les Etats-Unis d'Amérique, 134,3 % en 1925 et 143 % en 1926 ; pour la France, 98,2 % et 99,2 % ; pour l'Allemagne, 74,8 % et 73,6 % ; pour le Japon 176,9 % et 170,1 %.

En général, le commerce mondial a retrouvé son niveau d'avant-guerre. Dans certains pays, aux Etats-Unis et au Japon, il l'a dépassé.

Enfin, notons la troisième catégorie de faits qui montrent les progrès techniques : la rationalisation de l'industrie, le renforcement de la trustification et la cartellisation de l'industrie à l'échelle internationale. Je pense que ces faits sont connus de tous. Je ne m'y attarderai donc pas. Disons seulement que le Capital a enregistré des progrès, non seulement dans les chiffres de la production et du commerce, mais aussi dans l'amélioration de la technique de la production, dans les progrès techniques, dans la rationalisation de la production, et ajoutons que tout cela a contribué à renforcer les trusts les plus puissants et à créer de nouveaux cartels monopolisateurs puissants.

Tels sont les faits qu'il faut noter et qui doivent nous servir de point de départ.

Cela signifie-t-il que la stabilisation du capitalisme soit devenue solide ? Certes, non ! Le rapport fait au XIV^e congrès prévoyait que le capitalisme peut atteindre la norme d'avant-guerre, la dépasser même, et rationaliser sa production sans que cela signifie, et soit même loin de signifier, que la stabilisation du capitalisme s'est affermie et que le capitalisme a retrouvé sa stabilité d'avant-guerre. Au contraire, le fait même de l'accroissement de la production et du commerce, du développement du progrès technique et de l'augmentation des possibilités de la production, alors que le marché mondial, les limites de ce marché et les sphères d'influence des divers groupes impérialistes restent plus ou moins stables, ce fait précisément fait naître la plus profonde et la plus grave crise du capitalisme mondial, crise qui fait prévoir de nouvelles guerres et menace toute stabilisation.

La stabilisation partielle cause l'accroissement de la crise du capitalisme et la crise grandissante désagrège la stabilisation : telle est la dialectique du développement du capitalisme dans la phase historique actuelle.

b) Ce qui caractérise surtout l'accroissement de la production et du commerce capitaliste mondial, c'est qu'il se poursuit d'une façon *inéga*le : les Etats capitalistes n'avancent pas les uns derrière les autres à pas réguliers, sans se gêner ni se bousculer. Au contraire, ils s'évincent mutuellement. C'est le déclin de certains pays, c'est l'essor d'autres pays, c'est la lutte à mort entre les continents et les puissances pour assurer leur prépondérance sur le marché. Le centre économique se déplace d'Europe en Amérique, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Ainsi l'importance de l'Amérique et de l'Asie dans les échanges mondiaux augmente au détriment de celle de l'Europe. Voici quelques chiffres : en 1913, la part de l'Europe dans les échanges extérieurs mondiaux était de 58,5 %, celle de l'Amérique de 21,2 % et celle de l'Asie de 12,3 %. En 1925, la part de l'Europe n'est plus que de 50 %, celle de l'Amérique de 26,6 % et celle de l'Asie de 16 %. Parallèlement aux pays où le capitalisme progresse rapidement (Etats-Unis d'Amérique et en partie Japon) il existe des pays de déclin économique (Angleterre). A côté du développement de l'Allemagne capitaliste et de l'essor pris par certains pays ces dernières années (Canada, Australie, Argentine, Chine, Indes), il y en a d'autres où le capitalisme est en train de se stabiliser (France, Italie). Le nombre des pays qui veulent s'assurer un marché extérieur s'accroît, ainsi que les possibilités de production et l'offre des marchandises, tandis que la capacité d'absorption des marchés et les limites des sphères d'influence restent plus ou moins stationnaires.

Telle est la base des contradictions grandissantes au sein du capitalisme contemporain.

c) Cette contradiction, entre l'accroissement des possibilités de production et la stabilité relative des marchés, fait actuellement du problème des marchés le problème fondamental du capitalisme. L'aggravation du problème des marchés en général et du problème des marchés extérieurs en particulier, l'aggravation du problème des marchés pour l'exportation des capitaux caractérise l'état actuel du capitalisme. C'est ce qui explique pourquoi les fabriques et les usines ne travaillent habituellement pas à plein rendement. Le renforcement des barrières douanières ne fait qu'aggraver encore la situation. Le capitalisme se sent à l'étroit dans le cadre des marchés et des sphères d'influence actuels. Les tentatives de résoudre pacifiquement le problème des marchés n'ont pas donné et n'ont pu donner de résultats. La fameuse déclaration des banquiers, faite en 1926, au sujet de la liberté du commerce aboutit, comme on le sait, à un échec.

La conférence économique de la Société des nations de 1927, qui devait « unifier les intérêts économiques » des pays capitalistes, échoua également. Le capitalisme ne peut résoudre pacifiquement le problème des marchés. Il ne lui reste qu'une *seule* « issue » : à *nouveau* répartir les colonies et les sphères d'influence au moyen de la force, au moyen de conflits sanglants et de nouvelles guerres impérialistes.

La stabilisation aboutit à l'accentuation de la crise du capitalisme.

2. Politique internationale du capitalisme et préparation de nouvelles guerres impérialistes

a) La question d'un nouveau partage du monde et des sphères d'influence qui sont la base des marchés extérieurs est donc actuellement la question fondamentale dans la politique du capitalisme mondial. J'ai déjà dit que la répartition actuelle des colonies et des sphères d'influence, effectuée à la suite de la dernière guerre impérialiste, est déjà surannée. Elle ne satisfait plus ni l'Amérique du Nord, qui non contente de l'Amérique du Sud cherche à pénétrer en Asie (surtout en Chine) ; ni l'Angleterre qui voit ses Dominions lui échapper en même temps que les principaux marchés d'Orient ; ni le Japon qui se sent « gêné » en Chine par l'Angleterre et par l'Amérique ; ni l'Italie, ni la France qui ont d'innombrables « objets de litige » dans les contrées danubiennes et dans la Méditerranée ; ni, moins encore, l'Allemagne qui, en attendant, reste privée de colonies. De là ce désir « général » de répartir encore une fois les marchés et les sources de matières premières. Inutile de démontrer que les marchés d'Asie et les moyens de communication avec ces derniers sont la principale arène de lutte. De cela résultent de nouveaux problèmes centraux qui sont le foyer de nouveaux conflits. Ainsi se posent le problème du Pacifique (antagonisme entre les Etats-Unis d'Amérique, le Japon et l'Angleterre) pour dominer l'Asie, et les moyens de communication avec elle ; le problème de la Méditerranée (antagonisme entre l'Angleterre, la France et l'Italie) qui engendre la lutte pour la domination sur le littoral de la Méditerranée et la possession des voies de communication les plus directes avec l'Orient ; ainsi s'aggrave le problème du pétrole (antagonisme entre l'Angleterre et l'Amérique), car on ne peut faire la guerre sans posséder du pétrole et celui qui a le plus de pétrole a le plus de chances d'être victorieux dans la guerre prochaine.

Récemment la presse anglaise publia le « dernier » plan préconisé par Chamberlain pour « régler » le problème de la Méditerranée. Je ne puis garantir l'authenticité de ce plan, mais sa publication est certainement symptomatique. Dans ce plan, le « mandat » sur la Syrie détenu par la France passe à l'Italie ; la ville de Tanger est remise à la France moyennant une compensation financière à l'Espagne ; le Cameroun retourne à l'Allemagne ; l'Italie s'engage à mettre fin à ses intrigues dans les Balkans, etc. Et tout cela se passe sous le drapeau de la lutte contre les Soviétiques. On sait qu'en général on ne commet ces derniers temps aucune ignominie sans y mêler les Soviétiques. Quel est le véritable sens de ce plan ? Ce plan a pour but d'évincer la bourgeoisie française de la Syrie. Depuis longtemps la Syrie est la porte vers l'Orient, vers la Mésopotamie, vers l'Égypte, etc. Avec la Syrie, on peut menacer l'Angleterre dans la région du canal de Suez et de la Mésopotamie. Chamberlain veut probablement mettre fin à cette situation gênante. Inutile de dire que la publication de ce plan dans la presse n'est certainement pas due au hasard. La valeur de ce fait c'est qu'il donne une idée des conflits et des menaces de guerre qui doivent résulter des rapports actuels entre les « grandes puissances ».

Quant au problème du pétrole et à la lutte qu'il suscite actuellement, il ressort assez bien de ce qu'écrit à ce sujet la revue américaine bien connue *World's York* :

Un danger très réel menace la paix et l'entente entre les nations anglo-saxonnes. Inévitablement le ministre soutiendra toujours plus les hommes d'affaires américains au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir. Si le gouvernement britannique continue à s'identifier avec l'industrie *pétrolière* britannique, le gouvernement américain s'identifiera tôt ou tard avec l'industrie *pétrolière* américaine. La lutte ne peut passer dans la sphère des gouvernements sans qu'augmente considérablement *le danger de guerre*.

Aucun doute n'est possible : il s'agit de créer de nouvelles coalitions de puissances afin de préparer de nouvelles guerres pour les marchés extérieurs, pour les sources des matières premières, pour les voies de communication avec ces marchés.

b) A-t-on cherché à « régler d'une façon pacifique » les conflits de guerre qui surgissent dans cette dernière période ? Oui, et plus qu'on aurait pu le supposer. Mais ces tentatives n'ont abouti à rien, à rien du tout. Au contraire, elles n'ont servi qu'à masquer les préparatifs des « puissances » pour de nouvelles guerres afin de tromper les ouvriers et les paysans.

Considérons la Société des nations qui, selon la presse bourgeoise hypocrite et la presse social-démocrate non moins menteuse, est un instrument de paix. A quoi conduisent tous ses bavardages sur la paix, le désarmement, la réduction des armements ? Ils n'ont rien de bon, sinon de tromper les masses, d'augmenter les armements, d'aggraver à nouveau les conflits. Est-ce qu'on peut considérer comme un hasard le fait que depuis trois ans déjà la Société des nations bavarde sur la paix et le désarmement ? Depuis trois ans la II^e Internationale l'encourage à bavarder, et pendant ce temps les « nations » continuent à s'armer, en ajoutant de nouveaux conflits à ceux qui déjà divisaient les nations, compromettant ainsi l'œuvre de paix. L'échec de la conférence entre l'Angleterre, l'Amérique et le Japon, pour réduire les armements maritimes, ne témoigne-t-il pas que le problème de l'océan Pacifique est une source de nouvelles guerres impérialistes, et que les « puissances » ne veulent ni désarmer ni réduire leurs armements ? Qu'a fait la Société des nations pour prévenir ces dangers ? Voyons, à titre d'exemple, les interventions récentes de la délégation soviétique à Genève sur la question du désarmement réel (et non de forme). Comment expliquer que la déclaration claire et honnête du camarade Litvinov sur le désarmement complet a eu pour effet de paralyser la S.D.N. et a été « tout à fait inattendue » pour cette dernière ? Cela ne montre-t-il pas que la Société des nations est non un instrument de paix et de désarmement, mais un instrument destiné à masquer les nouveaux armements et à préparer de nouvelles guerres ? La presse bourgeoise corrompue de tous les pays, du Japon et d'Angleterre, de France et d'Amérique, clame à tue-tête que les propositions de désarmement faites par les Soviets ne sont pas « sincères ». Pourquoi donc ne pas chercher à vérifier la sincérité de ces propositions en procédant aussitôt au désarmement ou en commençant au moins par réduire sérieusement les armements ? Envisageons encore le système des « traités » d'amitié conclus entre certains Etats capitalistes : le traité conclu entre la France et la Yougoslavie ; celui conclu entre l'Italie et l'Albanie ; le « traité d'amitié » préparé par Pilsudski, à conclure entre la Pologne et la Lithuanie ; « le système de Locarno » ; « l'esprit de Locarno », etc. N'est-ce pas là un système de préparation à de nouvelles guerres et de répartition des forces pour de nouveaux conflits sanglants ? Prenons par exemple les faits suivants : les effectifs des *armées* de France, d'Angleterre, d'Italie, des Etats-Unis d'Amérique et du Japon qui, en 1913, se chiffraient à 1.888.000 ont passé à 2.262.000 en 1927. Pour la même période, les *budgets de guerre* qui étaient pour les mêmes pays de 2.345.000.000 de roubles or ont passé à 3.948.000.000 ; le nombre *d'avions en service* de ces cinq puissances était de 2.655 en 1923, il est de 4.340 en 1927 ; le tonnage des *croiseurs* qui était de 724.000 tonnes en 1922 s'est accru jusqu'à 864.000 tonnes en 1926. En ce qui concerne la *guerre chimique* le général Friess, chef du service de chimie de guerre des Etats-Unis, déclare :

Une seule bombe de 450 kilos chargée de lévisite peut rendre inhabitables dix quartiers de New-York, et 100 tonnes de lévisite lancées de 50 avions peuvent rendre toute la ville de New-York inhabitable pour une semaine au moins.

Que montrent ces faits si ce n'est qu'on prépare très activement de nouvelles guerres ?

Voilà les résultats de la « politique pacifique » et de la politique de « désarmement » des Etats bourgeois en général, de la Société des nations et de la complaisance des social-démocrates envers le Capital en particulier.

Auparavant, on justifiait l'augmentation des armements par le fait que l'Allemagne était armée jusqu'aux dents. Cette « justification » ne tient plus. N'est-il pas clair que l'accroissement d'armements

est dicté par l'inévitabilité de nouvelles guerres impérialistes entre les « puissances » et que l'« esprit de guerre » est l'essence même de l'« esprit de Locarno » ?

Les « relations pacifiques » actuelles peuvent être comparées à une chemise usée toute rapiécée, composée de différentes pièces reliées entre elles par un fil mince. Il suffit de tirer plus ou moins fortement ce fil, de le rompre à un endroit quelconque, pour que la chemise tombe en pièces et qu'il n'en reste plus que des lambeaux. Il suffit d'ébranler quelque peu les « rapports pacifiques », quelque part, en Albanie ou en Lituanie, en Chine ou en Afrique du Nord, pour que tout « l'édifice des rapports pacifiques » s'écroule. Il en fut ainsi avant la dernière guerre impérialiste quand l'assassinat de Sarajevo déclencha la guerre. Il en est de même maintenant.

C'est de la stabilisation que résulteront inévitablement les nouvelles guerres impérialistes.

3. Etat du mouvement révolutionnaire et présages d'un nouvel élan révolutionnaire

a) Pour faire la guerre il ne suffit pas d'accroître les armements ni d'organiser de nouvelles coalitions. Il faut encore renforcer l'arrière des pays capitalistes. Aucun pays capitaliste ne peut se lancer dans une guerre d'envergure sans avoir préalablement assuré ses arrières, sans avoir maté « ses » ouvriers, « ses » colonies. Ainsi s'explique la fascisation graduelle de la politique des gouvernements bourgeois. Ce n'est pas par hasard qu'en France le bloc de droite est actuellement au pouvoir ; en Angleterre, le bloc Hicks-Déterding-Urquhart ; en Allemagne, le bloc bourgeois ; au Japon, le parti militaire ; en Italie et en Pologne, des gouvernements fascistes. Tout cela n'est pas fortuit.

Ainsi s'explique aussi la pression exercée sur la classe ouvrière : la loi syndicale en Angleterre, la loi de « la nation armée » en France, l'abolition de la journée de 8 heures dans plusieurs pays, l'offensive générale de la bourgeoisie contre le prolétariat.

C'est encore ainsi que s'explique la pression sur les colonies et sur les pays dépendants, l'augmentation des effectifs des troupes impérialistes dans ces pays, dont le nombre atteint actuellement 1 million, soit 700.000 dans les « possessions » et dans les « sphères d'influence » de l'Empire britannique.

b) Il est facile de comprendre que cette pression féroce exercée par les gouvernements fascistes ne peut rester sans riposte de la part des peuples opprimés des colonies et de la classe ouvrière des métropoles. Des faits comme le développement du mouvement révolutionnaire en Chine, en Indonésie, aux Indes, etc., doivent avoir une influence décisive sur le sort de l'impérialisme mondial. Jugez-en vous-mêmes. Sur les 1.905.000.000 d'habitants du *monde entier*, 1.134.000.000 vivent dans les colonies et les semi-colonies, 143.000.000 vivent en U.R.S.S., 264 millions dans des pays indépendants, mais ne possédant pas de colonies, et 363 millions seulement dans les grands pays capitalistes qui oppriment les colonies et les semi-colonies. Evidemment, le réveil révolutionnaire des pays coloniaux présage la fin de l'impérialisme mondial. Le fait que la révolution chinoise n'a pas abouti à une victoire décisive sur l'impérialisme ne peut avoir d'importance décisive pour les perspectives de la révolution. Généralement, les grandes révolutions populaires ne remportent pas la victoire décisive du premier coup. Elles grandissent, se renforcent dans un mouvement de flux et de reflux. Il en fut ainsi partout, même en Russie. Il en sera de même en Chine. Le résultat le plus important de la révolution chinoise, c'est d'avoir sorti de leur engourdissement séculaire et mis en mouvement des centaines de millions d'exploités et d'opprimés ; d'avoir révélé clairement le caractère contre-révolutionnaire des cliques militaristes ; d'avoir arraché le masque du Kuomintang qui est apparu comme un suppôt de la contre-révolution ; d'avoir consolidé l'autorité du Parti communiste parmi les masses populaires ; d'avoir élevé le mouvement jusqu'à un stade supérieur, stade d'organisation des Soviets, et d'avoir réveillé de nouveaux espoirs parmi des millions d'opprimés, des Indes, d'Indonésie, etc.

Il faut être aveugle ou pusillanime pour douter que les ouvriers et les paysans chinois marchent vers un nouvel élan révolutionnaire.

Le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière d'Europe présente aussi des signes manifestes de radicalisation des masses ouvrières et de fermentation révolutionnaire. Des faits comme la grève générale et la grève des mineurs britanniques ; l'action révolutionnaire des ouvriers à Vienne ; les manifestations révolutionnaires en France et en Allemagne à l'occasion de l'exécution de Sacco et Vanzetti ; les succès électoraux des partis communistes allemands et polonais ; la différenciation du mouvement ouvrier en Angleterre, les ouvriers s'orientant de plus en plus à gauche et les leaders à droite vers le social-impérialisme ; la dégénérescence de la II^e Internationale devenue un appendice de la Société des nations impérialiste ; l'autorité faiblissante des partis social-démocrates parmi les larges masses ouvrières ; l'accroissement universel de l'influence et de l'autorité de l'Internationale communiste et de ses sections parmi les prolétaires de tous les pays ; l'autorité accrue de l'U.R.S.S. parmi les classes opprimées du monde entier ; le « congrès des Amis de l'U.R.S.S. », etc., tous ces faits prouvent éloquemment que l'Europe entre dans une nouvelle phase de l'essor révolutionnaire. Si l'assassinat de Sacco et Vanzetti a pu être la cause d'une telle effervescence dans toute la classe ouvrière, cela montre avec évidence qu'au sein de celle-ci s'est accumulée une énergie révolutionnaire qui cherchera une occasion, parfois insignifiante, pour se donner libre cours et attaquer le régime capitaliste. Nous vivons à la veille d'un nouvel essor révolutionnaire dans les colonies aussi bien que dans les métropoles.

C'est de la stabilisation capitaliste que sort et grandit le nouvel élan révolutionnaire.

4. Le monde capitaliste et l'U.R.S.S.

a) Nous avons ainsi tous les symptômes d'une crise profonde et de l'instabilité croissante du capitalisme mondial. Si la crise *temporaire* de 1920-21, le chaos et les perturbations qui l'ont suivie au sein des pays capitalistes, la rupture des liens entre les divers pays capitalistes peuvent être considérés comme liquidés faisant place à la période de la stabilisation partielle, la crise *fondamentale* du capitalisme, qui surgit à la suite de la victoire de la révolution d'Octobre et du fait que l'U.R.S.S. ne fait plus partie du système capitaliste mondial, est loin d'être liquidée. Au contraire, elle s'aggrave de plus en plus, ébranlant les bases mêmes de l'existence du capitalisme mondial. La stabilisation n'a pas entravé le développement de cette crise fondamentale, bien au contraire, elle a créé des conditions favorables à son développement. La lutte croissante pour les marchés, la nécessité d'un nouveau partage du monde et des sphères d'influence, la faillite du pacifisme bourgeois et de la Société des nations, la préparation fiévreuse de nouvelles coalitions et la répartition des forces en vue de nouvelles guerres, la course enragée aux armements, la pression féroce exercée sur la classe ouvrière et sur les pays coloniaux, le développement du mouvement révolutionnaire dans les colonies et en Europe, l'autorité grandissante de l'Internationale communiste dans le monde entier, enfin la puissance et l'autorité accrues de l'Union soviétique parmi les ouvriers d'Europe et les masses laborieuses des colonies, tous ces faits ébranlent les bases même du capitalisme mondial.

La stabilisation capitaliste est de plus en plus pourrie et précaire.

Si l'on pouvait et devait parler, il y a deux ans, du reflux de la vague révolutionnaire en Europe, aujourd'hui nous avons tout lieu d'affirmer que *l'Europe entre manifestement dans une nouvelle phase révolutionnaire*, sans parler des pays coloniaux où la situation des puissances impérialistes est toujours plus catastrophique.

b) Les espoirs des capitalistes qui tentent de dompter l'U.R.S.S., de la transformer en un Etat capitaliste et de diminuer son autorité dans la classe ouvrière d'Europe et chez les masses laborieuses des colonies, se sont écroulés. L'U.R.S.S. grandit et se développe précisément en tant que pays édifiant le socialisme. Son influence parmi les ouvriers et les paysans du monde entier augmente et se raffermi toujours davantage. L'existence même de l'U.R.S.S., en tant que pays édifiant le socialisme, est un des facteurs les plus sérieux de désagrégation de l'impérialisme mondial, dont elle sape la stabilité tant en Europe que dans les colonies. L'U.R.S.S. devient d'une façon manifeste l'emblème de la classe ouvrière d'Europe et des colonies. C'est pourquoi, pour ouvrir la voie aux futures guerres impérialistes,

pour mater véritablement « sa » classe ouvrière et « ses colonies », pour consolider l'arrière capitaliste, il faut avant tout venir à bout de l'U.R.S.S., foyer de la révolution et l'un des plus grands débouchés des pays capitalistes. C'est la raison des désirs pressants d'intervention chez les impérialistes, de la politique d'isolement envers l'U.R.S.S., de la politique d'encerclement, de la politique qui favorise les conditions pour une guerre contre l'U.R.S.S.

Le renforcement des tendances interventionnistes dans le camp des impérialistes et le danger de guerre (à l'égard de l'U.R.S.S.) sont un des faits fondamentaux de la situation actuelle.

La bourgeoisie anglaise est la plus menacée. C'est elle qui a le plus souffert de la crise actuelle qui va s'accroissant, et c'est pourquoi elle a pris l'initiative de développer les tendances interventionnistes. Il est clair que l'aide des ouvriers de l'U.R.S.S. aux mineurs anglais et la sympathie que témoigne la classe ouvrière de l'U.R.S.S. au mouvement révolutionnaire de Chine ont exaspéré davantage encore la bourgeoisie anglaise. C'est là précisément ce qui détermina la rupture de l'Angleterre avec l'U.R.S.S. et ce qui aggrava les rapports avec plusieurs autres Etats.

c) La lutte entre les deux tendances qui apparaissent dans les relations entre le monde capitaliste et l'U.R.S.S., d'une part, tendance à l'agression militaire (en Angleterre avant tout) et d'autre part, tendance au maintien des rapports pacifiques (dans plusieurs autres pays capitalistes) est le fait essentiel dans nos relations extérieures pour l'instant.

Les faits montrant la tendance aux rapports pacifiques dans la période écoulée depuis le XIV^e congrès sont : le traité de neutralité conclu avec la Turquie, le traité de garantie avec l'Allemagne, l'accord douanier avec la Grèce, l'accord avec l'Allemagne au sujet des crédits, la reconnaissance de l'U.R.S.S. par l'Uruguay, le pacte de garantie conclu avec l'Afghanistan, le traité de garantie avec la Lithuanie, la signature du traité de garantie avec la Lettonie, l'accord commercial avec la Turquie, le règlement du conflit avec la Suisse, le traité de neutralité avec la Perse, l'amélioration des rapports avec le Japon, le resserrement des liens économiques avec l'Amérique et l'Italie.

Les faits montrant la tendance de l'agression militaire pour cette même période sont : la note britannique au sujet des secours en argent aux mineurs anglais en grève, l'attaque de l'ambassade soviétique à Pékin, à Tiansi, à Changhaï, le cambriolage de l'*Arcos*, la rupture des relations entre l'Angleterre et l'U.R.S.S., l'assassinat de Voïkov, les actes terroristes en U.R.S.S. de mercenaires soudoyés par l'Angleterre, la situation aggravée des relations avec la France à propos du rappel de Rakovski.

S'il était possible de parler, il y a deux ans, d'un certain équilibre et de « coexistence pacifique » de l'U.R.S.S. avec les pays capitalistes, actuellement nous avons toutes raisons d'affirmer que *la période de « coexistence pacifique » touche à sa fin* et fait place à une période d'attaques impérialistes, à une période de préparation à l'intervention contre l'U.R.S.S. Les tentatives de l'Angleterre de créer un front unique contre l'U.R.S.S. n'ont pas encore été couronnées de succès. Les causes de cet insuccès sont : les antagonismes dans le camp des impérialistes, les avantages pour quelques pays capitalistes de maintenir les relations économiques avec l'U.R.S.S., la politique pacifique de l'U.R.S.S., la résistance de la classe ouvrière d'Europe, la crainte des impérialistes qu'une révolution n'éclate chez eux en cas de guerre contre l'U.R.S.S. Mais cela ne signifie pas encore que l'Angleterre abandonnera ses tentatives d'organiser le front unique contre l'U.R.S.S. et ne réussira pas à organiser ce front unique. La menace de guerre demeure, malgré les insuccès temporaires de l'Angleterre.

De tout cela résulte pour nous la tâche de tenir compte des contradictions dans le camp des impérialistes, de faire reculer la guerre par certaines concessions aux capitalistes et de prendre toutes mesures pour maintenir des rapports pacifiques. Nous ne pouvons oublier les paroles de Lénine disant que notre œuvre d'édification dépend grandement du fait que nous réussirons à retarder la guerre avec le monde capitaliste, guerre inévitable, mais que nous pouvons retarder, soit jusqu'au moment où la révolution prolétarienne sera mûre en Europe, soit jusqu'au moment où les révolutions coloniales

seront prêtes à éclater, soit encore jusqu'au moment où les capitalistes commenceront à se battre entre eux pour le partage des colonies. En conséquence, le maintien des relations pacifiques avec les pays capitalistes reste pour nous une tâche obligatoire.

Nos rapports avec les pays capitalistes sont basés sur la possibilité de la coexistence de deux systèmes opposés. La pratique a entièrement justifié cette manière. La question des dettes et des crédits est parfois une pierre d'achoppement. Notre politique est tout à fait claire dans cette question. Elle se résume par la formule : donnant, donnant. Si l'on nous accorde des crédits pour féconder notre industrie, nous sommes prêts à payer une partie déterminée des dettes d'avant-guerre que nous considérons comme intérêts supplémentaires des crédits obtenus. Si l'on ne nous donne pas de crédits, nous ne payons pas. Les faits montrent que nous enregistrons certains succès dans l'obtention de crédits industriels. Je pense en l'occurrence non seulement à l'Allemagne, mais aussi à l'Amérique et à l'Angleterre. Pourquoi obtenons-nous ces crédits? C'est que notre pays représente le marché le plus considérable d'importation de l'outillage, et les pays capitalistes ont précisément besoin d'écouler ce genre de produits.

5. Conclusion

Nous avons donc :

Premièrement, un accroissement des contradictions au sein des Etats capitalistes qui encerclent l'U.R.S.S. ; la nécessité pour le capitalisme d'un nouveau partage du monde, par la guerre; les tendances interventionnistes d'une partie du monde capitaliste, l'Angleterre en tête ; le fait qu'une autre partie du monde capitaliste ne veut pas s'engager dans une guerre contre l'U.R.S.S. et préfère nouer des rapports économiques avec elle; la lutte entre ces deux tendances et la possibilité pour l'U.R.S.S. de mettre à profit ces contradictions pour le maintien de la paix;

Secondement, une stabilisation capitaliste qui est en train de se désagréger ; le développement du mouvement révolutionnaire dans les colonies ; les symptômes d'un nouvel élan révolutionnaire en Europe; l'accroissement de l'autorité de l'I.C. et de ses sections dans le monde entier ; la sympathie toujours plus manifeste de la classe ouvrière d'Europe pour l'U.R.S.S. ; la puissance croissante de l'U.R.S.S. et l'autorité grandissante de la classe ouvrière de notre pays parmi les classes opprimées du monde entier.

De là découlent les tâches suivantes pour notre parti :

1. Dans le domaine du mouvement révolutionnaire international :

- a) Lutte pour le développement des partis communistes dans le monde entier ;
- b) Lutte pour le renforcement des syndicats révolutionnaires et le front unique des ouvriers contre l'offensive du Capital ;
- c) Action pour resserrer les liens d'amitié entre la classe ouvrière d'U.R.S.S. et celle des pays capitalistes ;
- d) Action pour resserrer l'union entre la classe ouvrière d'U.R.S.S. et le mouvement d'émancipation des pays coloniaux ;

2. Dans le domaine de la politique extérieure de l'U.R.S.S.:

- a) Lutte contre la préparation de nouvelles guerres impérialistes ;
- b) Lutte contre les tendances interventionnistes de l'Angleterre et augmentation de la capacité défensive de l'U.R.S.S. ;
- c) Politique de paix et maintien de rapports pacifiques avec les pays capitalistes ;

- d) Développement de nos échanges commerciaux avec le monde extérieur sur la base du renforcement du monopole du commerce extérieur ;
- e) Rapprochement avec les Etats dits « faibles » ou « privés de la plénitude de leurs droits » et soumis à l'oppression et à l'exploitation des puissances impérialistes dominantes.

II - Les succès de l'édification socialiste et la situation intérieure de l'U.R.S.S.

Permettez-moi, camarades, de passer à la situation intérieure de notre pays, aux succès de notre édification socialiste, à la question du sort, du développement, de la consolidation de la dictature du prolétariat.

Le XIV^e congrès de notre parti chargea le Comité central de poursuivre le développement de notre économie nationale en se conformant aux tâches essentielles suivantes : 1^o notre politique doit contribuer au développement progressif de notre économie nationale dans son ensemble ; 2^o la politique de notre parti doit stimuler l'allure du développement de l'industrie et assurer à cette dernière le rôle dirigeant dans toute l'économie nationale ; 3^o dans le développement de l'économie nationale, l'importance du secteur socialiste de l'économie nationale, des formes socialistes de l'économie, doit être assurée au détriment du secteur privé et capitaliste ; 4^o notre développement économique dans son ensemble, l'organisation de nouvelles branches d'industrie, le développement de certaines branches pour la production des matières premières, etc. doivent assurer l'indépendance économique de notre pays afin qu'il ne se transforme pas en un appendice du système capitaliste de l'économie mondiale ; 5^o la dictature du prolétariat doit être consolidée, le bloc de la classe ouvrière et des masses paysannes raffermi, et la direction de la classe ouvrière dans ce bloc renforcée ; 6^o la situation matérielle et morale de la classe ouvrière et des paysans pauvres doit s'améliorer constamment.

Qu'a fait le Comité central dans cette dernière période pour exécuter ces tâches ?

I. L'économie nationale dans son ensemble

La première question est celle du développement de l'économie nationale dans son ensemble. Je citerai quelques chiffres essentiels sur la question du développement de l'ensemble de l'économie nationale et, entre autres, sur le développement de l'industrie et de l'agriculture durant cette période. J'emprunte ces données aux chiffres de contrôle du « Gosplan » pour 1927-28 et à l'esquisse du plan quinquennal.

a) Augmentation de la production nationale dans ces deux dernières années. Si en 1924-25 la production totale de l'agriculture était, d'après les calculs récents du « Gosplan », de 87,3 % et la production de l'industrie de 63,7 % de celle d'avant-guerre, en 1926-27 la production de l'agriculture a atteint 108,3 % et celle de l'industrie 100,9 % de la production d'avant-guerre. D'après les chiffres de contrôle pour 1927-28, on prévoit une augmentation de la production atteignant dans l'agriculture 111,8 % de la production d'avant-guerre, et dans l'industrie 114,4 %.

Développement des échanges à l'intérieur du pays au cours des deux dernières années

Le chiffre d'échanges pour 1924-25 est de 14.613.000.000 de roubles or; en 1926-27, il atteint 28.775.000.000, soit une augmentation de 97 %. On prévoit une nouvelle augmentation des échanges qui, en 1927-28, atteindront 116 % (33.440.000.000 de roubles) comparativement à 1924-25.

Développement de notre système de crédit durant ces deux dernières années

Le bilan total de toutes nos institutions de crédit en date du 1^{er} octobre 1925 s'élevait à 5.340 millions de roubles; or au 1^{er} juillet 1927, on constate une augmentation de 53 %, soit 8.175 millions de roubles. L'année 1927-28 marquera certainement un nouveau développement de notre système de crédits nationalisé.

Développement des transports ferroviaires durant ces deux dernières années

En 1924-25, le transport des marchandises atteignait 63,1 % de celui d'avant-guerre; en 1926-27, cette proportion se chiffre par 99,1 % et, en 1927-28, par 111,6 %. La longueur totale du réseau était de 74.400 kilomètres en 1924-25, elle est actuellement de 76.200 kilomètres; elle dépasse de 30,3 % celle d'avant-guerre et de 8,9 % celle de 1917.

Extension du budget durant ces deux dernières années

En 1925-26, l'ensemble de notre budget (budget d'Etat et budgets locaux) était de 72,4 % de celui d'avant-guerre (5.024.000.000 de roubles). Pour 1927-28, il sera de 110 à 112 % de celui d'avant-guerre (plus de 7 milliards de roubles). L'augmentation pour ces deux dernières années est de 41,5 %.

Accroissement du commerce extérieur dans les deux dernières années

Le chiffre total d'affaires du commerce extérieur pour 1924-25 était de 1.282.000.000 de roubles, c'est-à-dire 27 % environ du chiffre d'affaires d'avant-guerre ; en 1926-27, il atteint la somme de 1.483.000.000 de roubles, c'est-à-dire 35,6 % et en 1927-28 il atteindra, selon les prévisions, 1.626.000.000 de roubles, c'est-à-dire 37,9% de celui d'avant-guerre. Les causes de la lenteur du développement du commerce extérieur sont :

1. Les obstacles mis fréquemment par les Etats bourgeois à notre commerce extérieur, obstacles qui parfois, prennent la forme d'un blocus dissimulé ;
2. Le fait que nous ne pouvons commercer selon la formule bourgeoise : « Peu importe que nous ne mangions pas à notre faim, pourvu que nous exportions ». Le résultat positif de notre commerce extérieur, c'est que nous avons pour 1926-27 un solde à notre actif s'élevant à 57 millions de roubles. C'est la première fois depuis 1923-24 que la balance du commerce extérieur est en notre faveur.

Tableau général de l'augmentation du revenu national dans les deux dernières années

Pour 1924-25, le revenu national de l'U.R.S.S. était de 15.559 millions de roubles or ; en 1925-26 il était de 20.252.000.000, marquant une augmentation de 29,9 % et en 1926-27, de 22.560.000.000, soit une augmentation de 11,4 %. Les chiffres de contrôle du « Gosplan » prévoient qu'en 1927-28, le revenu national sera de 24.200.000.000 de roubles, c'est-à-dire une nouvelle augmentation de 7,3 %.

Si l'on sait que l'augmentation annuelle moyenne du revenu national des Etats-Unis ne dépasse pas 3 à 4 % (une seule fois vers l'année 1880, le revenu annuel des Etats-Unis augmenta de 7 % sur l'année précédente) et que dans d'autres pays, Angleterre, Allemagne, par exemple, il n'est que de 1 à 3 %, il faut reconnaître que *l'intensité de l'accroissement du revenu national de l'U.R.S.S. s'est accru au cours des dernières années à une allure qui dépasse de beaucoup les grands Etats capitalistes d'Europe et d'Amérique.*

Conclusion

L'économie nationale de notre pays s'accroît avec une grande intensité.

La tâche du Parti, c'est d'activer le développement de l'économie nationale de notre pays dans tous les domaines de la production.

b) Notre économie nationale ne se développe pas à l'aveuglette. Il n'y a pas une simple augmentation quantitative de la production; elle s'accroît dans un sens nettement et rigoureusement déterminé. Dans ces deux dernières années, il y eut deux facteurs qui jouèrent un rôle décisif dans le développement de l'économie nationale. Premièrement, notre économie nationale se développe *sous l'angle de l'industrialisation du pays*; le rôle de l'industrie augmente constamment en comparaison de l'agriculture. Deuxièmement, le développement de l'économie nationale, l'industrialisation du pays s'accomplit dans le sens de *l'augmentation de l'importance et du rôle dirigeant des formes socialistes de l'économie* dans la production et les échanges au détriment du secteur capitaliste et marchand privé.

Accroissement de l'importance de l'industrie dans l'économie nationale (sans les transports et l'électrification)

En 1924-25, la production totale de l'industrie, évaluée au prix d'avant-guerre, équivalait aux 32,4 % de la production nationale, et la production de l'agriculture aux 67,6 % de toute la production nationale; en 1926-27, ces rapports respectivement sont de 38 % et 62 %. En 1927-28, les pourcentages respectifs seront de 40,2 % et 59,8 %.

Augmentation de la production des instruments et moyens de production, base de l'industrie

En 1924-25, la production des moyens de production représente 34,1 % de la production industrielle totale ; en 1926-27, elle en représente 37,6 % et, en 1927-28, nous nous proposons de l'augmenter jusqu'à 38,6 %. L'augmentation de la production des moyens de production dans la grande industrie d'Etat pour ces deux dernières années est la suivante: en 1924-25, 42 % ; en 1926-27, 44 %, et pour 1927-28 on prévoit 44,9 %.

En examinant la production marchande de l'industrie et son importance dans la somme totale des marchandises on voit que la part de l'industrie s'est accrue ces deux dernières années dans les proportions suivantes : en 1924-25, elle était de 53,1 % ; en 1926-27, de 59,5 % et, en 1927-28, elle atteindra 60,7 %, tandis que la part de la production agricole destinée au marché qui en 1924-25 constituait 46,9 % ne représentera en 1926-27 que 40,5 % et, en 1927-28, 39,3 % seulement.

Conclusion : Notre pays devient un pays industriel. La tâche du Parti est de pousser par tous les moyens à l'industrialisation du pays.

Quelques chiffres sur l'augmentation de l'importance et du rôle dirigeant des formes socialistes de l'économie au détriment du secteur marchand privé et du secteur capitaliste pour les deux dernières années: tandis que *les investissements de capitaux* dans le secteur socialiste de l'économie nationale (industrie d'Etat et coopératives, transports, électrification, etc.) s'accroissaient d'année en année, atteignant la somme de 1.231.000.000 de roubles en 1924-25, de 2.683.000.000 de roubles en 1926-27 et, d'après les chiffres du « Gosplan » de 3.456.000.000 pour 1927-28, ce qui donne l'augmentation de la part du secteur socialiste dans la somme globale des investissements de 43,8 % en 1924-25 à 65,3 % en 1927-28, les investissements dans les secteurs non socialistes baissaient relativement et ne témoignaient que d'une augmentation absolue insignifiante : en 1924, ils se chiffraient par 1.577.000.000 roubles or ; en 1926-27, par 1.717.000.000 et pour 1927-28, on prévoit 1.836 millions. Ainsi la part des investissements dans le secteur non socialiste *baisse* de 56,2 % en 1924-25 à 34,7 % en 1927-28.

La *production globale* du secteur socialiste de l'industrie représentait 81 % de toute la production industrielle en 1924-25 ; cette proportion s'élève à 86 % pour 1926-27 et s'élèvera à 86,9 % pour 1927-28 ; l'importance du secteur non socialiste de l'industrie diminue d'année en année. En 1924-25, il fournit 19 % de production industrielle totale; ce pourcentage tombe à 14 % en 1926-27 et ne sera que

de 13,1 % en 1927-28. En ce qui concerne le capital privé, dans la *grande industrie* (censitaire) il diminue non seulement au sens relatif (de 3,9 % en 1924-25, il tombe à 2,4 % en 1926-27), mais aussi au sens absolu (169 millions de roubles d'avant-guerre en 1924-25 et 165 millions en 1926-27).

Nous constatons également le recul des éléments capitalistes privés dans les *échanges*. Ici, la part du secteur socialiste s'élevait en 1924-25 à 72,6 %, soit 90,6 % pour le commerce de gros et 57,3 % pour le commerce de détail ; en 1926-27, cette part s'élève à 81,9 %, soit 94,9 % pour le gros et 67,4 % pour le détail.

Pendant la même époque, le rôle du secteur privé dans le commerce diminue. Sa part dans l'ensemble des transactions, qui était de 27,4 % en 1924-25, n'est plus que de 18,1 % en 1926-27, soit respectivement 9,4 % et 5,1 % pour le commerce de gros et 42,7 et 32,6 % pour le commerce de détail.

Pour l'année 1927-28 nous nous proposons une nouvelle réduction de l'importance du secteur privé.

Conclusion : Notre pays avance vers le socialisme avec assurance et rapidement en faisant reculer et en supplantant pas à pas les éléments capitalistes de l'économie nationale.

Cette constatation nous permet de soulever la question : qui vaincra ? Question déjà posée par Lénine en 1921, après l'instauration de la nouvelle politique économique. Il s'agissait alors de savoir si nous pouvions lier notre industrie socialisée à l'économie paysanne en supplantant le commerçant, le capitalisme privé, en apprenant le commerce, ou, si le capital privé arriverait à nous vaincre, en réussissant à séparer le prolétariat des paysans. Nous pouvons aujourd'hui affirmer que nous avons remporté dans ce domaine des succès décisifs. Seuls des aveugles ou des insensés peuvent le nier. Mais aujourd'hui, la question de savoir qui sera vainqueur prend un autre caractère. Du domaine du commerce, elle passe au domaine de la production artisanale (*koustari*), et à celui de la production agricole, où le capital privé a encore une certaine importance et d'où il faut l'évincer systématiquement.

Notre parti a pour tâche d'étendre et de consolider nos points stratégiques socialistes dans tous les domaines de l'économie nationale, dans les villes comme dans les campagnes, en cherchant à liquider les éléments capitalistes dans l'économie nationale.

a. Le rythme du développement de notre grande industrie socialiste

a) Les chiffres suivants montrent l'accroissement de la production de la grande industrie nationalisée qui actuellement représente plus de 77 % de *toute* l'industrie nationale. En 1925-26, l'accroissement de la production (en roubles d'avant-guerre) de la grande industrie nationalisée était, sur l'année précédente, de 42,4% ; en 1926-27, elle est de 18,2 % et, pour 1927-28 on l'évalue à 15,8 %. Le plan quinquennal dont les prévisions sont considérablement au-dessous de nos possibilités prévoit un développement de la production de 76,7 % pour les cinq années à venir, soit une moyenne de 15 % par an. Ce plan prévoit qu'en 1931-32, la production sera le double de celle d'avant-guerre.

Si l'on considère la production totale de l'industrie (industrie d'Etat et industrie privée, grande et petite industrie), l'accroissement annuel sera, selon les prévisions du plan quinquennal du « Gosplan », de 12 % en moyenne et la production industrielle sera en 1931-32 de 70 % supérieure à la production d'avant-guerre.

En Amérique, la production industrielle enregistre dans les années 1890 à 1895 une augmentation annuelle moyenne de 8,2 % ; de 1895 à 1900 une augmentation annuelle de 5,2 % ; de 1900 à 1905, de 2,6 % ; de 1905 à 1910, de 3,6 %. En Russie l'augmentation annuelle moyenne pour les années 1895-1905 était de 10,7 % et, pour la période de 1905 à 1913, de 8,1 %.

Le pourcentage de l'accroissement annuel de la production de notre industrie socialiste et de l'ensemble de notre industrie dépasse l'accroissement de la production de n'importe quel pays capitaliste.

Cela est d'autant plus remarquable que l'industrie américaine et l'industrie russe d'avant-guerre surtout étaient fécondées par l'afflux abondant de capitaux étrangers, tandis que notre industrie nationalisée n'a pour base que sa propre accumulation.

En outre, notre industrie nationalisée est déjà entrée dans la période de reconstruction, c'est-à-dire dans la période où le rééquipement des vieilles usines et la reconstruction de nouvelles usines sont une condition importante et décisive pour l'accroissement de la production industrielle.

Par l'intensité de son développement, notre industrie en général et notre industrie socialiste en particulier dépassent le développement de l'industrie des pays capitalistes.

b) Comment expliquer cette intensité incomparable du développement de notre grande industrie ?

1° Parce que notre industrie est nationalisée et s'est par là même libérée des intérêts rapaces et antisociaux qui dominent les groupes capitalistes. Elle a la possibilité de se développer conformément aux intérêts de toute la société.

2° Elle est la plus grande et la plus concentrée des industries du monde entier. Elle a donc toute possibilité de vaincre l'industrie capitaliste privée.

3° L'Etat qui détient les transports, les crédits et le commerce extérieur nationalisés, le budget général d'Etat, peut diriger l'industrie nationalisée conformément au plan prévu comme une économie industrielle unique. C'est là ce qui lui procure des avantages formidables sur toutes les autres formes d'industrie et accélère considérablement son développement.

4° L'industrie nationalisée, la plus importante et la plus puissante, peut réaliser une politique de baisse continuelle des prix de revient et des prix de vente, politique qui rend sa production meilleur marché en élargissant ainsi le marché pour sa production, en élevant la capacité d'absorption du marché intérieur et en créant des possibilités croissantes pour le développement ultérieur de la production.

5° L'industrie nationalisée peut, pour plusieurs raisons, et entre autres par sa politique de baisse des prix, se développer dans les conditions d'un rapprochement progressif entre la ville et les campagnes, entre le prolétariat et les paysans, à l'opposé de l'industrie capitaliste qui se développe dans des conditions d'hostilité grandissante entre les villes bourgeoises qui pressurent les paysans, et les campagnes qui vont à leur ruine.

Enfin, l'industrie nationalisée s'appuie sur la classe ouvrière qui a la direction sur tout notre développement. Grâce à cela, elle a le moyen de développer plus facilement la technique en général, la productivité du travail en particulier, de rationaliser la production et la direction en s'appuyant sur les larges masses de la classe ouvrière, ce qui ne peut se faire dans le système industriel capitaliste.

Tout cela est confirmé avec évidence par l'accroissement rapide de notre technique au cours des deux dernières années et par le développement intense de nouvelles branches d'industrie (construction de machines et d'outils, construction de turbines, construction d'autos et d'avions, chimie, etc.).

Cela est confirmé également par la rationalisation de la production, que nous effectuons en réduisant la journée de travail (institution de la journée de 7 heures) et en améliorant d'une façon permanente la situation matérielle et culturelle de la classe ouvrière, ce qui est impossible dans le système économique capitaliste.

L'intensité incomparable du développement de notre industrie socialiste est la preuve directe et indubitable de la supériorité du système soviétique de production sur le système capitaliste.

Lénine avait raison lorsqu'il disait en 1917, encore avant que les bolcheviks fussent au pouvoir, qu'après avoir instauré la dictature du prolétariat, nous pourrions et devrions « rattraper et dépasser les pays avancés, même dans le domaine économique ».

La tâche du Parti est d'assurer sans tarder la marche du développement de l'industrie socialiste et de l'accélérer dans le proche avenir afin de créer les conditions permettant de rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés.

3. Le rythme du développement de notre économie rurale

a) Dans les campagnes, nous avons un accroissement relativement plus lent de la production. En 1925-26 l'augmentation de la production globale (calculée en roubles d'avant-guerre) sur l'année précédente était de 19,2 % ; en 1926-27, de 4,1 % et pour 1927-28, on prévoit une augmentation de 3,2 %. Le plan quinquennal du « Gosplan », dont les prévisions sont considérablement inférieures aux possibilités, prévoit un accroissement de la production de 24 % pour les cinq prochaines années, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,8 %. Selon ces prévisions, la production agricole en 1931-32 dépassera de 28 à 30 % la production d'avant-guerre.

Cet accroissement est plus ou moins satisfaisant. Mais il ne dépasse nullement celui des pays capitalistes et ne suffit pas à maintenir pour l'avenir l'équilibre nécessaire entre l'agriculture et l'industrie nationalisée.

Aux Etats-Unis d'Amérique, l'augmentation moyenne annuelle de la production agricole globale était de 9,3 % pour la période de 1890 à 1900 ; de 3,1 % entre 1900 et 1910 et de 1,4 % entre 1910 et 1920. En Russie d'avant-guerre l'accroissement annuel de la production agricole fut de 3,2 % à 3,5 % pour la période de 1900 à 1911. Il est vrai que de 1926-27 à 1931-32 on prévoit un accroissement annuel de la production agricole atteignant 4,8 %. Ainsi, sous le régime soviétique, la production agricole s'accroît plus rapidement qu'à l'époque de la Russie capitaliste. Mais il ne faut pas oublier qu'en 1931-32, tandis que la production globale de l'industrie nationalisée sera deux fois celle d'avant-guerre, et la production industrielle totale supérieure de 70 % à celle d'avant-guerre, la production agricole ne dépassera que de 28 à 30 % le niveau d'avant-guerre, soit moins d'un tiers seulement.

C'est pourquoi cette allure du développement de notre économie rurale ne peut être considérée comme satisfaisante.

b) Comment s'expliquer cette lenteur relative du développement de l'économie rurale au regard du développement si rapide de notre industrie nationalisée ? Par l'état extrêmement arriéré de notre technique agricole et par le niveau culturel très bas de la population rurale, mais, plus encore, par l'extrême éparpillement de notre production agricole qui ne jouit pas des avantages offerts à notre grande industrie nationalisée. Avant tout, la production rurale n'est pas nationalisée, n'est pas groupée, mais morcelée, éparpillée. Elle n'est pas réglée par un plan, et en attendant se trouve soumise en majeure partie au développement spontané de la petite production. Elle n'est ni groupée, ni garantie par la collectivisation et offre ainsi un champ d'exploitation facile aux éléments koulaks. Ces circonstances privent l'économie rurale morcelée des avantages énormes dont jouit la grande production unifiée, réglée par un plan, comme c'est le cas pour notre industrie nationalisée.

Où est l'issue ? Faudra-t-il peut-être ralentir l'intensité du développement de notre industrie en général et celle de l'industrie nationalisée en particulier ?

Aucunement. Ce serait une utopie réactionnaire, anti-prolétarienne.

Des voix : *C'est juste !*

L'industrie nationalisée doit se développer et se développera à un rythme accéléré, garantissant par là notre avance vers le socialisme et, finalement, l'industrialisation de l'économie agricole elle-même.

L'issue de cette situation est dans le groupement des petites exploitations rurales dispersées en une économie agrandie, unifiée, basée sur la culture collective de la terre, sur une technique nouvelle et supérieure.

Il faut procéder à ce groupement progressivement, mais d'une façon permanente, sans exercer aucune pression administrative, mais par la persuasion; en montrant les avantages des grosses exploitations ; en créant de grosses exploitations basées sur la culture collective de la terre, l'emploi des machines agricoles et des tracteurs, l'application des procédés scientifiques d'intensification de l'agriculture. Il n'y a pas d'autre issue. Sans cela, notre agriculture ne pourra ni rattraper, ni dépasser les pays capitalistes les plus développés au point de vue de la production agricole (Canada, etc.). Toutes les mesures prises pour limiter les éléments capitalistes dans l'économie rurale et y encourager les éléments socialistes, pour acheminer l'économie rurale dans la voie du développement coopératif et soumettre l'économie paysanne à l'action de l'Etat dans l'achat et la vente, de même que dans la production, — toutes ces mesures sont certes extrêmement importantes, mais ne sont que des mesures préparatoires pour orienter l'économie rurale sur la voie du collectivisme.

c) Le Parti a déjà beaucoup fait dans ce sens au cours des deux dernières années, mais tout cela est encore loin de ce qu'on aurait pu faire. En ce qui concerne le travail *extérieur*, pour grouper les économies agricoles en vue de l'achat et de la vente, nous avons réalisé ce qui suit : les coopératives agricoles groupent actuellement près d'un tiers des familles paysannes ; les coopératives de consommation fournissaient, en 1924-25, 25,6 % de ce qui a été acheté dans les campagnes ; en 1926-27, 50,8 %. Les organes coopératifs et les organes d'Etat achetaient, en 1924-25, 55,7 % de la production agricole et, en 1926-27, 63 %. Quant au travail de groupement des économies agricoles de *l'intérieur*, c'est-à-dire en vue de la production collective, nous avons fait très peu dans ce domaine. Il suffit de dire que les exploitations agricoles collectives et les exploitations d'Etat ne fournissent actuellement qu'un peu plus de 2 % de toute la production agricole et un peu plus de 7 % de la production destinée au marché. Cela s'explique par de nombreuses causes objectives et subjectives : incapacité, manque d'attention chez certains de nos militants, conservatisme et état arriéré des paysans, insuffisance des fonds nécessaires pour organiser la culture collective de la terre, etc. Il est inutile de dire qu'il faudrait des sommes considérables. Au X^e congrès, Lénine disait que nous n'avons pas encore de fonds permettant de soumettre l'économie rurale à l'influence de l'Etat ou à l'influence collectiviste. Je pense que nous aurons maintenant ces fonds et qu'ils s'accroîtront de plus en plus. En attendant, la situation est telle : sans unification des économies paysannes éparpillées et sans culture collective, il est impossible de développer l'intensification et la mécanisation de l'agriculture. Il est impossible que notre économie rurale croisse de telle façon, qu'elle rattrape et dépasse en intensité les pays capitalistes comme le Canada. Notre tâche est donc de concentrer l'attention de nos militants qui travaillent dans les campagnes sur ce grave problème. Je pense que les centres de location des machines agricoles auprès du commissariat de l'Agriculture et des coopératives agricoles doivent jouer un rôle très important. L'exemple suivant montre que parfois les exploitations agricoles soviétiques encouragent la culture collective de la terre. Je pense à l'aide accordée par l'Union des exploitations agricoles soviétiques d'Ukraine aux paysans de la région d'Odessa en leur louant des tracteurs. Récemment, les *Izvestia* publièrent une lettre de ces paysans, remerciant pour l'aide accordée. Permettez-moi de lire cette lettre.

Nous, qui nous sommes transplantés dans les hameaux de Chevtchenko, Krassine, Kalinine, « Aube rouge » et « Soleil levant », exprimons notre profonde reconnaissance au pouvoir soviétique pour l'aide énorme qu'il nous a apportée dans le relèvement de notre économie. Nous sommes pour la plupart des paysans pauvres, sans chevaux et instruments aratoires. Nous ne pouvions cultiver la terre qui nous a été octroyée *et fûmes contraints de la donner à bail aux koulaks, habitant depuis longtemps*

dans la région, contre une partie de la récolte. La récolte fut défectueuse, car on sait que le métayer ne cultive pas convenablement une terre qui ne lui appartient pas. Les faibles crédits que nous recevions de l'Etat étaient dépensés par nous pour notre subsistance et nous nous appauvrissons chaque année. Cette année, le représentant de l'Union des exploitations agricoles soviétiques d'Ukraine est venu chez nous et nous a proposé de cultiver nos terres au moyen de tracteurs, plutôt qu'en obtenant des crédits en argent. Tous les paysans émigrés, à l'exception de quelques petits koulaks, ont consenti, tout en doutant que le travail soit fait convenablement. A notre grande joie, et au mécontentement des koulaks, les tracteurs ont labouré et hersé toutes nos friches et jachères, cinq ou six fois de suite pour les débarrasser des mauvaises herbes, puis ont semé du froment sélectionné. A présent, les koulaks ne se moquent plus du travail des tracteurs. Cette année, dans notre rayon, les paysans n'ont presque pas semé de blé d'hiver à cause du manque de pluies ; là où ils ont semé, les pousses ne sont pas encore sorties de terre. *Par contre, dans nos champs, à nous paysans émigrés, un magnifique froment verdit déjà sur des centaines de déciatines labourées, et ce froment n'a pas son pareil dans les colonies allemandes les plus riches.* En plus des travaux pour le blé d'hiver, les tracteurs ont également labouré toutes les terres destinées au blé de printemps. *Nous n'avons donc plus une seule déciatine de terre en friche ou donnée à bail. Il n'y a plus un seul paysan pauvre qui ne possède quelques déciatines ensemencées en blé d'hiver.* Après cela, nous ne voulons plus travailler par petites exploitations individuelles et pauvres, mais *nous avons décidé d'organiser l'exploitation collective de la terre, au moyen de tracteurs, où il n'existera plus une seule parcelle d'emblavure de paysans isolés.* L'exploitation agricole soviétique « Taras-Chevtchenko » avec laquelle nous avons conclu un contrat à cet effet, s'est chargée d'organiser chez nous la culture au moyen de tracteurs. (*Izvestia*, n° 267, 22 novembre 1927.)

Si des exemples pareils étaient plus fréquents, camarades, nous pourrions progresser bien rapidement.

La tâche du Parti consiste à étendre le rôle de la coopération et des organes d'Etat dans l'approvisionnement en marchandises et l'écoulement des produits pour l'agriculture. Le Parti doit se donner comme tâche pratique immédiate du travail d'édification dans les campagnes, l'orientation progressive des exploitations de paysans isolés vers leur groupement en grandes exploitations agricoles avec culture collective de la terre basée sur une agriculture intensive et l'emploi des machines ; c'est l'un des principaux moyens d'activer le développement de l'agriculture et de venir à bout des éléments capitalistes dans les campagnes.

Tels sont les résultats et les progrès obtenus dans le domaine de l'édification économique.

Cela ne veut pas dire que tout soit pour le mieux. Loin de là.

Nous avons, par exemple, une certaine disette de marchandises. C'est une lacune dans notre économie, une lacune encore inévitable malheureusement. La production des instruments et des moyens de production s'opérant à un rythme plus rapide que celui de l'industrie légère, ce seul fait implique de lui-même que la disette de marchandises se fera encore sentir quelques années. Mais, impossible de faire autrement si nous voulons développer par tous les moyens l'industrialisation du pays. Certaines gens, notamment notre opposition, qui puisent des matériaux pour leurs théories dans les queues de spéculateurs, poussent les hauts cris au sujet de notre disette de marchandises, et réclament en même temps la « surindustrialisation ». Ce sont là des sottises. Seuls, des ignorants peuvent parler ainsi. Nous ne devons et ne pouvons réduire l'industrie lourde aux seules fins de développer le plus amplement l'industrie légère. Cette dernière, d'ailleurs, ne peut se développer sans un essor rapide de l'industrie lourde. On pourrait augmenter les importations de marchandises et faire cesser ainsi cette disette de marchandises. C'est ce que préconisa l'opposition à un moment donné : c'est là une sottise à laquelle elle dut renoncer. Mais c'est une autre question que de savoir si l'on réagit suffisamment pour réduire la disette de certains produits. Dans nos conditions, il est très possible d'y trouver remède et le Parti l'a toujours réclamé. C'est précisément là que tout n'est pas satisfaisant.

Nous constatons en outre que l'élément capitaliste n'est pas sans importance relative dans l'industrie et dans le commerce; il n'est pas si insignifiant que se le figurent certains camarades. C'est encore une lacune dans notre bilan économique. J'ai lu dernièrement l'ouvrage intéressant du camarade Larine : *le Capital privé en U.R.S.S.* Je le recommande aux camarades. Vous y verrez comment le capitalisme sait habilement se couvrir de l'étiquette de *coopération de production*, ou de coopération agricole, ou d'autres organes de commerce. Fait-on tout le nécessaire pour limiter, comprimer et évincer des sphères de l'économie nationale les éléments capitalistes ? Je ne le pense pas. Dans l'industrie artisanale en général, dans les cuirs et peaux et le textile en particulier, il y a pas mal de nouveaux millionnaires qui font ployer sous leur joug les *koustaris* et, en général, les petits producteurs. Fait-on tout le nécessaire pour cerner et évincer économiquement ces exploiters en liant les *koustaris* avec la coopération ou les organes d'Etat ? Il est indubitable que tout n'a pas été fait. Pourtant cette question a pour nous une importance considérable.

Puis, il y a un certain renforcement des koulaks qui s'inscrit au passif de notre bilan économique. Je pense qu'on ne fait pas tout ce qui s'impose pour réduire et isoler économiquement les koulaks. Les camarades qui croient pouvoir anéantir les koulaks par des mesures administratives, par l'intervention de la Guépéou ou la proclamation de décrets ont tort. Cette méthode est facile, mais non effective. Il faut agir par des mesures économiques, à la base des lois révolutionnaires. Or, la légalité révolutionnaire n'est pas une phrase vaine. Elle n'exclut pas, naturellement, certaines mesures administratives indispensables prises contre le koulak, mais ces dernières ne peuvent remplacer des mesures d'ordre économique. Il faut accorder une attention sérieuse aux dénaturations de la ligne du Parti dans le domaine de la lutte contre les koulaks, ayant eu lieu dans la pratique de nos organes coopératifs, surtout en ce qui concerne la répartition de crédit agricole.

De plus, la baisse des prix de revient de l'industrie, des prix de vente des produits manufacturés et, en particulier, des prix de détail des marchandises consommées dans les villes, suit une marche excessivement lente. Cela est encore au passif de notre bilan économique. On ne peut taire que nous rencontrons une forte résistance de l'appareil d'Etat, des coopératives et du Parti. Visiblement, nos camarades ne saisissent pas que la politique de baisse des produits manufacturés est un des principaux leviers pour améliorer notre industrie, élargir notre marché et renforcer la source qui sert de base à l'essor de notre industrie. Seule, une lutte implacable contre cette inertie, contre cette résistance de l'appareil dans la réalisation de la politique de baisse des prix nous permettra de liquider cette lacune.

Il y en a d'autres encore : les revenus de la vodka dans le budget, le développement excessivement lent du commerce extérieur et l'insuffisance des réserves. Je pense que l'on pourrait commencer à réduire progressivement la production de la vodka et à remplacer cette source de revenus par d'autres comme la radio et le cinéma. Pourquoi ne pas faire usage de tels moyens en les confiant à des hommes énergiques, à de vrais bolcheviks qui sauraient agir et supprimer une fois pour toutes la vodka ? En ce qui concerne le commerce extérieur, je pense que toute une série de difficultés économiques proviennent de l'insuffisance des exportations. J'estime que nous pouvons augmenter nos exportations. Je pense qu'on ne s'efforce pas, comme il conviendrait, de les augmenter. Il en est de même pour les réserves. Les camarades qui, à la légère, ou par ignorance, prétendent que nous n'avons pas de réserves, ont tort. Non, camarades, nous possédons quelques réserves. Nos organes d'Etat, ceux des districts et des provinces et jusqu'aux organes régionaux et centraux, s'efforcent de faire quelques réserves pour les mauvais jours. Mais ces réserves sont insuffisantes; nous devons le reconnaître et nous donner pour tâche d'augmenter ces réserves dans la mesure du possible, même en réduisant parfois nos besoins courants.

Tels sont, dans notre édification économique, les côtés sombres qui doivent attirer notre attention et qu'il faut liquider à tout prix pour pouvoir progresser à une allure plus rapide.

4. Les classes, l'appareil d'Etat, le développement culturel du pays

Passons à la situation politique du pays.

a) *Classe ouvrière.* — Voici les chiffres sur l'accroissement quantitatif de la classe ouvrière et des salariés en général : les salariés (sans les chômeurs) étaient, en 1924-25, au nombre de 8.215.000 ; en 1926-27, de 10.346.000, soit un accroissement de 25 %. Sur ce nombre, on compte : travailleurs manuels, y compris ouvriers agricoles et saisonniers, en 1924-25, 5.448.000 ; en 1926-27, 7.060.000, soit un accroissement de 29,6 %. Sur ce nombre : ouvriers de la grosse industrie, en 1924-25, 1.794.000 ; en 1926-27, 2 millions 388.000, soit un accroissement de 33 %.

Situation matérielle de la classe ouvrière. — La part des salariés dans le revenu national était de 24,1 % en 1924-25 et de 29,4 % en 1926-27 ; le niveau d'avant-guerre est ainsi dépassé de 30 % ; par contre, la part des autres catégories sociales, y compris la bourgeoisie, a diminué : elle est tombée, pour la bourgeoisie, de 5,5 % à 4,8 %. Les salaires réels des ouvriers de l'industrie d'Etat, abstraction faite des sommes versées aux assurances sociales, etc., étaient, en 1924-25, de 25,18 roubles par mois ; en 1926-27, de 32,14 roubles. Ce qui donne, en deux ans, une augmentation de 27,6 % et dépasse le niveau d'avant-guerre de 5,4 %. Si l'on tient compte des dépenses pour les assurances sociales, besoins culturels, services municipaux, etc., les salaires étaient, en 1924-25, de 101,5 % et, en 1926-27, de 128,4 % de leur niveau d'avant-guerre. Les fonds d'assurance sociale sont passés de 461 millions de roubles en 1924-25 à 852 millions de roubles en 1926-27, c'est-à-dire qu'ils ont subi une augmentation de 85 %, grâce à laquelle 513.000 personnes ont pu se soigner dans des maisons de repos et des sanatoria, 460.000 chômeurs et 700.000 pensionnés (invalides du travail et de la guerre civile) ont reçu des allocations et les ouvriers malades ont obtenu leur salaire complet pendant la durée de leur maladie.

Les dépenses pour la construction d'habitations ouvrières s'élevaient, en 1924-25, à plus de 132 millions de roubles ; en 1925-26, à plus de 230 millions de roubles ; en 1926-27, à 282 et en 1927-28 à plus de 391 millions de roubles, avec les 50 millions dont parle le manifeste du C.C.E. ; au total, 644,7 millions de roubles ; avec la somme assignée pour 1927-28, 1.036 millions de roubles, ont été dépensés pour la construction d'habitations ouvrières au cours de ces trois années par l'industrie, les transports, les comités exécutifs et les coopératives, sans compter les constructions individuelles. Cette somme a permis de bâtir 4.594.000 mètres carrés de surface habitable et de satisfaire en logement 257.000 ouvriers, soit, avec leurs familles, 900.000 personnes environ.

Chômage. — Il y a, sur ce point, divergence entre la Centrale syndicale de l'U.R.S.S. et le Commissariat du travail. Je me base sur les chiffres du Commissariat du travail parce qu'ils s'appliquent aux chômeurs liés aux Bourses du travail. Ses données indiquent que le nombre des chômeurs, en deux ans, a passé de 950.000 à 1.048.000. Sur ce nombre, 16,5 % sont des ouvriers industriels et 74 % des travailleurs intellectuels et des travailleurs non qualifiés. Donc, notre chômage est dû essentiellement au surpeuplement des campagnes et, en second lieu, à l'insuffisance de certaines catégories d'ouvriers d'industrie. On constate donc un relèvement incontestable du niveau matériel de la classe ouvrière dans son ensemble.

Le Parti doit tendre constamment vers l'amélioration de la situation matérielle et culturelle de la classe ouvrière, vers une augmentation des salaires de la classe ouvrière.

b) *Paysannerie.* — Je crois inutile de citer les chiffres sur la différenciation dans la paysannerie, car ils sont connus de tous. La différenciation qui s'opère sous la dictature du prolétariat ne peut, en aucun cas, être identifiée avec celle qui se produit sous le régime capitaliste. Dans ce dernier cas, les deux extrêmes se renforcent : les paysans pauvres et les koulaks, tandis que le paysan moyen disparaît peu à peu. Chez nous, par contre, la catégorie des paysans moyens augmente du fait qu'une partie des paysans pauvres deviennent des paysans moyens : l'élément koulak s'accroît et numériquement les paysans pauvres diminuent. Cela montre que, dans nos campagnes, la figure centrale était et reste le paysan moyen. Pour le sort de notre travail d'édification et pour la dictature du prolétariat, le bloc avec le paysan moyen appuyé sur le paysan pauvre a une importance décisive.

Amélioration générale des conditions matérielles dans les campagnes. — Nous possédons des chiffres sur l'accroissement des revenus de la population rurale. Ces revenus s'élevaient, en 1924-25, à 3.548 millions de roubles ; en 1926-27, à 4.792 millions de roubles, soit un accroissement de 31,1 %, tandis que la population rurale s'est accrue, durant la même période, de 2,38 % seulement. C'est une preuve incontestable que la situation matérielle de la campagne s'améliore constamment.

Mais cela ne signifie pas que la paysannerie a amélioré ses conditions matérielles dans toutes les régions du pays. On sait que les récoltes de ces deux dernières années ont été très inégales et les suites de la mauvaise récolte de 1924 ne sont pas encore disparues. D'où l'aide apportée par l'Etat aux paysans laborieux, en général, et aux paysans pauvres en particulier. L'aide accordée aux paysans laborieux fut, en 1925-26, de 373 millions de roubles et, en 1926-27, de 427 millions de roubles. L'aide spéciale apportée aux paysans pauvres, en 1925-26, sous la forme de sommes spécialement assignées aux exploitations agricoles les plus pauvres, se monte à 38 millions de roubles ; sous forme d'exonération d'impôts, à 44 millions de roubles; sous forme de réduction de primes d'assurances, à 9 millions de roubles; soit, au total, 91 millions de roubles. L'aide spéciale aux paysans pauvres, en 1926-27, s'élevait respectivement pour les mêmes rubriques à 39 millions, 52 millions, 9 millions; soit, au total, 100 millions de roubles.

Résultat : amélioration de la situation matérielle des masses fondamentales de la paysannerie.

Tâches du Parti : continuer à s'orienter vers l'amélioration constante de la situation matérielle et culturelle des masses fondamentales de la paysannerie et, avant tout, des paysans pauvres; renforcer l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie; élever l'autorité de la classe ouvrière et de son parti dans les campagnes.

c) *La nouvelle bourgeoisie. Les intellectuels.* — Le trait caractéristique de la nouvelle bourgeoisie est que, à l'opposé de la classe ouvrière et de la paysannerie, elle n'a pas de raison d'être satisfaite du pouvoir soviétique. Son mécontentement n'est pas l'effet du hasard; il prend ses racines dans la vie même. Je vous ai parlé de l'essor de notre économie nationale, de l'essor de notre industrie, de l'accroissement des éléments socialistes dans l'économie nationale, de la diminution rapide de l'importance du commerce privé, de l'élimination des petits commerçants. Que signifie cela ? Cela veut dire que si notre industrie et nos organes commerciaux se développent, des dizaines de mille de capitalistes, petits et moyens, se ruinent. Combien de boutiques, petites et moyennes, ont dû fermer leurs portes durant ces années ? Des milliers. Combien de producteurs se sont prolétariés ? Des milliers. Combien d'employés ont été congédiés lors de la réduction du personnel de notre appareil d'Etat ? Des centaines et des milliers. La progression de notre industrie, la progression de nos organes commerciaux et coopératifs, l'amélioration de notre appareil d'Etat marquent une avance, une amélioration pour la classe ouvrière, pour les masses fondamentales de la paysannerie, mais sont un recul pour la nouvelle bourgeoisie, un désavantage pour les couches moyennes en général, pour les couches moyennes des villes en particulier. Doit-on s'étonner de ce que le mécontentement contre le pouvoir soviétique augmente parmi ces couches ? Il n'y a évidemment pas lieu de s'en étonner. De là, l'état d'esprit contre-révolutionnaire dans ces milieux. De là, l'idéologie des *smienovekh*, marchandise à la mode sur le marché politique de la nouvelle bourgeoisie.

Mais il serait faux de croire que tous les employés, tous les intellectuels sont mécontents, murmurent et s'agitent contre le pouvoir soviétique. En même temps que grandit le mécontentement au sein de la nouvelle bourgeoisie, il se produit une différenciation parmi les intellectuels ; des centaines et des milliers de travailleurs intellectuels abandonnent le courant *smienovekh* pour se rallier au pouvoir soviétique. C'est un fait encourageant dont il faut prendre note. Les devanciers sont, ici, les intellectuels techniciens, car ils sont étroitement liés au processus de production et ne peuvent pas ne pas voir que les bolcheviks entraînent notre pays vers un avenir meilleur. Des entreprises gigantesques, telles les centrales électriques du Volkhov, du Dnieper, de la Svir, le chemin de fer de Turkestan-Sibérie, le canal du Volga au Don, une série de nouvelles usines géantes au sort desquelles est lié celui de couches entières d'intellectuels techniciens, ne peuvent manquer d'exercer une influence

bienfaitante sur ces couches. Ce n'est pas seulement la question du morceau de pain pour eux, c'est aussi une question d'honneur, un travail de création qui les rapproche naturellement de la classe ouvrière, du pouvoir soviétique. Je ne parle pas des travailleurs intellectuels des campagnes, et, en particulier, des instituteurs de villages, qui, depuis longtemps, ont passé du côté du pouvoir soviétique et ne peuvent que saluer le développement des institutions scolaires dans les campagnes. C'est pourquoi, à côté du mécontentement croissant dans certaines couches d'intellectuels, nous constatons l'alliance des intellectuels travailleurs avec la masse ouvrière.

La tâche du Parti est de poursuivre l'isolement de la nouvelle bourgeoisie et de consolider la liaison de la classe ouvrière avec les travailleurs intellectuels soviétiques des villes et des campagnes.

d) *L'appareil d'Etat et la lutte contre le bureaucratisme.* — On a tant parlé de bureaucratisme qu'il est inutile de s'étendre sur cette question. Il n'y a aucun doute qu'il existe, chez nous, des éléments de bureaucratisme dans l'appareil d'Etat comme dans celui des coopératives et du Parti. C'est également un fait que la lutte contre les éléments du bureaucratisme est indispensable, et que cette tâche se posera à nous tant que le pouvoir d'Etat existera et tant que l'Etat existera chez nous. Il ne faut pas, néanmoins, dépasser les bornes. Lutter contre le bureaucratisme dans l'appareil d'Etat au point d'ébranler cet appareil, de saper son autorité, de risquer de le briser, c'est travailler contrairement au léninisme ; c'est oublier que notre appareil est un appareil soviétique d'un type supérieur, en regard de tous les appareils d'Etat existants. En quoi réside sa force ? En ce qu'il relie le pouvoir aux masses ouvrières et paysannes par le moyen des Soviets; en ce que les Soviets sont une école où des dizaines, des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans apprennent à diriger; en ce que l'appareil d'Etat ne se sépare pas des masses populaires, mais se fond en quelque sorte avec elles au moyen d'un nombre considérable d'organisations de masses, de commissions, de sections, de conférences, de réunions de délégués, etc., qui viennent en aide aux Soviets et soutiennent, par là, les organes du pouvoir. Où est le point faible de notre appareil d'Etat ? Dans l'existence, en son sein, d'éléments bureaucratiques qui dénaturent son travail. Pour en chasser le bureaucratisme — on ne peut le faire en un ou deux ans — il faut améliorer systématiquement l'appareil d'Etat, le rapprocher des masses, le renouveler en y introduisant de nouveaux hommes dévoués à la classe ouvrière, le transformer dans l'esprit du communisme et non le briser ou saper son autorité. Lénine avait mille fois raison de dire: *Sans appareil, nous aurions péri depuis longtemps; sans une lutte systématique et tenace pour améliorer l'appareil, nous périrons avant d'avoir créé les bases du socialisme.*

Je ne m'étendrai pas sur les lacunes évidentes de notre appareil d'Etat. Il faut noter, avant tout, les lenteurs administratives. J'ai en mains tout un matériel sur les lenteurs administratives, qui démasque la négligence criminelle de certaines organisations judiciaires, administratives, sociales, coopératives et autres. C'est, par exemple, un paysan qui a dû se rendre 21 fois dans le même bureau d'assurances pour y faire valoir ses droits, sans aucun résultat d'ailleurs. C'est un autre paysan, un vieillard de 66 ans, qui parcourt 600 verstes à pied pour obtenir des éclaircissements de la section d'assistance sociale du district, et qui n'obtient rien non plus. C'est une vieille paysanne de 56 ans qui, sur convocation du tribunal populaire, fait 500 verstes à pied et 600 en voiture, et qui, cependant, n'obtient pas justice. Nombreux sont les faits analogues. Inutile de les énumérer. C'est à notre honte que l'on tolère de pareilles ignominies.

Enfin, il y a des faits concernant les travailleurs que l'on empêche de percer. Il y a, paraît-il, à côté des ouvriers que l'on met en avant, ceux qui sont maintenus en arrière, relégués au second plan par leurs camarades mêmes non pour incapacité, mais parce qu'ils sont consciencieux et honnêtes dans leur travail. C'est, par exemple, un ouvrier ajusteur, mis en avant à un poste sérieux dans une usine, en qualité d'homme capable et intègre. Il y travaille un an, deux ans, honnêtement, établit l'ordre, fait disparaître l'incurie et la dilapidation. Mais, par son travail, il porte préjudice aux intérêts d'une clique de « communistes », il les empêche de vivre tranquillement. Qu'advient-il ? Cette clique de « communistes » l'entrave dans sa tâche et l'oblige à reculer. « Tu veux être plus malin que nous, tu ne nous laisses pas vivre tranquillement, — recule, ami. » C'est un autre ouvrier, un ajusteur aussi, que l'on fait avancer et qui occupe une fonction spéciale dans l'usine. Il travaille honnêtement et avec zèle.

Mais il gêne la tranquillité de quelqu'un, paraît-il, et l'on trouve une occasion pour se débarrasser de ce camarade trop « remuant ». Avec quels sentiments ce camarade est-il parti de l'usine ? Voici ce qu'il en dit lui-même : « Partout où l'on m'a désigné, je me suis efforcé de justifier la confiance que l'on me témoignait. Mais cet avancement m'a joué un vilain tour et je ne l'oublierai jamais. On m'a couvert de boue. Mon désir de tirer la chose au clair n'est resté qu'un désir. Ni le comité d'usine, ni la direction de l'usine, ni la cellule n'ont voulu m'entendre. Je n'accepterai plus jamais d'avancement, même si l'on me couvre d'or » (*Troud*, 9 juin 1927). C'est une honte pour nous, camarades ! Comment peut-on tolérer des choses pareilles ?

La tâche du Parti, c'est, tout en luttant contre le bureaucratisme et pour l'amélioration de l'appareil d'Etat, de stigmatiser tous ces faits honteux qui se rencontrent dans notre pratique et dont je viens de parler.

e) *Sur le mot d'ordre de Lénine : La révolution culturelle.* — Le meilleur moyen de lutter contre le bureaucratisme, c'est d'élever le niveau culturel des ouvriers et des paysans. On peut maudire et injurier le bureaucratisme de l'appareil d'Etat et le clouer au pilori ; mais, si les larges masses ouvrières n'ont pas atteint un certain niveau de culture, qui leur fournit le désir et la capacité de contrôler cet appareil par en bas, de leurs propres forces, le bureaucratisme subsistera malgré tout. C'est pourquoi le développement culturel de la classe ouvrière et des masses laborieuses paysannes — non seulement par l'enseignement de la lecture et de l'écriture, qui constitue la base élémentaire de toute culture, mais avant tout, par l'habitude et la compréhension de l'administration du pays — est le levier essentiel pour améliorer notre appareil d'Etat et tout autre appareil. Tel est le sens du mot d'ordre de Lénine sur la révolution culturelle. Lénine disait à ce sujet, en mars 1922, à l'ouverture de notre XI^e congrès, dans une lettre au C.C. adressée au camarade Molotov :

« Nous manquons encore principalement de culture, de capacités administratives. Economiquement et politiquement, la Nep nous fournit la pleine possibilité d'établir *les fondements de l'économie socialiste*. Tout dépend « seulement » des forces culturelles du prolétariat et de son avant-garde. »

Il ne faut pas oublier ces paroles de Lénine, camarades. Exclamation : *C'est juste !*

D'où la tâche du Parti : intensifier la lutte pour élever le niveau culturel de la classe ouvrière et des couches laborieuses de la paysannerie.

Quel est le bilan de la situation politique intérieure de notre pays ?

C'est que le pouvoir soviétique est actuellement le pouvoir le plus solide de tous ceux qui existent au monde. (Vifs applaudissements.)

Mais, si le pouvoir soviétique est le plus solide dans le monde entier et peut faire envie à n'importe quel gouvernement bourgeois, cela ne signifie pourtant pas encore que tout soit parfait chez nous. Non, camarades, dans ce domaine aussi il y a beaucoup de côtés négatifs que nous ne pouvons et ne devons pas cacher en tant que bolcheviks. C'est, d'abord, le chômage que nous devons faire disparaître ou, du moins, réduire au minimum. C'est, deuxièmement, l'insuffisance d'habitations ouvrières, la crise des logements que nous devons également surmonter et réduire au minimum dans les années prochaines. Il y a une certaine recrudescence d'antisémitisme non seulement dans quelques couches moyennes, mais aussi dans certains milieux de notre parti. Il faut lutter implacablement contre ce mal. Un autre côté négatif, c'est le relâchement de la lutte antireligieuse. Enfin, il y a chez nous une culture très arriérée non seulement au sens large, mais même au sens étroit du terme, au sens de la culture la plus élémentaire, puisque le pourcentage des illettrés en U.R.S.S. est encore considérable.

Tous ces défauts, et d'autres analogues, doivent être liquidés, camarades, si nous voulons aller de l'avant rapidement.

Pour terminer cette partie de mon rapport, permettez-moi de dire quelques mots sur les nominations les plus typiques faites durant cette période. Je ne veux pas parler de la nomination des vice-présidents adjoints au président du Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S., le camarade Rykov. Je ne parlerai pas non plus des nominations de commissaires du peuple au Conseil supérieur de l'économie nationale, au commissariat du Commerce et à la Direction politique d'Etat (Guépéou) de l'U.R.S.S. Je veux parler des nominations ayant une importance significative. Vous savez que le président du Conseil supérieur de l'économie nationale de la R.S.F.S.R. est, actuellement, le camarade Lobov. C'est un ouvrier métallurgiste. Vous savez que le président du Soviet de Moscou, élu à la place de Kaménev, est le camarade Oukhanov, ouvrier métallurgiste. Vous savez également qu'à la place de Zinoviev on a élu président du Soviet de Léninegrad, le camarade Komarov, également ouvrier métallurgiste. Donc, les « lords-maires » des deux capitales sont, chez nous, des ouvriers métallurgistes. (*Applaudissements.*) Il est vrai que ce ne sont pas des nobles, mais ils gèrent les capitales mieux que n'importe quels nobles. (*Applaudissements.*) Vous direz peut-être que c'est une tendance à la « métallisation ». Je pense qu'il n'y a aucun mal à cela.

Des voix : *Au contraire! c'est très bien!*

Souhaitons aux pays capitalistes, souhaitons à Londres, à Paris, qu'ils nous suivent dans cette voie et qu'ils nomment également des « lords-maires » choisis parmi leurs propres ouvriers des métaux. (*Applaudissements.*)

III - Le Parti et l'opposition

I - L'état du Parti

Je ne m'étendrai pas longuement sur le développement numérique et idéologique de notre parti ; je ne citerai pas de chiffres, car le camarade Kossior vous fera un rapport détaillé à ce sujet. Je ne parlerai pas non plus de la composition sociale de notre parti : le camarade Kossior vous donnera des informations et des chiffres détaillés. Je dirai seulement quelques mots sur l'amélioration de l'activité dirigeante de notre parti, tant dans le domaine économique que politique. Il fut un temps, camarades, il y a deux à trois ans, où une partie des camarades, Trotski en tête, il me semble (*Rires*)... Des voix : *Il semble ?*

...reprochait aux comités régionaux, aux comités provinciaux, au C.C. de notre parti leur manque de compétence, leur intervention superflue dans les affaires économiques du pays. Oui, il fut un temps pareil. Actuellement, personne n'oserait formuler contre le Parti une telle accusation. Le fait que les comités provinciaux et régionaux ont appris à diriger l'économie, que nos organisations du Parti sont à la tête de l'édification économique, est tellement évident, qu'il faut être aveugle ou insensé pour le nier. Le fait que nous avons décidé de poser à ce congrès la question du plan quinquennal de l'édification économique prouve que le Parti a fait de grands progrès dans le domaine de la direction, conformément aux plans de notre édification économique au centre aussi bien qu'en province. D'aucuns pensent qu'il n'y a rien d'extraordinaire à cela. Non camarades, il y a là quelque chose de particulier et d'important qui doit être souligné. On fait allusion parfois aux organes économiques américains ou allemands qui dirigeraient, prétend-on, l'économie nationale selon des plans établis. Non, camarades, ils n'y sont pas encore arrivés et ils n'y arriveront pas tant qu'y régnera l'ordre capitaliste. Pour diriger d'après un plan, il faut un autre système d'industrie, un système socialiste et non capitaliste ; il faut, au moins, une industrie nationalisée, un système nationalisé de crédit, la terre nationalisée, l'union socialiste avec les campagnes, le pouvoir de la classe ouvrière dans le pays, etc. Il est vrai qu'ils ont, eux aussi, une sorte de plan. Mais ce sont des plans-pronostics qui ne lient personne, et sur la base desquels il est impossible de diriger l'économie du pays. Il en est autrement chez nous. Nos plans ne sont pas des plans-pronostics, mais des *plans-directives*, *obligatoires* pour les organes dirigeants et qui *déterminent* l'orientation *future* de notre développement économique dans *l'ensemble* du pays. Vous voyez qu'il y a, là, une différence de *principe*. Voilà pourquoi je dis que le fait même de

poser à ce congrès la question du plan quinquennal, du développement économique constitue déjà un témoignage de l'amélioration de notre travail de direction rationnelle et systématique.

Je ne m'arrêterai pas longuement non plus sur la question de la démocratie intérieure dans le Parti. Les aveugles seuls ne voient pas que la démocratie intérieure, la vraie démocratie intérieure du Parti, la véritable activité des masses s'accroît et se développe dans notre parti. On bavarde souvent sur la démocratie. Qu'est-ce que la démocratie dans le Parti ? Pour qui est-elle cette démocratie ? Si l'on entend par démocratie la liberté pour quelques intellectuels, détachés de la révolution, de bavarder sans fin, d'avoir un organe de presse à eux, etc., nous n'avons pas besoin d'une telle « démocratie », ce serait une démocratie pour l'infime minorité agissant contrairement à la volonté de l'énorme majorité. Mais si l'on entend par démocratie la liberté pour les masses du Parti de résoudre les questions de notre édification, l'élévation de l'activité des membres du Parti, l'entraînement de ces masses à l'œuvre de direction du Parti, le développement en elles du sentiment qu'elles sont maîtresses dans le Parti, cette démocratie nous l'avons, cette démocratie nous est nécessaire et nous la développerons sans cesse et coûte que coûte. (*Applaudissements.*)

Je ne parlerai pas non plus en détail du fait que, parallèlement à la démocratie intérieure, s'affirme toujours davantage la direction collective. Voyez notre C.C. et notre C.C.C. Ils forment ensemble un centre dirigeant, composé de 200 à 250 camarades, qui se réunit régulièrement et décide des principales questions de notre édification. C'est là un organe des plus démocratique et travaillant plus collectivement qu'aucun des précédents organes centraux du Parti. N'est-ce donc pas un fait que la décision des questions les plus importantes de notre travail passe, de plus en plus, des mains d'une direction peu nombreuse aux mains de ce grand centre étroitement lié à toutes les branches de l'édification et à toutes les régions de notre immense pays ? Encore une question sur laquelle je ne m'étendrai pas longuement : celle des cadres du Parti. Il est indiscutable que, durant ces dernières années, aux vieux cadres de notre parti sont venus s'ajouter des cadres nouveaux composés surtout d'ouvriers. Si nos cadres comptaient auparavant des centaines ou des milliers de camarades, ils en comptent actuellement des dizaines de milliers. Je pense que si l'on dénombre les cadres en partant des organisations de base, des cellules d'ateliers, pour arriver jusqu'au sommet, on atteindra, pour toute l'Union, à 100.000 personnes au moins, ouvriers dans leur grande majorité. C'est là un accroissement considérable de notre parti, de nos cadres et de leur expérience dans l'idéologie et dans l'organisation, une élévation du niveau de la culture communiste de ces cadres. Encore une question qu'il faut noter, mais sur laquelle il serait inutile de s'étendre trop longuement : la question de l'autorité croissante du Parti parmi les ouvriers sans parti et en général les masses laborieuses de notre pays, parmi les ouvriers et, en général, les classes opprimées du monde entier. On ne saurait douter que notre parti devient l'emblème de libération pour les masses laborieuses du monde entier, que le titre de bolchevik devient un titre d'honneur pour les meilleurs éléments de la classe ouvrière.

Tel est le bilan de nos progrès dans le domaine de l'édification du Parti.

Cela ne signifie pas que le Parti soit exempt de défauts. Il en a, et même de graves. Permettez-moi d'en dire quelques mots.

Voyons la direction des organisations économiques et autres par les organisations du Parti. Est-elle parfaite ? Loin de là. Souvent, on résout chez nous les questions en famille, pour ainsi dire. Ivan Ivanovitch, par exemple, membre de la direction d'une organisation, a commis une grave erreur qui a eu des conséquences néfastes. Mais Ivan Fiodorovitch ne veut pas le critiquer, ni le dénoncer, ni corriger les fautes commises par Ivan Ivanovitch, car il ne veut pas se faire d'« ennemis ». On a fait une erreur qui a eu de mauvaises conséquences; peu importe! Qui donc ne se trompe pas ? Aujourd'hui c'est moi qui le laisse tranquille, demain c'est lui que me laissera la paix. Est-ce que je suis sûr de ne pas me tromper aussi ? Ainsi tout sera réglé selon les bienséances. Une erreur commise et non corrigée fait du tort à notre grande cause ! Ce n'est rien ! Un jour ou l'autre nous nous tirerons d'affaire. Voilà comment certains de nos militants, même responsables, raisonnent trop souvent. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Si nous, bolcheviks, qui critiquons le monde entier, qui, selon Marx, attaquons le ciel

lui-même, nous refusons de nous critiquer nous-mêmes afin de ne pas troubler la tranquillité de certains camarades, qu'en résultera-t-il, sinon la perte de notre cause ? (*Applaudissements.*)

Des voix : *C'est juste.*

Marx a dit que la révolution prolétarienne se distingue, entre autres, de toute autre révolution par le fait qu'elle se critique elle-même et qu'elle se consolide en se critiquant. C'est une indication extrêmement importante de Marx. Si nous, représentants de la révolution prolétarienne, fermons les yeux sur nos défauts, si nous réglons les questions en famille, passant sous silence nos erreurs et cachant les maux dont souffre l'organisme du Parti, qui pourra corriger ces erreurs, ces défauts ? N'est-il pas évident que nous ne serons plus des révolutionnaires prolétariens et que nous irons sûrement à notre perte si nous n'arrachons pas de notre milieu cet esprit petit-bourgeois, cette manière de résoudre en famille les questions les plus importantes de notre édification ? N'est-il pas évident qu'en renonçant à nous critiquer sincèrement et honnêtement, en renonçant à corriger honnêtement et ouvertement nos erreurs, nous nous fermons la voie au progrès, au perfectionnement de notre cause et à de nouveaux succès ? On sait que notre développement ne suit pas une ligne ascendante continue et uniforme. Non, camarades, nous avons des classes, des antagonismes à l'intérieur du pays ; nous avons un passé, un présent, un futur et de nombreuses contradictions existent entre ces différentes phases ; nous ne pouvons avancer en nous laissant bercer doucement par les vagues de l'existence. Notre avance se poursuit par la lutte, le développement des contradictions, que nous surmontons en les dénonçant et en les liquidant. Jamais, tant qu'existeront des classes, nous ne pourrons dire : Eh bien, Dieu merci, maintenant tout va bien ! Il n'en sera jamais ainsi, camarades. A chaque instant, quelque chose se meurt. Mais ce quelque chose ne veut pas mourir tout simplement, il lutte pour son existence, défend sa cause quoique perdue. A chaque instant naît quelque chose de nouveau. Mais ce qui naît ne naît pas tout simplement : il crie, il hurle en défendant son droit à l'existence.

Voix : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

La lutte entre le vieux et le nouveau, entre ce qui se meurt et ce qui naît, c'est la base de notre développement. Si nous ne signalons pas ouvertement et honnêtement, comme il convient à des bolcheviks, les fautes et les erreurs dans notre travail, nous nous interdisons tout progrès. Mais nous voulons marcher de l'avant, et c'est précisément pour cela que nous devons nous critiquer nous-mêmes, honnêtement, comme il convient à des révolutionnaires. Sinon, aucune avance, aucun progrès n'est possible. C'est précisément là que tout ne va pas encore bien chez nous. Mieux encore, il suffit de quelques succès pour oublier les défauts, pour qu'on se tranquillise et s'enorgueillisse. Deux ou trois victoires importantes et l'on croit que tout est fait : puis encore deux ou trois grands succès et notre prétention n'a plus de bornes. Cependant, les erreurs subsistent, les fautes augmentent et les maux pénètrent plus profondément l'organisme du Parti.

Un autre défaut, c'est de substituer les méthodes administratives aux méthodes de persuasion, qui ont une importance décisive dans notre parti. C'est un danger aussi grave que le précédent, parce qu'il menace de transformer nos organisations, basées sur l'initiative des masses du Parti, en de vulgaires institutions bureaucratiques. Si nous avons au moins 60.000 militants, les plus actifs, affectés aux diverses institutions économiques, coopératives et gouvernementales, pour y lutter contre la bureaucratie, il faut reconnaître qu'une partie d'entre eux, tout en luttant contre la bureaucratie, se laissent parfois contaminer eux mêmes par ce mal et le propagent dans les organisations du Parti. Camarades, ce n'est pas notre faute, c'est notre malheur, car tant que l'Etat existera, ce processus se poursuivra à un degré plus ou moins fort. C'est précisément parce que ce processus a certaines racines dans la vie même que nous devons nous armer pour lutter contre lui en augmentant l'activité des masses du Parti, en les faisant participer au règlement des questions de la direction du Parti et en perfectionnant systématiquement la démocratie à l'intérieur du Parti.

Le troisième défaut, c'est la tendance de certains camarades à suivre le courant, d'un pas égal et tranquille, sans perspectives, sans regarder l'avenir, comme si tout, autour d'eux, prenait une allure

solennelle ; à désirer toujours des séances solennelles, des applaudissements partout, comme si chacun de nous, à son tour, devait être membre honoraire de tous les Présidioms possibles. (*Rires, applaudissements.*) Ce désir constant de voir partout un état d'esprit solennel, cette tendance aux décorations, aux anniversaires de toute espèce, nécessaires ou non, ce désir de suivre le courant aussi longtemps que possible sans se préoccuper où ce courant emporte... (*Rires, applaudissements*)... c'est précisément l'essence de ce troisième défaut de notre pratique, la base des lacunes dans la vie de notre parti. Avez-vous vu des rameurs qui rament honnêtement, à la sueur de leur front, sans voir où le courant les emporte ? J'en ai vu de tels, sur le fleuve Iénisséi. Ce sont des rameurs honnêtes et infatigables; mais leur malheur, c'est qu'ils ne voient pas et ne veulent pas voir que le flot peut jeter leur canot contre un rocher et causer leur perte. La même chose arrive à certains camarades. Ils rament honnêtement, inlassablement et avancent rapidement parce qu'ils se livrent au courant ; mais ils ignorent ou veulent même ignorer où ce courant les conduit. Ce travail sans perspectives, sans gouvernail ni rames, a pour résultat que, au début, ces camarades donnent dans la routine, puis s'embourbent, s'effondrent dans le marécage petit-bourgeois et se transforment eux-mêmes en vulgaires petits bourgeois. C'est la voie de la vraie dégénérescence.

Tels sont, camarades, dans la pratique et dans la vie du Parti, les défauts que je voulais signaler et déplorer.

Permettez-moi de passer aux questions de la discussion et de l'opposition.

2. Le bilan de la discussion

Cette discussion a-t-elle un sens, une valeur quelconque ? On dit parfois : A quoi bon avoir élargi la discussion à ce point ; qui en avait besoin ? N'aurait-il pas mieux valu résoudre les questions en litige au sein des organisations sans les étaler pareillement ? C'est une erreur, camarades ; la discussion est parfois nécessaire et utile. Il s'agit seulement de savoir quel doit être le genre de discussion : si c'est une discussion entre camarades qui se déroule dans les cadres du Parti ; si elle a pour but de critiquer honnêtement nos défauts, les défauts du Parti, et d'améliorer, par conséquent, notre travail, d'armer la classe ouvrière, elle est utile et nécessaire. Il y a, par contre, des discussions qui ont pour but non l'amélioration de notre cause commune, mais son aggravation; des discussions qui ne tendent pas à consolider le Parti, mais à porter atteinte à son autorité. De telles discussions ne contribuent généralement pas à armer le prolétariat, mais à le désarmer. De telles discussions, nous n'en voulons pas.

Des voix : *C'est juste ! (Applaudissements.)* Lorsque l'opposition exigea l'ouverture de la discussion dans toute l'Union, trois mois avant le congrès, avant l'élaboration des thèses du C.C., avant la publication de ces thèses, elle voulait nous imposer une discussion qui aurait inévitablement facilité le travail de nos ennemis, le travail des ennemis de la classe ouvrière, le travail des ennemis de notre parti. C'est pour cela, précisément, que le C.C. s'est opposé au dessein de l'opposition. Nous avons réussi, grâce à cela, à acheminer la discussion sur la voie juste en lui donnant pour base les thèses du C.C. en vue du congrès. Maintenant, nous pouvons dire, sans hésiter, que la discussion, dans son ensemble, a donné des résultats positifs. Le reproche qu'on nous fait, parfois, d'avoir étalé nos désaccords dans la rue, est absurde, camarades. Nous n'avons jamais craint et ne craignons jamais de nous critiquer ouvertement et de critiquer nos erreurs devant le Parti tout entier. La force du bolchévisme ne consiste-t-elle pas précisément en ce qu'il ne craint pas la critique et trouve, dans la critique même de ses défauts, l'énergie pour une nouvelle marche en avant ? La discussion actuelle est, par conséquent, un signe de force de notre parti, une preuve de sa puissance.

Il ne faut pas oublier que dans chaque grand parti, surtout dans un parti comme le nôtre, et dans tout parti qui détient le pouvoir et qui comprend une partie d'éléments paysans et employés, apparaissent à la longue des éléments indifférents qui ne s'intéressent pas aux questions de la tactique du Parti, qui votent les yeux fermés et suivent le courant. La présence de nombreux éléments semblables au sein du Parti est un mal qu'il faut combattre. Ces éléments forment le marécage de notre parti. La discussion

fait appel à ce marécage. L'opposition y fait appel pour en détacher une certaine partie. En réalité, elle en détache la partie la plus mauvaise. Le Parti aussi fait appel à ces éléments, mais pour en détacher la meilleure partie et la conter à la vie active du Parti. En conséquence, malgré leur inertie, les partisans du marécage sont contraints de déterminer leur attitude. Une différenciation s'opère dans ces milieux livrant une partie à l'opposition et l'autre au Parti et, par là même, le marécage disparaît. Ce résultat est donc positif dans le bilan général du développement de notre parti. Il résulte, de la discussion actuelle, que le marécage s'est réduit, s'il n'a pas déjà complètement disparu. C'est là le résultat positif de la discussion.

Quel est le bilan de la discussion ? On le connaît. Jusqu'à hier, 724.000 camarades ont voté pour le Parti et un peu plus de 4.000 pour l'opposition. Les membres de l'opposition criaient que le C.C. s'est détaché du Parti, que le Parti s'est détaché de la classe ouvrière, que, dans d'autres conditions, l'opposition aurait sûrement 99 % des membres du Parti. Mais, en fait, l'opposition n'a même pas pour elle

1 % des membres du Parti. Voilà le bilan.

D'où vient que le Parti, dans sa totalité, et, ensuite, toute la classe ouvrière aient à tel point isolé l'opposition ?

Il y a, pourtant, en tête de l'opposition, des noms bien connus, des gens qui savent se faire de la réclame...

Des voix : *C'est juste !*

...des personnes qui ne sont pas atteintes de modestie (*Applaudissements*), qui savent se vanter et se présenter avantageusement. Cela vient du fait que le groupe dirigeant de l'opposition s'est montré comme un groupe d'intellectuels petits-bourgeois détachés de l'existence, de la révolution, du Parti, de la classe ouvrière.

Des voix : *C'est juste ! (Applaudissements.)*

J'ai parlé, précédemment, des succès de notre travail, de nos progrès dans l'industrie, dans le commerce, dans l'ensemble de l'économie, dans le domaine de la politique extérieure. Mais l'opposition ne se soucie pas de ces progrès. Elle ne les voit pas, car elle ne veut pas les voir. Elle ne veut pas les voir, en partie à cause de son ignorance, en partie à cause d'une obstination propre aux intellectuels détachés de l'existence.

3. Les divergences fondamentales entre le Parti et l'opposition

Vous allez demander en quoi consistent finalement les divergences entre le Parti et l'opposition, quelles questions font l'objet de ces divergences ? Sur toutes les questions nous sommes en désaccord avec l'opposition.

Des voix : *C'est juste !*

J'ai lu, récemment, la déclaration d'un ouvrier sans parti de Moscou qui voulait faire ou qui a déjà fait son adhésion au Parti. Il formule la question des divergences entre le Parti et l'opposition comme suit :

Auparavant, nous cherchions en quoi consistaient les divergences entre le Parti et l'opposition, mais aujourd'hui on se demande sur quel point l'opposition est d'accord avec le Parti. (Rires, applaudissements.) Sur toutes les questions, elle est contre le Parti, et si j'étais partisan de l'opposition, je n'entrerais pas au Parti. (Rires, applaudissements.) (Voir Izvestia n° 264.)

Voilà comment un ouvrier russe caractérise, d'une manière brève, mais juste, l'opposition. Je crois que c'est la caractéristique la meilleure et la plus exacte de l'attitude de l'opposition à l'égard du Parti, de son idéologie, de son programme et de sa tactique. C'est précisément parce que l'opposition est en désaccord avec le Parti sur toutes ces questions qu'elle est un groupe ayant une idéologie à elle, un programme et une tactique propres, des principes d'organisation à elle. L'opposition a tout ce qu'il faut pour former un nouveau parti. Il ne lui manque qu'une « bagatelle » : les forces nécessaires. (*Rires, applaudissements.*)

Je citerai sept points qui sont l'objet de divergences entre le Parti et l'opposition.

1° *La possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays.* Je n'énumérerai pas les documents et les déclarations de l'opposition sur cette question. Ils sont connus de tous, il est inutile de les répéter. Il est clair pour tous que l'opposition nie la possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays. Par là même, elle glisse directement et ouvertement à la position des menchéviks. Ce point de vue de l'opposition n'est pas nouveau chez ses chefs actuels. C'est en partant du même principe que Kaménev et Zinoviev refusèrent de participer au soulèvement d'Octobre. Ils déclarèrent alors qu'en déclenchant le soulèvement nous allions à notre perte, qu'il fallait attendre l'Assemblée constituante, que les conditions pour le socialisme n'étaient pas encore mûres et ne viendraient pas de sitôt à maturité. Trotski partit du même point de vue lorsqu'il se décida à prendre part au soulèvement. Car, il disait ouvertement que, si la révolution prolétarienne victorieuse en Occident ne nous apportait pas son aide dans un avenir plus ou moins rapproché, il serait insensé de croire que la Russie révolutionnaire pourrait résister à l'Europe conservatrice.

En effet, comment Kaménev et Zinoviev d'une part, Trotski, d'autre part, puis Lénine et le Parti allèrent-ils à l'insurrection ? C'est une question très intéressante dont il vaut la peine de parler. Vous savez que Kaménev et Zinoviev n'y allèrent qu'à leur corps défendant, contraints par Lénine et sous la menace d'être exclus du Parti (*Rires, applaudissements*) ; ils se virent donc obligés de marcher au soulèvement. (*Rires, applaudissements.*) Trotski y alla de son gré, mais en faisant des réserves qui, à ce moment déjà, le rapprochaient de Kaménev et de Zinoviev. Notons que, précisément avant la révolution d'Octobre, en juin 1917, Trotski trouva à propos de rééditer, à Léninegrad, sa vieille brochure *le Programme de la paix*, comme pour montrer qu'il marchait au soulèvement sous son propre drapeau. Que dit-il dans cette brochure ? Il y polémise contre Lénine sur la possibilité d'une victoire du socialisme dans un seul pays; il considère que la conception de Lénine, dans cette question, est fautive et il affirme que, tout en reconnaissant la nécessité de prendre le pouvoir, il se rend compte que, sans l'aide venue à temps de la part des ouvriers victorieux de l'Europe occidentale, il serait insensé de croire que la Russie révolutionnaire pourrait subsister en face de l'Europe conservatrice. Il accuse d'étroitesse nationale celui qui ne comprend pas sa critique. Voici un extrait de cette brochure de Trotski :

Sans attendre les autres, nous commençons la lutte et la poursuivons dans notre pays, convaincus que notre initiative donnera le branle dans d'autres pays. Mais si cela n'arrive pas, il serait insensé de croire — l'expérience de l'histoire et les considérations théoriques le prouvent — que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse résister à l'Europe conservatrice... Considérer les perspectives de la révolution sociale dans les cadres nationaux signifierait devenir la victime de la même étroitesse nationale qui est l'essence même du social-patriotisme (Trotski : *1917*, édition russe, tome II, 1^e partie, page 90.)

Telles furent, camarades, les réserves faites par Trotski et qui nous expliquent les racines et les causes initiales de son bloc actuel avec Kaménev et Zinoviev.

Voyons comment Lénine et le Parti marchèrent au soulèvement. Firent-ils, eux aussi, des réserves ? Non, aucune. Je cite un extrait d'un article remarquable de Lénine : « Le programme de guerre de la révolution prolétarienne », publié à l'étranger, en septembre 1917 :

Le socialisme vainqueur dans un seul pays n'exclut nullement la possibilité de guerre en général. Au contraire, il la présuppose. Le développement du capitalisme se poursuit d'une façon très inégale dans les divers pays. Il ne peut en être autrement avec une production marchande. D'où, la conclusion irréfutable : le socialisme ne peut vaincre en même temps *dans tous* les pays. Il vaincra au début dans un ou plusieurs pays, mais les autres resteront encore un certain temps des pays bourgeois ou pré-bourgeois. Cela ne manquera pas de provoquer non seulement des frictions, mais aussi des efforts directs de la bourgeoisie des autres pays pour écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Une guerre dans de telles conditions serait, pour nous, une guerre légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour la libération des autres peuples de la bourgeoisie. Lénine : « Le programme de guerre de la révolution prolétarienne », Annales de l'Institut Lénine, fascicule n° 2, Page 7.)

Vous constatez, camarades, que la thèse de Lénine est toute différente. Trotski allait au soulèvement en faisant des réserves qui le rapprochaient de Kaménev et de Zinoviev, en affirmant qu'un gouvernement prolétarien ne représente, par lui-même, rien de particulier si l'aide du dehors se fait attendre. Lénine, au contraire, allait au soulèvement sans aucune réserve, en affirmant que le pouvoir prolétarien dans notre pays doit servir de base pour aider les prolétaires des autres pays à se libérer du joug de la bourgeoisie.

C'est ainsi que les bolcheviks allèrent à l'insurrection d'Octobre et c'est la raison pour laquelle Trotski trouva, dix ans après la révolution d'Octobre, un langage commun avec Kaménev et Zinoviev.

On peut s'imaginer, dans les termes suivants, le dialogue échangé entre Trotski d'une part, Kaménev et Zinoviev de l'autre, lorsqu'ils formèrent le bloc de l'opposition.

Kaménev et Zinoviev s'adressant à Trotski : « Voyez-vous, cher camarade, en définitive nous avons raison d'affirmer qu'il ne fallait pas faire l'insurrection d'Octobre, qu'il fallait attendre l'Assemblée constituante, etc. Aujourd'hui tout le monde voit que le pays, le pouvoir, sont atteints de dégénérescence, que nous allons à notre perte et que nous ne réaliserons pas le socialisme. Il ne fallait pas faire l'insurrection. Vous y êtes allé de plein gré ; vous avez commis une grande faute. »

Trotski répond : « Non, chers collègues, vous êtes injustes à mon égard. Je suis bien allé à l'insurrection, mais vous avez oublié de dire comment j'y suis allé : en faisant des réserves. (*Hilarité générale.*) Et comme il est évident que maintenant nous n'avons aucune aide à attendre du dehors, il est clair que nous allons à notre perte comme je l'ai prédit, en son temps, dans ma brochure *le Programme de la paix.* »

Zinoviev et Kaménev : « Cela pourrait bien être vrai. Nous avons oublié cette réserve. Maintenant il est clair que notre bloc a bien une base idéologique. » (*Hilarité générale. Applaudissements.*)

Voilà comment a été trouvée la conception de l'opposition qui nie la possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays.

Que signifie-t-elle ? Elle est une capitulation. Devant qui ? Il est évident que c'est une capitulation devant les éléments capitalistes de notre pays et devant la bourgeoisie mondiale. Que sont devenus les phrases de gauche, les gestes révolutionnaires ? Il n'en est rien resté. Si vous secouez notre opposition, si vous rejetez sa phraséologie révolutionnaire, vous verrez qu'il n'en reste que la capitulation. (*Applaudissements.*)

2° *La dictature du prolétariat.* Existe-t-elle chez nous, oui ou non ? Singulière question. (*Rires.*) Elle est posée, pourtant, par l'opposition, dans chacune de ses déclarations. L'opposition prétend que nous subissons une dégénérescence thermidorienne. Que signifie cela ? Cela suppose que nous n'avons pas de dictature du prolétariat, que notre économie et notre politique s'effondrent et sont en régression, que nous allons non vers le socialisme, mais vers le capitalisme. Tout cela a quelque chose d'étrange et d'absurde, mais l'opposition insiste. Voilà, camarades, une nouvelle divergence. C'est sur cela que

repose la fameuse thèse clémenciste de Trotski. Si le pouvoir a dégénéré, s'il dégénère, vaut-il la peine de l'épargner, de le défendre ? Il est évident que non. S'il se trouve un moment favorable pour « supprimer » ce pouvoir, si, par exemple, l'ennemi arrive à 80 kilomètres de Moscou, il faudra évidemment en profiter pour balayer ce pouvoir et le remplacer par un autre, par un pouvoir clémenciste, c'est-à-dire trotskiste. Il est clair qu'il n'y a rien là de léniniste ; c'est du pur menchévisme. L'opposition en est arrivée au menchévisme.

3° *Le bloc entre les ouvriers et les paysans moyens.* L'opposition a toujours caché son attitude négative sur l'idée d'un tel bloc. Sa plate-forme, ses contre-thèses sont remarquables moins par ce qui y est dit que par ce qu'elles s'efforcent de cacher à la classe ouvrière. Mais il s'est trouvé un homme, I. N. Smirnov, également leader de l'opposition, qui eut le courage de dire la vérité sur l'opposition et de la montrer telle qu'elle est. Voici ce qu'il dit : « Nous allons à notre perte ; si nous voulons nous sauver, il nous faut rompre avec les paysans moyens. » Ce n'est pas très intelligent ; par contre, c'est tout à fait clair. Ici, chacun aperçoit déjà le bout de l'oreille menchévik.

4° *Le caractère de notre révolution.* Si l'on nie la possibilité d'édifier le socialisme dans notre pays, si l'on nie l'existence de la dictature du prolétariat et la nécessité du bloc de la classe ouvrière avec les paysans, il ne reste évidemment rien de notre révolution ni de son caractère socialiste. Le prolétariat est venu au pouvoir, il a achevé la révolution bourgeoise, les paysans n'ont plus rien à faire avec la révolution puisqu'ils ont reçu la terre : par conséquent, le prolétariat peut se retirer et céder la place à d'autres classes. Telle est la thèse de l'opposition si l'on pénètre au fond de ses conceptions. Ce sont là toutes les racines de l'esprit de capitulation de l'opposition. Ce n'est pas sans raison qu'Abramovitch [Principal rédacteur du journal menchévik berlinois *Sotsialisticheski Vestnik* (le Messager socialiste). (N.R.)] la glorifie.

5° *La conception léniniste dans la direction des révolutions coloniales.* Lénine parlait de la différence entre les pays impérialistes et les pays opprimés, entre la politique communiste dans les pays impérialistes et dans les pays coloniaux. Partant de là, il disait, déjà pendant la guerre, que l'idée de la défense de la patrie, inadmissible et contre-révolutionnaire pour les communistes des pays impérialistes, est parfaitement acceptable et justifiée dans les pays opprimés qui font la guerre à l'impérialisme. Pour cette même raison, il admettait, dans une certaine phase et pour un délai déterminé, la possibilité d'un bloc et même d'une alliance avec la bourgeoisie nationale des pays coloniaux si cette dernière combat l'impérialisme et n'empêche pas les communistes d'éduquer les ouvriers et les paysans pauvres dans l'esprit du communisme. La faute de l'opposition c'est, précisément, de rompre définitivement avec la conception léniniste, de glisser à la II^e Internationale, qui nie la nécessité de soutenir les guerres révolutionnaires des pays coloniaux contre l'impérialisme. C'est cela, précisément, qui explique tous les malheurs de l'opposition dans la question de la révolution chinoise. Telle est cette divergence-là.

6° *La tactique du front unique dans le mouvement ouvrier international.* La faute de l'opposition consiste ici à rompre avec la tactique léniniste dans la question de la conquête graduelle des larges masses ouvrières au communisme. Ce n'est que grâce à une politique juste du Parti seulement que ces masses peuvent être gagnées. C'est là une chose essentielle, mais c'est loin d'être tout. Pour attirer les larges masses ouvrières au communisme, il est nécessaire qu'elles se convainquent, par leur propre expérience, de la justesse de sa politique. Et pour que les masses soient convaincues, il faut du temps, il faut un travail habile de la part du Parti parmi les masses, pour convaincre des millions d'hommes de la justesse de sa politique. Déjà, en avril 1917, nous avons raison, car nous savions qu'il s'agissait de renverser la bourgeoisie et d'établir le pouvoir soviétique. Mais, à ce moment-là, nous n'avons pas appelé les larges masses ouvrières à l'insurrection parce qu'elles n'avaient pas eu encore l'occasion de se convaincre de la justesse de notre politique. C'est seulement après la faillite définitive des partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et menchévik dans les questions fondamentales de la révolution, que les masses commencèrent à comprendre que notre politique était la bonne; c'est seulement alors que nous avons entraîné les masses à l'insurrection, c'est grâce à cette tactique que nous avons été victorieux. C'est ainsi qu'est conçue l'idée du front unique. La tactique du front unique

fut proclamée par Lénine pour faciliter aux millions d'ouvriers des pays capitalistes contaminés de préjugés social-réformistes, le passage au communisme. Ici, la faute de l'opposition est de répudier purement et simplement cette tactique. Séduite, un moment, d'une façon stupide par cette tactique, elle salua chaleureusement l'accord avec le Conseil général des trade-unions britanniques, voyant en lui « une des plus sérieuses garanties pour la paix », « une des plus sérieuses garanties contre l'intervention », une garantie des plus sérieuse pour « rendre inoffensif le réformisme en Europe » (voir *Rapport de Zinoviev au XIV congrès du P.C. de l'U.R.S.S.*). Mais, cruellement désillusionnée dans son espoir de voir le réformisme rendu inoffensif à l'aide des Purcell et des Hicks, elle passa à l'autre extrême en répudiant purement et simplement la tactique du front unique. Voilà, camarades, encore une divergence prouvant l'éloignement complet de l'opposition de la tactique léniniste du front unique.

7° *La conception léniniste du Parti, de l'unité léniniste dans le P.C. de l'U.R.S.S. et dans l'Internationale communiste.* L'opposition rompt entièrement, ici, avec la conception léniniste sur l'organisation du Parti en s'engageant dans la voie de l'organisation d'un second parti, d'une nouvelle Internationale.

Tels sont les sept points fondamentaux qui montrent que, dans chacune de ces questions, l'opposition a glissé jusqu'au menchévisme.

Ces conceptions menchéviks de l'opposition sont-elles compatibles avec l'idéologie de notre parti, avec son programme et sa tactique, avec la tactique de l'Internationale communiste, avec la conception léniniste de l'organisation du Parti ? En aucune façon et pour aucun instant !

Comment une telle opposition a-t-elle pu naître chez nous, quelles sont ses racines sociales ? Je crois que l'origine sociale de l'opposition est dans la ruine des couches petites-bourgeoises des villes au cours de notre développement, dans leur mécontentement de la dictature du prolétariat, dans leur désir ardent de modifier ce régime, de « l'améliorer » par l'instauration d'une démocratie bourgeoise. J'ai déjà dit que nos progrès, l'accroissement de notre industrie et l'importance du secteur socialiste dans notre économie entraînent la ruine et la disparition d'une partie de la petite bourgeoisie, surtout de la bourgeoisie urbaine. L'opposition se fait l'écho de ces couches et de leur mécontentement du régime de la révolution prolétarienne.

C'est ici, par conséquent, que sont les racines sociales de l'opposition.

4. Comment agir dès lors avec l'opposition ?

Je voudrais tout d'abord vous raconter une expérience de collaboration avec Trotski, que Kaménev a faite en 1911. C'est très intéressant ; d'autant plus que les leçons qu'on peut en tirer nous permettront d'aborder comme il convient la question posée. En 1910, se tint, à l'étranger, un Plénum de notre C.C. ; la question des rapports des bolcheviks avec les menchéviks, et en particulier avec Trotski, y fut discutée (nous étions alors dans un seul parti avec les menchéviks et nous nous appelions fraction). Ce Plénum se prononça pour la conciliation avec les menchéviks et, par conséquent, avec Trotski aussi. Cette décision fut prise contre l'opinion de Lénine qui n'eut avec lui que la minorité. Kaménev se chargea alors de réaliser la collaboration avec Trotski. Il ne le fit pas à l'insu de Lénine, mais d'accord avec lui. Lénine voulait prouver à Kaménev, par l'expérience, le caractère nuisible et inadmissible d'une collaboration avec Trotski contre le bolchévisme. Écoutons ce qu'en dit Kaménev :

En 1910, la majorité de notre fraction tenta de se réconcilier et d'établir un accord avec le camarade Trotski. Lénine s'y opposa formellement et pour me « punir », en quelque sorte, de mon insistance en vue d'arriver à un accord avec le camarade Trotski, Lénine demanda que je fusse chargé de représenter le Comité central à la rédaction du journal du camarade Trotski. Vers l'automne 1910, après quelques mois de travail dans cette rédaction, je m'étais convaincu que Vladimir Ilitch avait raison d'être contre ma ligne « conciliatrice » et, d'accord avec Lénine, je quittai la rédaction de l'organe du camarade Trotski. Cette rupture avec le camarade Trotski fut marquée d'une série d'articles vigoureux publiés dans l'organe central du Parti. C'est précisément à

ce moment que Vladimir Ilitch me proposa d'écrire une brochure pour faire le bilan de nos divergences tant avec les liquidateurs-menchéviki qu'avec le camarade Trotski. « Vous avez fait l'expérience d'un accord avec l'aile extrême gauche « trotskiste » des groupes antibolchéviki, vous vous êtes rendu compte de l'impossibilité d'un accord — il faut donc que vous écriviez une brochure donnant les résultats de cette expérience », me dit Vladimir Ilitch. Naturellement, il insistait particulièrement pour que tout soit mis au clair... jusqu'au bout, au sujet des rapports entre le bolchévisme et ce que nous nommions à cette époque le trotskisme. (Préface de L. Kaménev à sa brochure *les Deux Partis*, mai 1924.)

Quels en furent les résultats ? Ecoutez encore :

L'expérience d'une collaboration avec Trotski, expérience que j'ai faite, j'ose affirmer, tout à fait sincèrement, ce dont témoignent mes lettres et mes conversations privées, exploitées aujourd'hui par Trotski, a montré que toute tentative de conciliation conduit inévitablement à la défense du liquidationnisme et ne profite qu'à ce dernier. (L. Kaménev : *les Deux Partis*, édition russe, 1911, p. 136.)

Plus loin :

Si le « trotskisme », en tant que tendance dans le Parti, était victorieux, quelle joie ç'aurait été pour le liquidationnisme, pour l'otzovisme, pour toutes les tendances qui luttent contre le Parti. (*Ibidem*, p. 143.)

Telle fut, camarades, l'expérience de collaboration avec Trotski.

Exclamation : *Expérience instructive !*

Kaménev exposa les résultats de cette expérience dans la brochure publiée en 1911, intitulée : *les Deux Partis*. Je suis certain que cette brochure fut très utile à tous les camarades qui nourrissaient encore des illusions sur une collaboration avec Trotski. Je pose aujourd'hui la question suivante : pourquoi Kaménev n'essayerait-il pas, encore une fois, d'écrire une brochure intitulée également *les Deux Partis* sur son expérience de collaboration actuelle avec Trotski ? (*Hilarité générale. Applaudissements.*) Cela ne serait peut-être pas sans utilité. Je ne puis cependant donner aucune garantie à Kaménev que Trotski n'utilisera pas encore une fois contre lui ses lettres et ses conversations intimes. (*Hilarité générale.*) Je ne pense pas qu'il doive avoir peur de cela. De toutes façons, il faut choisir : ou bien craindre que Trotski n'utilise les lettres de Kaménev et ne divulgue leurs conversations — c'est alors le danger de rester en dehors du Parti ; ou bien rejeter toute crainte et rester dans le Parti. La question se pose ainsi maintenant, Il faut choisir l'un ou l'autre.

On dit que l'opposition a l'intention de présenter au congrès une déclaration de soumission à toutes les décisions du Parti.

Exclamation : *Comme en octobre 1926 !* ...affirmant qu'elle dissoudra sa fraction Exclamation : *Elle l'a déjà promis deux fois !* ...et qu'elle défendra ses idées, auxquelles elle ne renonce pas.

Exclamations : *Oh ! Oh ! nous ferons mieux de les dissoudre nous-mêmes !*

...dans les cadres des statuts du Parti. Exclamations : *Encore des réserves ! Les cadres du Parti ne sont pas en caoutchouc !*

Je pense, camarades, que cela n'aboutira à rien. Exclamations : *C'est juste !* — (*Applaudissements prolongés.*)

Nous avons déjà, camarades, une certaine expérience de ces déclarations (*Applaudissements*), nous avons déjà l'expérience de deux déclarations...

Exclamations : *C'est juste !*

...du 16 octobre 1926 et du 8 août 1927. A quoi cette expérience a-t-elle abouti ? Sans avoir aucunement l'intention d'écrire une brochure intitulée *les Deux Partis*, j'ose déclarer que cette expérience a conduit à des résultats tout à fait négatifs.

Exclamations : *C'est juste !*

...à tromper deux fois le Parti, à affaiblir la discipline dans le Parti. Quel droit l'opposition a-t-elle, maintenant, d'exiger que le congrès d'un grand parti, le congrès du parti de Lénine, la croie sur parole après cette expérience ?

Exclamations : *Ce serait une bêtise ! On serait puni de lui avoir témoigné de la confiance !*

On dit que l'opposition pose également la question de la réintégration des exclus.

Exclamations : *Ce ne sera pas ! Qu'ils aillent dans le marais menchévik !*

... Je pense, camarades, que cela non plus ne se fera pas. (*Applaudissements prolongés.*)

Pourquoi le Parti a-t-il exclu Trotski et Zinoviev ? Parce qu'ils sont les organisateurs de toute l'œuvre de l'opposition.

Exclamations : *C'est juste !*

... parce qu'ils ont pour but de briser les lois du Parti ; parce que, dans leur orgueil, ils ont cru qu'on n'oserait pas les toucher ; parce qu'ils ont voulu se créer une situation privilégiée dans le Parti. Tolèrera-t-on, dans le Parti, des grands seigneurs jouissant de privilèges et des paysans qui n'en ont pas ? Est-ce que nous, bolcheviks, qui avons extirpé la noblesse avec ses racines, allons maintenant la rétablir dans notre parti ? (*Applaudissements.*) Vous demandez : pourquoi avons-nous exclu Trotski et Zinoviev du Parti ? Parce que nous ne voulons pas avoir une caste aristocratique dans le Parti. Parce que les lois sont les mêmes pour tous dans le Parti et que tous les membres du Parti ont les mêmes droits.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements prolongés.)*

Si l'opposition veut rester dans le Parti, qu'elle se soumette à la volonté du Parti, à ses lois, à ses instructions, sans réserve et sans équivoque. Si elle ne le veut pas, qu'elle s'en aille là où elle pourra être plus à son aise.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

Nous ne voulons pas de lois spéciales avantageuses pour l'opposition ; nous n'en voulons et n'en créons pas. (*Applaudissements.*)

On demande quelles sont les conditions. Il n'y en a qu'une : l'opposition doit désarmer entièrement et complètement tant sous le rapport de l'idéologie que de l'organisation.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements prolongés.)*

Elle doit renoncer à ses conceptions antibolchéviks, ouvertement et honnêtement, devant le monde entier.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements prolongés.)*

Elle doit condamner ouvertement et honnêtement, devant le monde entier, les erreurs qu'elle a commises, ses erreurs devenues un crime contre le Parti. Elle doit nous livrer toutes ses cellules pour que le Parti puisse les dissoudre toutes sans exception.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements prolongés.)*

Qu'ils fassent ainsi ou s'en aillent du Parti. Et s'ils ne s'en vont pas, nous les mettrons dehors.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements prolongés.)*

Voilà comment se pose, camarades, la question de l'opposition.

IV - Le bilan général

Je termine, en faisant le bilan général de la période envisagée :

1. *Nous avons maintenu la paix avec les Etats voisins, malgré les énormes difficultés, malgré toutes les provocations de la bourgeoisie « des grandes puissances » ;*
2. *Nous avons consolidé l'union de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. avec les ouvriers des Etats impérialistes et des colonies, malgré le nombre incalculable d'obstacles et les mensonges innombrables de la presse bourgeoise corrompue ;*
3. *Nous avons relevé l'autorité de la dictature du prolétariat parmi les masses laborieuses dans toutes les parties du monde ;*
4. *En tant que parti, nous avons aidé l'Internationale communiste et ses sections à consolider leur influence dans tous les pays du monde ;*
5. *Nous avons fait tout ce qu'un pays peut faire pour développer et accélérer le mouvement révolutionnaire mondial ;*
6. *Nous avons élevé notre industrie socialiste, la marche de son développement marque un record ; nous avons assuré son hégémonie dans toute l'économie nationale ;*
7. *Nous avons établi l'union de l'industrie socialiste avec l'économie paysanne ;*
8. *Nous avons consolidé l'alliance de la classe ouvrière, avec les paysans moyens, tout en nous appuyant sur les paysans pauvres ;*
9. *Nous avons affermi la dictature du prolétariat dans notre pays, malgré l'encerclement capitaliste hostile, en montrant aux ouvriers de tous les pays que le prolétariat sait non seulement détruire le capitalisme, mais aussi édifier le socialisme ;*
10. *Nous avons renforcé le Parti, défendu le léninisme et complètement battu l'opposition.*

Tel est le bilan général. Qu'en faut-il conclure ? Il n'y a qu'une seule conclusion : nous sommes dans la bonne voie et la politique de notre parti est juste.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

Il s'ensuit qu'en poursuivant cette ligne nous parviendrons sûrement à la victoire du socialisme dans tous les pays. *(Applaudissements prolongés.)*

Cela ne signifie pas cependant que nous ne rencontrerons pas de difficultés sur notre chemin. Nous en aurons sûrement ; mais nous ne les craignons pas, car nous sommes des bolcheviks trempés au feu de

la révolution. Il y aura des difficultés ; mais nous les vaincrons, comme nous les avons vaincues jusqu'à présent, car nous sommes des bolcheviks forgés par le parti d'airain de Lénine, capables de lutter contre les difficultés et de les vaincre sans gémir et sans se plaindre.

C'est précisément parce que nous sommes des bolcheviks que nous vaincrons sûrement.

Camarades ! En avant pour la victoire du communisme dans notre pays, pour la victoire du communisme dans le monde entier ! (*Tempête d'applaudissements. Tout le monde se lève. Ovation. On chante l'Internationale.*)

B. Discours de clôture (7 décembre 1927)

Camarades, après les nombreux discours prononcés ici, il ne me reste pas grand'chose à ajouter. Je ne dirai rien sur le fond des discours d'Evdokimov et de Mouralov, car il n'y a rien là qui nécessite une réponse. On ne peut que souhaiter à ces camarades qu'Allah leur pardonne leurs péchés, car ils ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils bavardent. (*Rires, applaudissements.*) Je désire m'arrêter au discours de Rakovski et, en particulier, à celui de Kaménev, car ce dernier fut le plus hypocrite et le plus mensonger de tous les discours prononcés par l'opposition.

Exclamations : *C'est juste !*

I - Sur le discours de Rakovski

a) De la politique extérieure. — Je pense que le camarade Rakovski a eu tort de parler ici de la question de la guerre et de la politique extérieure. Tout le monde sait qu'à la conférence de Moscou, le camarade Rakovski a dit des bêtises sur la question de la guerre. Il a parlé ici probablement pour réparer cette bêtise, mais ce fut une plus grosse bêtise encore (*Rires.*) Il aurait été préférable pour lui de ne pas parler de la politique extérieure.

b) De la gauche et de la droite. — Le camarade Rakovski affirme que l'opposition représente le secteur gauche de notre parti. C'est tout simplement risible. Ces déclarations-là sont faites évidemment par les banqueroutiers politiques, qui cherchent ainsi à se consoler. La preuve est faite que l'opposition est une aile menchévik, qu'objectivement elle s'est transformée en un instrument des éléments bourgeois. Cela est prouvé et archi-prouvé. Comment peut-il être ici question de « gauchisme » de l'opposition ? Comment se peut-il qu'un groupe menchévik devenu objectivement l'instrument d'une tierce force, l'instrument des éléments bourgeois, soit plus à gauche que les bolcheviks ? N'est-il donc pas clair que l'opposition est l'aile droite, menchévik dans le P.C. de l'U.R.S.S. ? Le camarade Rakovski s'est évidemment égaré jusqu'à confondre la droite et la gauche. Vous rappelez-vous dans le poème de Gogol, Séliphane s'exclamant : « Eh ! toi... tu ne sais pas où est la droite et où est la gauche » ?

c) De l'aide de l'opposition. — Rakovski déclare que l'opposition est prête à soutenir le Parti si les impérialistes nous attaquent. Quel bonheur ! Ce petit groupe, qui représente à peine 1/2 % des effectifs du Parti, nous promet gracieusement son aide si les impérialistes attaquent notre pays. Nous ne croyons pas en votre aide et n'en avons pas besoin, camarades de l'opposition. Nous vous demandons seulement de ne plus nous gêner ! Quant au reste, nous le ferons nous-mêmes, vous pouvez en être sûrs !

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

d) Des « signaleurs ». — Le camarade Rakovski dit que l'opposition nous met en garde contre les dangers, contre les difficultés, contre la débâcle de notre pays. Voilà des gens qui signalent les dangers, qui sauvent le Parti de sa perte au moment où ils sont eux-mêmes en train de périr et ont grand besoin d'être sauvés ! Ils peuvent à peine se tenir debout et ils veulent sauver les autres ! N'est-

ce pas ridicule ? (*Rires.*) Imaginez-vous un petit canot qui tient à peine à la surface des eaux et va couler et un vapeur splendide qui, majestueusement, coupe les vagues et avance avec assurance. Que diriez-vous si ce canot minuscule essayait de sauver le grand bateau ? (*Rires.*) Ne serait-ce pas du plus parfait ridicule ? Cela caractérise bien la situation actuelle de nos « signaleurs » de l'opposition. Ils nous indiquent les dangers, les difficultés, la débâcle menaçante, tout ce que vous voulez, mais eux-mêmes sont en train de couler et ne s'aperçoivent pas qu'ils ont déjà presque coulé à fond. Se croyant signaleurs, les membres de l'opposition prétendent diriger le Parti, la classe ouvrière, le pays. Sur quoi se basent ces prétentions ? Les membres de l'opposition ont-ils prouvé par leur action qu'ils sont en général capables de diriger quoi que ce soit, sans parler même de la direction d'un parti, d'une classe, d'un pays ? N'est-ce pas un fait que le groupe de l'opposition conduit par des gens comme Trotski, Zinoviev, Kaménev, qui le dirigent depuis tantôt deux ans, a été mené à la débâcle définitive ? N'est-ce pas un fait que, durant ces deux années, l'opposition a essuyé défaite sur défaite ? Cela ne montre-t-il pas que les leaders de l'opposition ne sont pas capables de diriger, que leur direction conduit à la déroute et non à la victoire ? S'ils sont incapables de diriger des affaires de second ordre, comment s'imaginent-ils pouvoir diriger des domaines de première importance ? Personne, évidemment, n'oserait confier la direction d'une chose aussi importante que le Parti, la classe ouvrière, ou le pays entier à des gens qui ont abouti à la faillite en dirigeant un petit groupe. Voilà ce que nos signaleurs ne veulent pas comprendre.

II - Sur le discours de Kaménev

Je passe au discours de Kaménev. C'est le plus mensonger, le plus pharisaïque, le plus tricheur, le plus fourbe de tous les discours prononcés à cette tribune par l'opposition.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

a) *Deux personnes en une seule.* — Tout d'abord, Kaménev, dans son discours, pratique la tactique de la dérobaie. Les délégués du Parti ont parlé des progrès réalisés, des succès de notre édification, de l'amélioration de notre travail, etc. Ils ont parlé ici du péché d'origine menchévick des camarades de l'opposition, ils ont dit que l'opposition a glissé jusqu'au menchévisme en niant la possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays, en niant l'existence de la dictature du prolétariat en U.R.S.S., en niant la nécessité d'une politique d'alliance de la classe ouvrière avec les paysans moyens, en lançant la calomnie de Thermidor, etc. Ils ont ajouté que de telles conceptions sont incompatibles avec la qualité de membre du Parti et que l'opposition doit renoncer à ses conceptions menchévicks, si elle veut rester dans le Parti. Eh bien ! Kaménev ne trouve rien de mieux à faire qu'à passer ces questions sous silence, à en effacer les traces et à passer outre. On l'interroge sur les points les plus importants de notre programme, de notre politique, de notre édification : il passe outre comme si cela ne le concernait pas. Cette attitude peut-elle être considérée comme sérieuse ? Certes, non. Comment expliquer une semblable conduite de l'opposition ? On ne peut l'expliquer que par le désir de tromper encore une fois le Parti, d'endormir sa vigilance. L'opposition a deux faces : l'une pharisaïque et caressante, l'autre, menchévick antirévolutionnaire. Elle montre au Parti sa face pharisaïque et caressante quand le Parti fait une pression et exige qu'on cesse le travail fractionnel et la politique de scission. Elle lui montre sa face menchévick antirévolutionnaire lorsqu'elle s'adresse aux forces non prolétariennes et fait appel à la rue contre le Parti, contre le pouvoir soviétique. Actuellement, vous le voyez, elle nous tourne sa face pharisaïque et caressante, en cherchant encore une fois à tromper le Parti. C'est pourquoi Kaménev s'efforce de brouiller les cartes, en passant sous silence les questions les plus importantes de nos divergences. Peut-on tolérer encore cette dualité, cette hypocrisie ? Il est évident qu'on ne peut plus les tolérer un seul instant. Ou bien l'opposition veut parler sérieusement au Parti et, dans ce cas, elle doit rejeter son masque ; ou bien elle a l'intention de garder sa double face et, dans ce cas, elle se mettra hors du Parti.

Exclamations : *C'est juste !*

b) *Des traditions du bolchévisme.* — Kaménev affirme que, d'après les traditions de notre parti, d'après les traditions bolcheviks, on ne saurait exiger d'un membre du Parti la renonciation à certaines conceptions incompatibles avec l'idéologie de notre parti, avec notre programme. Est-ce exact ? Non. Bien plus, c'est un mensonge. N'avons-nous pas, de concert avec Kaménev, exclu du Parti Miasnikov et ses partisans ? Pourquoi les avons-nous exclus ? Précisément parce que leurs conceptions menchéviks étaient incompatibles avec les conceptions du Parti. N'avons-nous pas, de concert avec Kaménev, exclu une partie de l' « opposition ouvrière » ? Pourquoi l'avons-nous exclue ? C'est encore parce que ses conceptions menchéviks étaient incompatibles avec les conceptions de notre parti. Pourquoi avons-nous exclu du Parti Ossovski, Dachkovski ? Pourquoi avons-nous exclu de l'Internationale communiste Maslow, Ruth Fischer, Katz et autres ? Parce que leurs conceptions étaient incompatibles avec l'idéologie de l'Internationale communiste, avec l'idéologie du P.C. de l'U.R.S.S. Notre parti n'aurait pas été un parti léniniste s'il avait toléré l'existence d'éléments anti-léninistes dans ses organisations; sinon, pourquoi ne pas accepter les menchéviks dans notre parti ? Comment agir avec des membres de notre parti qui ont glissé jusqu'au menchévisme et prêchent leurs idées anti-léninistes ? Qu'y a-t-il de commun entre un parti léniniste et ces gens-là ? Le camarade Kaménev calomnie notre parti, il rompt avec les traditions de notre parti, avec les traditions du bolchévisme, affirmant qu'on peut tolérer chez nous des gens qui confessent et prêchent des conceptions menchéviks. C'est précisément parce que Kaménev et toute l'opposition foulent aux pieds les traditions révolutionnaires de notre parti que ce dernier exige de l'opposition la renonciation à ses conceptions anti-léninistes.

c) *Principes fictifs de l'opposition.* — Kaménev affirme qu'il lui est difficile ainsi qu'aux autres membres de l'opposition de renoncer à leurs idées, car ils sont habitués à les défendre à la manière bolchevik. Il dit que l'opposition ferait preuve d'absence de principe en renonçant à ses idées. Ainsi, semble-t-il, les leaders de l'opposition sont des gens qui tiennent fermement à leurs principes. Y tiennent-ils réellement tant que cela ? Les leaders de l'opposition tiennent-ils tant que cela à leurs principes, à leurs conceptions, à leurs convictions ? On ne le dirait pas, camarades, à voir l'histoire de la formation du bloc de l'opposition. (*Rires.*) C'est même le contraire. L'histoire montre, les faits montrent que personne n'a jamais changé de principes avec une telle aisance, que personne n'a jamais aussi facilement et aussi librement modifié ses opinions que les chefs de l'opposition. Pourquoi donc ne pas renoncer encore une fois à ses principes, si les intérêts du Parti l'exigent ?

Je citerai quelques exemples de l'histoire du trotskisme.

On sait que Lénine, en formant le Parti, convoqua en 1912 une conférence des bolcheviks à Prague. Cette conférence eut une importance de premier ordre dans l'histoire de notre parti, car elle établit la ligne de démarcation entre bolcheviks et menchéviks et groupa toutes les organisations bolcheviks du pays en un seul et unique parti bolchevik. On sait que, cette même année, se réunit une conférence menchévik du bloc d'août dirigé par Trotski, qui déclara la guerre à la conférence bolchevik et appela les organisations ouvrières à liquider le parti léniniste. De quoi la conférence du bloc d'août de Trotski accusait-elle alors la conférence bolchevik de Prague ? Elle l'accusait de tous les péchés mortels : d'usurpation, de sectarisme, d'organisation de coup d'Etat et de je ne sais quoi encore ! Voici ce que dit la conférence du bloc d'août, dans sa déclaration à la II^e Internationale de la conférence bolchevik de Prague :

La conférence déclare que cette conférence [celle des bolcheviks qui se tint à Prague en 1912] est, de la part d'un *groupe de gens* qui ont conduit sciemment le Parti à la scission, une *tentative ouverte d'usurper le drapeau du Parti* ; elle regrette profondément que quelques organisations du Parti et quelques camarades soient tombés victimes de cette *fourberie* et aient collaboré à la politique de scission et d'usurpation de la *secte léniniste*. La conférence exprime sa conviction que toutes les organisations du Parti, tant en Russie qu'à l'étranger, protesteront contre *le coup d'Etat accompli, qu'elles ne reconnaîtront pas* les organes centraux nommés par la conférence et feront tous leurs efforts pour rétablir l'unité du Parti en convoquant une conférence de tout le Parti.

(*Déclaration du bloc d'août à la II^e Internationale, Vorwaerts du 26 mars 1912.*)

Vous voyez que rien n'y manque : il y a la secte léniniste, l'usurpation, et le coup d'Etat (Thermidor !).

Quelques années s'écoulèrent et Trotski renonça à ses conceptions sur le Parti bolchevik. Non seulement il y renonça, mais il rampa vers le Parti bolchevik en y entrant en qualité de membre actif. (*Rires.*)

Quelles raisons aurions-nous après cela de supposer que Trotski et les trotskistes ne renonceront pas encore une fois à leurs idées sur les tendances thermidoriennes (coup d'Etat) de notre parti, sur l'usurpation, etc. ?

Un autre exemple du même genre : fin 1924, Trotski publia une brochure intitulée *les Leçons d'Octobre*, où il qualifiait Kaménev et Zinoviev de représentants de l'aile droite, demi-menchévik de notre parti. Cette brochure souleva toute une discussion au sein du Parti. Une année après, Trotski avait renoncé à ses opinions et proclamait que Zinoviev et Kaménev représentaient non pas l'aile droite, mais l'aile gauche, l'aile révolutionnaire de notre parti.

Voici d'autres exemples analogues qui concernent l'histoire du groupe Zinoviev. On sait que Zinoviev et Kaménev ont écrit de nombreuses brochures contre le trotskisme. On sait que même en 1925, Zinoviev et Kaménev, d'accord avec l'ensemble de notre parti, proclamaient l'incompatibilité du trotskisme et du léninisme. Zinoviev et Kaménev, avec tout le Parti, avaient préconisé, tant aux divers congrès de notre parti qu'au V congrès de l'Internationale communiste, des résolutions condamnant le trotskisme comme une déviation petite-bourgeoise. A peine un an s'était écoulé qu'ils abandonnaient ce point de vue et proclamaient le groupe Trotski réellement léniniste et révolutionnaire au sein de notre parti.

Exclamation : *Amnistie mutuelle !*

Tels sont les faits ; on pourrait en citer bien davantage.

N'est-il pas évident après cela que les principes élevés des chefs de l'opposition dont Kaménev nous parle ici ne sont qu'un mythe et n'ont rien de commun avec la réalité ?

N'est-il pas clair que personne dans notre parti n'a renoncé à ses principes aussi facilement et librement que Trotski, Zinoviev et Kaménev ? (*Rires.*) Quelle raison avons-nous donc de penser que les chefs de l'opposition, qui ont déjà à maintes reprises renoncé à leurs principes et à leurs opinions, ne sauront pas y renoncer encore une fois ? N'est-il pas évident qu'en exigeant des leaders de l'opposition la renonciation à leurs opinions, nous ne demandons rien de si pénible que le camarade Kaménev veut le laisser croire ? (*Rires.*) Ce n'est pas la première fois qu'ils auront à renoncer à leurs conceptions, pourquoi ne pas le faire encore une petite fois ? (*Rires.*)

d) Il faut choisir entre le Parti et l'opposition. — Selon Kaménev, on ne peut exiger des membres de l'opposition qu'ils renoncent à certaines idées incompatibles avec l'idéologie et le programme du Parti. J'ai déjà montré combien cette affirmation de Kaménev est peu sérieuse si l'on tient compte du passé et du présent du bloc de l'opposition. Mais, admettons pour un instant que le camarade Kaménev ait raison. Qu'en résulterait-il ? Le Parti, notre parti peut-il renoncer à ses conceptions, à ses idées, à ses principes ? Peut-on exiger de lui qu'il y renonce ? Le Parti est convaincu que l'opposition doit abandonner ses conceptions anti-léninistes, sinon qu'elle sera obligée de quitter le Parti. Si l'on ne peut la sommer d'y renoncer, comment peut-on exiger du Parti qu'il renonce, lui, à ses points de vue et à ses convictions au sujet de l'opposition ? D'après Kaménev, l'opposition ne peut rejeter ses conceptions anti-léninistes, mais le Parti doit abandonner son idée de ne pas tolérer l'opposition dans son sein si cette dernière ne renonce pas à ses idées anti-léninistes. Est-ce logique ? (*Rires, applaudissements.*) Kaménev affirme que les opposants sont courageux et défendent leurs idées jusqu'au bout. Je ne crois guère au courage et à la fermeté de principe des leaders de l'opposition, je crois encore moins au

courage de Zinoviev et de Kaménev (*Rires*), qui hier encore fulminaient contre Trotski et qui aujourd'hui l'embrassent.

Exclamations : *Ils ont l'habitude de jouer à saute-mouton !*

Mais admettons un instant que les chefs de l'opposition aient encore quelque courage et quelque fermeté de principes. Pourquoi serions-nous alors en droit de supposer que le Parti a moins de courage et de fermeté de principes que Zinoviev, Kaménev ou Trotski, et qu'il lui serait plus facile de renoncer à ses opinions — sur l'opposition, sur l'incompatibilité des conceptions menchéviks avec l'idéologie et le programme du Parti — qu'aux chefs de l'opposition qui changent d'idées comme de chemises ? (*Rires.*) Ainsi, Kaménev exige que le Parti renonce à ses opinions au profit de l'opposition et de ses erreurs menchéviks ? Ne s'engage-t-il pas trop loin ? Ne reconnaîtra-t-il pas avec nous qu'il est dangereux d'aller aussi loin ? Il faut choisir entre le Parti et l'opposition, c'est ainsi que se pose la question. Ou l'opposition renonce à ses conceptions anti-léninistes, ou elle ne le fait pas, et, dans ce cas, il ne restera rien d'elle dans notre parti, même pas un souvenir.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

e) *L'opposition a rompu avec les traditions du bolchévisme.* — Kaménev affirme qu'il n'y a rien dans les traditions bolcheviks qui permette d'exiger des membres du Parti qu'ils renoncent à leurs conceptions. Le camarade Rykov a entièrement prouvé que cela n'est pas vrai. Les faits montrent que Kaménev a simplement menti. Dans ce cas, une question se pose : les traditions bolcheviks autorisent-elles ce que l'opposition s'est permis et se permet encore ? L'opposition a organisé une fraction, et l'a transformée en un parti au sein de notre Parti bolchevik. Les traditions bolcheviks autorisent-elles une pareille ignominie ? Comment peut-on parler des traditions bolcheviks et admettre en même temps la scission dans le Parti, la formation dans son sein d'un autre parti antibolchévik ?

Ensuite, l'opposition a organisé une imprimerie illégale en s'alliant à des intellectuels bourgeois qui, à leur tour, étaient liés à des gardes blancs avérés. Comment ose-t-on parler des traditions du bolchévisme si l'on tolère une ignominie qui va jusqu'à la trahison directe du Parti et du pouvoir soviétique ? Enfin, l'opposition a organisé une manifestation dirigée contre le Parti et en faisant appel à des éléments non prolétariens. Comment peut-on parler de traditions bolcheviks quand on fait appel à la rue contre son parti, contre le pouvoir soviétique ? A-t-on jamais entendu dire que les traditions bolcheviks autorisent de telles ignominies qui touchent directement à la contre-révolution ? N'est-il pas clair que le camarade Kaménev ne fait valoir ces traditions que pour cacher sa rupture avec elles au nom des intérêts de son groupe antibolchévik ? Cet appel à la rue n'a rien apporté à l'opposition, car il n'a attiré qu'un groupe insignifiant. Ce n'est pas la faute de l'opposition, c'est son malheur. Que serait-il advenu si l'opposition avait été plus forte ? L'appel à la rue se serait transformé en une émeute directe contre le pouvoir soviétique. Est-il difficile de comprendre qu'en réalité cette tentative de l'opposition ne se distingue en rien de la fameuse tentative des socialistes-révolutionnaires de gauche en 1918 ?

Exclamations : *C'est juste !*

Régulièrement, nous aurions dû, pour cela, punir l'opposition en faisant arrêter tous ses membres dans la journée du 7 novembre.

Exclamations : *C'est juste ! — (Longs applaudissements.)*

Nous ne l'avons pas fait parce que nous avons eu pitié d'elle ; nous avons fait preuve de magnanimité et avons voulu lui fournir la possibilité de se corriger. Cette magnanimité, les opposants l'ont interprétée comme de la faiblesse. N'est-il pas clair, camarades, que les paroles de Kaménev sur les traditions bolcheviks se réduisent à un bavardage hypocrite et vide de sens destiné à cacher la rupture de l'opposition avec les traditions du bolchévisme ?

f) *De la fausse unité et de l'unité réelle.* — Le camarade Kaménev a prôné ici l'unité. Il l'a chantée jusqu'à l'enrouement en demandant au Parti de lui venir en aide et de réaliser l'unité « à tout prix ». Ils sont, voyez-vous, contre la politique de deux partis. Ils sont, représentez-vous cela, pour l'unité du Parti « à tout prix ». Cependant nous savons pertinemment qu'au moment même où Kaménev chantait ici l'unité du Parti, ses adeptes, dans des réunions illégales, votaient des résolutions disant que la déclaration de l'opposition sur l'unité n'est qu'une manœuvre pour sauvegarder ses forces et poursuivre sa politique de scission. D'une part, des chansons sur l'unité au congrès du Parti léniniste ; d'autre part, un travail clandestin de l'opposition pour diviser le Parti, en organiser un autre et rompre ainsi l'unité du Parti. C'est là ce que les opposants appellent l' « unité à tout prix ». N'est-il pas temps de cesser ce jeu criminel ?

Kaménev parlait de l'unité, de l'unité avec qui ? Avec le Parti ou avec les Chtcherbakov ? N'est-il pas temps de comprendre qu'il ne peut y avoir d'unité entre le Parti et les Chtcherbakov ? Kaménev parlait de l'unité. Unité avec Maslow et Souvarine ou avec l'Internationale communiste et le P.C. de l'U.R.S.S. ? N'est-il pas temps de comprendre qu'on ne peut parler d'unité dans le P.C. de l'U.R.S.S. et dans l'I.C. si l'on reste allié à des Maslow, à des Souvarine ? N'est-il pas temps de comprendre qu'on ne peut concilier les conceptions léninistes avec les conceptions menchéviks de l'opposition ? Unir Lénine et Abramovitch ? Non il est temps d'abandonner cette idée.

Voilà pourquoi les paroles de Kaménev sur l'unité « à tout prix » ne sont qu'un jeu hypocrite destiné à tromper le Parti.

Il nous faut l'unité véritable et non jouer à l'unité. Y a-t-il dans notre parti une réelle unité léniniste ? Oui. Si les 99 % de notre parti votent pour le Parti et contre l'opposition, cela prouve que notre parti possède une vraie et authentique unité prolétarienne qu'il n'avait jamais connue auparavant. A ce congrès, il n'y a pas un seul délégué de l'opposition. (*Applaudissements.*) Qu'est-ce que cela, sinon l'unité de notre parti communiste, l'unité léniniste du Parti bolchevik ?

g) *La fin de l'opposition.* — Le Parti a fait son possible pour ramener l'opposition dans la voie léniniste. Il a fait preuve du maximum de douceur et de magnanimité pour lui permettre de se repentir et de rectifier ses erreurs. Il lui a proposé de renoncer ouvertement et honnêtement, devant tout le Parti, à ses conceptions antiléninistes, de reconnaître ses erreurs et de les flétrir afin de s'en débarrasser définitivement. Il lui a proposé de désarmer complètement dans le domaine idéologique aussi bien que dans le domaine de l'organisation.

Dans quelle intention le Parti agit-il ainsi ? Il veut en finir avec l'opposition et avoir enfin la possibilité d'entreprendre avec la plus grande énergie notre grande œuvre d'édification. Lénine a dit au X^e congrès : « Il ne nous faut pas maintenant d'opposition, c'en est fini maintenant de l'opposition ; nous en avons assez de l'opposition ! » Le Parti veut que ce mot d'ordre de Lénine soit enfin réalisé dans ses rangs. (*Longs applaudissements.*) Tant mieux si l'opposition désarme ! Si elle refuse de désarmer, nous la désarmerons.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements.*)

III - Conclusion

Le discours de Kaménev montre que l'opposition n'a pas l'intention de désarmer complètement. La déclaration de l'opposition du 3 décembre en dit autant. Sans doute, l'opposition préfère rester en dehors du Parti. Eh bien, qu'il en soit ainsi ! Qu'elle préfère rester en dehors du Parti, qu'elle s'en sépare elle-même, il n'y a là rien de terrible, ni de particulier, ni d'étonnant. Il suffit d'un coup d'œil sur l'histoire de notre parti pour voir que toujours, à certains tournants sérieux, une certaine partie des vieux leaders tombent en dehors de la charrette du Parti bolchevik et font place à des hommes nouveaux. Un tournant, c'est affaire sérieuse : il est dangereux pour ceux qui ne se tiennent pas

solidement à la charrette du Parti. Tout le monde ne peut garder l'équilibre dans les virages. La charrette a tourné, on se compte : quelques-uns n'y sont plus. (*Applaudissements.*)

Prenons 1903, date du deuxième congrès de notre parti. Ce fut une époque de tournants pour notre parti : de l'accord avec les libéraux, nous passâmes alors à la lutte à mort contre la bourgeoisie libérale; de la préparation de la lutte contre le tsarisme à la lutte ouverte contre lui pour l'anéantir complètement avec le féodalisme. Il y avait six personnes à la tête du Parti : Plékhanov, Zassoulitch, Martov, Lénine, Axelrod, Potressov. Le tournant fut fatal à cinq d'entre eux : ils tombèrent de la charrette. Lénine resta seul. (*Applaudissements.*) Ainsi les vieux chefs du Parti, ses fondateurs (Plékhanov, Zassoulitch, Axelrod) et deux jeunes leaders (Martov, Potressov) furent tous contre un seul, un jeune également, le camarade Lénine. Il y eut alors des cris, des pleurs et des gémissements : le Parti va à sa perte, il ne résistera pas, il n'y a rien à faire sans les vieux leaders.

Cependant, les cris et les plaintes sont oubliés, les faits seuls sont restés et les voici : grâce au départ des cinq, le Parti réussit à s'engager dans la bonne voie. Tout bolchevik constate aujourd'hui que, sans la lutte énergique de Lénine contre les cinq, sans leur éloignement, notre parti n'aurait pu se former en un parti bolchevik capable de conduire les prolétaires à la révolution contre la bourgeoisie.

Des voix : *C'est juste !*

Prenons la période suivante, 1907-1908. Ce fut encore une période de tournant pour notre parti : de la lutte révolutionnaire ouverte contre le tsarisme, il passa à la lutte par des moyens détournés, à l'utilisation des possibilités légales de tous genres, depuis les caisses d'assurances jusqu'à la tribune de la Douma. Ce fut la période de retraite après notre défaite dans la révolution de 1905.

Ce tournant nous obligea à trouver de nouvelles méthodes de lutte pour reprendre la lutte révolutionnaire ouverte contre le tsarisme après avoir réuni nos forces. Mais ce tournant fut fatal à beaucoup de vieux bolcheviks. Aléxinski tomba de la charrette : pourtant, pendant un temps, il avait été bolchevik, et pas mauvais du tout. Bogdanov tomba aussi, c'avait été un des leaders les plus sérieux de notre parti. Rojkov tomba : c'était un ancien membre du Comité central. Et ainsi de suite. Les cris et les gémissements sur la perte du Parti n'en furent que plus perçants, mais ils ne durèrent qu'un temps tandis que les faits sont restés.

Ces faits disent que notre parti n'aurait pu prendre la bonne voie dans les nouvelles conditions de lutte où il se trouvait, s'il ne s'était débarrassé préalablement de ceux qui hésitaient et enrayaient l'œuvre de la révolution. Que voulait alors Lénine ? Il voulait débarrasser le Parti au plus vite des éléments instables et grognons et les empêcher ainsi de mettre des bâtons dans les roues. (*Applaudissements.*)

Voilà comment notre parti a grandi.

Notre parti est un organisme vivant. Comme dans tout organisme, il s'y est produit un renouvellement de substances : ce qui est caduc, ce qui a fait son temps s'élimine (*Applaudissements*), ce qui est nouveau et en formation vit et se développe. (*Applaudissements.*)

Il y a des défections en haut et en bas. Des éléments nouveaux apparaissent au sommet et à la base et font avancer l'œuvre du Parti. C'est ainsi que notre parti a grandi. C'est ainsi qu'il continuera de grandir.

Il faut en dire autant de la période actuelle de notre révolution. Nous sommes à un tournant : nous passons de la restauration de l'industrie et de l'agriculture à une reconstruction radicale de toute l'économie nationale, à sa reconstruction sur une nouvelle base technique ; nous arrivons à un moment où l'édification du socialisme n'est plus seulement une perspective, mais une chose vivante et pratique, qui exige des efforts pour surmonter les difficultés intérieures et extérieures les plus sérieuses.

Vous savez que ce tournant a été fatal aux leaders de notre opposition, effrayés des nouvelles difficultés et désireux d'orienter le parti vers la capitulation. Si maintenant quelques leaders qui ne veulent pas se tenir fermement dégringolent de la charrette, il n'y a là rien d'étonnant. Cela débarrasse le Parti des hommes qui l'entravent et l'empêchent d'avancer. Il faut croire qu'ils désirent vraiment s'échapper de notre charrette communiste. Eh bien, si quelques-uns des vieux leaders, devenus de vieilles loques, veulent tomber de la charrette, bon débarras ! (*Tempête d'applaudissements. Tout le congrès se lève et fait une ovation à Staline.*)

Sur le front des céréales

(Extrait de l'entretien avec les étudiants de l'Institut des professeurs rouges, de l'Académie communiste et de l'Université Sverdlov, du 28 mai 1928.)

Question. — *Que faut-il considérer comme essentiel dans nos difficultés sur le front des céréales ? Comment sortir de ces difficultés ? Quelles conclusions imposent-elles en ce qui concerne le rythme de développement de notre industrie et notamment les rapports entre l'industrie légère et l'industrie lourde ?*

Réponse. — On pourrait croire au premier abord que nos difficultés sur le front des céréales ne sont qu'accidentelles ; qu'elles proviennent d'un défaut d'élaboration des plans économiques, d'erreurs de balance économique. Mais ce n'est là qu'une première impression. En réalité, les causes de ces difficultés sont beaucoup plus profondes. Il est hors de doute que les fautes qui ont été commises lors de l'établissement des plans et de la balance économique ont joué un rôle considérable. Mais ce serait tomber dans une erreur très lourde que de vouloir tout expliquer par une mauvaise élaboration des plans et par des fautes accidentelles. Ce serait amoindrir le rôle et la valeur du système du plan.

Mais l'erreur serait plus grande encore si l'on se mettait à surestimer le rôle de principe d'un plan dans l'idée que nous avons atteint un degré de développement où nous pourrions régler toutes choses d'après un plan général.

Il ne faut pas oublier qu'à côté des éléments pouvant être assujettis à un plan, il en existe d'autres, dans notre économie nationale, qui, pour le moment, ne se laissent pas régler ; qu'il existe enfin des classes hostiles dont le système de notre Commission des plans ne saurait avoir raison. Voilà pourquoi j'estime qu'on ne doit pas tout ramener à un simple hasard, à des fautes dues à l'élaboration des plans, etc.

Donc, quelle est la cause essentielle de nos embarras sur le front des céréales ?

Elle réside en ce que la production des céréales pour le marché s'accroît plus lentement que la consommation des céréales. Nous assistons à la croissance de l'industrie, à celle du nombre des ouvriers. Des villes sont édifiées ainsi que des régions entières produisant des matières premières techniques (coton, lin, betteraves, etc.), où la demande en céréales est considérable. Tout cela conduit à l'accroissement rapide de la consommation, de la demande de céréales au marché.

D'autre part, la production des céréales-marchandises suit une allure affreusement lente. Nous ne pouvons pas dire que, cette année, les approvisionnements en céréales réalisées par l'Etat soient inférieurs à ceux de l'année dernière ou de l'avant-dernière année. Bien au contraire, cette année l'Etat a disposé d'une quantité de céréales de beaucoup plus considérable que les deux dernières années. Et cependant, nous éprouvons des difficultés.

Voici quelques données. En 1925-26, nous avons réussi, au 1^{er} avril, à stocker 434 millions de pouds de blé, dont nous avons exporté à l'étranger 153 millions de pouds. Il restait donc dans le pays un stock de 311 millions de pouds. En 1926-27, nous avons, au 1^{er} avril, 596 millions de pouds de blé. Sur ce nombre nous avons exporté 153 millions, laissant ainsi au pays un stock de 443 millions de pouds. En 1927-28, nous avons, au 1^{er} avril, un stock de 576 millions de pouds dont nous avons exporté à l'étranger 27 millions de pouds, en laissant au pays un stock de 549 millions de pouds. En d'autres termes, nous avons, au 1^{er} avril dernier, pour les besoins du pays, un stock de céréales supérieur de 100 millions de pouds à celui de l'année précédente, et de 230 millions de pouds plus fort que celui de l'avant-dernière année. Et pourtant nous éprouvons des embarras d'approvisionnement.

J'ai déjà signalé dans un de mes rapports que ces embarras ont été exploités par les éléments capitalistes ruraux et, avant tout, par les koulaks, afin de saboter la politique économique des Soviétiques. Vous savez que ces derniers ont décrété une série de mesures tendant à liquider l'action antisoviétique des koulaks. C'est pourquoi je ne m'étendrai pas longuement là-dessus. Ce qui m'occupe pour le moment, c'est une toute autre question : comment expliquer la croissance ralentie de la production des céréales pour le marché, la lenteur de cette croissance par rapport à l'accroissement des besoins en blé, cela bien que nous ayons déjà atteint la norme d'avant-guerre pour la superficie emblavée et la production globale de céréales.

En effet, il est établi que nous avons atteint la norme d'avant-guerre pour la surface emblavée. Il en est de même de la production globale de céréales qui, l'année dernière, égalait la norme d'avant-guerre, c'est-à-dire s'élevait à 5 milliards de pouds de blé. Comment se fait-il alors que, malgré cela, nous produisons pour le marché deux fois moins de céréales et exportons à l'étranger vingt fois moins de blé qu'avant la guerre ? Cela s'explique surtout et avant tout par la modification survenue dans la structure de l'économie rurale, par suite de la révolution d'Octobre, par le passage de la grosse exploitation foncière et koulak qui donnait au marché le maximum de céréales, à la petite et moyenne exploitation paysanne qui lui en fournit le minimum.

Le fait seul qu'avant la guerre nous avions de 15 à 16 millions d'exploitations agricoles individuelles et qu'aujourd'hui nous en comptons de 24 à 25 millions prouve que notre économie rurale repose surtout sur la petite économie paysanne fournissant au marché le minimum de céréales.

Dans le domaine agricole, la grande exploitation, qu'elle soit celle des propriétaires fonciers, des koulaks ou collective, a ceci de supérieur qu'elle peut employer des machines, utiliser les acquisitions de la science, se servir d'engrais, intensifier le rendement du travail et fournir ainsi le maximum de blé au marché. Par contre, ce qui infériorise la petite économie paysanne, c'est d'être privée ou presque de toutes ces possibilités et de travailler moitié pour sa propre consommation et moitié pour le marché. Prenons, à titre d'exemple, les collectivités agricoles et les fermes d'Etat.

Ces deux catégories d'exploitations fournissent au marché 47,2 % de l'ensemble de leur production. C'est dire qu'elles en fournissent au marché plus que les exploitations des propriétaires fonciers avant la guerre. Quant aux petites et moyennes exploitations paysannes, elles ne donnent au marché que 11,2 % de toute leur production. Comme vous le voyez, la différence ne laisse pas d'être éloquente.

Voici quelques chiffres illustrant la structure de la production des céréales, avant la guerre, et dans la période d'après Octobre. Ces chiffres m'ont été fournis par un membre du collège du Service central des statistiques, le camarade Niemtchinov. Ce dernier fait des réserves dans un mémoire explicatif au sujet de l'exactitude de ces chiffres, qui ne sont le résultat que de calculs approximatifs. Mais ils suffisent largement pour donner une idée de la différence qui existe entre la période d'avant-guerre et celle d'après la révolution d'Octobre sous le rapport de la structure de la production des céréales, en général, et de la production de blé-marchandise, en particulier.

	Production Brute (En millions de pouds)		Production pour le marché (Hors du village) (En millions de pouds)		Rapport de la Production brute à la production pour le marché
Avant la guerre					
1. Propriétaires fonciers	600	Soit 12 %	281.6	Soit 21.6 %	47 %
2. Koulaks	1 900	Soit 38 %	650	Soit 50 %	34 %
3. Paysans moyens et pauvres	2 500	Soit 50 %	369	Soit 28.4 %	14.7 %
<u>Total</u> :	5 000	100 %	1 300.6	100 %	26 %
En 1926-1927					
1. Fermes collectives et d'Etat	80	Soit 1.7 %	37.8	Soit 6 %	47.2 %
2. Koulaks	617	Soit 13 %	126	Soit 20 %	20 %
3. Paysans moyens et pauvres	4 052	Soit 85.3 %	466.2	Soit 74 %	11.2 %
<u>Total</u> :	4 749	100 %	630	100 %	13.3 %

Que faut-il déduire de ce tableau ?

D'abord, que la production de la plus grande partie des céréales est passée, des propriétaires fonciers et des koulaks aux petits et moyens paysans. Ce qui montre que ces derniers, totalement affranchis du joug des propriétaires fonciers et après avoir triomphé des koulaks, ont obtenu la possibilité d'améliorer leur situation matérielle d'une façon appréciable. C'est là une acquisition de la révolution d'Octobre. C'est là le bénéfice considérable que le gros de la paysannerie a retiré de la révolution d'Octobre.

Il en résulte en deuxième lieu, que les principaux détenteurs de blé-marchandise sont chez nous, les paysans petits et surtout moyens. C'est dire que, non seulement sous le rapport de la production globale des céréales, mais aussi sous celui de la production du blé-marchandise, l'U.R.S.S. est devenue, après la révolution d'Octobre, un pays *de petite et moyenne agriculture et le paysan moyen*, la « figure centrale » de l'agriculture.

En troisième lieu, que la liquidation de la grosse exploitation agricole (celle des propriétaires fonciers), la limitation de plus de trois fois de l'économie des koulaks et le passage à la petite exploitation paysanne qui ne fournit au marché que 11 % de sa production, la grosse production collective de céréales tant soit peu développée (fermes collectives et d'Etat) faisant défaut, tous ces facteurs devaient amener et ont réellement amené une diminution sensible de la production de céréales pour le marché en comparaison avec l'époque d'avant-guerre. Il est établi que nous avons aujourd'hui une production de blé-marchandise deux fois moins forte qu'avant la guerre, encore que nous ayons atteint le niveau d'avant-guerre dans la production globale des céréales.

Telle est l'origine de nos embarras sur le front des céréales.

Voilà pourquoi on aurait tort d'attribuer au hasard nos difficultés d'approvisionnement.

Certes, un rôle négatif appartient, dans cet ordre d'idées à nos organisations commerciales qui s'étaient chargées à tort de la fourniture de céréales à bon nombre de villes, petites et moyennes. Cette circonstance n'a pas pu ne pas diminuer dans une certaine mesure les stocks de céréales de l'Etat. Mais il n'est pas douteux que la source de nos difficultés d'approvisionnement en céréales n'est pas là ; elle

provient de la lenteur de développement de la production agricole destinée au marché, alors que les besoins de la population sont en progression rapide.

Où chercher la solution ?

D'aucuns estiment que, pour sortir de cette situation, il faut revenir aux exploitations koulaks, les encourager et les développer. On n'ose conseiller le retour aux exploitations de propriétaires fonciers, se rendant visiblement compte qu'il est dangereux de bavarder, à notre époque, à ce sujet. Mais on s'entend d'autant plus volontiers pour démontrer la nécessité d'encourager, dans la mesure du possible, les exploitations koulaks dans l'intérêt... du régime soviétique. Ces gens s'imaginent que le gouvernement soviétique pourrait s'appuyer à la fois sur deux classes opposées, celle des koulaks, dont la base économique est l'exploitation de la classe ouvrière, et celle des ouvriers, dont le principe économique réside dans l'abolition de toute exploitation. Seuls des réactionnaires seraient capables de conseiller une pareille combinaison. Inutile de démontrer que ces « plans » réactionnaires n'ont rien de commun avec les intérêts de la classe ouvrière, avec les principes du marxisme, avec les objectifs du léninisme. Ceux qui disent que le koulak « n'est pas plus terrible » que le capitaliste de la ville, qu'il n'est pas plus dangereux que le nepman, que nous n'avons aujourd'hui rien à « redouter », de la part des koulaks, — ceux-là se livrent à un vain bavardage libéral, destiné à endormir la vigilance de la classe ouvrière et des masses fondamentales de la paysannerie. Il ne faut pas oublier que si, dans l'industrie, nous pouvons opposer au petit capitaliste de la ville la grande industrie socialiste, qui fournit les neuf dixièmes de la masse des marchandises industrielles, nous ne pouvons, dans les campagnes, opposer à la grosse production des koulaks que les collectivités agricoles et fermes d'Etat, insuffisantes encore et produisant huit fois moins de céréales que les exploitations koulaks. Ceux qui ne se rendent pas compte de ce que sont les grandes exploitations agricoles koulaks, ceux qui ne comprennent pas que le rôle de ces exploitations est cent fois plus considérable que celui des capitalistes dans l'industrie urbaine, sont des fous qui cherchent à rompre avec le léninisme, à passer au camp des ennemis de la classe ouvrière. Donc, comment sortir de la situation ?

1. Il faut avant tout abandonner le système des petites exploitations paysannes, éparpillées et retardataires, et former de grandes exploitations collectives unifiées, munies de machines, armées des progrès de la science et aptes à produire pour le marché le maximum de céréales. La solution réside dans le passage de l'économie paysanne individuelle à l'économie collective, sociale.

Dès les premiers jours de la révolution d'Octobre, Lénine appela le Parti à créer des collectivités agricoles. Depuis, la propagande n'a pas cessé dans le Parti. Mais, ce n'est que tout dernièrement que l'appel pour la formation de collectivités agricoles a trouvé un écho dans les masses. Cela s'explique avant tout par le vaste développement de l'action coopérative dans les campagnes, qui a déterminé parmi les paysans un changement de mentalité en faveur des exploitations collectives, — ainsi que par le fonctionnement d'une série d'exploitations collectives donnant dès maintenant une récolte de 150 à 200 pouds par déciatine et fournissant au marché de 30 à 40 % de leur production. Ces exploitations collectives ont créé, chez les paysans pauvres et dans les couches inférieures de la paysannerie moyenne, un penchant sérieux à la collectivisation de leur économie. A noter dans cet ordre d'idées un fait très important : ce n'est que depuis peu que l'Etat a la possibilité de financer sérieusement les collectivités agricoles. On sait que cette année l'Etat leur a accordé une aide financière deux fois plus forte que l'année précédente, (plus de 60 millions de roubles). Le XV congrès de notre parti avait parfaitement raison d'affirmer que les conditions nécessaires au vaste développement des exploitations collectives étaient déjà mûres, que l'augmentation de leur nombre était un des moyens les plus efficaces de renforcer la production de céréales-marchandises dans le pays.

D'après les données du Service de statistiques, les exploitations collectives ont fourni en 1927, une production brute de 55 millions de pouds de céréales au minimum, dont 30 % en moyenne, pour le marché. La formation d'un grand nombre de nouvelles collectivités agricoles et l'élargissement des vieilles, à laquelle nous assistons en ce début d'année, se traduiront en fin d'année, par un accroissement considérable de la production de céréales. La tâche est de conserver le rythme actuel de

développement des collectivités agricoles, de les agrandir, de fermer les collectivités fictives, de les remplacer par des collectivités réelles, d'établir en règle générale que les exploitations collectives livrent à l'Etat et aux coopératives toute leur production destinée au marché, sous la menace de se voir retirer les subsides et les crédits consentis par l'Etat. Je pense qu'en observant ces conditions, nous arriverons, d'ici 3 ou 4 ans, à nous faire livrer par les exploitations collectives 40 à 50 millions de pouds de blé-marchand.

On oppose quelquefois les collectivités agricoles aux coopératives, dans l'idée, sans doute, que les collectivités agricoles et les coopératives sont choses différentes. Cela est faux, bien entendu. D'aucuns vont même jusqu'à opposer les collectivités agricoles au *plan de coopération* de Lénine. Inutile de dire que cette opposition n'a rien de commun avec la vérité. Ce qui est certain, c'est que les collectivités agricoles sont une variété de coopératives, la variété la plus nettement caractérisée de la coopérative de production. Il existe des coopératives de vente, des coopératives d'achat, des coopératives de production. Les collectivités agricoles sont partie intégrante de la coopération en général, du plan de coopération de Lénine en particulier. Appliquer le plan de coopération de Lénine, c'est relever la coopération rurale, en la faisant passer de la coopération de vente et d'achat à celle de production, à la coopération, si l'on peut s'exprimer ainsi, des collectivités agricoles. C'est là la raison pour laquelle les collectivités agricoles n'ont pris naissance chez nous et n'ont commencé à se développer que du fait du développement et du renforcement de la coopération d'achat et de vente.

2. Il s'agit, en deuxième lieu, d'élargir et de consolider les vieilles fermes d'Etat, d'en créer de nouvelles. D'après les données du Service central de statistiques, la production globale de céréales, dans les fermes d'Etat actuelles, a atteint, en 1927, au moins 45 millions de pouds, dont 65 % pour le marché. Il est évident qu'un certain appui de l'Etat leur étant assuré les fermes d'Etat (sovkhoz) relèveront considérablement leur production de céréales. Mais notre tâche ne doit pas s'arrêter là. Il est une décision du gouvernement soviétique tendant à créer, dans les régions où il n'y a pas de lots paysans, de nouvelles et puissantes fermes d'Etat (de 10 à 30 déciatines chacune), qui fourniront dans 5 ou 6 ans jusqu'à 100 millions de pouds de céréales pour le marché. On s'occupe déjà de l'organisation de ces fermes. Il s'agit maintenant de mettre à exécution cette décision du gouvernement soviétique, coûte que coûte. Je crois que si nous nous acquittons de ces tâches nous pourrons, d'ici 3 ou 4 ans, tirer des fermes d'Etat, anciennes et nouvelles, de 80 à 100 millions de pouds de céréales pour le marché.

3. Il importe enfin de relever systématiquement le rendement des exploitations paysannes individuelles, petites et moyennes. Nous ne pouvons et ne devons soutenir les grandes exploitations individuelles des koulaks. Par contre, nous pouvons et devons le faire pour l'économie paysanne individuelle, petite et moyenne, en en augmentant la récolte et en l'organisant sur la base coopérative. C'est là un vieux principe proclamé chez nous avec une force particulière déjà en 1921, lors du remplacement de la réquisition par l'impôt alimentaire. Ce principe a été confirmé par notre parti au XIV^e et XV^e congrès. L'importance de ce principe est corroborée aujourd'hui par les difficultés que nous devons vaincre sur le front des céréales. C'est pourquoi notre devoir est de nous acquitter de cette tâche avec la même persévérance que nous mettions à nous acquitter des deux premières, celle relative aux collectivités agricoles et celle de l'édification des fermes d'Etat.

Tout atteste qu'il sera possible, en quelques années, de relever de 15 à 20 % le rendement de l'économie paysanne. Aujourd'hui, nous avons en service au moins 5 millions de charrues ancien modèle. Il suffirait de les remplacer par des charrues modernes pour obtenir un accroissement appréciable de la production de céréales dans le pays. De plus, on fournira aux paysans un certain minimum d'engrais, des semences sélectionnées, du petit outillage, etc. Le contrat de consignation, suivant lequel des villages et des communes entières s'engagent à fournir telle quantité de céréales contre l'approvisionnement en semences, etc. par l'Etat, est le moyen le plus efficace de relever le rendement des exploitations rurales et de gagner les paysans à la coopération. J'estime qu'en nous attelant sérieusement à cette besogne nous pourrions nous faire livrer, d'ici 3 ou 4 ans, au minimum,

100 millions de pouds de blé-marchand par les exploitations paysannes individuelles, petites et moyennes.

Ainsi donc, si nous remplissons toutes ces tâches, l'Etat aura à sa disposition, dans 3 ou 4 ans, de 200 à 250 millions de pouds de blé-marchand, qui nous permettraient, plus ou moins, de manœuvrer sur le marché intérieur et extérieur.

Telles sont, en substance, les mesures susceptibles de parer à nos embarras sur le front des céréales.

La tâche qui se pose à nous, en ce moment, est de relier ces mesures essentielles aux mesures courantes tendant à améliorer les plans d'approvisionnement de la campagne en marchandises et de libérer nos organisations commerciales de l'obligation d'approvisionner en céréales toute une catégorie de villes petites et moyennes.

A côté de ces mesures, ne faudrait-il pas en prendre d'autres par exemple en vue de ralentir le rythme de développement de notre industrie, dont l'augmentation provoque une demande sans cesse croissante en céréales, demande qui, pour le moment, dépasse la production des céréales destinées au marché ? Non, évidemment. En aucun cas. Ralentir le rythme de développement de notre industrie, c'est affaiblir la classe ouvrière, car chaque pas fait en avant, dans le sens du développement de l'industrie, toute nouvelle usine, toute nouvelle fabrique sont, d'après un mot de Lénine, une « nouvelle forteresse » de la classe ouvrière, qui vient renforcer ses positions dans la lutte contre l'influence petite-bourgeoise, contre les éléments capitalistes de notre économie.

Bien au contraire : il est nécessaire de conserver le rythme actuel de développement de notre industrie; de l'accentuer à la première occasion, afin d'inonder la campagne de marchandises et d'en tirer le plus de blé possible; afin d'approvisionner l'agriculture et, en premier lieu, les fermes collectives et d'Etat en machines, d'industrialiser l'agriculture et de relever sa production marchande.

Peut-être, pour plus de « prudence », ferait-on bien d'arrêter le développement de la grosse industrie et de transformer l'industrie légère, qui travaille surtout pour le marché rural, en base de notre industrie? En aucun cas. Ce serait le suicide, la désorganisation de toute notre industrie, y compris l'industrie légère. Ce serait l'abandon du mot d'ordre de l'industrialisation de notre pays, la transformation de ce dernier en un appendice du système capitaliste de l'économie. Nous nous inspirons, dans ce que nous venons de dire, des principes bien connus de Lénine, exposés au IV^e congrès de l'Internationale communiste et absolument obligatoires pour l'ensemble de notre parti.

Voici ce qu'a dit à ce sujet Lénine, au IV^e congrès de l'Internationale communiste :

Nous savons que pour sauver la Russie il faut non seulement une bonne récolte dans l'économie paysanne — ce n'est pas encore assez, non seulement un bon état de l'industrie légère qui fournit les paysans en objets de consommation, cela non plus n'est pas assez — il nous faut aussi une industrie lourde.

Ou cet autre passage :

Nous économisons en toute chose, même sur les écoles. Pourquoi ? Parce que si nous ne sauvons pas la grande industrie, si nous ne travaillons pas à la rétablir, nous ne saurons mettre debout aucune industrie. Sans elle, nous périrons en général comme pays indépendant.

Ces indications de Lénine ne doivent pas être oubliées.

Quelle sera la forme de l'alliance des ouvriers et des paysans en liaison avec les mesures ci-dessus tracées ? Je pense que ces mesures ne feront que raffermir cette alliance. En effet, si les fermes collectives et d'Etat se développent sur un rythme accéléré ; si à la suite d'une aide directe aux petits et

moyens paysans, le rendement de leur économie s'accroît et que la coopération englobe des masses paysannes de plus en plus larges ; si l'Etat reçoit de nouvelles centaines de millions de pouds de blé-marchand nécessaire pour manœuvrer sur le marché; lorsque, à la suite de toutes ces mesures et d'autres analogues, la classe des koulaks sera peu à peu réduite à l'impuissance, — n'est-il pas évident que les contradictions existant dans l'alliance de la classe ouvrière et des paysans s'effaceront de plus en plus ; que la nécessité de recourir aux mesures extraordinaires d'approvisionnement en blé tombera d'elle-même ; que les larges masses paysannes se tourneront de plus en plus vers les formes collectives de l'agriculture, et que la lutte livrée aux éléments capitalistes de la campagne prendra un caractère de plus en plus universel et de plus en plus organisé ?

N'est-il pas évident que l'alliance des ouvriers et des paysans ne fera que gagner à ces mesures ?

Seulement, il ne faut pas perdre de vue qu'en régime de dictature du prolétariat l'alliance des ouvriers et des paysans n'est pas une simple alliance. C'est une forme d'union de classe particulière entre la classe ouvrière et les masses paysannes laborieuses; elle se propose de renforcer les positions de la classe ouvrière, de lui assurer un rôle dirigeant dans cette union, et d'abolir les classes et la société qui les comporte. Toute autre façon de concevoir l'alliance de la classe ouvrière et des paysans est de l'opportunisme, du menchévisme, — tout ce que vous voudrez, sauf le marxisme, le léninisme.

Comment faire concorder l'idée de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans avec la thèse connue de Lénine, d'après laquelle « les paysans sont la dernière classe capitaliste » ? N'y a-t-il pas là une contradiction ? Non, évidemment.

La contradiction n'y est qu'apparente, spécieuse. En réalité, elle est inexistante. Dans le même rapport, au III^e congrès de l'Internationale communiste où il définit les paysans comme la « dernière classe capitaliste », Lénine revient à plusieurs reprises sur la nécessité d'une alliance entre ouvriers et paysans, affirmant que « le principe suprême de la dictature consiste à soutenir l'alliance des ouvriers et des paysans afin que le prolétariat puisse maintenir son rôle dirigeant et le pouvoir ». Il est clair que Lénine n'y voyait aucune contradiction.

Comment faut-il entendre la thèse de Lénine d'après laquelle les paysans sont « la dernière classe capitaliste » ? Est-ce à dire que la paysannerie se compose de capitalistes ? Nullement. Les paysans forment une classe à part ; celle-ci édifie son économie sur le principe de la propriété privée des instruments et moyens de production ; elle se distingue, par suite, de la classe des prolétaires dont l'économie est basée sur le principe de la propriété collective des instruments et moyens de production. D'autre part, la classe paysanne fournit, engendre et alimente des éléments capitalistes, des koulaks et, en général, des exploités de toute espèce.

Cette circonstance ne constitue-t-elle pas un obstacle insurmontable à l'organisation de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans ? Non, évidemment. En régime de dictature du prolétariat l'alliance des ouvriers et des paysans ne porte pas sur l'ensemble de la paysannerie. Elle ne s'étend qu'à la classe ouvrière et aux paysans laborieux.

On ne saurait réaliser cette alliance sans combattre les éléments capitalistes de la campagne, sans lutter contre les koulaks. Pour qu'elle soit solide, il est nécessaire d'organiser les paysans pauvres, soutien de la classe ouvrière dans les campagnes. Aussi, l'alliance des ouvriers et des paysans ne saurait-elle, dans les conditions actuelles de la dictature du prolétariat, être réalisée que sous le mot d'ordre bien connu de Lénine : Appuyons-nous sur les paysans pauvres, passons une alliance solide avec les paysans moyens, ne cessons pas un seul instant de lutter contre les koulaks.

Ce n'est qu'en s'inspirant de ce mot d'ordre que l'on pourra intéresser les masses fondamentales de la paysannerie à l'édification socialiste.

Ainsi, vous voyez que la contradiction entre les deux formules de Lénine n'est qu'apparente. En réalité, elle est inexistante.

Lénine et l'alliance avec le paysan moyen

(Réponse au camarade S.)

Camarade S.,

Il n'est pas juste de dire que le mot d'ordre de Lénine : « Aboutir à une entente avec le paysan moyen sans abandonner, l'espace d'une seconde, la lutte contre le koulak et en s'appuyant uniquement sur la paysannerie pauvre », — mot d'ordre formulé dans son article sur Pitirime Sorokine, — est un mot d'ordre de la « période des comités de paysans pauvres », celui de la « fin de la période dite de neutralisation de la paysannerie moyenne ».

C'est absolument faux. Les comités de paysans pauvres furent constitués en juin 1918. Fin octobre 1918, nos forces à la campagne prenaient déjà le dessus sur le koulak, et le paysan moyen *s'orientait* vers le pouvoir soviétique.

Ce tournant a motivé la décision du C.C. visant à abolir la division du pouvoir entre les Soviets et les comités de paysans pauvres, à renouveler l'effectif des Soviets cantonaux et communaux, à intégrer dans les Soviets nouvellement désignés les comités de paysans pauvres et, par suite, à liquider ces derniers. Cette décision fut promulguée, comme on le sait, le 9 novembre 1918, au VI^e congrès des Soviets. J'ai en vue la décision adoptée par le VI^e congrès des Soviets le 9 novembre 1918 sur la réélection des Soviets communaux et cantonaux et l'intégration des comités de paysans pauvres aux Soviets.

Quand parut l'article de Lénine : « Les révélations précieuses de Pitirime Sorokine », où à la place du mot d'ordre de neutralisation du paysan moyen il préconise l'entente avec ce dernier ? Le 21 novembre 1918, c'est-à-dire presque deux semaines *après* que fut adoptée la décision du VI^e congrès des Soviets. Dans cet article, Lénine déclare nettement que la politique d'entente avec le paysan moyen s'impose du fait de *l'orientation* de ce dernier vers nous.

Voici ce que dit Lénine :

Notre tâche, à la campagne, est de renverser le propriétaire foncier, de briser la résistance du koulak, exploiteur et spéculateur. Pour cela, nous pouvons nous appuyer *uniquement* sur les semi-prolétaires, sur la « paysannerie pauvre ». Mais le paysan moyen ne nous est pas hostile. Il a été, est et restera hésitant : la tâche qui consiste à agir sur les hésitants *n'est pas identique* à celle visant à renverser l'exploiteur et à triompher de l'ennemi actif. Aboutir à un accord avec le paysan moyen sans abandonner, l'espace d'une seconde, la lutte contre le koulak et en s'appuyant uniquement sur la paysannerie pauvre, — voilà la tâche de l'heure, car c'est aujourd'hui précisément que, *pour les raisons énoncées ci-dessus, la paysannerie moyenne ne va pas manquer de s'orienter vers nous.* (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XV, page 564.)

Qu'est-ce à dire ?

Cela veut dire que le mot d'ordre de Lénine ne se rapporte pas à la *vieille* période, à celle des comités de paysans pauvres et de la neutralisation du paysan moyen, mais à une période *nouvelle*, période d'entente avec ce dernier. Il marque ainsi non la *fin* de l'ancienne période, mais le *début* de la période nouvelle.

Votre affirmation concernant le mot d'ordre de Lénine est fautive non seulement au point de vue formel, pour ainsi dire sous le rapport chronologique, mais aussi quant au fond.

On sait que le mot d'ordre de Lénine sur l'entente avec le paysan moyen a été proclamé, à titre de mot d'ordre nouveau, au VIII^e congrès de notre parti (mars 1919). On sait que le VIII^e congrès du P.C. a jeté les bases de notre politique d'alliance solide avec le paysan moyen; que notre programme, celui du P.C. de l'U.R.S.S., a été adopté également au VIII^e congrès du Parti; que ce programme comporte des articles concernant l'attitude du Parti envers les différents groupes ruraux: paysans pauvres, moyens, koulaks.

Que lisons-nous dans ces articles du programme du P.C. de l'U.R.S.S. sur les groupements sociaux de la campagne et sur l'attitude du Parti à leur égard ?

Ecoutez :

Dans toute son activité rurale, le P.C. de l'U.R.S.S. *s'appuie, comme par le passé, sur les forces prolétariennes et semi-prolétariennes de la campagne* ; il les organise, avant tout, en une force indépendante ; il crée des cellules rurales du Parti, des organisations de paysans pauvres, des syndicats d'un type spécial de prolétaires et semi-prolétaires ruraux, etc. ; il les rapproche par tous les moyens du prolétariat urbain, les arrache à l'influence de la bourgeoisie campagnarde et des intérêts de la petite propriété.

A l'égard du koulak et de la bourgeoisie campagnarde, la politique du P.C. de l'U.R.S.S. consiste à *lutter résolument contre leurs velléités d'exploitation, à briser la résistance qu'ils opposent à la politique soviétique.*

Pour la paysannerie moyenne la politique du P.C. de l'U.R.S.S. consiste à l'entraîner, graduellement et méthodiquement, à l'œuvre d'édification socialiste. Le Parti s'assigne pour tâche de la dissocier des koulaks, de la gagner aux côtés de la classe ouvrière par la sollicitude qu'il lui témoigne, en combattant son esprit retardataire au moyen d'une action idéologique et non par des mesures de contrainte ; en cherchant toujours, dès que ses intérêts vitaux se trouvent en jeu, à aboutir à des *ententes pratiques avec elle* ; en lui faisant des concessions lors de la détermination des moyens destinés à réaliser des transformations socialistes. (*VIII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Compte-rendu sténographique.*)

Essayez donc de trouver une différence, si petite soit-elle, ne fût-ce que verbale, entre ces points du programme et le mot d'ordre de Lénine. Vous la chercheriez en vain, celle-ci étant inexistante.

Bien mieux : il est hors de doute que le mot d'ordre de Lénine, loin de contredire les décisions du VIII^e congrès sur la paysannerie moyenne, constitue la formule la plus précise et la plus réussie de ces décisions.

Or, chacun sait que le programme du P.C. de l'U.R.S.S. fut adopté en mars 1919, au VIII^e congrès du Parti, qui a examiné tout spécialement la question de la paysannerie moyenne, tandis que l'article de Lénine contre Pitirime Sorokine, préconisant une entente avec le paysan moyen, avait paru en novembre 1918, quatre mois avant le VIII^e congrès du P.C.

N'est-il pas clair que le VIII^e congrès du P.C. a confirmé *sans réserve* le mot d'ordre de Lénine proclamé dans son article contre Pitirime Sorokine, comme un mot d'ordre dont le Parti doit s'inspirer dans son activité à la campagne *pour toute la période actuelle de l'édification socialiste.*

En quoi consiste la quintessence du mot d'ordre de Lénine ?

En ce qu'il fixe de main de maître la *triple* tâche du P.C. à la campagne, tâche se traduisant par une seule formule lapidaire : a) *appuie-toi* sur la paysannerie pauvre ; b) organise *l'entente* avec le paysan moyen ; c) poursuis sans discontinuer la *lutte* contre le koulak.

Essayez donc de retrancher de cette formule un des éléments qui la composent pour en former la base du travail à la campagne, à l'heure présente, sans tenir compte des autres éléments, et vous vous trouverez inmanquablement acculé dans une impasse.

Est-il possible, dans les conditions actuelles de l'édification socialiste, d'organiser une entente effective et durable avec le paysan moyen, sans s'appuyer sur la paysannerie pauvre et sans mener la lutte contre le koulak ?

Non.

Est-il possible dans le cadre du développement actuel d'engager une lutte heureuse contre le koulak sans s'appuyer sur la paysannerie pauvre et sans aboutir à une entente avec le paysan moyen ?

Non.

Comment mieux exprimer par un mot d'ordre général, cette triple tâche du Parti à la campagne ?

Je pense que le mot d'ordre de Lénine est l'expression la plus heureuse de cette tâche. Il faut avouer qu'on ne saurait mieux dire que ne l'a fait Lénine.

Pourquoi est-il nécessaire de souligner l'utilité du mot d'ordre de Lénine *précisément à l'heure actuelle*, dans les *conditions présentes* du travail à la campagne ?

C'est que, aujourd'hui précisément, on voit se manifester, parmi certains de nos camarades, une tendance qui consiste à mettre en pièces la *triple* tâche du Parti à la campagne et à en dissocier les différents éléments.

Cet état de choses se trouve confirmé au travers de notre campagne de stockage des blés, en janvier-février dernier. Tous les bolcheviks se rendent compte qu'il est indispensable d'établir une entente avec le paysan moyen. Mais ce que d'aucuns semblent ignorer, c'est la façon dont il faut s'y prendre.

Les uns croient pouvoir établir une entente avec les paysans en abandonnant ou en affaiblissant la lutte contre le koulak, sous prétexte que celle-ci pourrait, voyez-vous, effaroucher une partie — la partie aisée — de la paysannerie moyenne. D'autres croient pouvoir établir une entente avec la paysannerie moyenne en abandonnant le travail d'organisation de la paysannerie pauvre ou bien en en affaiblissant le rythme : l'organisation de la paysannerie pauvre, voyez-vous, pourrait aboutir à l'isolement de celle-ci, or l'isolement risque de nous aliéner les paysans moyens.

Toutes ces déviations de la juste ligne engendrent l'oubli de la thèse marxiste selon laquelle le paysan moyen est une classe hésitante, l'entente avec celle-ci ne peut être durable que si l'on engage une lutte à outrance contre le koulak, et si l'on accentue le travail parmi la paysannerie pauvre ; sinon, on risque de voir le paysan moyen pencher vers le koulak, en tant que force.

Rappelez-vous les paroles de Lénine dites au VIII^e congrès du P.C. :

Il importe de déterminer notre attitude envers la classe *qui n'occupe pas une position stable nettement définie*. Le prolétariat, dans sa majeure partie, est pour le socialisme ; la bourgeoisie, dans sa majeure partie, est contre le socialisme : il est donc aisé de déterminer les rapports entre ces deux classes. Mais lorsque nous passons à la paysannerie moyenne, il se trouve que *celle-ci est une classe hésitante*. Elle est en partie propriétaire, en partie travailleuse. Elle n'exploite pas les

autres représentants des travailleurs. Elle a eu, durant des décades, à livrer des efforts inouïs pour défendre sa situation, à subir l'exploitation des propriétaires fonciers et des capitalistes ; mais elle demeure propriétaire, malgré tout ce dont elle a eu à souffrir. Aussi, notre attitude à l'égard de cette classe hésitante offre-t-elle d'énormes difficultés. (*VIII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Compte rendu sténographique*, p. 300.)

Mais il est encore d'autres déviations de la juste ligne, non moins périlleuses que les précédentes. Souvent la lutte est livrée contre le koulak, d'une façon si maladroite et si inconsidérée que les coups viennent frapper le paysan moyen et pauvre. Résultat : le koulak reste indemne, l'alliance avec le paysan, moyen se trouve endommagée et une partie de la paysannerie pauvre tombe provisoirement sous la coupe du koulak qui mène un travail de sape contre la politique soviétique.

Souvent des tentatives sont faites pour substituer à la lutte contre les koulaks la dépossession de ces derniers, et à l'approvisionnement en céréales — la réquisition, oubliant que la dépossession des koulaks, à l'heure présente, est chose absurde, et que la réquisition, loin d'être une alliance, revient à lutter contre le paysan moyen.

D'où proviennent ces déviations de la ligne du Parti ?

Elles proviennent de l'incompréhension que la triple tâche du Parti à la campagne est une tâche *unique et irréductible*. De l'incompréhension du fait que *l'on ne saurait dissocier* la lutte contre les koulaks de l'entente avec le paysan moyen, et ces deux tâches prises ensemble — de la transformation de la paysannerie pauvre en appui du Parti à la campagne.

Il en résulte que les déviations de la ligne juste créent un double danger pour la cause de l'alliance entre ouvriers et paysans : le danger émanant de ceux qui, mettons, entendent transformer les mesures extraordinaires provisoires en vue du stockage des céréales, en l'orientation permanente ou durable du Parti, et le danger émanant de ceux qui veulent utiliser la suppression des mesures extraordinaires pour donner libre cours au koulak, proclamer la liberté complète du commerce, sans que ce dernier soit régularisé par les organes de l'Etat.

Aussi est-il nécessaire, pour assurer une ligne juste, d'engager la lutte sur deux fronts.

Je saisis l'occasion pour marquer que notre presse ne se conforme pas toujours à cette règle ; elle pêche parfois par son esprit quelque peu unilatéral.

Il arrive, par exemple, que l'on dénonce ceux qui cherchent à transformer les mesures extraordinaires pour le stockage des blés, — mesures d'ordre provisoire, — en orientation permanente de notre politique, ce qui constitue une menace pour l'alliance entre la ville et la campagne.

Très bien.

Mais ce qui est mal et faux, c'est lorsqu'on ne critique pas assez et qu'on ne dénonce pas ceux qui menacent l'alliance par un autre côté ; ceux qui se livrent aux pratiques petites-bourgeoises, insistent pour que soit atténuée la lutte contre les éléments capitalistes de la campagne et instaurée la liberté complète du commerce, sans que l'Etat exerce sur ce dernier un rôle régulateur, — ce qui a pour effet de compromettre l'alliance, par un autre bout.

Voilà ce qui est mal. Voilà — pour l'esprit unilatéral.

Il arrive également que l'on dénonce ceux qui contestent, mettons, la possibilité et l'utilité d'encourager les exploitations paysannes individuelles, petites et moyennes, qui, au stade actuel, forment la base de l'économie rurale. Cela est très bien, mais ce qui est mal et faux, c'est lorsque, parallèlement, on néglige de dénoncer ceux qui cherchent à infirmer l'importance des collectivités agricoles et des

fermes d'Etat, ceux qui ne voient pas que le relèvement de la production paysanne, petite et moyenne, doit être complété pratiquement par la tâche consistant à développer l'édification des kolkhoz et sovkhoz. Une fois de plus — esprit unilatéral.

Pour assurer une juste ligne, il importe donc de livrer la lutte *sur deux fronts* et de se départir de tout esprit unilatéral.

Que faut-il entreprendre pour que toutes ces tâches ne se dissocient pas les unes des autres au travers de notre activité actuelle à la campagne ?

Il faut, pour le moins, préconiser un mot d'ordre directeur capable de grouper tous ces objectifs en une seule formule universelle, et d'empêcher, en conséquence, la séparation de ces tâches les unes d'avec les autres.

Existe-t-il dans notre arsenal du Parti une telle formule, un tel mot d'ordre ?

Oui, c'est le mot d'ordre de Lénine : « Aboutir à une entente avec le paysan moyen sans abandonner, l'espace d'une seconde, la lutte contre le koulak et en s'appuyant uniquement sur la paysannerie pauvre ».

Voilà pourquoi je pense que ce mot d'ordre est le plus utile et le plus universel ; qu'il importe de le mettre au tout premier plan *précisément à l'heure actuelle, dans les conditions présentes* de notre travail à la campagne.

Selon vous, le mot d'ordre de Lénine est un mot d'ordre « *d'opposition* », et vous demandez dans votre lettre : « *Comment se fait-il que... ce mot d'ordre d'opposition ait été publié, pour le 1^{er} mai 1928, par la Pravda...? Comment expliquer la présence de ce mot d'ordre dans les colonnes de la Pravda, organe du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S.? N'est-ce pas là une faute d'impression ou bien est-ce un compromis avec l'opposition, sur la question du paysan moyen ?* ».

Vous n'y allez pas de main morte, camarade S. Mais vous feriez bien de procéder « en douceur », de peur, votre zèle aidant, d'être amené à conclure à la nécessité *d'interdire* la publication de notre programme qui confirme entièrement le mot d'ordre de Lénine (c'est indéniable !), programme élaboré en majeure partie par Lénine (qui ne saurait être taxé d'opposition !) et adopté par le VIII^e congrès du Parti (lui aussi n'en est pas, de l'opposition !).

Ayez donc plus de respect pour certains articles de notre programme sur les groupements sociaux, à la campagne ! Ayez donc un peu plus d'estime pour les décisions du VIII^e congrès du P.C. sur la paysannerie moyenne ! Quant à votre phrase au sujet du « compromis avec l'opposition dans la question du paysan moyen », je présume qu'elle ne vaut pas la peine qu'on s'y arrête : vous l'aurez prononcée sans y trop réfléchir.

Une chose paraît vous chiffonner, c'est que le mot d'ordre de Lénine et le programme du P.C. de l'U.R.S.S. adopté au VIII^e congrès comportent une *entente* avec le paysan moyen, cependant que, dans son discours, Lénine préconise une *alliance solide* avec la paysannerie moyenne. Vous y percevez, apparemment, quelque chose comme une contradiction. Peut-être même seriez-vous enclin à supposer que la politique *d'entente* avec le paysan moyen implique pour ainsi dire un abandon de la politique *d'alliance* avec ce dernier. C'est faux, camarade S., c'est une grande aberration. Voilà bien le cas des gens qui ne voient que la lettre du mot d'ordre, mais ne savent pas en percevoir la portée ; le cas des gens qui ne savent pas l'historique du mot d'ordre sur l'alliance, sur l'entente avec la paysannerie moyenne ; des gens capables d'imaginer que Lénine, qui a proclamé dans son discours d'ouverture au VIII^e congrès, l'« union solide » avec le paysan moyen, se *soit déjugé* en déclarant, dans un autre discours prononcé *à ces mêmes assises* et dans le programme du P.C. adopté au VIII^e congrès, que ce qu'il nous faut actuellement, c'est une politique d'« entente » avec la paysannerie moyenne.

Qu'est-ce à dire ?

Le fait est que Lénine et le P.C., par le truchement du VIII^e congrès, ne voient *aucune différence* entre le terme « entente » et celui d' « alliance ». Partout, dans tous ses discours prononcés au VIII^e congrès, Lénine *établit le signe d'égalité* entre la notion « alliance » et celle d' « entente ». On peut en dire autant de la résolution du VIII^e congrès sur « L'attitude envers la paysannerie moyenne ».

Comme Lénine et le Parti ne tiennent pas la politique d'entente avec le paysan moyen pour une politique accidentelle et passagère, mais pour une politique *durable*, ils avaient et ils continuent d'avoir toutes les raisons de considérer la politique d'entente avec la paysannerie moyenne comme celle d'une alliance solide avec cette dernière et, vice-versa, la politique d'une alliance solide avec le paysan moyen — comme une politique d'entente avec ce dernier.

Il suffit de consulter le compte rendu sténographique du VIII^e congrès du P.C. et la résolution adoptée par ce même congrès sur la paysannerie moyenne, pour s'en convaincre.

Voici un passage du discours prononcé par Lénine au VIII^e congrès.

Il arrive souvent que, par l'inexpérience des fonctionnaires soviétiques, par le fait des difficultés en présence, les coups destinés au koulak s'abattent sur la paysannerie moyenne. Sur ce terrain, nous avons commis maintes erreurs. L'expérience que nous avons recueillie en ce sens nous permettra de faire tout ce qui est nécessaire pour éviter nos errements à l'avenir. C'est là une tâche qui se pose devant nous, non en théorie, mais en pratique. Vous vous rendez parfaitement compte que la tâche ne laisse pas d'être difficile. Nous ne possédons pas les bienfaits nécessaires pour en pourvoir les paysans moyens ; or, ceux-ci sont des matérialistes, des praticiens ; ils exigent des bienfaits matériels concrets que nous ne sommes pas à même de leur fournir et dont le pays aura à se passer peut-être encore pendant de longs mois de lutte ardue, lutte qui, dès à présent, nous promet la victoire totale.

Mais nous pouvons prendre maintes dispositions en ce qui concerne notre pratique administrative ; améliorer notre appareil ; redresser toute une masse d'abus. Nous pouvons et devons corriger et redresser la ligne de notre parti qui ne s'oriente qu'insuffisamment *vers l'alliance, vers l'entente* avec la paysannerie moyenne. (VIII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. *Compte rendu sténographique.*)

Ainsi, vous voyez que Lénine ne fait pas de différence entre l' « entente » et l' « alliance ».

Nous reproduisons ci-après des passages tirés de la résolution du VIII^e congrès sur « L'attitude envers la paysannerie moyenne » :

Confondre les paysans moyens avec les koulaks, étendre aux premiers, dans telle ou telle mesure, les dispositions dirigées contre ces derniers, reviendrait à enfreindre, de la façon la plus grossière non seulement tous les décrets du pouvoir des Soviets et toute sa politique, mais encore les principes fondamentaux du communisme, qui préconisent l'entente du prolétariat avec la paysannerie moyenne en période de lutte résolue livrée par le prolétariat en vue du renversement de la bourgeoisie, condition essentielle nécessaire pour passer sans encombre à la suppression de toute exploitation. La paysannerie moyenne, qui a des racines économiques relativement fortes du fait de l'infériorité de la technique agricole par rapport à celle de l'industrie, même dans les pays capitalistes avancés sans parler déjà de la Russie, se maintiendra un laps de temps assez prolongé après qu'aura éclaté la révolution prolétarienne. Aussi la tactique des fonctionnaires soviétiques à la campagne, comme celle des militants du P.C., doit-elle prévoir une *période durable de collaboration* avec la paysannerie moyenne...

... La politique parfaitement juste du pouvoir soviétique à la campagne assure, ainsi *l'alliance et l'entente* du prolétariat victorieux avec la paysannerie moyenne...

... La politique du gouvernement ouvrier-paysan et du P.C. doit continuer à s'inspirer du même *esprit d'entente* du prolétariat et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen. (*VIII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Compte rendu sténographique.*)

Ainsi, vous voyez que la résolution ne fait pas non plus de différence entre les termes « entente » et « alliance ».

A noter que la résolution du VIII^e congrès ne contient pas un seul mot de l' « alliance solide » avec le paysan moyen. Est-ce à dire qu'elle *s'écarte*, par cela même, de cette alliance ? Non, évidemment. Cela veut dire seulement que la résolution établit le signe d'égalité entre le terme « entente », « collaboration » et le terme « alliance solide ». Cela se conçoit du reste : il ne saurait y avoir d' « alliance » avec le paysan moyen sans qu'il y ait « entente » avec lui ; l'alliance avec le paysan moyen ne saurait être « solide » sans qu'il y ait entente « durable » et collaboration avec lui.

Voilà les faits.

De deux choses l'une : ou bien Lénine et le VIII^e congrès du P.C. *ont abandonné* la déclaration léniniste concernant l' « alliance solide » avec la paysannerie moyenne, *ou bien* il faut reconnaître que Lénine et le VIII^e congrès du Parti communiste ne font aucune différence entre le terme « entente » et le terme « alliance solide ».

Quiconque ne veut pas être la victime d'un inutile ergotage ; quiconque tient à pénétrer le sens du mot d'ordre léniniste préconisant l'appui sur la paysannerie pauvre, l'entente avec le paysan moyen et la lutte contre le koulak, — ne peut pas ne pas comprendre que la politique *d'entente* avec la paysannerie moyenne est en même temps une politique *d'alliance solide* avec cette dernière.

Votre erreur consiste en ce que vous n'avez pas compris le subterfuge malhonnête de l'opposition et êtes tombé dans le piège que vous tendait votre adversaire. Les filous de l'opposition se multiplient en protestations pour faire croire qu'ils sont pour le mot d'ordre de Lénine sur l'entente avec la paysannerie moyenne ; ce faisant, ils lancent une allusion provocatrice comme quoi l' « entente » avec le paysan moyen est une chose, et l' « alliance solide » en est une autre. C'est ainsi qu'ils courent deux lièvres à la fois : d'abord, camoufler leur véritable position à l'égard de la paysannerie moyenne, position qui implique non point l'entente avec cette dernière, mais le « *désaccord* » (Voir le discours bien connu du membre de l'opposition, Smirnov, que j'ai cité à la XVI^e conférence du P.C. de Moscou) ; ensuite, faire mordre à l'hameçon d'une différence *spécieuse* entre les termes « entente » et « alliance » les naïfs parmi les bolcheviks, les embrouiller à fond et les écarter de Lénine.

Comment réagissent à cela certains de nos camarades ?

Au lieu d'arracher le masque des opposants, au lieu de les convaincre de mensonge, à l'égard du P.C., au sujet de leur position authentique, au lieu de cela ils mordent à l'hameçon, se laissent prendre au piège et écarter de Lénine.

L'opposition fait du bruit autour du mot d'ordre de Lénine ; les membres de celle-ci s'essaient au rôle de partisans du mot d'ordre léniniste : aussi, devons-nous nous désolidariser de ce mot d'ordre de peur d'être confondus avec l'opposition, de nous voir accuser de « composer avec l'opposition... ». Voilà la logique de ces camarades.

Et ce n'est pas là un exemple unique de la filouterie de l'opposition. Prenez, par exemple, le mot d'ordre d'autocritique. Les bolcheviks ne peuvent pas ne pas savoir que le mot d'ordre d'autocritique est la base de l'activité de notre parti, le moyen de fortifier la dictature prolétarienne, le fond de la méthode bolchevik de formation de cadres. L'opposition fait du battage pour faire croire que le mot d'ordre d'autocritique a été inventé par elle ; que le P.C. lui a emprunté ce mot d'ordre et capitulé ainsi devant l'opposition.

Ce faisant, l'opposition veut aboutir pour le moins à deux choses : en premier lieu, cacher à la classe ouvrière l'abîme qui existe entre l'autocritique de l'opposition ayant pour but de *détruire* la discipline du Parti, et l'autocritique bolchevik qui s'assigne pour tâche de *renforcer* cette discipline ; en second lieu, faire mordre à l'hameçon les naïfs et les obliger à se désolidariser du mot d'ordre lancé par le Parti en fait d'autocritique.

Comment réagissent certains camarades ?

Au lieu d'arracher le masque des filous de l'opposition et de défendre l'autocritique bolchevik, ils se laissent prendre au piège, s'écartent du mot d'ordre d'autocritique, marchent sous la houlette de l'opposition et... capitulent devant elle, pensant à tort qu'ils se désolidarisent ainsi de l'opposition.

On pourrait multiplier ces exemples à l'infini.

Or, dans notre travail, nous ne pouvons marcher sous la houlette de qui que ce soit. Nous ne pouvons d'autant plus nous inspirer dans notre activité de ce que disent à notre sujet les hommes de l'opposition. Nous devons suivre notre chemin, en déjouant les savantes manœuvres de l'opposition et en venant à bout des erreurs de certains de nos bolcheviks qui se laissent prendre à la provocation des opposants.

Souvenez-vous de ce qu'a dit Marx : « Suivez votre chemin, et laissez dire. » Avec mes salutations communistes,

Le 12 juin 1928.

J. Staline.

(Pravda, n° 152, 3 juillet 1928.)

Plénum de juillet du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique

(Rapport présenté à l'Assemblée des militants de l'organisation de Léningrad du Parti communiste de l'Union soviétique, le 13 juillet 1928.)

Le Plénum du Comité central qui vient de clôturer ses travaux s'est occupé de deux séries de problèmes. La première comporte les problèmes fondamentaux de l'Internationale communiste et de son VI^e congrès, dont les assises vont se tenir prochainement. La deuxième série comprend des problèmes ayant trait à notre édification en U.R.S.S., tant dans le domaine de l'agriculture — céréales et approvisionnement en blé — que dans celui de la formation de cadres de techniciens intellectuels, nécessaires à notre industrie, en vue d'assurer à celle-ci un personnel technique instruit d'origine ouvrière.

Je commence par la première série de problèmes.

I - Problèmes de l'Internationale communiste

1. Les problèmes essentiels touchant le VI^e congrès de l'Internationale communiste

Quels sont les problèmes fondamentaux qui se posent en ce moment devant le VI^e congrès de l'I.C. ?

Quand on examine la période écoulée entre le V^e et le VI^e congrès, il faut avant tout s'arrêter aux contradictions qui se sont accumulées, pendant cette période, dans le camp des impérialistes.

Quelles sont ces contradictions ?

A l'époque du V^e congrès, les antagonismes anglo-américains n'étaient pas considérés comme essentiels. A ce moment, on parlait même d'une alliance anglo-américaine. Par contre, on parlait d'autant plus volontiers des antagonismes entre l'Angleterre et la France, l'Amérique et le Japon, les vainqueurs et les vaincus. La différence entre la période d'alors et celle d'aujourd'hui consiste en ce que, à l'heure présente, parmi les nombreux antagonismes qui se manifestent dans le camp des capitalistes, l'antagonisme fondamental est devenu celui qui met aux prises le capitalisme américain et le capitalisme anglais.

Que ce soit la question du naphte, qui a une importance décisive tant pour l'édification de l'économie capitaliste que pour la guerre; ou celle des débouchés, dont la portée est immense pour la vie et le développement du capitalisme mondial, car pour produire des marchandises, il faut que l'écoulement en soit assuré; qu'il s'agisse des marchés d'exportation de capitaux, qui constituent le trait le plus caractéristique de l'étape impérialiste; qu'il s'agisse, enfin, des voies conduisant aux débouchés et aux marchés de matières premières, — partout on se heurte au problème fondamental de la lutte entre l'Amérique et l'Angleterre pour l'hégémonie mondiale. De quelque côté que l'Amérique se tourne, ce pays de capitalisme, croissant par bonds gigantesques, que ce soit vers la Chine, vers les colonies, vers l'Amérique du Sud, vers l'Afrique, — partout elle rencontre des obstacles insurmontables sous la forme de positions préalablement fortifiées par l'Angleterre.

Bien entendu, cela ne change rien aux autres antagonismes du camp capitaliste : entre l'Amérique et le Japon, l'Angleterre et la France, la France et l'Italie, l'Allemagne et la France, etc. Mais ce qui est certain, c'est que ces antagonismes touchent par un côté ou par l'autre à l'antagonisme fondamental entre l'Angleterre, dont l'étoile décline, et l'Amérique, dont l'astre suit une ligne ascendante.

Quels peuvent être les effets de cet antagonisme fondamental ? Il est certain qu'il contient virtuellement la guerre. Quand deux géants se heurtent l'un contre l'autre et qu'ils se sentent à l'étroit sur la planète, ils cherchent à se mesurer l'un avec l'autre et à résoudre, au moyen de la guerre, la question litigieuse de la suprématie mondiale.

Premier point à retenir.

Le deuxième antagonisme existe entre l'impérialisme et les colonies. Cet antagonisme se manifestait déjà à l'époque du V^e congrès. Mais ce n'est qu'aujourd'hui qu'il s'est particulièrement envenimé. A l'époque du V^e congrès, nous n'assistions pas encore à cette puissante extension du mouvement révolutionnaire chinois, à cette formidable secousse qui a réveillé des millions de travailleurs et paysans chinois, à laquelle nous avons assisté il y a un an et dont nous sommes aujourd'hui encore les témoins. Mais ce n'est pas tout. A l'époque du V^e congrès de l'Internationale communiste, il n'y avait pas aux Indes cette recrudescence vigoureuse du mouvement ouvrier et de la lutte d'affranchissement national que l'on observe de nos jours. Ces deux facteurs fondamentaux posent, dans toute sa plénitude, le problème des colonies et des pays assujettis.

Qu'implique le développement de cet antagonisme ? Il implique des guerres nationales aux colonies et une intervention armée des puissances impérialistes.

Deuxième point à retenir.

Enfin, un troisième antagonisme, celui existant entre le monde capitaliste et l'U.R.S.S. et qui, loin de faiblir, se renforce. Si, à l'époque du V^e congrès de l'Internationale communiste, on était fondé à dire qu'un équilibre, incertain, il est vrai, mais plus ou moins durable, s'était établi entre les deux mondes,

entre les deux antipodes, entre le inonde des Soviets et celui du capitalisme, — aujourd'hui, par contre, nous avons toutes les raisons d'affirmer que cet équilibre arrive à échéance.

Est-il besoin de démontrer que le développement de cet antagonisme implique fatalement le danger d'une intervention.

Il faut croire que le VI^e congrès tiendra compte de ce facteur.

Ainsi, tous ces antagonismes conduisent inéluctablement à un danger principal, — à celui de nouvelles guerres et interventions impérialistes.

C'est pourquoi le danger de nouvelles guerres et interventions impérialistes constitue le problème fondamental de l'actualité.

Le pacifisme moderne, avec sa Société des nations, sa propagande de la « paix », son « interdiction » de la guerre, son bavardage sur le « désarmement », etc., est le moyen le plus usité aujourd'hui, pour donner le change à la classe ouvrière et la détourner de la lutte contre le danger de guerre.

Nombreux sont ceux qui s'imaginent que le pacifisme impérialiste est un instrument de paix. Cela est radicalement faux. Le pacifisme impérialiste sert à préparer la guerre et à voiler ses préparatifs au moyen de discours hypocrites sur la paix. Sans ce pacifisme et son instrument, la Société des nations, la préparation de la guerre est impossible dans l'état actuel des choses.

Il est des naïfs pour croire que, puisqu'il existe un pacifisme impérialiste, il ne saurait y avoir de guerre. Cela est entièrement faux. Bien au contraire, quiconque veut aboutir à la vérité doit retourner cette thèse et dire : puisque fleurit le pacifisme impérialiste avec sa Société des nations, il y aura sûrement de nouvelles guerres et interventions impérialistes.

Et le plus important dans ceci, c'est que la social-démocratie est le principal propagateur du pacifisme impérialiste et, par suite, le principal appui du capitalisme dans la classe ouvrière, pour la préparation de nouvelles guerres et interventions.

Mais le pacifisme ne suffit pas à préparer de nouvelles guerres, même s'il est étayé d'une force aussi importante que la social-démocratie. Il lui faut encore certains moyens de répression des masses dans les centres de l'impérialisme. On ne saurait faire la guerre au profit de l'impérialisme, sans renforcer le front-arrière impérialiste. D'autre part, on ne saurait renforcer l'arrière sans juguler les ouvriers. Et c'est le rôle du fascisme.

De là, le développement des contradictions intérieures dans les pays capitalistes, des antagonismes entre Travail et Capital.

Prêcher, par la bouche des social-démocrates, le pacifisme afin de se préparer avec d'autant plus de succès à de nouvelles guerres ; et, d'autre part, réprimer, en recourant aux méthodes fascistes, les ouvriers, les partis communistes de l'arrière afin de pouvoir, plus aisément, faire la guerre et organiser une intervention, — telle est la voie de la préparation de nouvelles guerres.

De là, les tâches des partis communistes se présentent comme suit :

En premier lieu, lutter sans relâche contre le social-démocratisme sur toute la ligne, dans le domaine économique aussi bien que dans le domaine politique ; démasquer le pacifisme dans toutes ses manifestations à l'effet de conquérir la majorité de la classe ouvrière.

En second lieu, créer le front unique des ouvriers des pays avancés et des masses laborieuses des colonies en vue de prévenir le danger de guerre ou, lorsque la guerre aura éclaté, transformer la guerre impérialiste en guerre civile, anéantir le fascisme, renverser le capitalisme, instaurer le régime soviétique, affranchir les colonies, organiser la défense internationale de la première République du monde.

Tels sont les principaux problèmes et objectifs qui se posent devant le VI^e congrès.

C'est de ces problèmes et objectifs que le Comité exécutif de l'I.C. s'inspire, comme on peut facilement s'en convaincre en regardant l'ordre du jour du VI^e congrès de l'Internationale communiste.

2. Le programme de l'Internationale communiste

Le programme de l'Internationale communiste se trouve en connexion étroite avec les problèmes essentiels du mouvement ouvrier mondial.

Le programme de l'Internationale communiste tire sa très grande valeur du fait qu'il formule scientifiquement les problèmes fondamentaux du mouvement communiste, trace les solutions essentielles de ces problèmes, et fait apparaître de la sorte devant les sections de l'Internationale toute la netteté des objectifs et des moyens, sans laquelle il est impossible d'assurer la marche en avant.

Un mot sur les particularités du projet de programme de l'Internationale communiste, présenté par la commission du programme du C.E. de l'I.C. Ces particularités sont au nombre de sept au moins :

1. Le projet offre un programme non pour l'une ou l'autre des sections de l'I.C., mais pour l'ensemble des partis communistes, il renferme ce qui leur est essentiel et commun à tous. De là son caractère théorique, de principe.
2. Auparavant, on donnait d'ordinaire un programme aux nations « civilisées ». Or, le présent projet vise toutes les nations du monde, blancs et noirs, métropoles et colonies. De là son caractère universel, profondément international.
3. Le projet prend pour point de départ non le capitalisme de tel ou tel pays ou partie du monde, mais le système capitaliste mondial tout entier, en lui opposant le système mondial d'économie communiste. C'est ce qui le distingue de tous les autres programmes que nous avons eus jusqu'à présent.
4. Le projet part du point de vue du développement inégal du capitalisme mondial et conclut à la victoire possible du socialisme dans un ou plusieurs pays isolément, il préconise la formation de deux centres parallèles d'attraction — centre mondial du capitalisme et centre mondial du socialisme, tous deux en lutte pour la suprématie du monde.
5. Au mot d'ordre « Etats-Unis d'Europe », le projet de programme oppose celui de la Fédération des Républiques soviétiques détachées, ou en train de se détacher, du système économique impérialiste et instituées dans les pays avancés ou dans les colonies, fédération qui, dans sa lutte pour le socialisme mondial, se dresse contre le système capitaliste mondial.
6. Le projet s'aiguille contre la social-démocratie, appui principal du capitalisme au sein de la classe ouvrière, principal adversaire du communisme; il estime que tous les autres courants se faisant jour au sein de la classe ouvrière (anarchisme, anarcho-syndicalisme, *Guild Socialism*, etc.) ne sont au fond que des variétés de ce même social-démocratisme.
7. Le projet met au premier plan la nécessité de renforcer les partis communistes d'Occident et d'Orient, condition préliminaire indispensable pour assurer au prolétariat l'hégémonie d'abord, la dictature ensuite.

Le Plénum du C.G. a approuvé, en substance, le projet et engagé les camarades ayant des amendements à présenter, à les soumettre à la commission du programme du VI^e congrès.

Voilà pour les problèmes de l'Internationale communiste.

Passons maintenant à ceux de notre édification nationale.

II - Problèmes de l'édification socialiste en U.R.S.S.

I. Sur la politique du stockage des blés

Permettez-moi de vous en tracer un bref historique.

A combien se montait notre stock au 1^{er} janvier de cette année ? Vous savez par des documents du Parti qu'au 1^{er} janvier nous avons un déficit de 128 millions de pouds de blé en comparaison avec l'année précédente. Je ne vais pas en analyser les causes; elles sont exposées dans les documents connus que le Parti a publiés. Ce qui nous importe en ce moment, c'est de signaler le déficit de 128 millions que nous avons à l'époque. Deux ou trois mois seulement nous séparaient du dégel. Nous étions ainsi placés devant cette alternative: ou récupérer les pertes et arriver à réaliser un rythme normal des approvisionnements pour l'avenir, ou avouer l'imminence d'une crise sérieuse de l'ensemble de notre économie nationale. Que fallut-il entreprendre pour réparer nos pertes ? Il fallut avant tout frapper les koulaks et les spéculateurs, qui provoquaient la hausse des prix sur les céréales et mettaient le pays en péril de famine. Il fallut ensuite envoyer le maximum de marchandises industrielles dans les régions du blé. Il fallut enfin mettre sur pied toutes les organisations du Parti et modifier notre travail en matière d'approvisionnements, en renonçant pratiquement au système des livraisons volontaires. Force nous a été de recourir aux mesures extraordinaires. Il convient de dire que les mesures prises furent efficaces, et, fin mars, nous avons un stock de 275 millions de pouds de céréales. Nous avons rattrapé le temps perdu, prévenu une crise économique générale, atteint le niveau d'approvisionnement de l'année précédente et, en plus, nous eussions pu sortir indemnes de la crise des stockages si, dans les mois suivants (avril, mai, juin), nous avions gardé un rythme plus ou moins normal de stockage.

Mais par suite de la perte des blés d'hiver l'Ukraine du Sud et le Caucase du Nord étaient, la première entièrement et le dernier partiellement rayés de la liste des régions productrices de blé, ce qui eut pour effet de priver la République de 20 à 30 millions de pouds de céréales. En outre, nous avons imprudemment dépensé plus de blé que nous ne devons le faire. Cet ensemble de circonstances nous plaça devant la nécessité de forcer les approvisionnements dans les autres rayons et de puiser aux fonds d'assurance des paysans, ce qui ne pouvait pas ne pas aggraver la situation.

Si de janvier à mars nous avons réussi à stocker presque 300 millions de pouds, en puisant surtout aux réserves disponibles des paysans — d'avril à juin, par contre, nous n'avons pu recueillir même 100 millions de pouds, parce qu'obligés, pour nous approvisionner, d'entamer les réserves d'assurance des paysans — alors qu'on ne savait pas encore à quoi s'en tenir sur la prochaine récolte. Et cependant il fallait constituer les stocks de céréales. Aussi dûmes-nous recourir à nouveau aux mesures extraordinaires. Celles-ci engendrèrent l'arbitraire administratif, la violation de la légalité révolutionnaire, la visite des maisons paysannes, des perquisitions illégales, etc. — ce qui ne manqua pas d'aggraver la situation politique du pays et de mettre en péril l'alliance de la ville et de la campagne.

Etait-ce bien la fin de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans ? Non. Etait-ce peut-être une chose insignifiante ? Non plus. C'était une menace contre l'alliance de la classe ouvrière et des paysans. C'est la raison pour laquelle certains de nos militants manquèrent de sang-froid et de fermeté pour envisager la situation nouvelle, sagement et sans exagération.

Plus tard, les conjonctures étant favorables pour la prochaine récolte, les mesures extraordinaires ayant été partiellement levées, le calme revint et la situation se rétablit.

Quelle est la nature de nos difficultés sur le front des céréales ? Où en est la cause ? On sait que nous possédons des emblavures presque aussi grandes qu'avant la guerre (à 5 % près) ; que nous produisons aujourd'hui presque autant de céréales qu'avant la guerre (5 milliards environ, soit seulement à 200-300 millions de pouds près).

Comment se fait-il que, malgré cela, nous produisons deux fois moins qu'avant la guerre de blé marchand ? Cela provient de l'état de dispersion, de la « parcellation » de notre économie rurale. Au lieu de 16 millions environ d'exploitations paysannes d'avant la guerre, nous en avons aujourd'hui au moins 24 millions; en outre, le morcellement des terres paysannes n'a pas tendance à s'arrêter. Or, qu'est-ce que les petites exploitations paysannes ? Elles sont les moins marchandes, les moins productives et les plus primitives ; elles fournissent à peine de 12 à 15 % de leur production au marché. Cependant, les villes et les industries prennent chez nous une extension de plus en plus considérable, l'édification va croissant et la demande en blé marchand croît avec une rapidité incroyable.

Telle est la cause de nos embarras sur le front des céréales.

Voici ce qui dit à ce sujet Lénine dans sa brochure : *Sur l'impôt alimentaire* :

Si l'économie paysanne peut se développer dans l'avenir, il est nécessaire de lui assurer solidement une transition ultérieure, transition qui consiste inéluctablement en ce que les petites exploitations paysannes, économies individuelles les moins avantageuses et les plus arriérées, doivent être peu à peu unifiées, groupées en grandes exploitations collectives. C'est ainsi qu'envisageaient la question tous les socialistes de toutes les époques. Tel est aussi le point de vue de notre parti communiste.

Voilà donc la raison de nos difficultés sur le front des céréales.

Où est la solution ?

Elle consiste avant tout à relever la petite et la moyenne exploitation paysanne, en l'aidant par tous les moyens à accentuer son rendement et à augmenter sa récolte. Remplacer la charrue primitive par la charrue moderne, fournir des semences sélectionnées, des engrais, des instruments aratoires, englober les exploitations paysannes individuelles dans un vaste réseau de coopératives, conclure des contrats (de consignation) avec des villages entiers — voilà la tâche qui s'impose.

Il est des contrats entre les coopératives rurales et des villages entiers, qui ont pour objectif d'approvisionner les paysans en semences, de contribuer ainsi à accroître le rendement de la terre, d'assurer à l'Etat la fourniture, en temps opportun, de blé par les paysans, d'accorder à ceux-ci des primes sous forme de versements complémentaires en dehors du prix convenu, et de créer des rapports stables entre l'Etat et les paysans. L'expérience montre que cette méthode donne des résultats effectifs.

D'aucuns s'imaginent que l'économie individuelle a vécu, qu'elle ne mérite pas qu'on la soutienne. C'est faux. Ceux qui pensent ainsi n'ont rien de commun avec la ligne de notre parti. D'autres s'imaginent que l'économie paysanne individuelle est le commencement et la fin de l'agriculture en général. C'est également faux. Bien plus : ces gens n'ont rien de commun avec le léninisme. Nous n'avons besoin ni de détracteurs ni de thuriféraires de l'économie paysanne individuelle. Il nous faut des hommes pourvus de sens réel de la politique capable tirer de l'économie paysanne individuelle le maximum de ce qu'elle peut donner, et de faire passer par étapes successives l'économie individuelle au système collectiviste.

En outre, ce qui importe, c'est d'unifier graduellement les petites et les moyennes exploitations paysannes individuelles, de les grouper en grandes collectivités et associations, absolument libres et travaillant sur la base d'une technique perfectionnée — tracteurs et autres machines agricoles.

Quel est l'avantage des fermes collectives ? C'est qu'elles ont le moyen d'utiliser toutes les acquisitions de la science et de la technique, sont plus consistantes, plus productives et fournissent davantage au marché. Il ne faut pas oublier qu'elles vendent de 30 à 35 % de leur production brute et que le rendement de la terre atteint parfois 200 pouds et plus par déciatine. [Déciatine : ancienne mesure russe équivalant à 1 h. 092.]

La solution consiste enfin à perfectionner les vieilles fermes d'Etat (*sovkhos*) et à en créer d'autres non moins importantes. Il faut se rappeler que les fermes d'Etat sont des unités économiques à production marchande considérable. Nous en avons qui fournissent au marché jusqu'à 60 % de leur production brute.

Le tout est de bien savoir combiner ces trois tâches et de se mettre au travail dans ces trois directions.

Ce qui caractérise la période actuelle, c'est que la réalisation de la première tâche, à savoir le relèvement de l'économie paysanne petite et moyenne, tâche qui est toujours au premier plan de notre travail dans le domaine agricole, ne suffit plus pour résoudre le problème dans son ensemble. La période que nous traversons a ceci de particulier qu'elle nous impose la nécessité de compléter la première tâche par deux autres tâches pratiques : le relèvement des fermes collectives et l'amélioration des fermes d'Etat.

Mais en dehors des causes principales, il est des causes spécifiques, temporaires, qui ont fait aboutir nos difficultés d'approvisionnement à une crise. Quelles sont ces causes ?

La résolution du Plénum y rattache les facteurs suivants :

- a) Déséquilibre apporté au marché et aggravation de ce déséquilibre, par suite de l'accroissement rapide de la demande et de la capacité d'achat de la population paysanne, comparativement à l'offre de marchandises industrielles. Ce déséquilibre provient de l'accroissement des revenus ruraux, dû à une série de récoltes, et surtout de l'augmentation des revenus réalisés par les couches rurales aisées et les koulaks.
- b) Rapport défavorable entre les prix du blé et ceux des autres produits agricoles, ce qui a eu pour effet d'affaiblir ce qui servait de stimulant à la réalisation des excédents de blé. Le Parti n'a pourtant pas réussi à modifier cet état de choses au cours du printemps dernier sans porter atteinte aux intérêts des couches rurales pauvres.
- c) Fautes commises dans la fixation des plans, surtout en ce qui concerne l'acheminement en temps opportun des marchandises industrielles et l'imposition fiscale (les couches aisées de la campagne étaient frappées d'un impôt insuffisant), ainsi que la consommation déréglée du blé.
- d) Défauts dans le travail des organismes de constitution des stocks, ceux de l'Etat et du Parti (absence de front unique, absence de vigueur dans l'action, confiance excessive dans les livraisons volontaires).
- e) Violation de la légalité révolutionnaire, arbitraire administratif, visite des maisons paysannes, fermeture partielle des marchés locaux, etc.
- f) Utilisation de toutes ces lacunes par les éléments capitalistes de la ville et de la campagne (les koulaks et les mercantis) en vue de compromettre la campagne du stockage et de provoquer une aggravation de la situation politique du pays.

S'il faut de nombreuses années pour liquider les causes d'ordre général, par contre, les causes spécifiques temporaires peuvent être éliminées dès maintenant, afin de parer à l'éventualité d'une nouvelle crise dans le stockage des céréales.

Dans quelles conditions ces causes spécifiques peuvent-elles être liquidées ?

- a) Abandon immédiat de la visite domiciliaire, des perquisitions illégales et de toutes autres formes de violation de la légalité révolutionnaire.

- b) Liquidation urgente de toute récidive de « réquisition alimentaire », ainsi que de toutes tentatives de fermeture des marchés. L'Etat doit adopter des formes souples de régularisation du commerce.
- c) Relèvement des prix du blé, qui varieront avec les régions et la nature des céréales.
- d) Organisation d'un acheminement régulier de marchandises vers les régions à blé.
- e) Organisation rationnelle de la consommation du blé, excluant tout excès de dépense.
- f) Constitution obligatoire par l'Etat d'une réserve de blé.

L'application scrupuleuse et systématique de ces mesures, étant donné la bonne récolte actuelle, créera un état de choses excluant la nécessité de mesures extraordinaires lors de la prochaine campagne d'approvisionnement.

La tâche immédiate du Parti est de surveiller l'application stricte de ces mesures.

En connexion avec les difficultés d'approvisionnement, se pose devant nous la question de l'alliance de la ville et de la campagne, de son sort ultérieur, des moyens destinés à la consolider. On dit que cette union des ouvriers et des paysans n'existe plus chez nous, qu'elle a fait place à la « désunion ». Voilà bien une sottise digne de gens en pleine panique. Quand l'alliance fait défaut entre la classe ouvrière et les paysans, ces derniers perdent leur foi en l'avenir, se replient sur eux-mêmes, cessent de croire à la stabilité du gouvernement soviétique, principal acheteur de blé paysan, se mettent à réduire leurs emblavures et, tout au moins, ne se risquent pas à les agrandir, craignant de nouvelles visites domiciliaires, perquisitions, confiscation de leur blé, etc. Or, en réalité, on voit que la superficie des blés de printemps s'est élargie dans tous les rayons. Il est établi que dans les principales régions à blé, les paysans ont augmenté de 2 à 15 et jusqu'à 20 % leurs emblavures en blé de printemps. Il en résulte nettement que les paysans ne croient pas en la durée des mesures extraordinaires : ils escomptent, non sans raison, une hausse sur les blés. Est-ce là la fin de l'alliance de la ville et de la campagne ? Naturellement, cela ne veut point dire que cette alliance ne soit pas ou n'ait pas été menacée. Mais en conclure à la fin de cette alliance, c'est perdre la tête et se laisser impressionner par l'ambiance.

Certains camarades s'imaginent que pour raffermir l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, il faut déplacer le centre de gravité de l'industrie lourde vers l'industrie légère (le textile) estimant que le textile est l'industrie maîtresse nécessaire et suffisante pour assurer cette alliance. C'est faux. C'est tout à fait faux. Certes, l'industrie textile contribue considérablement à créer une circulation de marchandises entre l'industrie socialiste et l'économie paysanne. Mais vouloir en conclure que le textile est une base suffisante pour entretenir cette alliance, c'est commettre une lourde erreur. En effet, l'alliance de l'industrie et de l'économie paysanne est basée, non seulement sur la cotonnade indispensable à l'usage personnel des paysans, mais aussi sur le métal, les semences, les engrais, les machines de toute espèce nécessaires au paysan en tant que producteur de blé. En outre l'industrie textile, par elle-même, ne saurait subsister ni se développer sans le développement de l'industrie lourde.

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie nous est nécessaire, non pour conserver et perpétuer les classes, mais pour rapprocher les paysans de la classe ouvrière, les rééduquer, refaire leur mentalité individualiste, les transformer dans le sens du collectivisme, et préparer ainsi la liquidation, la suppression des classes sur la base de la société socialiste. Quiconque ne s'en rend pas compte n'est pas un marxiste, ni un léniniste, mais un philosophe paysan regardant en arrière au lieu de regarder en avant.

Comment procéder pour transformer le paysan, pour le rééduquer ? Cela ne saurait se faire que sur la base de la technique moderne, sur celle du travail collectif.

Voici ce qu'écrivait Lénine à ce sujet :

La rééducation du petit cultivateur, le changement de toute sa psychologie et de ses mœurs durera plusieurs générations. Seules la base matérielle, la technique, l'application de tracteurs et de machines agricoles sur une vaste échelle, l'électrification en grand pourront résoudre le problème concernant le petit cultivateur, assainir, pour ainsi dire, sa psychologie. Voilà ce qui aiderait à rééduquer à fond et avec rapidité le petit cultivateur. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI.)

Aussi, quiconque croit pouvoir assurer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie au moyen de l'industrie textile seule, sans tenir compte de la métallurgie et des machines susceptibles de transformer l'économie paysanne sur la base du travail collectif, perpétue les classes et s'avère non un révolutionnaire prolétarien, mais un philosophe paysan.

Voici un autre passage emprunté aux œuvres de Lénine :

Ce n'est que si nous parvenons à montrer dans la pratique aux paysans les avantages de l'exploitation agricole collective, sociale, par artels et associations ; ce n'est que si nous réussissons à apporter aux paysans une aide, en organisant des artels et associations pour cultiver la terre, — que la classe ouvrière exerçant le pouvoir pourra réellement démontrer aux paysans tout le bien fondé de sa tactique, gagner réellement à sa cause, solidement et pour de bon, les millions de paysans. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXIV. Discours au 1^{er} congrès des communes et artels agricoles.)

C'est ainsi qu'on parvient à assurer, de façon effective et solide, la conquête des larges masses paysannes à la cause de la classe ouvrière, à celle du socialisme.

On dit, parfois, que pour raffermir l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, nous n'avons qu'une seule ressource, celle des concessions à consentir aux paysans. Partant de ce point de vue, on s'engage parfois dans la voie des concessions continuelles, estimant que ces concessions sont susceptibles de consolider les positions de la classe ouvrière. Cela est inexact. Cela est absolument inexact. Cette théorie est plutôt susceptible de compromettre la situation de la classe ouvrière. C'est la théorie du désespoir. Pour renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, il faut utiliser, en plus des concessions, toute une série d'autres moyens d'ordre économique (points d'appui à la campagne : coopératives, collectivités agricoles et fermes d'Etat développées) et d'ordre politique (redoublement d'activité auprès des paysans pauvres, appui assuré de ces derniers). La paysannerie moyenne est une classe oscillante. Sans l'appui des paysans pauvres, et si le régime soviétique n'est pas solidement ancré dans les campagnes, la paysannerie moyenne peut passer aux côtés du koulak. Par contre, si le soutien de la paysannerie pauvre nous est assuré, il est certain que les paysans moyens s'orienteront vers le régime soviétique. C'est pourquoi la tâche immédiate du Parti consistera à faire une action systématique parmi les paysans pauvres, à les approvisionner en semences et en blé à bon compte.

2. Formation de cadres pour l'édification industrielle

Passons maintenant au problème de la formation de nouveaux cadres de techniciens intellectuels pour notre industrie.

Je veux parler de nos embarras dans le domaine industriel, des difficultés révélées à propos du procès de Chakhti.

Quelle déduction faut-il tirer de ce procès du point de vue de l'amélioration de l'industrie ? Le fait est que nous sommes presque désarmés et marquons un retard formidable pour pouvoir assurer à notre industrie un minimum de spécialistes dévoués à la cause prolétarienne.

La leçon qui se dégage du procès de Chakhti, c'est qu'il faut accélérer la formation de nouveaux techniciens intellectuels pris au sein de la classe ouvrière, attachés à la cause du socialisme et capables d'exercer la direction technique de notre industrie socialiste.

Est-ce à dire que nous répudions les spécialistes n'ayant pas une mentalité soviétique, qui ne partagent pas le point de vue communiste, mais acceptent de collaborer avec le régime soviétique. Non, évidemment. Nous nous évertuerons, par tous les moyens en notre pouvoir, à attirer, tout comme par le passé, les spécialistes et les techniciens sans parti, qui acceptent de marcher la main dans la main avec le régime soviétique, pour édifier notre industrie. Nous ne leur demandons nullement d'abjurer leurs conceptions, ou de les modifier séance tenante. Ce que nous leur demandons, c'est de collaborer honnêtement avec le gouvernement soviétique, dès le moment où ils s'y prêtent de leur propre initiative.

Seulement, parmi les vieux spécialistes, le nombre de ceux qui acceptent de travailler la main dans la main avec le gouvernement soviétique diminue, relativement, de plus en plus. Il faut des hommes nouveaux pour les remplacer. C'est pourquoi le Parti estime que, si nous voulons nous mettre à l'abri de nouvelles surprises, il convient d'accélérer la formation de la nouvelle génération de spécialistes, recrutés dans la classe ouvrière. C'est ce que nous appelons former de nouveaux techniciens intellectuels susceptibles de faire face aux besoins de notre industrie.

Les faits montrent que le commissariat du peuple à l'Instruction publique n'a pas su s'acquitter de cette tâche importante. Nous n'avons pas de raisons de supposer que ce commissariat, livré à lui-même, étant peu lié à la production industrielle, inerte et conservateur, saura s'acquitter de cette tâche dans un proche avenir. Aussi le Parti a-t-il été amené à conclure que le travail de formation accélérée de nouveaux techniciens intellectuels doit être partagé entre trois commissariats : le commissariat de l'Instruction publique, celui des Voies et Communications et le Conseil supérieur de l'économie nationale.

Le Parti considère que c'est la solution la plus rationnelle susceptible d'assurer le rythme nécessaire au travail dans ce domaine important.

Voilà la raison pour laquelle plusieurs écoles techniques supérieures seront placées sous les auspices du Conseil supérieur de l'économie nationale et du commissariat des Voies et Communications.

Naturellement, en mettant les écoles techniques supérieures sous une autre direction, on n'aura pas tout fait pour accélérer la formation de nouveaux cadres de techniciens intellectuels. Certes, l'entretien des étudiants aux frais de l'Etat jouera ici un très grand rôle. Aussi, le gouvernement soviétique a-t-il décidé d'affecter à la formation de nouveaux cadres une somme proportionnée aux dépenses engagées dans les grands travaux d'édification industrielle et d'inscrire au budget annuel, à titre de supplément, 40 millions de roubles.

III - Conclusion

Il faut avouer, camarades, que nos erreurs et difficultés nous ont toujours été profitables. Jusqu'à présent, du moins, l'histoire nous a toujours instruit et a fortifié notre parti au milieu de difficultés et de crises de toute nature. C'est ce qui s'est produit en 1918 où, à la suite des difficultés sur le front oriental, des échecs subis dans la lutte contre Koltchak, nous avons été amenés à la nécessité de créer une infanterie régulière. C'est ce qui arriva encore en 1919 : des difficultés ayant surgi sur le front de Dénikine, et Mamontov ayant effectué un raid sur l'arrière de nos armées, nous fûmes amenés à former une forte cavalerie pour faire mordre la poussière aux ennemis de la classe ouvrière. Je crois qu'aujourd'hui la situation est sensiblement la même.

Les difficultés d'approvisionnement nous seront d'un enseignement précieux. Elles secoueront les bolcheviks et les pousseront à s'atteler sérieusement à la besogne pour développer l'agriculture et, surtout, la production de céréales.

Sans ces difficultés, les bolcheviks n'auraient évidemment pas envisagé avec tout le sérieux nécessaire le problème des céréales. Il faut en dire autant du procès de Chakhti et des difficultés qui s'y

rattachent. Le procès nous aura apporté des leçons dont le Parti ne peut pas ne pas tenir compte. Elles nous incitent à poser dans toute son ampleur la question de la formation de nouveaux cadres de techniciens intellectuels capables de diriger notre industrie socialiste. Vous le voyez, du reste, nous avons franchi le premier pas sérieux pour résoudre le problème relatif aux techniciens intellectuels. Espérons que ce pas ne sera pas le dernier. (*Ovation.*)

Le danger de droite dans le P. C. de l'U.R.S.S.

(Discours prononcé au Comité élargi du Parti et à la Commission de contrôle de Moscou, le 19 octobre 1928.)

Je crois qu'il convient avant tout de faire abstraction des détails, des facteurs personnels, etc., pour résoudre la question du danger de droite, qui nous préoccupe.

Le danger d'une droite opportuniste existe-t-il au sein de notre parti ? Sommes-nous en présence de conditions objectives susceptibles de favoriser ce danger ? Comment combattre ce danger ? Telles sont les questions qui se posent aujourd'hui devant nous. Or, nous ne parviendrons pas à résoudre cette question si nous ne la dégageons pas de tous ces menus détails et éléments extérieurs qui viennent s'y ajouter et qui nous empêchent d'en discerner le fond.

Le camarade Zapolski a tort de croire que la déviation de droite n'est qu'une question fortuite. Il affirme qu'il faut rechercher le nœud du désaccord non point dans la déviation de droite, mais sur le terrain des rancunes, des intrigues personnelles, etc.

Admettons un instant que ces rancunes et intrigues personnelles jouent ici un certain rôle, ainsi, d'ailleurs, que dans toute autre lutte. Mais vouloir tout expliquer par le jeu des luttes personnelles sans discerner le fond de la question, équivaut à abandonner la bonne voie, la voie marxiste. Il est difficile d'admettre qu'une organisation aussi imposante, aussi fortement cimentée, aussi vieille que l'est incontestablement celle de Moscou, puisse être secouée de la base au sommet et mise en branle par les efforts conjugués d'une poignée d'ergoteurs ou d'intrigants.

Non, on n'en voit pas de ces miracles, de par le monde. Est-il besoin de dire que l'on ne doit pas montrer autant de légèreté pour juger de la force et de la vigueur de l'organisation de Moscou. Il est évident que les causes en jeu étaient plus profondes et n'avaient rien de commun ni avec la chicanerie ni avec les intrigues.

Frountov qui, tout en reconnaissant l'existence du danger de droite, estime cependant que ce danger n'est pas assez grave, pour que des gens posés et raisonnables s'en préoccupent sérieusement, n'est pas fondé non plus dans ses affirmations. D'après lui, la question de la déviation de droite, qui défraye les conversations des braillards, ne saurait intéresser les gens sérieux. Je comprends fort bien la mentalité du camarade Frountov : il est absorbé par le travail pratique quotidien, au point de ne pas avoir le temps de méditer sur les perspectives de notre développement. Est-ce à dire que nous devons ériger en dogme de notre édification le praticisme étroit et terre à terre de certains militants du Parti ? Quelle excellente chose qu'un praticisme rigoureux ! Mais dès l'instant où ce praticisme perd ses perspectives de travail et cesse de subordonner son action à la ligne fondamentale du Parti, il devient inopérant. Or, il n'est pas difficile de se rendre compte que la question de la déviation de droite est celle de la ligne fondamentale de notre parti ; la question de savoir si la perspective de développement tracée par notre parti à son XV^e congrès est juste ou non.

D'autre part, ceux des camarades ont également tort qui, dans la discussion du problème de la déviation de droite, s'appesantissent sur les hommes représentatifs de cette déviation. Montrez-nous —

disent-ils — des hommes de droite ou des conciliateurs, donnez-nous des noms afin que nous puissions régler le compte aux coupables. Cette façon de poser la question n'est pas juste. Certes, la question des personnalités n'est pas sans jouer un certain rôle. Mais il ne s'agit pas ici de personnalités, il s'agit des conditions, du milieu qui engendrent la déviation de droite dans le Parti. On peut écarter telles personnalités, mais il ne faut pas croire que, ce faisant, on extirpe les racines qui alimentent la déviation de droite dans notre parti. C'est pourquoi la question des personnalités tout en présentant un intérêt indiscutable, n'est pas décisive. A ce propos, je tiens à rappeler un épisode qui a eu lieu à Odessa, fin 1919 et début 1920. Nos troupes, après avoir bouté hors de l'Ukraine Dénikine, assénaient le coup de grâce aux débris de son armée dans la région d'Odessa. A ce moment, des soldats rouges s'étaient mis avec acharnement à la recherche à Odessa de l'Entente, persuadés qu'en se saisissant de cette Entente la guerre serait terminée. (*Rires.*) En admettant que ces soldats de l'Armée rouge se soient emparés de quelque représentant de l'Entente à Odessa, auraient-ils mis fin par là à l'Entente, Non, évidemment, car les origines de l'Entente ne sont pas à Odessa, encore qu'à cette époque cette ville fût le dernier refuge de Dénikine, mais au sein du capitalisme mondial. On pourrait en dire autant de certains de nos camarades qui, dans la question de la déviation de droite, portent le gros de leur effort notamment sur les individus représentant cette déviation, en négligeant les conditions qui l'engendrent.

Aussi, croyons-nous devoir examiner d'abord les conditions qui engendrent la déviation de droite et celle de gauche (déviation trotskiste), de la ligne léniniste.

Dans les conditions capitalistes, la déviation de droite, dans le communisme, est une tendance qui se fait jour parmi des communistes, tendance imprécise, il est vrai, et dont les représentants ne se rendent pas encore bien compte, à abandonner la ligne révolutionnaire du marxisme pour la social-démocratie. Lorsque certains milieux communistes contestent l'utilité du mot d'ordre : « classe contre classe » dans la bataille électorale (France), ou s'affirment contre la présentation par le Parti communiste d'une liste indépendante (Angleterre), ou bien se refusent à envisager à fond la question de la lutte contre la « gauche » de la social-démocratie (Allemagne), etc., cela prouve qu'à l'intérieur des partis communistes il y a des gens qui entendent assimiler le communisme au social-démocratisme. La victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes signifierait la débâcle idéologique des partis communistes et un renforcement intense du social-démocratisme. Or, que signifie le renforcement intense du social-démocratisme ? Cela signifie renforcement et consolidation du capitalisme, la social-démocratie étant le principal rempart du capitalisme au sein de la classe ouvrière.

Ainsi, la victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes entraînerait les conditions multiples nécessaires à la conservation du capitalisme.

Dans le cadre soviétique, où les racines du capitalisme, déjà renversé, ne sont pas encore extirpées, la déviation de droite, dans le communisme, est une tendance, un penchant qui se fait jour parmi des communistes — tendance imprécise, il est vrai, et dont peut-être ils ne se rendent pas encore nettement compte — à abandonner la ligne générale de notre parti pour l'idéologie bourgeoise. Lorsque certains milieux communistes essaient de faire opérer au Parti un mouvement de repli vis-à-vis des résolutions du XV^e congrès, en contestant la nécessité d'une offensive contre les éléments capitalistes de la campagne ; ou qu'ils exigent que l'élan de notre édification industrielle soit réfréné, estimant que le rythme actuel de son développement est néfaste pour le pays ; ou qu'ils nient l'utilité d'une affectation de fonds aux exploitations agricoles collectives et aux fermes d'Etat, estimant que c'est de l'argent jeté par la fenêtre ; ou qu'ils nient l'utilité de la lutte contre le bureaucratisme sur la base de l'autocritique, croyant que cette dernière ne fait que désagréger notre appareil administratif ; ou qu'ils exigent la limitation du monopole du commerce extérieur, etc. et ainsi de suite, cela veut dire qu'il y a dans les rangs de notre parti des gens qui cherchent, sans s'en rendre eux-mêmes compte peut-être, à ajuster l'œuvre de notre édification socialiste aux goûts et aux besoins de la bourgeoisie « soviétique ». Le triomphe de la déviation de droite dans notre parti signifierait un renforcement accentué des éléments capitalistes dans notre pays. Or, que signifie le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays ? Cela signifie l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et l'accroissement des chances de

restauration capitaliste. Ainsi, le triomphe de la déviation de droite dans notre parti entraînerait les conditions multiples nécessaires au *rétablissement* du capitalisme dans notre pays.

Existe-t-il, dans notre pays soviétique, des facteurs rendant *possible* la restauration du capitalisme ? Oui. Cette assertion, pour paradoxale qu'elle puisse vous paraître, n'en est pas moins un fait indéniable. Nous avons renversé le capitalisme, instauré la dictature du prolétariat ; nous développons, à un rythme accéléré, notre industrie socialiste en y alliant notre économie rurale. Mais nous n'avons pas encore extirpé les racines du capitalisme. Où sont-elles donc au juste ? Elles sont dans la production marchande, dans la petite production des villes et, surtout, de la campagne. La force du capitalisme, disait Lénine, réside « dans la force de la *petite production*, car, malheureusement, il en reste encore pas mal ; or, cette petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie d'une façon constante, quotidienne, à chaque heure, spontanément et sur une vaste échelle ». (Cf. t. XVII, p. 18.) Donc, étant donné que la petite production revêt, chez nous, un caractère de masse, voire même un caractère prépondérant, et qu'elle engendre le capitalisme et la bourgeoisie, notamment dans les conditions de la nouvelle politique économique — d'une façon constante et sur une vaste échelle — il est évident qu'il subsiste chez nous des conditions rendant *possible* la restauration du capitalisme.

Existe-t-il, dans notre pays soviétique, des moyens et des ressources pour détruire, pour liquider cette *possibilité* de restauration capitaliste ? Oui. C'est sur cette base que repose la justesse de la thèse de Lénine sur la possibilité d'édifier en U.R.S.S. une société socialiste intégrale. Mais pour cela, il faudra consolider la dictature du prolétariat, renforcer l'union de la classe ouvrière et des paysans, développer nos postes de commande sous le rapport de l'industrialisation du pays, accélérer le développement de l'industrie, électrifier le pays, élever toute notre économie nationale à un niveau technique supérieur, développer à fond les coopératives parmi la population rurale, relever le rendement des exploitations paysannes, grouper par étapes successives les exploitations agricoles individuelles des paysans dans les exploitations collectives, développer les fermes d'Etat, limiter et combattre les éléments capitalistes des villes et des campagnes, etc., et ainsi de suite.

Voici ce que dit à ce sujet Lénine :

Tant que nous vivons dans un pays de petits cultivateurs, le capitalisme possède en Russie une base économique plus solide que le communisme. Il faut se mettre bien cela dans la tête. Tous ceux qui observent attentivement la vie de la campagne et la comparent à celle de la ville, savent que nous n'avons pas encore fait disparaître les racines du capitalisme ni sapé la base, le fondement de l'ennemi intérieur. Celui-ci s'appuie sur la petite production ; or il n'est qu'un seul moyen de le battre en brèche, c'est de doter l'ensemble de notre économie nationale, y compris l'agriculture, d'une nouvelle base technique, de la base technique de la grande industrie moderne. Cette base ne peut être que l'électricité. Le communisme, c'est le régime soviétique plus l'électrification de tout le pays. Autrement, le pays demeurera un pays de petits cultivateurs. Voilà une vérité dont nous devons bien nous pénétrer. Nous sommes plus faibles que le capitalisme non seulement internationalement, mais aussi dans notre propre pays. Tout le monde le sait. Nous nous en sommes rendu compte et nous nous efforcerons de transformer la base économique, de petite production agricole en base économique de grande industrie. C'est lorsque le pays sera électrifié, lorsque nous aurons donné à l'industrie, à l'agriculture et au transport la base technique de la grande industrie moderne que nous vaincrons définitivement. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI, p. 427-428.)

Il résulte de ce texte, premièrement que tant que nous vivons dans un pays de petits cultivateurs, tant que nous n'avons pas encore extirpé les racines du capitalisme, ce dernier possède une base économique plus solide que pour le communisme. Il arrive quelquefois qu'on coupe l'arbre, mais qu'on en laisse les racines, la force ayant manqué pour les extirper. Il en résulte que la restauration du capitalisme est *possible* dans notre pays.

En deuxième lieu, à côté de la possibilité de restauration capitaliste, nous avons aussi la *possibilité de la victoire du socialisme*, puisque nous *pouvons* faire échec à la *possibilité* de restauration capitaliste, nous pouvons extirper les racines du capitalisme et remporter sur lui une victoire définitive, *si* nous

activons l'électrification du pays; *si* nous savons donner à l'industrie, à l'agriculture et aux transports la base technique de la grande industrie moderne. De là la *possibilité* de voir triompher le socialisme dans notre pays.

Il ressort enfin du texte cité que l'on ne saurait édifier le socialisme dans l'industrie seule, en abandonnant l'agriculture au gré d'une évolution spontanée, sous prétexte que la campagne « suivra d'elle-même » la ville. La présence d'une industrie socialiste dans la ville constitue un facteur essentiel de la réorganisation socialiste de la campagne. Mais cela ne veut pas encore dire que ce facteur soit absolument suffisant. Pour que la ville socialiste puisse mener derrière elle jusqu'au bout la campagne, il est indispensable, comme dit Lénine, de « donner à l'économie nationale, *y compris l'agriculture*, une base technique nouvelle, celle de la grande industrie moderne ».

Cette citation de Lénine n'est-elle pas en contradiction avec un autre passage de ses oeuvres où il est dit que « la Nouvelle politique économique nous assure complètement *la possibilité* de jeter les fondations de l'économie socialiste » ? Pas de contradiction possible. Bien au contraire, ces deux citations s'accordent parfaitement. Lénine ne dit point que la Nouvelle politique économique nous donne un socialisme tout fait. Lénine dit seulement que la Nouvelle politique économique nous assure la *possibilité* de jeter les fondations de l'économie socialiste. Il existe une grande différence entre la *possibilité* d'édifier le socialisme et *son édification réelle*. On ne doit pas confondre la possibilité avec la réalité. Et c'est pour faire de cette possibilité une réalité que Lénine propose dans cette grande citation, d'électrifier le pays et de donner à l'industrie, à l'agriculture et aux transports la base technique de la grande industrie moderne, comme condition nécessaire au triomphe définitif du socialisme.

Seulement, cette condition de l'édification du socialisme ne saurait être réalisée en un an ou en deux ans. Il est impossible, dans l'espace de un ou de deux ans, d'industrialiser le pays, de créer une grande industrie, de développer à fond la coopération parmi les millions de ruraux, de donner une nouvelle base technique à l'agriculture, de grouper les exploitations paysannes individuelles en de grandes exploitations collectives, de développer les fermes d'Etat, de limiter les éléments capitalistes de la ville et de la campagne et d'en triompher. Cela impose à la dictature du prolétariat un travail d'édification accéléré durant des années et des années. Tant que cela ne sera pas fait, — et ces choses-là ne se font pas d'un seul coup, — nous demeurerons un pays agricole, où la petite production engendrera, constamment et sur une vaste échelle, le capitalisme et la bourgeoisie, et où le danger de la restauration capitaliste restera latent. Et puisque le prolétariat n'habite pas des régions interplanétaires, mais un monde réel avec toute sa disparité, on voit des éléments bourgeois surgir sur la base de la petite production, « entourer de tous côtés le prolétariat d'une atmosphère petite-bourgeoise; ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de lâcheté petite-bourgeoise (faiblesse de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme au désespoir) » (Lénine, *Œuvres complètes*, 1^{ère} éd. russe, t. XVIII, p. 36), ils apportent ainsi dans le prolétariat et dans son parti des hésitations et des flottements.

Telle est l'origine et la cause de toutes les hésitations et déviations en regard de la ligne léniniste que l'on observe dans nos rangs.

Voilà pourquoi la question de la déviation de droite ou de gauche, dans notre parti, ne doit pas être considérée comme une question de peu d'importance.

En quoi consiste le danger de la déviation de *droite*, franchement opportuniste, dans notre parti ? Il consiste en ce qu'elle *méconnaît* la force de nos ennemis, la force du capitalisme, en ce qu'elle n'aperçoit pas le danger de la restauration capitaliste, ne conçoit pas la mécanique de la lutte de classe dans le cadre de la dictature prolétarienne. Aussi met-elle tant de légèreté à faire des concessions au capitalisme, en demandant de comprimer l'élan du développement industriel, en réclamant des facilités pour les éléments capitalistes de la ville et de la campagne ; en exigeant la mise à l'arrière-plan de la question des exploitations agricoles collectives et soviétiques, la limitation du monopole du commerce extérieur, etc. Il est certain que la victoire de la déviation de droite dans notre parti déchaînerait les

forces du capitalisme, minerait les positions révolutionnaires du prolétariat et augmenterait les chances de restauration capitaliste dans notre pays.

En quoi consiste le danger de la déviation de *gauche* (déviation trotskiste) dans notre parti ? En ce qu'elle *surestime* la force de nos ennemis, celle du capitalisme, en ce qu'elle n'aperçoit que la possibilité de restauration capitaliste sans discerner la possibilité d'édification socialiste par les forces seules de notre pays ; en ce qu'elle se laisse aller au désespoir et ne cherche à se consoler que par un bavardage sur le Thermidor dans notre parti.

Des paroles de Lénine disant que « tant que nous vivons dans un pays de petits cultivateurs, le capitalisme «possédera en Russie une base économique plus solide que le communisme », — de ces paroles de Lénine la déviation de « gauche » tire cette fausse conclusion qu'il est impossible, en général, d'édifier le socialisme en U.R.S.S., qu'on ne pourra rien tirer des paysans; que l'idée d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie est une idée désuète; que si la révolution victorieuse en Occident ne nous vient pas en aide à temps, la dictature du prolétariat en U.R.S.S. devra tomber ou dégénérer; que si nous n'adoptons pas un plan fantastique de super-industrialisation, plan à réaliser même au prix d'une rupture avec la paysannerie, la cause du socialisme en U.R.S.S. sera vouée à l'échec. De là l'aventurisme de la politique de la déviation de « gauche ». De là les bonds « surhumains » en cette politique. Il est certain que la victoire de la déviation de « gauche », dans notre parti, aboutirait à détacher la classe ouvrière de sa base rurale, à dissocier l'avant-garde de la classe ouvrière du reste des travailleurs, — partant à la défaite du prolétariat et à la création de facteurs favorables à la restauration du capitalisme.

Comme vous le voyez, ces deux dangers, celui de droite et celui de « gauche », ces deux déviations de la ligne léniniste, la droite et la « gauche », aboutissent au même résultat par des voies différentes, il est vrai.

Lequel de ces deux dangers est le plus grave ? Je crois que tous les deux sont également graves. La différence entre ces deux déviations, au point de vue de la lutte efficace contre elles, consiste en ce que la déviation de « gauche » apparaît, en ce moment, au Parti avec plus de netteté que celle de droite. Le fait que depuis plusieurs années déjà nous combattons vigoureusement la déviation de « gauche », n'a pas pu, bien entendu, ne pas laisser des traces dans notre parti. On conçoit aisément que pendant ces années de lutte contre la déviation de « gauche », trotskiste, le Parti ait beaucoup appris et qu'il ne s'en laisse plus imposer par des phrases radicales.

Quant au danger de droite, qui n'existe pas d'hier, mais qui, aujourd'hui, se présente avec plus de relief vu le renforcement de l'élément petit-bourgeois, à la suite de la crise survenue l'année dernière dans le stockage des blés, j'estime que certains militants de notre parti ne s'en rendent pas clairement compte.

C'est pourquoi nous avons le devoir d'accentuer la lutte contre la déviation de droite, sans toutefois affaiblir, fût-ce d'un iota, notre lutte contre le danger de « gauche », le danger trotskiste, et de faire le nécessaire pour que le danger de la déviation de droite devienne pour le Parti aussi évident que celui de la déviation de « gauche ».

La question de la déviation de droite, ne se poserait peut-être pas chez nous avec autant d'acuité qu'elle se pose aujourd'hui, si elle n'était pas liée aux *difficultés* de notre évolution. C'est que l'existence de la déviation de droite augmente les difficultés de notre développement et empêche de les surmonter. Et c'est parce que le danger de droite entrave la lutte contre ces difficultés, que la nécessité de combattre la déviation de droite acquiert pour nous une importance toute particulière.

Deux mots sur la nature de nos difficultés. Il faut se rappeler que nos difficultés ne sont pas des difficultés de stagnation ou de décadence. Il y a des difficultés qui surviennent en période de décadence, de stagnation économique. En ce cas, on s'efforce de rendre cet état de stagnation moins sensible, ou cette décadence économique moins profonde. Or, nos difficultés à nous n'ont rien de

commun avec celles dont nous venons de parler. Ce qui les caractérise c'est qu'elles sont des difficultés d'essor économique, des difficultés de *croissance*. Quand nous parlons de difficultés, c'est qu'il est question, la plupart du temps, de déterminer le pourcentage du *relèvement* de la production industrielle, le pourcentage de *l'extension* de la surface d'ensemencement; c'est qu'il s'agit de savoir de combien de « pouds » on *relèvera* le rendement du sol, etc. Et c'est parce que nos difficultés sont des difficultés d'essor économique, et non de décadence ou de stagnation qu'elles ne présentent pour le Parti rien de particulièrement dangereux.

Mais il n'en reste pas moins que les difficultés subsistent. Et puisque pour les vaincre, il faut tendre toutes ses forces, il faut faire preuve de fermeté et de sang-froid, — choses que tout le monde ne peut pas se vanter de posséder, — soit parce que les gens sont fatigués et démoralisés, soit, peut-être, parce qu'ils préfèrent vivre en paix, sans luttes ni tracasseries, — on voit se produire des oscillations et des flottements, des tendances vers la ligne du moindre effort, des conversations sur la nécessité de ralentir le développement industriel, d'accorder des facilités aux éléments capitalistes, sur l'inutilité des exploitations agricoles collectives et soviétiques, — bref, sur tout ce qui déborde le cadre rituel du travail quotidien et de tout repos.

Or, il ne nous sera pas possible d'avancer, si nous ne surmontons pas les difficultés qui surgissent sur notre chemin. Pour les vaincre, il faut d'abord écarter le danger de droite, qui entrave la lutte contre les difficultés et cherche à affaiblir la volonté de notre parti dans sa lutte contre ces difficultés. Naturellement, il s'agit d'engager contre la déviation de droite une lutte efficace, et non verbale, sur le papier. Il est des gens dans notre parti qui acceptent volontiers, par acquit de conscience, de livrer la guerre à la déviation de droite. Mais ils procèdent mollement à la manière des prêtres qui entonnent des *alléluias* ; ils ne prennent aucune, littéralement aucune mesure pratique et utile pour organiser de façon judicieuse la lutte contre la déviation de droite, pour la combattre efficacement. Ce courant porte chez nous le nom de courant de *conciliation* à l'égard de la déviation de droite franchement opportuniste. Il n'est pas difficile de se rendre compte que la lutte contre ces conciliateurs est partie intégrante de la lutte générale contre la déviation de droite, contre le danger de droite. Car on ne saurait surmonter la déviation de la droite opportuniste, sans engager une lutte systématique contre les conciliateurs qui abritent, sous leur aile, les opportunistes.

La question des colporteurs de la déviation de droite, sans être décisive, n'en présente pas moins un intérêt incontestable. Nous avons eu l'occasion d'affronter les colporteurs de la déviation de droite dans les organisations de base de notre parti, lors de la crise de l'approvisionnement en blé de l'année dernière. Nombreux étaient les communistes, dans les cantons et les villages, qui s'affirmèrent contre la politique du Parti, en préconisant l'alliance avec les koulaks. Vous savez que ces éléments ont été exclus de notre parti au printemps dernier. Un document connu du Comité central de notre parti, daté de février de cette année, en fait mention spéciale. Mais il serait faux de dire qu'il ne reste plus de ces éléments au sein de notre parti. Si l'on remonte aux échelons supérieurs, vers les organisations de provinces et de districts, si l'on a soin de bien scruter l'appareil d'Etat et coopératif, — on n'aura pas de difficultés pour repérer des colporteurs de la déviation de droite, et des conciliateurs. On connaît des « lettres », des « déclarations » et d'autres papiers rédigés par des militants du Parti et de l'appareil d'Etat, lettres dans lesquelles l'élan vers la déviation de droite se précise avec netteté. Vous savez que ces lettres et ces documents sont mentionnés dans le compte rendu sténographique du C.C. élargi de juillet. Si on monte encore plus haut, vers le Comité central, il faudra avouer que là aussi il y a des éléments, peu nombreux, il est vrai, qui gardent, à l'égard de la déviation de droite, une attitude de conciliation. Le compte rendu sténographié des séances plénières de juillet en fait foi.

Et au Bureau politique ? Y a-t-il des déviations au sein du Bureau politique ? Non, au Bureau politique, il n'y a ni déviation de droite, ni déviation de gauche, ni de conciliation. Il faut le dire ici catégoriquement. Il est temps d'abandonner les racontars que colportent les ennemis du Parti et les éléments d'opposition de toute espèce, d'après lesquels il existerait au sein du Bureau politique de notre Comité central une déviation de droite ou une attitude de conciliation à son égard.

Y a-t-il eu des flottements et oscillations au sein de l'organisation de Moscou ou de son organe supérieur, le Comité de Moscou ? Oui, évidemment. Il serait absurde de nier aujourd'hui qu'il y ait eu des hésitations, des flottements. Le discours débordant de franchise du camarade Penkov en est la preuve irréfutable. Le camarade Penkov n'est pas le dernier parmi les militants de l'organisation de Moscou et de son comité. Vous l'avez entendu avouer en toute franchise et loyauté, ses erreurs sur une série de questions extrêmement importantes touchant la politique de notre parti. Il ne faut pas en conclure que tout le Comité de Moscou ait été en butte à des oscillations. Non, évidemment. Un document aussi important que l'appel adressé en octobre dernier par le comité de Moscou aux membres de l'organisation de la région, montre incontestablement que le Comité de Moscou a triomphé des hésitations qui se sont fait jour chez certains de ses membres. Je ne doute pas que le noyau dirigeant du Comité de Moscou ne réussisse à établir définitivement la situation.

Certains camarades ont manifesté leur mécontentement de voir les organisations de rayon réclamer la liquidation des erreurs et des flottements de tels dirigeants de l'organisation de Moscou. Je ne vois pas à quoi tient ce mécontentement. Quoi d'étonnant que les militants de rayon de l'organisation de Moscou aient élevé la voix pour exiger la liquidation des erreurs et des flottements ? Notre activité ne se poursuit-elle pas sous le signe de l'autocritique à la base ? Va-t-on contester que l'autocritique stimule l'activité des militants du Parti et celle des éléments prolétariens de la base, en général ? Où donc est le mal ou le danger que les militants de rayon se soient montrés à la hauteur de leur tâche ?

Le Comité central a-t-il eu raison d'y mettre le holà ! Je pense que oui. Le camarade Berzine estime que le Comité central agit avec trop de rigueur, en insistant pour que soit relevé de ses fonctions un des dirigeants du Comité de rayon, contre lequel s'est soulevée l'organisation de rayon. Cela est complètement faux. Je pourrais rappeler au camarade Berzine certains épisodes datant de 1919 et 1920, où quelques membres du Comité central ayant commis des fautes — pas très graves, je crois, — à l'égard de la ligne politique du Parti, se virent, sur la proposition de Lénine, infliger des sanctions sévères. L'un d'eux fut envoyé au Turkestan, un autre faillit être exclu du Comité central. Lénine avait-il raison d'agir ainsi ? Pour moi, il avait parfaitement raison. A cette époque, la situation du Comité central n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. A ce moment, la moitié du C.C. s'étant rangée derrière Trotski, la situation du Comité central n'avait rien de stable. Aujourd'hui, le Comité central agit avec infiniment plus de douceur. A quoi cela tient-il ? Serait-ce parce que nous voulons nous montrer plus doux que Lénine ? Non, il ne s'agit pas de cela. C'est parce qu'aujourd'hui la situation du C.C. est plus stable qu'à l'époque ; le Comité central peut se permettre d'user de moins de rigueur. Le camarade Sakharov a tort aussi de prétendre que l'intervention du Comité central a été tardive. Il est dans l'erreur, parce qu'il ignore visiblement que l'intervention du C.C. avait commencé dès février dernier. Le camarade Sakharov pourrait s'en rendre compte, s'il en avait le désir. L'intervention du C.C. n'a pas donné, il est vrai, de résultats positifs immédiats. Mais on ne saurait l'en accuser.

Conclusions : 1. La déviation de droite est un danger grave dans notre parti car il est né de la situation sociale et économique de notre pays ; 2. le danger de la déviation de droite s'accroît par suite des difficultés que l'on ne saurait vaincre sans avoir vaincu la déviation de droite et ceux qui observent à son égard une attitude conciliante ; 3. dans l'organisation du Parti de Moscou, il y a eu des hésitations et des flottements, il y a eu des éléments d'instabilité ; 4. le noyau militant du Comité de Moscou, aidé du Comité central et des militants des organisations de rayon, a pris les mesures nécessaires pour liquider ces hésitations ; 5. il n'est pas douteux que le Comité de Moscou réussira à redresser les erreurs qui se sont révélées avant ; 6. la tâche consistera à liquider la lutte intérieure, à resserrer les rangs de l'organisation de Moscou et à mener à bien la campagne électorale dans les cellules, sur la base de l'autocritique la plus large. (*Applaudissements.*)

L'industrialisation du pays et la déviation de droite dans le Parti communiste de l'Union soviétique

(Discours prononcé au Plénum du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, le 19 novembre 1928.)

J'examinerai ici trois questions essentielles posées dans les thèses du Bureau politique. Je parlerai d'abord de l'industrialisation du pays, et je m'attacherai à prouver que le facteur décisif en matière d'industrialisation est le développement de la production des moyens de production, développement qui doit se poursuivre à un rythme aussi accéléré que possible. Ensuite, j'essaierai de démontrer que le rythme de développement de l'agriculture chez nous marque un retard sensible sur celui de l'industrie et que, par conséquent, la question actuelle la plus brûlante de notre politique intérieure est celle de l'agriculture et notamment, le problème des céréales, la question de savoir comment relever, remanier l'agriculture sur la base de la nouvelle technique. Et enfin, la question des déviations, de la lutte sur les deux fronts. Dans cet ordre d'idées je tâcherai de prouver qu'à l'heure actuelle le danger le plus sérieux pour nous est dans la déviation de droite.

I - Le rythme de développement de l'industrie

Le point de départ de nos thèses, c'est que le rythme accéléré de développement de l'industrie en général et de la production des moyens de production en particulier constitue l'idée maîtresse, la clé de voûte de l'industrialisation du pays, de la transformation de l'ensemble de notre économie nationale sur la base de l'évolution socialiste. Mais que veut dire au juste le rythme accéléré du développement industriel ? Cela veut dire qu'il faut engager le plus de capitaux possible dans l'industrie. Or, cela entraîne un état de tension de tous nos plans budgétaires et extra-budgétaires. En effet, le trait caractéristique de nos « chiffres de contrôle » pendant les trois dernières années, — en période de reconstruction — c'est qu'ils sont établis et réalisés sous le signe de la « tension ». Que vous examiniez nos « chiffres de contrôle », que vous étudiiez nos propositions budgétaires, que vous vous entreteniez avec nos militants, ceux qui travaillent aux divers échelons du Parti ou ceux qui dirigent notre édification soviétique, économique et coopérative, — partout et en toutes circonstances on voit apparaître un trait caractéristique, à savoir: la tension de nos plans. On se demande si, en général, cette « situation tendue » nous est indispensable. Ne pourrions-nous pas nous en passer ? Serait-il donc impossible d'adopter un rythme ralenti, de travailler dans une atmosphère plus « calme » ? Le rythme accéléré de développement de l'industrie, que nous avons adopté, ne devrait-il pas s'expliquer par la nervosité des membres du Bureau politique et du Conseil des commissaires du peuple ? Non, certes. Au Bureau politique et au Conseil des commissaires du peuple siègent des gens calmes et bien équilibrés. En faisant abstraction de la situation extérieure et intérieure, nous pourrions certes adopter un rythme plus lent. Mais, tout d'abord, il est impossible de faire abstraction de la situation extérieure et intérieure ; en second lieu, si l'on tient compte de la situation actuelle, on est amené à conclure que c'est précisément cette situation qui nous impose le rythme accéléré du développement de notre industrie.

Permettez-moi, maintenant, de passer à l'examen de cette situation, de ces facteurs d'ordre extérieur et intérieur qui nous obligent à adopter un rythme accéléré pour le développement de notre industrie.

Facteurs extérieurs. — Nous avons pris le pouvoir dans un pays où la technique est extrêmement arriérée. A côté de quelques grosses unités industrielles, qui possèdent plus ou moins un outillage moderne, nous avons des centaines et des milliers d'usines et de fabriques dont la technique ne résiste à aucune critique au point de vue des réalisations modernes. D'autre part, nous sommes entourés d'un grand nombre de pays capitalistes dotés d'une technique industrielle beaucoup plus développée et plus parfaite que la nôtre. Voyez ce qui se passe dans les pays capitalistes. Dans ces pays, la technique non seulement fait des progrès, mais avance à pas de géant laissant en arrière les formes désuètes de la technique industrielle. Or, voici ce qui se produit : notre pays est doté, d'une part, du régime le plus

avancé du monde, le régime soviétique ; d'autre part, nous avons une technique extrêmement arriérée de l'industrie, laquelle est la base du socialisme et du régime soviétique.

Croyez-vous qu'en présence de cette contradiction il soit possible de faire triompher définitivement le socialisme ? Que doit-on faire pour liquider cette contradiction ? A cet effet, nous devons rattraper et dépasser la technique moderne des pays capitalistes avancés. Nous avons rattrapé et dépassé les pays capitalistes avancés en ce qui concerne l'instauration d'un nouveau régime politique, du régime soviétique. Parfait. Mais cela n'est pas suffisant. Pour aboutir à la victoire finale du socialisme, nous devons rattraper et dépasser ces pays aussi sous le rapport technique et économique. Ou nous réaliserons cet objectif, ou nous ferons faillite. Cela est vrai non seulement du point de vue de l'édification du socialisme, mais cela est vrai aussi du point de vue de la sauvegarde de l'indépendance de notre pays dans le cadre capitaliste. Or, il est impossible de sauvegarder l'indépendance de notre pays sans être pourvu d'une base industrielle suffisante pouvant assurer cette défense. Impossible de créer cette base industrielle, sans avoir une technique industrielle hautement développée. Voilà pourquoi nous avons besoin d'un rythme de développement accéléré de notre industrie.

L'état arriéré de la technique et de l'économie de notre pays n'a pas été voulu par nous. Ce retard est séculaire, il nous fut légué par le développement historique de notre pays. Ce retard se faisait sentir comme un fléau aussi bien dans le passé, dans la période prérévolutionnaire, que depuis la révolution. Lorsque Pierre le Grand, après avoir noué contact avec les pays plus avancés d'Occident, fit construire fébrilement des usines et des fabriques destinées à assurer le ravitaillement de l'armée et à renforcer la défense du pays, ce fut là une tentative originale de remédier à ce retard. On conçoit cependant aisément qu'aucune des anciennes classes, ni l'aristocratie féodale, ni la bourgeoisie, n'ait pu se charger de liquider cet état arriéré de notre pays. Bien plus: ces classes non seulement n'étaient pas en mesure de s'acquitter de cette tâche, mais elles étaient même incapables de la formuler d'une façon plus ou moins satisfaisante. Le retard séculaire de notre pays ne saurait être liquidé que sur la base de l'édification socialiste. Et seul le prolétariat, qui a instauré sa dictature et tient en main la direction du pays, réussira à mener à bien cette liquidation.

Il serait puéril de vouloir nous consoler en disant que puisque nous ne sommes pour rien dans le retard, que cet état de choses nous a été légué par l'histoire de notre pays, nous ne pouvons et ne devons pas en supporter la responsabilité. Ce n'est pas juste. Dès l'instant où nous avons pris le pouvoir, où nous nous sommes chargés de transformer le pays sur la base du socialisme, nous revendiquons toutes les responsabilités. Et c'est parce que nous en revendiquons les responsabilités que nous nous devons de liquider notre retard technique et économique. C'est pour nous une obligation, si nous voulons réellement rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés. Or, il n'y a que nous, bolcheviks, qui pouvons le faire et personne d'autre. Et c'est justement pour mener à bien cette tâche que nous devons réaliser systématiquement un rythme accéléré de développement de notre industrie. Or, il n'est personne qui ne se rende clairement compte aujourd'hui que nous sommes en train de réaliser un rythme accéléré de développement de notre industrie.

La nécessité de rattraper et de dépasser les pays capitalistes avancés sous le rapport technique et économique n'a pour nous autres bolcheviks, rien de nouveau ni d'imprévisible. Cette question nous l'avons posée déjà en 1917, au cours de la période d'avant la révolution d'Octobre. Cette question fut soulevée par Lénine déjà en septembre 1917, à la veille de la révolution d'Octobre, pendant la guerre impérialiste, dans sa brochure intitulée *la Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*. Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

Elle [la révolution] a eu pour résultat de porter en quelques mois la Russie, dans l'ordre politique, au niveau des pays les plus avancés. Mais cela ne suffit pas. La guerre est inflexible, elle pose la question en termes inexorables : périr ou rattraper et dépasser les pays avancés, même sur le terrain économique.

Il faut périr ou aller de l'avant à toute vapeur. La question est ainsi posée par l'histoire (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXI, p. 234. Edit. Soc. Int.).

Voilà comment Lénine posait d'une façon tranchante la question de la liquidation de notre retard technique et économique.

Tout cela avait été écrit par Lénine à la veille de la révolution d'Octobre, pendant la période qui précéda la prise du pouvoir par le prolétariat, alors que les bolcheviks n'avaient encore ni pouvoir, ni industrie socialisée, ni un vaste réseau ramifié de coopératives, englobant des millions de paysans, ni exploitations agricoles collectives, ni fermes d'Etat. Or, aujourd'hui, où nous possédons une certaine base réelle pour liquider à fond notre retard technique et économique, nous pourrions paraphraser le passage de Lénine à peu près comme suit : « Nous avons rattrapé et *dépassé* les pays capitalistes avancés au point de vue *politique*, en instituant la dictature du prolétariat. Mais ce n'est pas assez. Nous devons utiliser la dictature du prolétariat, notre industrie socialisée, le transport, notre système de crédit etc., la coopération, les exploitations agricoles collectives, les fermes d'Etat, etc. — pour rattraper et *dépasser*, les pays capitalistes avancés, sous le rapport *économique* aussi. »

L'application d'un rythme accéléré au développement de notre industrie ne s'imposerait pas aussi impérieusement qu'elle s'impose en ce moment, si nous possédions une industrie et une technique aussi avancées qu'en Allemagne, par exemple ; si le rôle de notre économie nationale était aussi important qu'en Allemagne, par exemple. Dans *ce cas*, nous pourrions développer notre industrie à un rythme moins accéléré, sans avoir à craindre de nous laisser distancer par les capitalistes et sachant que nous pouvons les devancer d'un seul coup. Mais, c'est qu'alors le retard technique et économique qui se fait vivement sentir chez nous serait inexistant. Il n'en est rien. Sous ce rapport, nous sommes en retard sur l'Allemagne et bien loin de l'avoir rattrapée au point de vue technique et économique.

Le rythme accéléré de développement industriel ne s'imposerait pas aussi impérieusement si, au lieu d'être l'unique pays de dictature du prolétariat, nous représentions un des pays de dictature du prolétariat; si le prolétariat exerçait le pouvoir non seulement dans notre pays, mais aussi dans d'autres pays plus avancés, tels que l'Allemagne et la France. *Dans ce cas*, l'encercllement capitaliste ne serait pas pour nous un danger aussi grave qu'il l'est aujourd'hui; la question de l'indépendance économique de notre pays serait reléguée, tout naturellement, au second plan; nous pourrions nous intégrer dans un système d'Etats prolétariens plus avancés, qui nous fourniraient des machines pour enrichir notre industrie et notre agriculture, en échange de matières premières et de produits alimentaires; nous pourrions, par suite, développer notre industrie à une allure moins rapide.

Mais vous savez fort bien que ces conditions nous font encore défaut, et que nous sommes pour le moment *l'unique* pays de dictature du prolétariat, entouré de pays capitalistes dont beaucoup sont très en avant de nous au point de vue technique et économique.

Voilà la raison pour laquelle la nécessité de rattraper et de dépasser les pays capitalistes avancés dans le domaine économique, était, selon Lénine, une question de vie et de mort pour notre développement.

Tels sont les facteurs *extérieurs* qui commandent d'adopter un rythme accéléré de développement de notre industrie.

Facteurs intérieurs. — Mais en dehors des facteurs extérieurs, il en existe d'ordre intérieur qui nous commandent l'application d'un rythme accéléré de développement de notre industrie, base première de toute notre économie nationale. Je veux parler du grand retard de notre agriculture, de sa technique, de son outillage. Je veux parler des petits producteurs qui forment dans notre pays la majorité prédominante, dont la production est en état de dispersion et les procédés de travail rudimentaires, et au milieu desquels notre grande industrie socialisée est comme une île en pleine mer, île dont la base s'élargit chaque jour, mais qui n'en est pas moins une île en pleine mer. On répète couramment chez nous que l'industrie est l'élément dirigeant de toute l'économie nationale y compris l'agriculture; que l'industrie est la clé au moyen de laquelle on réussira à remanier sur la base du collectivisme, l'agriculture arriérée et morcelée. Cela est tout à fait exact. Nous ne devons pas nous départir de ce principe l'espace d'une seconde. Mais il ne faut pas oublier, d'autre part, que si l'industrie est un

élément décisif, l'agriculture sert de base au développement de l'industrie, d'abord comme marché absorbant la production industrielle, puis comme pourvoyeur de matières premières et de denrées alimentaires, et enfin comme source de réserves pour l'exportation destinées à assurer l'entrée de l'outillage pour les besoins de l'économie nationale. Pourra-t-on faire progresser l'industrie en laissant l'agriculture dans un état de technique absolument arriérée, sans assurer à l'industrie une base agricole, sans réorganiser l'agriculture et sans l'ajuster au niveau de l'industrie ? Non, évidemment. Il en résulte que nous devons assurer au maximum à l'agriculture l'outillage et les moyens de production afin d'accélérer et d'activer sa réorganisation sur une nouvelle base technique. Mais pour atteindre cet objectif, il est indispensable d'adopter un rythme accéléré de développement de notre industrie. Bien entendu, la reconstruction de l'agriculture éparpillée et morcelée est une chose infiniment plus difficile que la reconstruction de l'industrie socialiste unifiée et centralisée. Mais cette tâche s'impose à nous et nous devons nous en acquitter. Or, on ne saurait résoudre cette question que sur la base d'un rythme accéléré de développement de notre industrie, On ne saurait indéfiniment, interminablement, c'est-à-dire pendant une trop longue période, faire reposer le pouvoir soviétique et l'édification socialiste sur deux bases différentes: l'industrie socialiste la plus grande et la plus unifiée et la petite économie paysanne, arriérée et dispersée. Il faut faire passer graduellement, mais systématiquement et avec persévérance, l'agriculture sur une nouvelle base technique, sur la base de la grosse production, en l'ajustant au niveau de l'industrie socialiste. Ou bien nous nous acquitterons de cette tâche, et alors la victoire définitive nous sera assurée, ou bien nous l'abandonnerons sans résoudre le problème, — et alors la restauration capitaliste peut devenir imminente.

Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

Tant que nous vivons dans un pays de petits cultivateurs, le capitalisme possède en Russie une base économique plus solide que le communisme. Il faut se bien mettre dans la tête cette vérité. Tous ceux qui observent attentivement la vie de la campagne en la comparant à celle de la ville, savent que nous n'avons pas encore fait disparaître les racines du capitalisme ni sapé la base, le fondement de l'ennemi intérieur. Celui-ci s'appuie sur la petite production ; or il n'est qu'un seul moyen de le battre en brèche, c'est de doter l'ensemble de notre économie nationale, y compris l'agriculture d'une nouvelle base technique, de la base technique de la grande industrie moderne. Cette base ne peut être que l'électricité. Le communisme c'est le régime soviétique plus l'électrification de tout le pays. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI, VIII^e congrès panrusse des Soviets ».)

Comme on le voit, par électrification du pays, Lénine entend non la construction isolée de quelques stations électriques, mais « le transfert de l'économie nationale, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande industrie moderne », qui se rattache d'une façon ou de l'autre, directement ou indirectement, à l'électrification.

Le discours dont j'ai extrait ce passage a été prononcé par Lénine au VIII^e congrès des Soviets en décembre 1920, la veille même de l'instauration de la Nouvelle politique économique, quand il lança l'idée de ce que l'on a appelé le plan Goelro ; *le plan d'électrification de l'ensemble du pays*. En partant de ce fait, certains camarades prétendent que les idées exposées dans ce passage de Lénine sont inapplicables à la situation actuelle. Pourquoi ? Parce que, — disent-ils, — depuis cette époque beaucoup d'eau s'est écoulée. C'est juste. Nous avons aujourd'hui une industrie socialiste développée ; nous avons des exploitations agricoles collectives, comme un phénomène de masse; nous avons de vieilles et nouvelles fermes d'Etat, un réseau serré de coopératives développées; nous avons des dépôts de location d'outillage desservant les exploitations paysannes individuelles ; nous avons les contrats de consignations, nouvelle forme d'union entre la campagne et la ville ; or, nous pouvons dès aujourd'hui mettre en action tous ces leviers et bien d'autres encore pour placer graduellement l'agriculture sur la base de la technique moderne. Tout cela est juste. Il n'en est pas moins vrai que malgré tout nous demeurons toujours un pays agricole, où prédomine la petite production. Or, c'est là l'essentiel. Et tant que ce facteur essentiel subsistera, la thèse de Lénine restera en vigueur : « tant que nous vivons dans un pays de petits cultivateurs, notre pays présente pour le capitalisme une base économique plus solide que pour le communisme ». Le danger de la restauration capitaliste n'est donc pas une phrase creuse.

Les mêmes idées sont exprimées par Lénine, quoique dans une forme plus tranchante, dans sa brochure *Sur l'impôt alimentaire*, écrite déjà après l'introduction de la Nouvelle politique économique. (Avril-mai 1921.)

Si nous entreprenons l'électrification du pays pour aboutir dans 10-20 ans, l'individualisme du petit cultivateur et le commerce libre, exercé par ce dernier sur le plan local ne seraient plus à redouter. *Mais sans* l'électrification, le retour au capitalisme est imminent en tout état de cause.

Et puis plus loin :

10 ou 20 années de rapports réguliers avec la paysannerie nous assureront la victoire à l'échelle internationale (même si les révolutions prolétariennes en gestation tardent à éclater). Sinon, nous serons voués aux horreurs de la terreur des gardes blancs pendant 20 ou 40 ans. (*Recueil Lénine*, t. IV. p. 374. Edition russe.)

On voit donc que Lénine pose la question d'une façon tranchante : ou l'électrification, c'est-à-dire « le placement de toute l'économie nationale, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, sur la base de la grande production moderne », ou le retour au capitalisme.

Voilà comment Lénine pose la question des « justes rapports » avec les paysans. Il ne s'agit point de flatter les paysans ni de considérer cette flatterie comme des rapports rationnels. Non, avec cette méthode on n'ira pas très loin. Il s'agit d'aider les paysans à faire passer leur économie « sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande industrie moderne ». C'est là le moyen essentiel qui affranchira les paysans de leur misère.

Or, il serait impossible de donner à l'économie nationale une nouvelle base technique, sans appliquer un rythme accéléré de développement à notre industrie, et avant tout, à notre industrie des moyens de production.

Tels sont les facteurs intérieurs qui nous commandent un rythme accéléré de développement de l'industrie.

Voilà à quels facteurs, extérieurs et intérieurs, est due la tension des « chiffres de contrôle » de notre économie nationale.

Voilà la raison pour laquelle nos plans économiques, budgétaires et extra-budgétaires sont conçus sous le signe d'une « tension », sous le signe d'investissements considérables dans les grands travaux d'édification, ayant pour but de maintenir le rythme accéléré de développement de notre industrie.

On peut demander : « Où cela figure-t-il dans les thèses, à quel passage de nos thèses pouvons-nous nous référer ? »

Une voix : *Oui, où cela est-il dit ?*

Le montant des investissements dans l'industrie pour 1928-1929, indiqué dans les thèses en fait foi. Car celles-ci portent le nom de thèses sur les « chiffres de contrôle ». N'est-ce pas ainsi ?

Une voix : *Oui.*

Eh bien, dans ces thèses il est dit que nous engageons dans l'industrie, au titre de grands travaux de construction pour 1928-1929, 1.650 millions de roubles. En d'autres termes, nous investissons dans l'industrie, cette année, 330 millions de roubles de plus que l'année dernière. Ainsi, non seulement nous conservons le rythme accéléré de développement industriel, mais nous franchissons encore un pas en avant, en engageant dans l'industrie une somme supérieure à celle de l'an dernier, c'est-à-dire en

élargissant les grands travaux de construction relativement et absolument. C'est là le pivot des thèses sur les « chiffres de contrôle » de l'économie nationale. Or, l'essentiel a échappé à bon nombre de nos camarades. Ils ont critiqué sous toutes leurs faces les thèses sur les chiffres de contrôle, sans avoir pu discerner l'essentiel.

II - Le problème des céréales

J'ai traité jusqu'ici la première question fondamentale des thèses, celle du rythme de développement de notre industrie. Passons maintenant à la deuxième question fondamentale, à savoir : la question des céréales. Ce qui caractérise nos thèses, c'est qu'elles s'attachent au problème du développement de l'agriculture en général et sur celui des céréales en particulier. Cette orientation est-elle juste ? Je crois que oui. Déjà, à la séance plénière de juillet, on a dit que le point le plus faible dans le développement de notre économie nationale était l'état *extrêmement* arriéré de notre agriculture en général, de notre économie des céréales en particulier. Ceux qui prétendent que notre agriculture est en retard sur l'industrie et s'en plaignent font preuve de légèreté. L'agriculture a été et sera toujours en retard sur l'industrie. Cela est surtout vrai dans nos conditions où l'industrie est concentrée au maximum et l'agriculture dans un état de dispersion extrême. Il est clair que l'industrie unifiée se développera plus rapidement que ne le fera l'agriculture éparpillée. De là le rôle dirigeant de l'industrie à l'égard de l'agriculture. Aussi le retard habituel de l'agriculture sur l'industrie n'autorise-t-il pas encore à poser la question des céréales. Le problème de l'agriculture et, en particulier, celui de la production des céréales ne font leur apparition que lorsque le retard habituel de l'agriculture sur l'industrie se transforme en un rythme excessivement lent de développement. Ce qui caractérise l'état actuel de l'économie nationale c'est que le rythme de développement de la production des céréales marque un retard démesuré sur le rythme du développement industriel, cependant que la demande de céréales, de la part des villes et des centres industriels en plein essor, prend des proportions colossales. Notre tâche n'est pas de ralentir le rythme du développement industriel au niveau de l'économie des céréales (il n'en résulterait que de la confusion qui ferait rétrograder toute l'évolution), mais de rajuster le développement de la production des céréales au rythme du développement de l'industrie, pour relever le rythme du développement de la production des céréales à un niveau susceptible d'assurer le progrès rapide de toute l'économie nationale, de l'industrie et de l'agriculture. Ou bien nous nous acquitterons de cette tâche, et c'est ainsi que le problème des céréales sera résolu, ou bien nous ne nous en acquitterons pas, et alors la rupture entre la ville socialiste et la campagne des petits cultivateurs est imminente. Voilà comment la question se pose. Voilà en quoi consiste le problème des céréales.

Est-ce à dire que nous assistons à un « temps d'arrêt » dans le développement de la production des céréales, voire même à sa « dégradation ». C'est ainsi que le camarade Froumkine formule la question dans sa seconde lettre que, sur sa demande, nous avons fait distribuer aujourd'hui aux membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle. Dans cette lettre, il dit ouvertement que l'agriculture se trouve dans un état de stagnation.

« Nous ne pouvons, — dit-il, — et ne devons pas parler dans la presse de dégradation, mais, à l'intérieur du Parti, nous n'avons pas à dissimuler que ce retard équivaut à une dégradation. » Cette affirmation du camarade Froumkine est-elle fondée ? Non, certes. Nous autres, membres du Bureau politique, ne partageons nullement cette affirmation, et les thèses du Bureau politique sont entièrement en désaccord avec cette façon de présenter l'état actuel de la production des céréales.

En effet, qu'est-ce que la dégradation et en quoi doit-elle consister quant à l'agriculture ? Elle doit visiblement se manifester dans un mouvement de recul de l'agriculture, vers le bas, mouvement allant des nouvelles formes de culture aux formes moyenâgeuses. Elle doit se traduire, disons par le passage des paysans de l'assolement triennal au système des jachères, de la charrue et de la machine modernes à la charrue primitive, des semences sélectionnées et de haute qualité aux semences non sélectionnées et de qualité inférieure, des procédés modernes de culture aux procédés primitifs, et ainsi de suite. Mais en est-il vraiment ainsi ? Nul n'ignore que des dizaines et des centaines de milliers de « feux » paysans passent chaque année de l'assolement triennal à l'assolement quadriennal et plus, remplacent

les semences de qualité inférieure par celles de qualité supérieure, l'araire par la charrue moderne et les machines, les procédés anciens de culture par des procédés modernes de culture. Y a-t-il là dégradation ?

Le camarade Froumkine aime en général à s'accrocher aux pans du vêtement de tel ou tel membre du Bureau politique pour justifier son point de vue à lui. Il est fort possible qu'en l'espèce il cherche également à s'accrocher aux pans du vêtement du camarade Boukharine et s'efforce de démontrer que ce dernier dit « la même chose » dans son article : « Notes d'un économiste ». Or, le camarade Boukharine est loin de dire « la même chose ». Dans son article, le camarade Boukharine a posé de façon abstraite, théorique, la question de la possibilité ou du danger de la dégradation. Abstraitemment parlant, cette façon de poser la question est fort possible et logique. Mais que fait le camarade Froumkine ? Il transforme la question abstraite de la dégradation éventuelle en un *fait* accompli de la dégradation agricole. Et c'est ce qu'il appelle analyse de l'état de la production des céréales. Rien de plus ridicule.

Il serait bien bas, le régime soviétique, si, à la onzième année de son existence, il avait amené l'agriculture à une dégradation ! Mais un tel régime mériterait qu'on le chassât et non qu'on le soutînt ! Et il est certain que les ouvriers auraient depuis longtemps renversé un tel régime, s'il avait amené l'agriculture à la dégradation. Ce sont les spécialistes bourgeois de tout ordre, qui crient à la dégradation de l'agriculture qu'ils voient en songe. A un moment donné Trotski aussi avait crié à la dégradation. Je ne pensais pas que le camarade Froumkine irait s'engager dans cette voie épineuse.

Sur quoi le camarade Froumkine cherche-t-il à baser son affirmation relative à la dégradation ? D'abord sur ce fait que cette année la surface des terres cultivées en céréales se trouve être inférieure à celle de l'année dernière. A quoi cela tient-il ? A la politique du gouvernement soviétique peut-être ? Non certes. Cela s'explique par la perte des blés d'hiver dans la région des steppes de l'Ukraine et, en partie, dans le Caucase du Nord, ainsi que par la sécheresse qui a sévi cet été dans la même région de l'Ukraine. Sans ces facteurs climatiques défavorables, auxquels l'agriculture se trouve entièrement soumise, nous aurions, cette année, une superficie de terres cultivées en céréales dépassant de un million de « déciatines » au moins celle de l'année dernière. Il essaie de fonder ensuite son assertion sur le fait que cette année notre production globale de céréales ne dépasse que de très peu celle de l'année dernière (de 70 millions de pouds) et que la récolte de froment et de seigle est inférieure à celle de l'année dernière de 200 millions de pouds environ. Mais comment faut-il expliquer ce fait ? Toujours par les mêmes phénomènes climatiques: sécheresse et perte des blés d'hiver provoquée par la rigueur des froids. Sans ces facteurs climatiques défavorables, la production globale de céréales dépasserait cette année de 300 millions de pouds celle de l'année dernière. Comment peut-on faire abstraction de facteurs aussi sérieux que la sécheresse, le gel, etc., facteurs décisifs pour la récolte dans telles ou telles régions ? Nous nous assignerons aujourd'hui la tâche d'élargir de 7 % la surface d'ensemencement, de relever de 3 % le rendement du sol et d'augmenter de 10 %, je crois, la production globale de céréales. Il est hors de doute que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour nous acquitter de ces tâches. Mais il n'est pas impossible, malgré toutes les mesures que nous aurons prises, que nous ayons à faire face à une récolte insuffisante, partielle, à une période de sécheresse ou de gel dans telle ou telle région. Il est possible que l'ensemble de ces circonstances entraîne un fléchissement de la production globale de céréales par rapport à celle prévue par nos plans, voire même à celle de cette année. Est-ce à dire que l'agriculture « décroît », que cette « déchéance » est imputable à la politique du gouvernement soviétique ; que nous avons « privé » le paysan de ce qui lui servait de stimulant économique, que nous l'avons « dépouillé » de la perspective économique ? Il y a quelques années, Trotski était tombé dans la même erreur en affirmant que tes « pluies » n'exerçaient aucune influence sur l'agriculture. Rykov lui a répliqué, soutenu par l'immense majorité des membres du Comité central. Aujourd'hui Froumkine tombe dans la même erreur, en négligeant les conditions de climat qui jouent un rôle décisif pour l'agriculture, et en s'efforçant d'imputer à la politique de notre parti tous les malheurs.

Quels sont les moyens et les voies propres à relever le rythme de développement de l'agriculture, en général, et de la production des céréales en particulier ? Nous en repérons trois : a) relever le rendement du sol et élargir la surface cultivable des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens ; b) développer les exploitations agricoles collectives ; c) élargir les vieilles fermes d'Etat et en créer de nouvelles. Ces points figurent déjà dans la résolution du Plénum de juillet. Les thèses qui ne font que reprendre ce qui a été dit au Plénum de juillet, posent la question en plus concret, en la commentant par des chiffres relatifs aux capitaux engagés. Ici encore, le camarade Froumkine a trouvé le moyen de s'accrocher. Il croit qu'il suffit que la culture individuelle tienne le premier rang et que les exploitations agricoles collectives et fermes d'Etat viennent en deuxième et troisième lieu pour assurer le triomphe de son point de vue. Cela est ridicule. Bien entendu, si on se place au point de vue de l'importance de telles ou telles formes d'agriculture, il faudra mettre au premier plan les exploitations individuelles qui fournissent presque six fois plus de blé-marchand que les fermes collectives et d'Etat. Mais si on se place au point de vue du type de culture, au point de vue des formes de culture qui nous sont le plus proches, il faudra mettre au premier plan les fermes collectives et d'Etat, qui constituent le type supérieur d'agriculture comparativement aux exploitations individuelles paysannes. Est-il besoin de démontrer que les deux points de vue sont également acceptables ?

Quelles mesures faut-il prendre pour que notre travail suive les trois chemins indiqués, pour que soit réalisée pratiquement une accentuation du rythme de développement de l'agriculture et, avant tout, de la production des céréales ?

Il faudra, avant tout, attirer l'attention des cadres de notre parti sur l'agriculture et, en premier lieu, sur les problèmes concrets relatifs à la production des céréales. Il faut abandonner les généralités et le bavardage sur l'agriculture *en général* ; il est temps de nous occuper enfin de rechercher les mesures *pratiques*, susceptibles de relever la production des céréales conformément aux conditions respectives des diverses régions. Il est temps de passer de la parole à l'acte, d'aborder enfin la question concrète de savoir comment relever le rendement du sol et élargir la surface d'ensemencement des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens ; *comment* améliorer et développer ultérieurement les exploitations agricoles collectives et les fermes d'Etat ; *comment* organiser l'aide que les exploitations collectives et fermes collectives fourniraient aux paysans, au point de vue de leur ravitaillement en semences de meilleure qualité, en meilleures espèces de bétail ; *comment* organiser l'aide aux paysans en machines et outillage agricoles par l'intermédiaire de dépôts de location ; *comment* élargir et améliorer les contrats de consignation et, en général, la coopération agricole, etc.

Une voix : *C'est du praticisme !*

Un tel praticisme nous est absolument nécessaire, sinon nous risquons de noyer dans un verbalisme creux sur l'agriculture en général, la solution nécessaire de la question des céréales.

Le Comité central a décidé que des rapports concrets concernant les questions du développement de l'agriculture seront faits par nos militants responsables des principales régions de blé au Conseil des commissaires du peuple et au Bureau politique. Au cours de ce Plénum, vous entendrez le rapport du camarade Andréev sur les moyens de résoudre le problème des céréales dans le Caucase du Nord. Je pense que plus tard nous aurons à entendre des rapports analogues de l'Ukraine, de la Région centrale du Tchernoziom (Terre noire), du Volga, de la Sibérie, etc. Cela est absolument indispensable pour attirer l'attention du Parti sur le problème des céréales, et pour inciter enfin, les cadres de notre parti à aborder concrètement les questions se rattachant à la production des céréales.

Il faut, en second lieu, que nos militants du Parti travaillant dans la campagne sachent faire une distinction rigoureuse, au cours de leur travail, entre les paysans moyens et les koulaks, ne les mettent pas tous dans le même sac et ne frappent pas le paysan moyen alors que c'est le koulak qu'il faut battre. Il est temps de liquider ces soi-disant erreurs. Prenons, par exemple, la question de l'imposition individuelle. Une décision du Bureau politique et une loi correspondante autorisent d'appliquer l'imposition individuelle à 2-3 % seulement des « feux » paysans, soit à la partie la plus riche des

koulaks. Or, que voyons-nous en réalité ? Il existe des régions où l'imposition individuelle est appliquée à 10 %, 12 % et même plus de la population paysanne, ce qui fait qu'une partie des paysans moyens se trouve lésée. N'est-il pas temps de mettre un terme à ce crime ? Au lieu d'envisager des mesures concrètes pour liquider ces abus et tant d'autres, nos chers « critiques » se mettant en frais d'imagination, proposent de remplacer les mots « la partie la plus riche des koulaks » par « la partie la plus forte des koulaks » ou par « la partie supérieure des koulaks ». Comme si cela ne revenait au même ! Il est établi que nous avons 5 % de koulaks. Il est également établi que la loi n'impose à titre individuel que 2-3 % seulement des « feux » paysans, soit la partie la plus riche des koulaks. Il est établi que, dans la pratique, cette loi est transgressée dans un grand nombre de régions. Or, les « critiques », au lieu de préconiser des mesures concrètes pour liquider ces phénomènes, se livrent à une critique verbale, s'obstinant à ne pas vouloir se rendre compte que ce faisant, ils n'avancent pas les choses d'un seul iota. On dirait de vrais exégètes.

Une voix : *On propose d'imposer individuellement tous les koulaks.*

Où, mais alors il faudra réclamer l'abrogation de la loi instituant l'imposition individuelle de 2 à 3 %. Or, que je sache, personne n'a réclamé l'abrogation de la loi sur l'imposition individuelle. On prétend que l'extension arbitraire de l'imposition individuelle a pour but de compléter le budget local. Mais est-il permis de compléter le budget local en violant la loi, en transgressant les directives du Parti ? Le Parti existe encore chez nous, il n'est pas encore liquidé. Le régime soviétique existe encore, il n'est pas encore liquidé. Et si le budget local manque de ressources, il faut poser la question du budget local, au lieu d'enfreindre les directives du Parti, de violer les lois.

Ensuite, il faut continuer de stimuler les exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens. Il est certain que l'augmentation, déjà décrétée, du prix des blés, la mise en application des lois révolutionnaires, l'aide pratique donnée aux paysans pauvres et moyens par la voie des contrats de consignation, sont autant de mesures propres à stimuler notablement l'activité économique des paysans. Froumkin croit que nous avons tué ou presque tué ce stimulant en dépouillant le paysan de sa perspective économique. C'est absurde. S'il en est ainsi on ne comprend plus sur quoi repose l'alliance de la classe ouvrière et des grandes masses paysannes, car on ne saurait pas prétendre que cette union soit une union morale. Il est grand temps de comprendre que l'union de la classe ouvrière et des paysans est une union raisonnée, l'union des intérêts de deux classes, une union de classe des ouvriers et des grandes masses rurales, ayant pour but d'assurer des avantages réciproques. Il va de soi que si, en dépouillant le paysan de sa perspective économique nous avons tué ou presque tué ce qui sert de stimulant économique à la paysannerie, nous n'arriverions pas à réaliser l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Il est évident qu'on ne saurait parler ici de « créer » ou de « tuer » le stimulant de l'activité économique de la paysannerie pauvre et moyenne. Il s'agit de renforcer ce stimulant et de le développer à l'avantage réciproque de la classe ouvrière et des principales masses de la paysannerie. Voilà de quoi parlent les thèses sur les chiffres de contrôle de l'économie nationale.

Enfin, il est nécessaire de renforcer l'approvisionnement de la campagne en marchandises. J'entends par là aussi bien des articles de consommation que (surtout) des marchandises d'ordre industriel (machines, engrais, etc.), susceptibles de relever la production agricole. On ne peut dire que tout est pour le mieux dans ce domaine. Vous n'ignorez pas que la disette de marchandises est loin d'être liquidée et qu'elle ne le sera pas de sitôt. Dans certains milieux de notre parti, il existe cette illusion que nous pouvons, dès maintenant, liquider la disette de marchandises. Malheureusement cela est faux. Il ne faut pas oublier que la disette de marchandises est liée, d'une part, au mieux-être des ouvriers et des paysans et à l'accroissement colossal de la capacité d'achat de marchandises, dont la production, qui augmente d'année en année, ne suffit pas à faire face à toute la demande et, d'autre part, à la période actuelle de la reconstruction industrielle. La reconstruction de l'industrie comporte un déplacement de ressources du domaine de la production des moyens de consommation vers celui de la production de moyens de production. Sans cette condition, il ne saurait y avoir de reconstruction industrielle sérieuse, surtout dans nos conditions soviétiques. Mais qu'est-ce à dire ? Cela veut dire que l'on engage des capitaux dans les travaux de construction de nouvelles entreprises ; que le nombre des

villes et des nouveaux consommateurs s'accroît, tandis que les nouvelles entreprises ne pourront fournir de nouvelles quantités de marchandises que dans 3 ou 4 ans. Il apparaît donc clairement que cette circonstance ne saurait favoriser la liquidation de la disette de marchandises. Faut-il en déduire que nous devons nous croiser les bras et avouer notre impuissance face à la disette de marchandises ? Non. Nous pouvons et devons prendre des mesures concrètes pour atténuer, pour affaiblir cette disette. Cela est possible et nous devons le faire dès maintenant. Pour cela, il faut accentuer l'activité des branches d'industrie dont dépend directement l'essor de la production agricole (l'usine de tracteurs de Stalingrad, celle de machines agricoles de Rostov, celle de trieurs de Voronège, etc.). A cet effet, il faudra aussi renforcer, dans la mesure du possible, les branches d'industrie susceptibles d'augmenter la quantité de marchandises manquantes (draps, verrerie, clous, etc.).

Le camarade Koubiak a fait remarquer que d'après les chiffres de contrôle de l'économie nationale, on accorde cette année aux exploitations agricoles individuelles moins de facilités que l'année dernière. Je crois que ce n'est pas exact. Le camarade Koubiak ne tient visiblement pas compte du crédit de 300 millions de roubles que nous avons consenti cette année aux paysans par contrat de consignation (presque cent millions de plus que l'année dernière). Si l'on tient compte de ce fait — impossible de ne pas le faire — on comprendra que nous donnons, cette année, aux exploitations individuelles plus d'avantages que l'an dernier. Quant aux exploitations agricoles collectives et fermes d'Etat, anciennes et nouvelles, nous y investissons 180 millions de roubles environ (soit 75 millions de plus que l'année dernière).

Il faut surtout prêter une attention suivie aux exploitations agricoles collectives et d'Etat et aussi aux contrats de consignation. Ces formes de culture ne doivent pas être considérées seulement comme un moyen servant à augmenter nos ressources en céréales. Elles constituent en même temps *une forme nouvelle de trait d'union* entre la classe ouvrière et les principales masses paysannes. Les contrats de consignation ont déjà été suffisamment examinés chez nous, et je ne m'étendrai pas longuement sur ce sujet. Tout le monde se rend compte que l'application des contrats de consignation en masse permet d'unifier les efforts fournis par les exploitations paysannes individuelles ; elle apporte un élément de constance aux rapports entre l'Etat et les paysans, et renforce ainsi l'alliance entre la ville et la campagne. Je voudrais attirer votre attention sur les exploitations agricoles collectives et surtout sur les fermes d'Etat, qui sont comme des leviers aidant à transformer l'agriculture sur la base de la technique moderne, à opérer une révolution dans l'esprit des paysans et à libérer les masses rurales de la routine et de leurs habitudes séculaires. L'apparition des tracteurs, des grosses machines agricoles et des colonnes de tracteurs dans nos régions productrices de blé n'est pas sans laisser des traces sur les exploitations agricoles des localités environnantes. L'aide que nous apportons aux paysans des localités environnantes en semences, machines et tracteurs sera certainement appréciée par les paysans; ils y verront une preuve de puissance et de solidité de l'Etat ouvrier qui s'efforce de les acheminer vers un essor sérieux de l'agriculture. Jusqu'à présent, nous avons négligé cette circonstance, et, je crois qu'aujourd'hui encore nous n'en tenons pas suffisamment compte. Je crois cependant que c'est là l'essentiel de ce que les exploitations agricoles collectives et les fermes d'Etat donnent et peuvent donner, en ce moment, pour résoudre le problème des céréales et renforcer l'alliance de la ville et de la campagne, dans ses nouvelles formes.

Tels sont les voies et les moyens que nous aurons à suivre pour résoudre la question des céréales.

III - La lutte contre les déviations et l'attitude conciliante à leur égard

Nous abordons maintenant la troisième question fondamentale de nos thèses, celle des déviations de la ligne léniniste.

La base sociale des déviations est la prédominance de la petite production dans notre pays, la naissance d'éléments capitalistes engendrés par la petite production, l'atmosphère petite-bourgeoise qui enveloppe notre parti et, enfin, la contamination de certains chaînons de notre parti par cette

atmosphère. Voilà, dans ses grandes lignes, la base sociale des déviations. Toutes ces déviations revêtent un caractère petit-bourgeois.

A quoi se ramène la déviation de droite dont il est question ici principalement ? A quoi tend-elle ? Elle tend à s'adapter à l'idéologie bourgeoise; elle tend à adapter notre politique aux goûts et aux besoins de la bourgeoisie « soviétique ».

Quel risque courons-nous de voir la déviation de droite triompher dans notre parti ? Ce serait la débâcle idéologique de notre parti, le déchaînement des éléments capitalistes, la multiplication des chances de restauration capitaliste ou, comme disait Lénine, le « retour au capitalisme ».

Où vont-elles surtout se nicher les tendances de droite ? Dans notre appareil soviétique, économique, coopératif et syndical, ainsi que dans l'appareil du Parti, notamment aux échelons ruraux de la base.

Y a-t-il parmi nos militants du Parti des colporteurs de la déviation de droite ? Oui, certainement. Rykov a cité l'exemple de Chatounovski qui s'est prononcé contre la construction du Dniéprostroï. Il est évident que Chatounovski s'est laissé glisser vers la déviation de droite, vers l'opportunisme grandement affirmé. J'estime cependant que le cas de Chatounovski n'est pas caractéristique de la déviation de droite, de son aspect politique. Je crois qu'ici la palme revient à Froumkine. (*Rires.*) Je parle de sa première lettre (juin 1928), ensuite de sa deuxième lettre qui a été distribuée ici aux membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle (novembre 1928).

Analysons ces deux lettres. Envisageons d'abord la « thèse fondamentale » de la première de ces lettres.

1. « *La campagne, à part une portion insignifiante des paysans pauvres, est contre nous.* » Est-ce vrai ? Non, évidemment. Si cela était vrai, il ne resterait plus aucune trace de l'alliance entre la ville et la campagne. Dire que depuis le mois de juin (date de la première lettre) presque six mois se sont déjà écoulés, et quiconque n'est pas aveugle se rend compte que l'alliance entre la classe ouvrière et les masses fondamentales de la paysannerie subsiste et se renforce. Pourquoi Froumkine a-t-il besoin d'écrire une absurdité pareille ? Pour faire peur au Parti et le rendre moins intransigeant à l'égard de la déviation de droite.

2. « *L'orientation adoptée depuis quelque temps a dépouillé les paysans moyens de toutes perspectives d'avenir.* » Est-ce vrai ? Pas le moins du monde. Il est évident que si, au printemps de cette année, les principales masses de la paysannerie moyenne n'avaient pas eu de perspectives d'avenir, elles se seraient bien gardé d'étendre les emblavures de printemps dans les principales régions de la production de blé. Les emblavures de printemps s'effectuent chez nous en avril et mai. Or, la lettre de Froumkine date de juin. Quel est en régime soviétique le principal stockeur de céréales ? L'Etat et la coopération qui s'y rattache. Il est évident que si la paysannerie moyenne était dépourvue de perspectives économiques, si elle se trouvait en état de « divorce » avec le régime soviétique, elle se garderait bien d'agrandir les emblavures de printemps pour complaire à l'Etat, qui est le principal stockeur. Froumkine avance là une absurdité manifeste. Il essaie une fois de plus d'intimider le Parti, en étalant les « horreurs » de cette absence de perspectives, afin d'arracher au Parti des concessions en faveur du point de vue que lui, Froumkine, défend.

3. « *Il faut rebrousser chemin vers le XIV^e et XV^e congrès.* » Que le XV^e congrès ait été invoqué ici sans rime ni raison, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Ce qui importe ici, ce n'est point le XV^e congrès, mais le mot d'ordre : Rebroussons chemin vers le XIV^e congrès. Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire qu'il faut renoncer à « accentuer l'offensive contre le koulak ». (Voir la résolution du XV^e congrès.) Je ne veux pas dire du mal du XIV^e congrès. Il n'en est rien. Si je le dis, c'est parce qu'en nous engageant à rebrousser chemin vers le XIV^e congrès, Froumkine conteste les progrès que le Parti a réalisés dans l'intervalle du XIV^e au XV^e congrès et qu'en niant ces progrès il tire le Parti en arrière. Le Plénum de juillet du C.C. s'est prononcé à ce sujet. Il a déclaré nettement dans sa résolution que

ceux qui cherchent à « passer sous silence la décision du XV^e congrès — à développer l'offensive ultérieure contre le koulak — sont les colporteurs de tendances bourgeoises dans notre pays ».

Je dirai franchement à Froumkine que le Bureau politique, en formulant ce passage dans la résolution du Plénum de juillet, visait précisément Froumkine et sa première lettre.

4. « *Développer au maximum l'aide aux paysans pauvres qui rejoignent les exploitations agricoles collectives* ». Nous avons toujours, dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, accordé le maximum d'aide aux paysans pauvres qui rejoignaient ou non les collectivités agricoles. Il n'y a là rien de nouveau. Ce qui est nouveau dans les résolutions du XV^e congrès, c'est qu'il nous a posé comme tâche primordiale le développement intensif du mouvement de collectivisation. En disant que nous devons accorder le maximum d'aide aux paysans pauvres allant aux exploitations agricoles collectives, Froumkine tend à esquiver, à éluder la tâche imposée au Parti par le XV^e congrès et qui consiste à développer largement les exploitations agricoles collectives. Au fond, Froumkine s'affirme contre le renforcement du secteur socialiste à la campagne, c'est-à-dire contre le développement des exploitations agricoles collectives.

5. « *Il ne faut pas développer les fermes d'Etat sur un rythme intense et ultra-intense* ». Froumkine ne peut pas ignorer que nous ne faisons que commencer un travail sérieux visant à élargir les fermes d'Etat et à en créer de nouvelles. Froumkine ne peut pas ignorer que nous engageons à cette fin beaucoup moins de ressources qu'il n'en faudrait si nous avions des réserves. Les mots « sur un rythme intense et ultra-intense » nous ont été servis ici pour « faire peur » aux gens et dissimuler ainsi l'opposition de l'auteur à toute extension plus ou moins sérieuse des fermes d'Etat. Froumkine s'affirme ainsi contre le renforcement du secteur socialiste rural dans le sens de la construction des fermes d'Etat.

Réunissez maintenant toutes ces thèses de Froumkine et vous aurez les caractéristiques de la déviation de droite.

Voyons maintenant la seconde lettre de Froumkine. Qu'est-ce qui la distingue de la première ? C'est qu'elle aggrave les erreurs de la première. La première lettre disait que les paysans moyens manquaient de perspectives d'avenir. Or, la seconde parle de la « dégradation » de l'agriculture. La première lettre recommandait de rebrousser chemin vers le XIV^e congrès pour affaiblir l'offensive contre le koulak. Dans la seconde lettre nous lisons : « Nous ne devons pas gêner la production des économies agricoles koulaks ». La première lettre ne parle pas du tout de l'industrie. La seconde développe une « nouvelle » théorie d'après laquelle il faut engager le moins de capitaux possible dans l'industrie. Il y a cependant deux points sur lesquels les deux lettres sont d'accord : c'est en ce qui concerne les exploitations agricoles collectives et les fermes d'Etat. Dans l'une et l'autre des deux lettres Froumkine s'affirme contre le développement des exploitations agricoles collectives et fermes d'Etat. Il est donc évident que la seconde lettre ne fait qu'aggraver les erreurs de la première.

J'ai déjà parlé de la théorie de la « dégradation ». Il est hors de doute que cette théorie a été inventée de toutes pièces par les spécialistes bourgeois prêts à proclamer la faillite du régime soviétique. Le camarade Froumkine s'en est laissé imposer par les spécialistes bourgeois qui pullulent au commissariat des Finances. Aujourd'hui, il essaie lui-même d'en imposer au Parti, afin de le rendre moins intransigeant à l'égard de la déviation de droite. Pour ce qui est du problème des exploitations agricoles collectives et des fermes d'Etat, il a été déjà suffisamment débattu. Aussi, n'y reviendrai-je plus. Voyons les deux autres points: les exploitations koulaks et les investissements de fonds dans l'industrie.

Au sujet des *exploitations koulaks* Froumkine dit « *que nous ne devons pas gêner la production des économies agricoles koulaks* ». Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire que nous ne devons pas empêcher le koulak de développer son économie. Mais que veut dire : ne pas empêcher le koulak exploiteur de développer son économie ? Cela veut dire : libérer le capitalisme dans les campagnes, lui lâcher la

bride, lui laisser la liberté d'action. C'est là le vieux mot d'ordre des libéraux français : « laisser faire, laisser passer », c'est-à-dire laisser la bourgeoisie se livrer à ses occupations, la laisser agir en toute liberté. Ce mot d'ordre avait été arboré par les anciens libéraux français, pendant la Révolution française, pendant la lutte contre la féodalité qui gênait la bourgeoisie et entravait son évolution. Il s'ensuit que nous devons aujourd'hui abandonner le mot d'ordre *socialiste* visant à limiter de plus en plus l'activité des éléments capitalistes (voyez les thèses sur les chiffres de contrôle) passer au mot d'ordre *bourgeois-libéral* qui vise à ne pas entraver le développement du capitalisme dans la campagne. Aurions-nous l'intention, nous autres bolcheviks, de devenir des libéraux ? Qu'y a-t-il de commun entre ce mot d'ordre libéral de Froumkin et la ligne du Parti ?

Froumkin : *Camarade Staline, lisez aussi les autres articles.*

Je lis le passage tout entier : « Nous ne devons pas gêner la production des économies agricoles koulaks, *tout en combattant les conditions d'esclavage de leur exploitation* ». Eh ! bien, camarade Froumkin, croyez-vous que la seconde partie de la phrase redresse la situation et ne l'aggrave pas ? Que veut dire la lutte contre « l'exploitation esclavagiste » ? La lutte contre les conditions d'esclavage de l'exploitation n'est-elle pas le mot d'ordre de la révolution bourgeoise contre les méthodes féodales ou semi-féodales d'exploitation ? En effet, nous avons formulé ce mot d'ordre lorsqu'il s'agissait de la révolution bourgeoise, en distinguant la forme esclavagiste d'exploitation que nous cherchions à liquider, de la forme non esclavagiste, dite « progressiste » de l'exploitation que nous ne pouvions à ce moment ni enrayer ni supprimer, puisque le régime bourgeois continuait à exister. Mais, à ce moment, nous nous acheminions vers la République démocratique-bourgeoise. Or, aujourd'hui, nous avons, si je ne m'abuse, la révolution socialiste qui vise — et ne peut pas ne pas viser — à l'abolition de toutes les formes d'exploitation aussi bien esclavagistes que non esclavagistes. Vous voulez donc, Froumkin, que nous abandonnions la révolution socialiste que nous sommes en train de réaliser et de pousser en avant, pour rebrousser chemin vers les mots d'ordre de la révolution bourgeoise ? Comment pouvez-vous, Froumkin, vous laisser aller à une telle absurdité ?

D'autre part, que veut dire : Ne pas entraver le développement de l'économie koulak ? Cela veut dire : laisser la liberté au koulak. Et que veut dire : laisser la liberté au koulak ? Cela veut dire lui donner le pouvoir. Lorsque les libéraux bourgeois de France demandaient à la féodalité de ne pas s'opposer au développement de la bourgeoisie, ils formulaient des revendications concrètes pour conférer le pouvoir à la bourgeoisie. Et ils avaient raison. Pour assurer son développement, la bourgeoisie a besoin d'exercer le pouvoir. Donc, pour être conséquent il faut dire : laissez le koulak accéder au pouvoir, car il faut se rendre compte qu'on entrave forcément le développement des koulaks, en leur retirant le pouvoir et en le concentrant aux mains de la classe ouvrière. Telles sont les conclusions qui s'imposent à la lecture de la seconde lettre de Froumkin.

Les grands travaux d'édification industrielle. Lors de la discussion des chiffres de contrôle nous étions en présence de trois chiffres : le Conseil supérieur de l'économie nationale demandait 825 millions de roubles; la Commission des plans d'Etat (*Gosplan*) n'en accordait que 750 millions. Le commissariat du peuple aux Finances ne consentait à donner que 650 millions. Quelle décision fut prise à ce sujet par le Comité central de notre Parti ? Il fixa le chiffre à 800 millions, soit une somme de 150 millions supérieure à celle qu'offrait le commissariat des Finances. Que le commissariat du peuple aux Finances en offrait moins, cela n'a rien d'étonnant : la parcimonie de ce commissariat est connue de tous, et il ne saurait en être autrement. Mais la question n'est pas là. Froumkin s'en tient au chiffre de 650 millions non par parcimonie, mais en vertu d'une théorie fraîchement éclos sur les « possibilités » en présence : il affirme dans sa seconde lettre et dans un article spécial publié par l'organe du commissariat des Finances, *que nous aggraverons à coup sûr la situation de notre économie nationale en accordant au Conseil supérieur de l'économie nationale plus de 650 millions de roubles au titre des grands travaux d'édification.* Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que Froumkin s'affirme contre le rythme actuel de développement de l'industrie, ne se rendant visiblement pas compte que le ralentissement de ce rythme de développement est de nature à empirer pour de bon l'état de toute notre économie nationale.

Et maintenant joignez ensemble ces deux points de la seconde lettre de Froumkine, le point concernant l'économie koulak et celui des grands travaux de construction industrielle, ajoutez-y la théorie de la « dégradation » et vous verrez apparaître la physionomie de la déviation de droite.

Voulez-vous savoir ce qu'est la déviation de droite et sous quel aspect elle se présente ? Lisez les deux lettres de Froumkine, étudiez-les et vous serez fixés.

Voilà donc la physionomie de la déviation de droite.

Mais les thèses ne parlent pas que de la déviation de droite. Elles parlent aussi de la déviation dite de « gauche ». Qu'est-ce au juste que la déviation de « gauche » ? Existe-t-elle réellement dans le Parti ? Des tendances hostiles au paysan moyen, comme l'affirment nos thèses, des tendances à la surindustrialisation du pays, etc. se font-elles réellement jour dans notre parti ? Oui, certes. A quoi donc se ramènent-elles ? Elles se ramènent au trotskisme. Déjà le C.C. élargi de juillet l'avait constaté. Je veux parler de la résolution bien connue sur la politique du stockage des blés, où il est dit que nous devons engager la lutte sur deux fronts : contre ceux qui cherchent à nous faire rebrousser chemin depuis le XV^e congrès — c'est la droite — et contre ceux qui entendent transformer des mesures extraordinaires en l'orientation permanente du Parti — ce sont les tendances de « gauche », les tendances trotskystes. Il est évident que des éléments trotskistes et la tendance à l'idéologie trotskiste se manifestent au sein de notre parti. Je crois que lors de la discussion d'avant le XV^e congrès, 6.000 membres du Parti ont voté contre notre plate-forme.

Une voix : *Dix mille.*

Je crois que si dix mille ont voté contre, deux fois dix mille militants du Parti sympathisant avec le trotskisme n'ont pas voté du tout, puisqu'ils n'étaient pas venus aux réunions. Ce sont les mêmes éléments trotskistes restés dans le Parti et qui ne se sont pas encore — j'imagine — affranchis de l'idéologie trotskiste. En outre, il est, je crois, des éléments qui ont rompu, par la suite, avec l'organisation trotskiste et sont revenus au Parti, sans s'être dégagés totalement de leur mentalité trotskiste; ceux-là aussi ne se font évidemment pas faute de propager leurs idées parmi les membres du Parti. Enfin, on assiste à une certaine renaissance de l'idéologie trotskiste dans maintes organisations de notre parti. Mettez ensemble tous ces faits et vous aurez tout ce qu'il faut pour trouver dans le Parti une déviation vers le trotskisme.

Rien d'étonnant : est-il possible qu'avec l'atmosphère petite-bourgeoise qui entoure le Parti et la pression qu'elle exerce sur lui, ce dernier soit affranchi de toutes tendances trotskistes ? Faire arrêter et déporter les cadres des trotskistes est une chose ; en finir avec l'idéologie trotskiste, en est une autre. Cela est autrement difficile. Nous disons donc : là où il y a déviation de droite, il doit y avoir aussi déviation de « gauche ». La déviation de « gauche » n'est que l'ombre de la déviation de droite. Lénine disait, en parlant des *otzovistes* [*Tendance existant au sein du P.O.S.D.R. vers 1908-10 qui exigeait d'abord le rappel des députés s.-d. de la III^e Douma et qui eut ensuite encore d'autres points de vue propres.*], que ceux de la « gauche » étaient des menchéviks à rebours. C'est tout à fait juste. Il en est de même pour ceux de la « gauche » d'aujourd'hui. Ceux qui dévient vers le trotskisme ne représentent, au fond, que la droite à rebours, droite qui s'abrite derrière la phraséologie de gauche.

C'est pourquoi nous avons à mener le combat sur deux fronts : contre la déviation de droite et contre la déviation de « gauche ».

On peut nous objecter : puisque la déviation de « gauche » n'est, au fond, que la droite opportuniste, où est la différence entre elles et à quoi se résume la lutte sur deux fronts ? En effet, puisque la victoire de la droite revient à augmenter les chances de succès de la restauration capitaliste, et si le triomphe de la « gauche » aboutit au même résultat, quelle différence y a-t-il donc entre ces deux déviations et pourquoi les appelle-t-on, l'une de « droite » et l'autre de « gauche » ? Si la différence subsiste, en quoi consiste-t-elle ? N'est-il pas vrai que les deux déviations ont la même origine sociale, qu'elles sont des

déviations petites-bourgeoises ? N'est-il pas vrai que l'une et l'autre, en cas de triomphe, aboutiraient aux mêmes résultats ? Où est donc la différence entre elles ?

La différence, c'est qu'elles ont des plates-formes distinctes, des tâches différentes, des méthodes d'action et des procédés différents. Si la droite dit : « *Il ne fallait pas construire le Dniéprostroï* », et que la gauche, par contre, objecte : « *Que voulez-vous que nous fassions d'un seul Dniéprostroï, donnez-nous-en pour le moins un par an* » (Rires), il faut croire que la différence est patente. Si la droite dit : « *Ne touchez pas au koulak, laissez-le se développer en toute liberté* », la gauche, par contre, objecte : « *Frappez aussi bien le koulak que le paysan moyen, parce que celui-ci est propriétaire au même titre que le koulak* », il faut reconnaître que la différence est manifeste entre ces deux déviations. Si la droite dit : « *Des difficultés surviennent, ne ferions-nous pas bien de capituler ?* », la gauche, par contre, objecte : « *Oh ! les difficultés, on s'en « bat l'œil » de vos difficultés, prenons notre élan* » (Rires), il faut avouer qu'il existe bien une différence entre ces deux déviations.

Voilà donc un tableau de la plate-forme particulière et des procédés spécifiques de la « gauche ». C'est à cela que tient, évidemment, la raison qui fait que la « gauche » réussit à attirer un certain nombre d'ouvriers à l'aide de phrases radicales sonores, et à se faire passer pour l'adversaire le plus résolu de la droite — encore que tout le monde sache que la déviation de droite et celle de « gauche » reposent sur la même base sociale, et qu'il leur arrive souvent de conjuguer leurs efforts pour combattre la ligne léniniste.

Voilà pourquoi nous autres léninistes devons combattre sur deux fronts : contre la déviation de droite et contre celle de « gauche ».

Mais si la tendance trotskiste représente la déviation de « gauche », est-ce à dire que la « gauche » soit plus à gauche que le léninisme ? Nullement. Le léninisme est le courant *le plus à gauche* (sans guillemets) dans le mouvement ouvrier mondial. Nous autres, léninistes, nous avons fait partie de la II^e Internationale, avant la guerre impérialiste, comme la fraction extrême gauche des social-démocrates. Nous avons quitté la II^e Internationale et prêché la scission au sein de cette Internationale, parce que nous ne voulions pas, en tant que fraction extrême gauche, coudoyer dans le même parti les traîtres petits-bourgeois du marxisme, les social-pacifistes et les social-chauvins. Cette tactique et cette idéologie ont été mises, plus tard, à la base de tous les partis bolcheviks du monde. Dans notre parti, nous autres, léninistes, nous sommes *la seule* gauche sans guillemets. Voilà pourquoi nous ne représentons ni la droite ni la « gauche » dans notre propre parti. Nous sommes le parti des marxistes-léninistes. Or, au sein de notre parti, nous combattons non seulement ceux que nous traitons ouvertement de droitiers, mais ceux encore qui veulent être plus « à gauche » que le marxisme, plus « à gauche » que le léninisme, en masquant leur nature de droite opportuniste sous des phrases radicales sonores. Tout le monde comprendra que c'est par ironie qu'on applique le terme de « gauches » à ceux qui ne se sont pas encore affranchis des tendances trotskistes. Lénine appliquait aux « communistes de gauche » la dénomination de gauches, tantôt sans et tantôt avec guillemets. Mais tout le monde se rend compte que c'est par ironie que Lénine les nommait ainsi, voulant souligner par là qu'ils ne sont radicaux qu'en paroles, qu'en apparence, mais qu'en réalité ils représentent les tendances petites-bourgeoises de droite. Peut-on sérieusement parler de radicalisme (sans guillemets), des éléments trotskistes qui, hier encore, formaient, avec les éléments franchement opportunistes, un seul bloc anti-léniniste, et s'associaient ouvertement aux couches antisoviétiques du pays ? N'est-il pas établi qu'hier encore la « gauche » et la droite étaient liguées contre le Parti de Lénine, et que ce bloc était *incontestablement* soutenu par les éléments bourgeois ? N'est-il pas évident que la « gauche » et la droite n'auraient pu se grouper dans un même bloc, si elles n'avaient pas de racines sociales communes, si elles n'étaient pas dotées d'une même nature opportuniste ? Le bloc des trotskistes s'est désagrégé il y a un an. Une partie de la droite, tel le camarade Chatounovski, a abandonné ce bloc. Par conséquent, ceux du bloc de droite s'affirmeront désormais comme les représentants de la droite, alors que la « gauche » cherchera à camoufler sa nature de droite sous des phrases gauchistes. Mais où est la garantie que la « gauche » et la droite ne finiront par se rejoindre un jour ? (Rires.) Il est évident qu'il ne saurait être question d'aucune garantie.

Mais dès l'instant où nous nous affirmons pour le mot d'ordre de lutte sur deux fronts, est-ce à dire que nous proclamons par là même la nécessité du *centrisme* dans notre parti ? Que veut dire : lutter sur deux fronts ? N'est-ce pas du centrisme ? Vous savez que c'est justement ainsi que les trotskistes cherchent à représenter la chose ; ils disent : il y a la « gauche », c'est nous, les trotskistes, les « vrais léninistes » ; il y a la « droite », ce sont les autres ; il y a enfin les « centristes », qui oscillent entre la droite et la « gauche ». Cette conception de notre parti est-elle juste ? Non évidemment. Seuls des gens dont les idées sont embrouillées et qui ont rompu avec le marxisme depuis longtemps peuvent émettre des opinions semblables. Seuls des gens qui ne perçoivent pas la différence de principes entre le Parti social-démocrate d'avant guerre, parti du bloc des intérêts prolétariens et petits-bourgeois, et le Parti communiste — parti monolithique du prolétariat révolutionnaire — peuvent raisonner ainsi. Le centrisme n'est pas une notion d'espace : ici, c'est la droite, là, c'est la « gauche » ; au milieu, les centristes. Le centrisme est une notion politique. Son idéologie est celle du conformisme, l'idéologie de la subordination des intérêts prolétariens à ceux de la petite bourgeoisie au *sein d'un parti commun*. Or, cette idéologie est étrangère et contraire au léninisme. Le centrisme est un phénomène inhérent à la II^e Internationale d'avant-guerre. Il y avait là une droite (la majorité) et une gauche (sans guillemets) et des centristes, dont la politique consistait à farder, par des phrases gauchistes, l'opportunisme de la droite et de subordonner la gauche à la droite. En quoi consistait, à l'époque, la politique de la gauche, dont le noyau était constitué par les bolcheviks ? A lutter vigoureusement contre les centristes, pour la séparation avec la droite (notamment au début de la guerre impérialiste) et à travailler à la formation d'une nouvelle Internationale révolutionnaire comprenant les éléments réellement gauches, réellement prolétariens.

Comment a pu surgir, à l'époque, ce rapport des forces et cette politique des bolcheviks à l'intérieur de la II^e Internationale ? Parce que la II^e Internationale représentait à ce moment le bloc des intérêts prolétariens et petits-bourgeois, pour servir les social-pacifistes et les social-chauvins petits-bourgeois. Parce que les bolcheviks ne pouvaient pas ne pas concentrer à ce moment le feu contre les centristes qui cherchaient à subordonner les éléments prolétariens aux intérêts petits-bourgeois. Parce que les bolcheviks se voyaient obligés alors de prêcher la scission, sans laquelle les prolétaires n'auraient pas pu organiser leur propre parti révolutionnaire marxiste.

Peut-on affirmer qu'il existe aujourd'hui, dans notre parti, le même rapport des forces et que nous devons suivre la même politique que celle suivie par les bolcheviks dans les partis de la II^e Internationale de la période d'avant-guerre ? Il est évident que non. Car ce serait méconnaître la *différence de principes* qui existe entre un parti du *bloc* des intérêts prolétariens et petits-bourgeois, et le parti *monolithique* du prolétariat révolutionnaire. Là (chez les social-démocrates), le Parti avait une base de classe distincte ; ici (chez les communistes), il y en a une autre toute différente. Là, au sein de la social-démocratie, le centrisme était un phénomène normal, puisqu'un parti représentant des intérêts hétérogènes ne peut se passer de centristes, et les bolcheviks étaient obligés de s'engager dans la voie de la scission. Ici (chez les communistes), le centrisme est inadmissible ; il est incompatible avec la discipline léniniste, puisque le Parti communiste est un parti monolithique du prolétariat et non un parti représentant les intérêts des différents éléments de classe. Et puisque la force dominante dans notre parti est constituée par le courant le plus radical du mouvement ouvrier mondial (le léninisme), la politique de scission dans notre parti ne se justifie et ne peut être justifiée aucunement du point de vue léniniste.

Une voix : *La scission est-elle possible ou non dans notre parti ?*

Il ne s'agit pas de savoir si la scission est possible ou non; je tenais simplement à montrer que la politique scissionniste, dans notre parti léniniste monolithique, ne saurait être justifiée du point de vue léniniste. Quiconque ne comprend pas cette différence de principe agit à rencontre du léninisme, rompt avec ce dernier.

C'est pourquoi je pense que seuls les fous, des gens entièrement détachés du marxisme, peuvent affirmer sérieusement que la politique de notre parti, la politique de la lutte sur deux fronts est une politique centrisme.

Lénine a toujours lutté sur deux fronts dans notre parti, il a combattu la « gauche » et les déviations franchement menchéviks. Parcourez la brochure de Lénine *la Maladie infantile du communisme*, consultez l'histoire de notre parti, et vous vous rendrez compte que celui-ci a grandi et s'est raffermi à travers la lutte contre les deux déviations — celle de droite et celle de « gauche ». Lutte contre les *otzovistes* et les communistes de « gauche », d'une part ; lutte contre la déviation franchement opportuniste avant la révolution d'Octobre, pendant la révolution d'Octobre et depuis cette révolution, telles sont les phases que notre parti a traversées dans son évolution. Tout le monde se rappelle les paroles de Lénine disant que nous devons combattre l'opportunisme aussi bien que les doctrinaires de « gauche ».

Est-ce à dire que Lénine fut un centrisme, qu'il ait suivi la politique du centrisme ? Non, évidemment.

Mais alors, qu'est-ce donc que les déviations de droite et de « gauche » ? En ce qui concerne la déviation de droite, on ne saurait l'assimiler à l'opportunisme des social-démocrates d'avant-guerre. La déviation vers l'opportunisme ce n'est pas encore de l'opportunisme. Nous savons comment Lénine expliquait, dans le temps, l'idée « déviation ». La déviation à droite est une déformation qui n'a pas encore pris la forme de l'opportunisme et que l'on peut encore corriger. Aussi ne doit-on pas identifier la déviation à droite avec l'opportunisme achevé. Quant à la déviation de « gauche », elle est l'opposé de ce qu'étaient ceux de l'extrême gauche dans la II^e Internationale d'avant-guerre, c'est-à-dire les bolcheviks. Non seulement ils n'appartiennent pas à la gauche sans guillemets, mais ils sont, en fait, les mêmes droitiers, avec cette différence, toutefois, qu'ils dissimulent inconsciemment leur nature véritable sous des phrases gauchistes. Ce serait un crime contre le Parti que de ne pas voir l'abîme qui sépare la déviation de « gauche » des léninistes authentiques, les *seuls* représentants de la *gauche* (sans guillemets) dans notre parti.

Une voix : *Et la légalisation des déviations ?*

Si la lutte ouverte contre les déviations est une légalisation, il faudra avouer que Lénine les a « légalisées » depuis longtemps.

Ces droitiers aussi bien que ces « gauchistes », se recrutent parmi les éléments les plus variés des couches sociales non prolétariennes, éléments qui reflètent la pression de l'atmosphère petite-bourgeoise sur le Parti et la décomposition de certains maillons de notre parti. Ex-adhérents à d'autres partis ; individus à tendances trotskistes ; fragments d'anciennes fractions dans le Parti ; militants du Parti en train de se bureaucratiser (ou qui se sont déjà bureaucratés) dans l'appareil administratif, économique, coopératif, syndical, et qui, au sein de cet appareil, font bloc avec les éléments franchement bourgeois de ces appareils ; les membres du Parti aisés dans nos organisations rurales, qui s'apparentent aux koulaks, etc., telle est la source qui alimente les déviations à l'égard de la ligne léniniste. Il est évident que ces éléments sont incapables de s'assimiler quoi que ce soit de réellement gauche, de réellement léniniste. Par contre, ce dont ils sont capables, c'est de faire naître une déviation franchement opportuniste ou la déviation dite de « gauche », qui masque son opportunisme sous des phrases gauchistes.

Voilà pourquoi la lutte sur les deux fronts est la seule politique juste du Parti.

Poursuivons. Les thèses déclarent que la *méthode essentielle* de lutte contre la déviation de droite doit être la lutte idéologique largement déployée. Est-ce juste ? Je crois que oui. Il serait bon de se rappeler l'expérience de la lutte contre le trotskisme. Par où avons-nous commencé le combat ? Est-ce par des mesures disciplinaires ? Non, évidemment. Nous avons commencé la lutte par des moyens idéologiques. Nous l'avons livrée de 1918 à 1925. Déjà en 1924 notre parti, et, en 1925, le V^e congrès

de l'I.C., avaient adopté une résolution sur le trotskisme en le qualifiant de déviation petite-bourgeoise. Cependant, Trotski continuait de siéger, chez nous, aussi bien au C.C. qu'au Bureau politique. Est-ce vrai ou non ? Oui. Donc, nous avons « toléré » Trotski et les trotskistes au Comité central. Comment se fait-il que nous ayons supporté leur présence dans les organes dirigeants du Parti ? Mais parce que les trotskistes, à l'époque, en dépit de leurs divergences de vues avec le Parti, se soumettaient aux décisions du C.C. et observaient une attitude loyale. Quand nous sommes-nous mis à user à leur égard, dans une mesure plus ou moins large, de mesures d'organisation ? Lorsqu'ils se furent constitués en fraction; après qu'ils eurent créé leur centre, transformé leur fraction en un nouveau parti et appelé les masses à des manifestations antisoviétiques. Je crois que nous devons suivre la même voie pour la lutte contre la déviation de droite. La déviation de droite n'est pas encore une tendance nettement affirmée, cristallisée, encore qu'elle prenne de plus en plus d'extension dans le Parti. Elle ne fait que se préciser et se cristalliser. Les droitiers ont-ils une fraction à eux ? Je ne le pense pas. Peut-on affirmer qu'ils ne se soumettent pas aux décisions du Parti ? Nous ne sommes pas encore fondés à les en accuser. Peut-on affirmer que les droitiers finiront par constituer une fraction à eux ? J'en doute. Une conclusion s'impose: *dans le stade actuel*, la méthode essentielle de lutte contre la déviation de droite doit être une lutte idéologique largement déployée. Cela est d'autant plus juste que parmi certains militants de notre parti se fait jour une tendance inverse, visant à amorcer la lutte contre la déviation de droite non par des méthodes idéologiques, mais par des mesures disciplinaires. Voici ce qu'ils disent : Livrez-nous une dizaine ou une vingtaine de ces droitiers et nous ne serons pas longs à leur régler leur compte et à en finir avec la déviation de droite. J'estime, camarades, que de pareilles méthodes d'action ne sont pas justes; elles nous sont préjudiciables. C'est pour ne pas nous laisser aller à de telles méthodes, c'est pour orienter la lutte contre la déviation de droite dans la bonne voie que nous croyons de notre devoir de proclamer, haut et clair, qu'au *stade actuel* la méthode essentielle de lutte contre la déviation de droite, est la lutte idéologique.

Est-ce à dire que nous excluons l'éventualité de mesures disciplinaires ? Non, évidemment. Cela veut dire, toutefois, que les peines disciplinaires doivent jouer ici un rôle secondaire : si les décisions ne sont pas violées par les droitiers, nous ne devons pas les exclure des organisations ou institutions dirigeantes.

Une voix : *Et l'expérience de Moscou ?*

Je pense que parmi les camarades dirigeants de Moscou il n'y avait pas de droitiers. Il y a eu au sein de cette organisation une position fautive envers la tendance de droite. Il serait plus exact de dire qu'il s'agissait là d'une tendance à la conciliation avec la déviation de droite. Mais je ne puis affirmer qu'une déviation de droite ait existé au Comité de Moscou.

Une voix : *Et la lutte sur le terrain d'organisation ?*

Oui, il y avait bien la lutte sur le terrain d'organisation, bien qu'elle n'y ait occupé qu'une place secondaire. Cette lutte s'est engagée parce qu'à ce moment on était à Moscou en pleine campagne électorale qui se poursuivait sur la base de l'autocritique, et que les militants des comités de rayon ont le droit de remplacer leurs secrétaires. (*Rires.*)

Une voix : *Est-ce que les élections des secrétaires avaient été annoncées ?*

Le remplacement des secrétaires par voie d'élection n'a jamais été défendu chez nous. L'appel de juin du Comité central déclare, en termes précis, que l'autocritique peut devenir un vain mot, si on n'accorde pas aux organisations de base le droit de remplacer n'importe quel secrétaire, n'importe quel comité. Que pouvez-vous objecter contre un tel appel ?

Une voix : *Avant la conférence du Parti ?*

Oui, mettons avant la conférence du Parti. J'aperçois un sourire d'augure sur le visage de certains camarades. Ce n'est pas bien. Je vois que certains d'entre vous brûlent de relever au plus vite de leurs fonctions tels représentants de la déviation de droite. Seulement, ce n'est pas là une solution. Bien entendu, il est plus facile de destituer des fonctionnaires que d'engager une vaste campagne d'éclaircissement pour expliquer aux masses en quoi consiste la déviation de droite, le danger de droite et comment on doit le combattre. Pourtant, le plus facile n'est pas le meilleur. Donnez-vous donc la peine d'organiser une vaste campagne explicative contre le danger de droite, sans ménager votre temps, et vous verrez que plus cette campagne sera large et profonde, et plus la déviation de droite s'en ressentira. C'est pourquoi j'estime que le gros de notre lutte contre la déviation de droite doit être la lutte idéologique.

Quant au Comité de Moscou, je ne vois pas très bien ce que l'on pourrait ajouter à ce qu'a dit le camarade Ouglanov dans son discours de clôture au Plénum du comité élargi du Parti et de la Commission de contrôle de Moscou. Il a déclaré littéralement ceci : « Que l'on se rappelle un peu l'histoire; que l'on se souvienne comment, en 1921, je me suis battu avec le camarade Zinoviev à Léningrad, et l'on devra avouer qu'à ce moment la « bataille » était de beaucoup plus sérieuse. Nous fûmes vainqueurs parce que nous avons raison. Aujourd'hui, nous avons été battus parce que nous étions dans notre tort. Cette leçon nous servira. » Ainsi le camarade Ouglanov a livré le combat aujourd'hui tout comme il l'avait fait, en son temps, contre Zinoviev. Mais à qui a-t-il livré la bataille ? A la politique du C.C., sans doute. A qui encore ? Sur quelle base ? Visiblement, sur la base de la conciliation avec la déviation de droite.

Voilà pourquoi les thèses soulignent avec raison la nécessité de combattre la conciliation avec les déviations de la ligne léniniste et, en particulier, la conciliation à l'égard de la déviation de droite et proclament cette lutte comme une des tâches urgentes de notre parti.

Enfin, une dernière question. Il est dit dans les thèses que nous devons, à l'heure actuelle, souligner surtout la nécessité de lutter contre la déviation de droite. Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire qu'à l'heure actuelle le danger de droite constitue la menace la plus grave pour notre parti. La lutte contre les tendances trotskistes, lutte ramassée, par surcroît, se poursuit chez nous depuis déjà une dizaine d'années. Cette lutte a abouti à la débâcle des cadres essentiels du trotskisme. On ne saurait affirmer qu'au cours de ces derniers temps la lutte contre la déviation franchement opportuniste se soit poursuivie avec autant de vigueur. Or, si cette lutte n'a pas été jusqu'à présent assez intense, c'est que la déviation de droite est encore chez nous, dans sa période de formation et de cristallisation ; elle se renforce et s'accroît dans la mesure où la pression petite-bourgeoise due aux difficultés engendrées par le stockage de blé se renforce. Voilà pourquoi nous devons diriger le gros de nos efforts contre la déviation de droite.

En terminant, je tiens à signaler, camarades, encore un fait dont on n'a pas parlé ici et qui, à mon avis, présente un intérêt considérable. Nous, membres du Bureau politique, nous avons soumis nos thèses sur les chiffres de contrôle. Dans mon discours, j'ai défendu ces thèses que je considère comme absolument justes. Il est possible qu'elles comportent des amendements. Mais, dans leurs grandes lignes, elles sont justes et nous assurent la réalisation rigoureuse de la ligne léniniste. Cela ne fait aucun doute. Je tiens à vous dire que ces thèses ont été adoptées au Bureau politique à l'unanimité. Je crois que ce point a de l'importance étant donné surtout les bruits que font courir dans nos rangs les personnes malveillantes, les ennemis de notre parti. Je veux parler des bruits tendant à faire croire qu'il y aurait au sein du Bureau politique une déviation de droite, une déviation de « gauche », une tendance à la conciliation et bien d'autres choses encore. Puissent ces thèses apporter une fois de plus, pour la centième ou cent et unième fois, la preuve que nous sommes tous, au Bureau politique, unis jusqu'au bout et le resterons. Je forme le vœu que le Plénum adopte avec la même unanimité l'essentiel de ces thèses. (*Applaudissements*).

Sur le danger de droite dans le Parti communiste allemand

(Discours prononcé au Présidium du C.E. de l'I.C., le 19 décembre 1928.)

Le camarade Molotov ayant déjà exposé ici le point de vue de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S., il ne me reste qu'à dire quelques mots. Je me propose de toucher, sommairement du reste, trois questions que les débats ont mises à jour. Ces questions sont : la stabilisation capitaliste, les batailles de classe du prolétariat en connexion avec l'échec de la stabilisation, et la situation dans le Parti communiste allemand.

Je dois constater à regret que sur ces trois questions, les camarades Humbert-Droz et Serra se sont, tous les deux, laissé sombrer dans le marais de l'opportunisme poltron. Humbert-Droz, il est vrai, ne s'est prononcé momentanément que sur des questions de pure forme. Mais je tiens à rappeler son discours de doctrine prononcé en séance du Secrétariat politique du C.E. de l'I.C. lors des débats sur la droite et les conciliateurs dans le P.C. allemand. Je crois que ce discours constitue notamment la base idéologique de la position adoptée par la minorité du Présidium du C.E. de l'I.C. au cours de la même séance. C'est pourquoi j'estime qu'il est impossible de passer sous silence le discours de doctrine de Humbert-Droz prononcé au Secrétariat politique du C.E. de l'Internationale communiste. J'ai dit tout à l'heure que Humbert-Droz et Serra s'étaient laissé sombrer dans le marais de l'opportunisme poltron. Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire qu'à côté de l'opportunisme ouvertement affirmé, il existe un opportunisme caché qui craint de montrer sa face véritable. C'est l'opportunisme de la conciliation à l'égard de la déviation de droite. La conciliation, c'est de l'opportunisme lâche. Je le répète : je dois constater à regret que nos deux camarades ont sombré dans le borbier d'un opportunisme poltron.

Permettez-moi de le démontrer avec des faits à l'appui.

I - Le problème de la stabilisation capitaliste

L'Internationale communiste part du point de vue que la stabilisation capitaliste actuelle est une stabilisation temporaire, fragile, précaire et pourrie; qu'elle se désagrègera au fur et à mesure du développement ultérieur de la crise capitaliste. Cette vérité ne contredit nullement le fait universellement connu que la technique et la rationalisation capitalistes sont en progression constante. Bien plus. C'est à la faveur de cette progression que se révèlent de plus en plus la décrépitude et l'insolvabilité de la stabilisation capitaliste. Voyons maintenant ce que dit Humbert-Droz dans son intervention au Secrétariat politique du C.E. de l'I.C. Il y conteste tout net la précarité et la fragilité de la stabilisation. Il déclare que « le VI^e congrès mondial a pratiquement condamné la vague formule générale : stabilisation pourrie, précaire, etc. ». Il déclare carrément que la fameuse thèse du VI^e congrès sur la III^e période ne dit pas un mot sur la précarité de la stabilisation. Peut-on considérer cette affirmation de Humbert-Droz comme juste ? Non évidemment. Le VI^e congrès de l'I.C. a affirmé des choses nettement opposées à ce que Humbert-Droz développe dans son discours. Voici ce que dit le VI^e congrès de l'I.C. dans l'alinéa consacré à la troisième période :

Cette période [c'est-à-dire la troisième période] conduit inévitablement, par suite du développement ultérieur des contradictions de la stabilisation capitaliste, à la *dislocation ultérieure* de la stabilisation capitaliste et à une aggravation sérieuse de la crise générale du capitalisme.

Vous entendez : « dislocation ultérieure de la stabilisation » Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire que, dès aujourd'hui, la stabilisation est précaire, éphémère et que, dans le cadre de la troisième période, elle continuera à se disloquer. Et Humbert-Droz se permet de se moquer de tous ceux, y compris le Parti communiste allemand, qui proclament la précarité et la décrépitude de la stabilisation, qui affirment que la lutte actuelle de la classe ouvrière mine et désagrège la stabilisation capitaliste. De qui donc se moque Humbert-Droz ? Il est évident qu'il se moque des décisions du VI^e congrès.

Il en résulte que Humbert-Droz, sous prétexte de défendre les décisions du VI^e congrès de l'I.C., *révise* en réalité ces décisions, en se laissant glisser vers la conception opportuniste de la stabilisation.

Voilà le côté formel de la question. Passons maintenant à l'examen de la question, quant au fond. Puisqu'on ne peut dire de la stabilisation actuelle qu'elle est précaire, décrépite, provisoire, — comment alors la qualifier ? Il ne reste qu'à la reconnaître comme durable et tout au moins en voie de renforcement. Mais face à une stabilisation capitaliste qui va s'accroissant, à quoi se réduit la crise de plus en plus exacerbée et profonde du capitalisme mondial ? N'est-il pas évident qu'il n'y a plus de place ici, pour une aggravation de la crise du capitalisme mondial ? N'est-il pas évident que Humbert-Droz s'est embrouillé dans ses propres contradictions ?

Poursuivons. Lénine disait que, dans les conditions de l'impérialisme, le développement du capitalisme se présente sous un double aspect : la croissance du capitalisme dans certains pays, d'une part, et de l'autre, *décadence* du capitalisme dans d'autres pays. Cette thèse de Lénine est-elle juste ? Et, dans le cas de l'affirmative, n'est-il pas évident que la stabilisation capitaliste ne peut pas ne pas être décrépite ?

Enfin, quelques mots sur une série de faits connus de tout le monde. Nous assistons à des batailles désespérées que se livrent différents groupes impérialistes pour la conquête de débouchés, de marchés d'exportation de capitaux. Nous assistons à une course effrénée aux armements dans les pays capitalistes, à la formation de nouvelles alliances militaires et à la préparation ouvertement affirmée de nouvelles guerres impérialistes. Nous assistons à une aggravation des antagonismes entre les deux géants de l'impérialisme, l'Angleterre et l'Amérique, qui cherchent à attirer dans leur orbite tous les autres pays. Enfin, nous assistons à la croissance et à la prospérité de l'Union soviétique dans tous les domaines de l'édification, tant économique que politique et culturelle. Le seul fait de l'existence de l'Union soviétique et à plus forte raison sa croissance, — mine et désagrège les fondements du capitalisme mondial. On se demande: comment des marxistes, des léninistes, des communistes peuvent-ils affirmer après tout cela que la stabilisation capitaliste n'est pas précaire» et pourrie, qu'elle ne se désagrège pas par la force des choses d'année en année, de jour en jour ?

Humbert-Droz et après lui Serra se doutent-ils seulement dans quel borborygme ils se laissent sombrer ?

C'est de cette erreur que résultent toutes les autres erreurs de Humbert-Droz et Serra.

II - Le problème des batailles de classe du prolétariat

La position de Humbert-Droz n'est pas moins erronée dans la question des batailles de classe du prolétariat en pays capitalistes, de leur nature et de leur portée. Il ressort du discours de Humbert-Droz, prononcé au Secrétariat politique que la lutte livrée par la classe ouvrière, ses rencontres spontanées avec les capitalistes ne revêtent quant au fond, qu'un caractère défensif ; que la direction de cette lutte ne doit être assumée par les partis communistes que dans le cadre des syndicats réformistes existants. Est-ce juste ? Non. Avancer des opinions pareilles, c'est se traîner à la remorque des événements. Humbert-Droz oublie que la lutte de la classe ouvrière se livre actuellement sur la base d'une stabilisation en déclin; que les batailles ouvrières présentent souvent le caractère de combats où l'offensive patronale rencontre l'offensive ouvrière, de contre-offensives et d'offensives directes contre les capitalistes. Humbert-Droz ne perçoit rien de nouveau dans les batailles que la classe ouvrière a livrées au cours de la dernière période. Il néglige des faits aussi importants que la grève générale de Lodz, les grèves revendicatrices pour l'amélioration des conditions de travail en France, en Tchécoslovaquie, en Allemagne; la mobilisation imposante des forces prolétariennes en Allemagne dans les luttes contre le lock-out des métallurgistes, etc.

Que signifie tous ces faits et tant d'autres faits de même ordre ? Que présagent-ils ? Ils attestent qu'au sein des pays capitalistes se forment les prémisses d'un nouvel élan révolutionnaire du mouvement ouvrier. C'est ce que Humbert-Droz et Serra ne voient pas ; c'est ce que ne verront d'ailleurs jamais les

camarades habitués à regarder en arrière au lieu de regarder en avant ? Mais que veut dire regarder en arrière au lieu de regarder en avant ? Cela veut dire se traîner à la remorque des événements, ne rien voir de nouveau dans les événements et se laisser prendre au dépourvu par ces derniers. Cela revient à renoncer au rôle dirigeant du Parti communiste dans le mouvement ouvrier. C'est contre cette pierre d'achoppement que se brisa notamment la direction du Parti communiste allemand lors de la révolution de 1923. C'est pourquoi quiconque ne veut pas répéter les fautes de 1923 a le devoir d'éveiller la pensée des communistes et de les appeler en avant ; de préparer les masses aux batailles imminentes; de faire le nécessaire pour que les partis communistes ne restent pas à la remorque des événements, et pour que la classe ouvrière ne soit pas prise à l'improviste.

N'est-il pas étonnant que Humbert-Droz et Serra aient oublié ces vérités.

Pendant les batailles de la Ruhr, les communistes allemands ont constaté que les ouvriers inorganisés étaient plus révolutionnaires que les ouvriers organisés dans les syndicats. Humbert-Droz marque son indignation à ce sujet ; il affirme que cela est impossible. Chose étrange ! Pourquoi cela aurait-il été impossible ? Il y a, dans la Ruhr, près d'un million d'ouvriers. Sur ce nombre, deux cent mille seulement sont organisés dans les syndicats. La direction de ces derniers est assurée par des bureaucrates réformistes, liés par mille et une attaches à la classe capitaliste. Quoi d'étonnant que les ouvriers inorganisés se soient révélés plus révolutionnaires que les ouvriers organisés ? Pouvait-il en être autrement ? Je pourrais vous rapporter des faits encore plus « étonnants » empruntés à l'histoire du mouvement révolutionnaire de Russie. Maintes fois, on a eu l'occasion de se rendre compte que les masses étaient plus révolutionnaires que leurs (quelques-uns) chefs communistes. Tous les bolcheviks russes le savent fort bien. Aussi Lénine disait-il qu'il fallait non seulement instruire les masses, *mais encore s'instruire soi-même auprès des masses*. Ce dont il y a lieu de s'étonner, c'est de voir Humbert-Droz ne pas comprendre ces simples vérités, puisées au domaine de la pratique révolutionnaire des bolcheviks.

Il faut en dire autant de Serra. Il n'approuve pas les communistes allemands qui, dans la lutte pour l'organisation des métallurgistes lock-outés, ont fait sauter les cadres syndicaux et les ont abandonnés. Il voit là une violation des décisions du IV^e congrès de l'Internationale syndicale rouge. Serra assure que cette dernière avait recommandé aux communistes de travailler uniquement à l'intérieur des syndicats. Eh bien, c'est une ineptie. L'I.S.R. n'avait jamais recommandé rien de semblable.

Losovski : *C'est juste !*

Le prétendre, c'est réduire le Parti communiste au rôle de spectateur passif des batailles de classe du prolétariat. Le prétendre, c'est enterrer l'idée du rôle dirigeant du Parti communiste dans le mouvement ouvrier. Les communistes allemands ont ceci de méritoire qu'ils ne se sont pas laissés intimider par le bavardage sur les « cadres syndicaux », et ont franchi ces cadres en organisant la lutte des ouvriers inorganisés à rencontre des bureaucrates syndicaux. Les communistes allemands ont du mérite précisément parce qu'ils ont recherché et découvert les nouvelles formes de lutte et d'organisation des ouvriers inorganisés. Il est possible que, ce faisant, ils aient commis une série de fautes d'ordre secondaire. Mais toute chose nouvelle comporte des errements. Certes, nous devons militer dans les syndicats réformistes si ces syndicats sont des organisations de masse. Mais il ne faut pas en conclure que nous devons limiter notre action de masse au travail à mener dans les syndicats réformistes; que nous devons devenir les esclaves des normes et des exigences de ces syndicats. Si la direction réformiste s'intègre au capitalisme (Voyez la résolution du VI^e congrès de l'I.C. et du IV^e congrès de l'I.S.R.) et que la classe ouvrière lutte contre le capitalisme, peut-on affirmer que la lutte de la classe ouvrière, guidée par le Parti communiste, pourra se poursuivre sans que les cadres des syndicats réformistes soient entamés. Il est évident que ceux qui l'affirment versent dans l'opportunisme. On peut très bien concevoir un état de choses qui impliquerait la création de groupements de masses parallèles de la classe ouvrière, à rencontre des bonzes syndicaux vendus aux capitalistes. Cette situation existe déjà en Amérique. Il est fort probable qu'il en sera de même en Allemagne.

III - Le problème du Parti communiste allemand

Le Parti communiste allemand doit-il, oui ou non, être organisé et cohérent, doté d'une discipline intérieure de fer ? C'est ainsi, camarades, que la question se pose. Il ne s'agit pas seulement de ceux de la droite ou des conciliateurs ; il s'agit de l'existence même du Parti communiste allemand. Il existe un parti communiste allemand. Mais à côté et à l'intérieur de celui-ci deux forces le rongent, menacent son existence. C'est, d'abord, la fraction de droite, qui organise au sein du Parti communiste allemand un nouveau parti anti-léniniste avec son centre et ses organes de presse, et désagrège au jour le jour sa discipline. C'est ensuite le groupe de conciliateurs qui renforce par ses tergiversations la fraction de droite. Est-il besoin de dire que cette fraction rompt avec le léninisme et fait une guerre acharnée à l'Internationale communiste ? La preuve en est donnée depuis longtemps. Je ne m'attarderai pas non plus à démontrer que le groupe des conciliateurs passe outre à la résolution du VI^e congrès sur la lutte systématique contre la tendance conciliatrice. Cela aussi a été établi depuis longtemps. Il s'agit maintenant de dire que l'on ne saurait plus tolérer cet état de choses dans le Parti communiste allemand. Tolérer plus longtemps un état de faits où la droite empoisonne l'atmosphère par un fatras idéologique social-démocrate et sape de façon systématique les principes élémentaires de la discipline du Parti ; où les conciliateurs apportent de l'eau au moulin de la droite, c'est aller à l'encontre de l'I.C. et enfreindre les exigences élémentaires du léninisme. La situation actuelle du P.C.A. est analogue (sinon pire) à celle que nous avons connue dans le P.C. de l'Union soviétique, à la dernière phase de la lutte contre le trotskisme, alors que le Parti et l'I.C. se sont vus dans l'obligation de chasser les trotskistes de nos rangs. Tout le monde s'en rend compte aujourd'hui. Seuls Humbert-Droz et Serra ne le voient pas ou font mine de ne pas le voir. Tant pis pour eux. Cela signifie que ces camarades sont prêts à soutenir et la droite et les conciliateurs, même au prix de la désagrégation complète du Parti communiste allemand.

En s'opposant à l'exclusion des droitiers, Humbert-Droz et Serra invoquent la résolution du VI^e congrès disant que les déviations de droite doivent être combattues sur le terrain idéologique. C'est là tout à fait exact. Cependant, ces camarades oublient que les résolutions du VI^e congrès ne limitent nullement la lutte des partis communistes contre le danger de droite aux mesures d'ordre idéologique. Il n'en est rien. En parlant des mesures d'ordre idéologique dans la lutte contre les déviations de la ligne léniniste, le VI^e congrès de l'I.C., dans sa résolution sur le rapport du camarade Boukharine, déclare :

Loin d'exclure, cela implique, au contraire, la consolidation aussi ferme que possible de la discipline de fer à l'intérieur du Parti, la soumission absolue de la minorité à la majorité, la soumission absolue des organes inférieurs ainsi que des autres organisations du Parti (fractions au Parlement, fractions dans les syndicats, de la presse, etc.) aux centres dirigeants du Parti.

Il est surprenant que Humbert-Droz et Serra aient oublié cette thèse de la résolution du VI^e congrès de l'I.C. Il est surprenant que tous les conciliateurs, ceux aussi qui s'avouent conciliateurs et ceux qui déclinent ce titre, — oublient systématiquement, en se référant à la résolution du VI^e congrès, la thèse si importante de l'I.C.

Que faire si dans le Parti communiste allemand nous assistons non à la consolidation aussi ferme que possible de la discipline de fer à l'intérieur du Parti, mais à la violation flagrante de toute discipline, tant par les gens de la droite que, en partie, par certains conciliateurs ? Peut-on tolérer davantage un tel état de choses ?

Que faire si dans le Parti communiste allemand, au lieu de voir les organisations inférieures, les fractions syndicales et certains organes de la presse du Parti se soumettre sans réserve au centre dirigeant du Parti, nous assistons à la violation la plus flagrante et la plus brutale de cette thèse du VI^e congrès de l'I.C. par les gens de droite et, en partie, par certains conciliateurs ? Peut-on tolérer davantage un tel état de choses ?

Vous connaissez les conditions d'admission à l'I.C., adoptées au II^e congrès. Je parle des vingt et une conditions Le premier article de ces conditions stipule que « la presse périodique et non périodique, ainsi que tous les services d'édition du Parti doivent être *entièrement subordonnés au Comité central du Parti, que celui-ci soit, à l'époque donnée, légal ou illégal* ».

Vous savez que la fraction de droite dispose de deux organes de presse. Vous savez que ces organes de presse n'entendent point se soumettre, à un titre quelconque au C.C. du P.C. allemand. Je me demande: doit-on tolérer plus longtemps cette situation scandaleuse ?

L'article 12 de la vingt et unième condition stipule que « le Parti doit être organisé de la façon la plus centraliste qui soit *« qu'une discipline de fer voisine de la discipline militaire doit y être de rigueur* ». Vous savez que dans le Parti communiste allemand la droite ne veut reconnaître ni une discipline de fer, ni n'importe quelle autre discipline excepté celle de sa fraction. Eh bien, je me demande: Peut-on tolérer plus longtemps cette situation scandaleuse ?

Ou peut-être, dira-t-on, que les conditions adoptées au II^e congrès de l'I.C. ne sont pas obligatoires pour la droite.

Humbert-Droz et Serra crient, ici, aux prétendues violations des résolutions de l'I.C. Aujourd'hui, nous avons en la personne des droitiers de véritables violateurs (et non prétendus) des principes mêmes de l'I.C. Pourquoi gardent-ils le silence ? Est-ce parce que, sous le couvert d'une défense verbale des décisions de l'I.C., ils entendent défendre la droite et réviser ces décisions ?

La déclaration de Serra est particulièrement intéressante. Il jure ses grands dieux qu'il est contre la droite, contre les conciliateurs, etc. Mais quelle conclusion en tire-t-il ? Qu'il faut engager la lutte contre la droite et les conciliateurs ? Pas le moins du monde. Il tire de cet état de faits une conclusion qui ne laisse pas d'être étrange à savoir qu'il faut, à son avis, réorganiser le Bureau politique actuel du C.C du Parti communiste allemand. Pensez donc : le Bureau politique du P.C.A. mène le bon combat contre le danger de droite et les flottements des conciliateurs ; Serra s'affirme pour la lutte contre la droite et les conciliateurs ; or, Serra propose de ne pas toucher à la droite et aux conciliateurs, d'affaiblir la lutte contre ces derniers et de modifier la composition du Bureau politique du C.C. du P.C.A. dans l'esprit de la conciliation ! Voilà sa « conclusion » ! Je demande pardon à Serra, si je lui dis sans ambages que dans cette question sa position fait penser à celle des avocats de province qui essayent de faire passer le noir pour du blanc et le blanc pour du noir. C'est ce que nous appelons défendre en avocats les éléments opportunistes.

Serra propose de réorganiser le Bureau politique du C.C. du P.C.A., c'est-à-dire d'en éliminer les uns et d'y introduire les autres. Pourquoi Serra ne nous dit-il pas en toute franchise par qui il entend remplacer les membres sortants du Bureau politique ?

Serra : *Par ceux que le VI^e congrès a désignés.*

Le VI^e congrès n'a pas du tout proposé la réhabilitation des conciliateurs. Bien au contraire, il nous engage à les combattre systématiquement. Et c'est parce que les conciliateurs n'avaient pas rempli cette obligation que le Présidium du C.E. de l'I.C. en sa séance du 6 octobre 1928, a dû, après le VI^e congrès, prendre la résolution que l'on sait sur la droite et les conciliateurs. Serra veut assumer le rôle de l'unique interpréteur des décisions du VI^e congrès. Cette prétention de Serra n'a aucune raison d'être. Les seuls organes autorisés à interpréter les décisions du VI^e congrès sont le C .E. de l'I.C. et son Présidium. Je vois que Serra n'est pas d'accord avec la décision du Présidium du C .E. de l'I.C. du 6 octobre, bien qu'il ne l'ait pas dit ouvertement. Tant pis pour lui.

La conclusion qui s'impose est donc celle-ci : dans la question du P.C.A., la position de Humbert-Droz et de Serra consiste à défendre en avocats pusillanimes la droite contre le P.C.A. et le C .E. de l'I.C.

IV - Les droitiers dans le P.C.A. et dans le P.C. de l'U.R.S.S.

J'ai appris aujourd'hui par les discours de certains orateurs que des conciliateurs allemands invoquent, pour se justifier, mon discours au Plénum de novembre du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. au sujet des méthodes de lutte contre les éléments de droite. Comme on le sait, je disais dans ce discours (qui a été publié) *qu'au stade actuel* de la lutte contre le danger de droite à l'intérieur du P.C. de l'U.R.S.S. la méthode de lutte essentielle doit être la lutte idéologique, ce qui n'exclut pas l'éventualité de mesures disciplinaires dans certains cas. J'ai corroboré ma thèse par le fait que la droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. ne s'est pas encore entièrement cristallisée, et qu'il n'y a pas eu un seul exemple de violation ou de non exécution des décisions du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. par les gens de droite. Je disais dans mon discours que si les droitiers adoptaient des méthodes de lutte de fraction et se mettaient à violer les décisions du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., ils subiraient le même sort que les trotskistes en 1927. Je crois que c'est assez clair. N'est-il pas stupide, après cela, d'invoquer mon discours à titre d'argument en faveur de la droite en *Allemagne*, où les droitiers *ont déjà passé* aux méthodes de lutte de fraction et transgressent systématiquement les décisions du C.C. du P.C.A., ou bien encore à titre d'argument en faveur des conciliateurs en *Allemagne*, où ils n'ont pas encore rompu, et n'entendent visiblement pas le faire avec la *fraction* de droite. Je crois que l'on ne saurait imaginer rien de plus sot que de se recommander de mon discours. Seuls des gens ayant rompu avec la dialectique ne peuvent pas comprendre l'abîme qui existe entre la position de la droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. et celle de la droite dans le P.C.A.

En effet, dans le P.C. de l'Union soviétique, les droitiers ne forment pas encore une fraction ; ils exécutent, avec une loyauté incontestable, les décisions du Comité central. Quant aux droitiers d'Allemagne, ils possèdent déjà une fraction dotée d'un centre; ils foulent aux pieds, systématiquement, les décisions du Comité central du Parti communiste allemand. N'est-il pas évident qu'au *stade actuel* les méthodes de lutte contre la droite ne peuvent pas être identiques dans les deux partis ?

Poursuivons. Chez nous, en U.R.S.S., nous n'avons pas de social-démocratie, en tant que force organisée sérieuse susceptible de nourrir et de stimuler le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. Par contre, en Allemagne, à côté du Parti, il existe un Parti social-démocrate plus fort et assez solidement organisé qui alimente la déviation de droite dans le Parti communiste allemand et en fait, objectivement, une agence à ses ordres. N'est-il pas évident que seuls des aveugles peuvent ne pas discerner la différence entre la situation en Allemagne et celle en U.R.S.S. ?

Enfin, un autre fait encore. Notre parti a grandi et pris des forces au travers des batailles acharnées contre les menchéviks, batailles qui, pendant plusieurs années, avaient revêtu la forme d'une guerre civile. N'oubliez pas qu'en Octobre 1917 nous, bolcheviks, avons renversé les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, comme l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste contre-révolutionnaire. C'est là la raison pour laquelle dans aucun parti communiste du monde les traditions contre l'opportunisme ouvertement affirmé ne sont aussi vivantes que dans le P.C. de l'Union soviétique. Il suffit de rappeler l'organisation de Moscou, notamment le comité de Parti de Moscou où certains flottements vers la conciliation s'étaient fait jour; il suffit de rappeler, comment les ouvriers militants du Parti ont réussi, en l'espace de deux mois, à redresser d'emblée la ligne du Comité de Moscou — il suffit de rappeler tous ces faits pour comprendre à quel point sont vives dans notre parti les traditions contre l'opportunisme ouvertement affirmé. Pourrait-on en dire autant du Parti communiste allemand ? Vous avouerez avec moi qu'on ne le peut malheureusement pas. Bien plus : il est indéniable que le Parti communiste allemand ne s'est pas encore affranchi des traditions social-démocrates qui alimentent le danger de droite dans le P.C.A.

Telles sont les conditions en Allemagne et celles en U.R.S.S. Elles témoignent que la différence de situation appelle une différence de méthodes, de lutte contre le danger de droite dans le P.C. allemand et dans celui de l'Union soviétique.

Il faut être privé du sens élémentaire du marxisme pour ne pas comprendre cette simple vérité.

A la commission désignée par le Plénum de novembre du C.C. du Parti communiste de l'U.R.S.S. pour rédiger la résolution, un groupe de camarades avait proposé d'étendre les dispositions fondamentales de la résolution à toutes les autres sections de l'I.C., y compris à la section allemande. Nous avons repoussé cette proposition, en déclarant que les conditions de lutte contre le danger de droite, dans le Parti communiste allemand, se différenciaient foncièrement des conditions de lutte dans le Parti communiste de l'Union soviétique.

V - Projet de lettre confidentielle et ouverte

Deux mots encore des projets de résolution présentés par les commissions du C .E. de l'I.C. Serra estime que ces projets ont le caractère de résolutions provinciales.

Pourquoi ? Parce que le projet de lettre ouverte ne contient pas l'analyse de la situation politique qui engendre le danger de droite. Cela est ridicule. Cette analyse, nous l'avons dans les résolutions du VI^e congrès. Faut-il la répéter ? Je ne le pense pas. A proprement parler, nous pourrions nous borner à une résolution sommaire sur les droitiers qui enfreignent systématiquement les décisions du VI^e congrès et qui, par suite, doivent être exclus, et sur les conciliateurs qui ne combattent pas la droite et méritent, par conséquent, un avertissement sérieux. Si cependant nous ne nous sommes pas limités à une brève résolution, c'était pour expliquer aux ouvriers la nature de la déviation de droite ; leur montrer la face véritable des Brandler et des Thalheimer ; leur dire ce que ces derniers avaient été dans le passé et ce qu'ils étaient en ce moment; montrer que l'I.C. et le P.C. de l'U.R.S.S. ne les avaient ménagés pendant très longtemps que dans l'espoir de les corriger; que les communistes avaient longtemps enduré leur présence, et qu'on ne devait plus les tolérer dans l'I.C. C'est pourquoi le projet de résolution est plus étendu qu'on aurait pu le prévoir dès le début.

Le camarade Molotov a déjà dit que la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. se joint sans réserve à ces projets de résolution. Il ne me reste qu'à répéter la déclaration de Molotov.

Le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S.

(Extrait du discours prononcé au Plénum du Comité central du P.C. de l'Union soviétique, avril 1929.)

I - Les transformations sociales et nos désaccords

Où sont nos désaccords ? A quoi tiennent-ils ? Ils tiennent avant tout aux transformations sociales qui se sont produites ces derniers temps dans notre pays et dans les pays capitalistes. D'aucuns s'imaginent que les désaccords au sein de notre parti ont un caractère accidentel. C'est faux. C'est tout à fait faux. Les désaccords dans notre parti sont dûs à l'aggravation de la lutte de classe qui se manifeste depuis quelque temps et qui donne issue à un tournant d'évolution. La principale erreur du groupe Boukharine consiste en ce qu'il ne voit pas ces transformations ni cette crise, il ne les voit pas et ne veut pas les voir. C'est ce qui explique l'incompréhension des nouvelles tâches du Parti et de l'I.C., incompréhension qui constitue le trait caractéristique de la nouvelle opposition.

Avez-vous remarqué, camarades, que les chefs de la nouvelle opposition, dans leurs discours au Plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, ont complètement passé sous silence le problème des transformations sociales dans notre pays, qu'ils n'ont soufflé mot de l'aggravation de la lutte de classe et n'ont pas fait la moindre allusion, fût-ce lointaine, aux liens qui unissent nos désaccords et cette aggravation de la lutte de classe ? Ils ont parlé de tout, et de la philosophie, et de la théorie, mais ils n'ont pas dit un traître mot des transformations sociales qui

déterminent l'orientation et la pratique de notre parti à l'heure actuelle. Comment expliquer ce phénomène étrange ? Peut-être par l'oubli ? Certes, non. Les hommes politiques ne peuvent oublier l'essentiel. Cela tient à ce qu'ils n'aperçoivent pas et ne comprennent pas les nouveaux processus révolutionnaires qui se produisent aussi bien chez nous, dans notre pays, que dans les pays capitalistes. Cela tient à ce que l'essentiel leur a échappé, à savoir — les transformations sociales qu'un homme politique n'a pas le droit de laisser échapper de son champ visuel. De là le désarroi et l'impuissance dont fait preuve la nouvelle opposition en présence des nouvelles tâches qui s'imposent au Parti.

Rappelez-vous les récents événements qui se sont déroulés au sein de notre parti. Souvenez-vous des mots d'ordre lancés par le Parti depuis quelque temps, à propos des nouveaux phénomènes sociaux dans notre pays. Je parle des mots d'ordre tels que ceux-ci : *l'autocritique*, le redoublement de la *lutte contre la bureaucratie et l'épuration de l'appareil soviétique*, *la formation de nouveaux cadres économiques et de spécialistes rouges*, *le développement intense des collectivités agricoles et des fermes d'Etat*, *l'offensive contre les koulaks*, *la réduction des prix de revient et l'amélioration radicale de l'action syndicale*, *l'épuration du Parti*, etc. A d'aucuns ces mots d'ordre ont paru abracadabrants, vertigineux. Or, n'est-il pas évident qu'ils sont tout à fait indispensables et de la plus haute actualité pour le Parti ?

Le fait est qu'à l'occasion du procès de Chakhti nous avons envisagé à nouveau la formation de cadres économiques, de spécialistes rouges recrutés dans la classe ouvrière et devant succéder aux vieux spécialistes. Le procès de Chakhti nous a montré que la bourgeoisie était loin d'être définitivement terrassée, qu'elle organisait et continuerait d'organiser le sabotage de notre édification économique ; que nos organisations économiques, syndicales et, aussi celles du Parti, ont perdu de vue le travail de sappe de nos ennemis de classe; qu'il fallait, par conséquent, consolider nos organisations et travailler à les améliorer, de toutes nos forces, par tous les moyens en développant et en accentuant leur vigilance de classe.

C'est ce qui a fait mettre en relief le mot d'ordre de *l'autocritique*. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible d'améliorer nos organisations économiques, syndicales et du Parti, d'accentuer l'édification socialiste et de réprimer le sabotage bourgeois sans développer à fond la critique et l'autocritique, sans soumettre au contrôle des masses le travail de nos organisations. Or, il est établi que le sabotage a eu lieu et continue d'avoir lieu non seulement dans les régions houillères, mais aussi dans la métallurgie, dans l'industrie militaire, sur les voies ferrées, dans l'industrie de l'or et du platine, etc. De là, le mot d'ordre d'autocritique.

Poursuivons. En présence des difficultés du stockage des blés, de l'attitude hostile des koulaks à l'égard de la politique des prix du gouvernement soviétique, nous avons aiguillé notre attention sur le développement intense des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, sur l'offensive à mener contre les koulaks, sur l'organisation des stockages, en faisant pression sur les paysans riches. Quel est l'enseignement à tirer des difficultés rencontrées dans le stockage des céréales ? Celui que le koulak est toujours vigilant, qu'il se renforce, qu'il cherche à saper la politique du gouvernement soviétique, et que nos organisations coopératives, soviétiques et du Parti, tout au moins une partie d'entre elles, ou bien ne voient pas l'ennemi ou bien s'en accommodent au lieu de le combattre.

Ainsi le mot d'ordre d'autocritique, de vérification et d'amélioration de nos organismes du Parti, de nos coopératives et, en général, des services de stockage s'impose plus impérieusement que jamais.

En outre, les nouvelles tâches qui se posent devant la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base du socialisme ont donné lieu au mot d'ordre visant à réduire systématiquement le prix de revient, à renforcer la discipline du travail, à développer l'émulation socialiste, etc. Ces tâches ont imposé la nécessité de réviser les méthodes de travail dans les syndicats et dans l'appareil soviétique, de stimuler à fond ces organisations et de les épurer de leurs éléments bureaucratiques.

De là, la nécessité de s'aiguiller sur le mot d'ordre : lutte contre la bureaucratie dans les syndicats et l'appareil soviétique.

Enfin, à propos de l'épuration du Parti, il serait puéril de s'imaginer que l'on puisse renforcer nos organisations soviétiques, économiques, syndicales et coopératives, les dégager des scories de la bureaucratie, sans avoir préalablement épuré le Parti lui-même. Il est hors de doute que les éléments bureaucratiques subsistent non seulement dans les organismes coopératifs, économiques, soviétiques et syndicaux, mais aussi dans ceux du Parti. Si le Parti est la force dirigeante de tous ces organismes, il est évident que l'épuration du Parti est la condition indispensable sans laquelle il est impossible de vivifier, d'améliorer à fond toutes les autres organisations de la classe ouvrière. De là le mot d'ordre de l'épuration du Parti.

Ces mots d'ordre sont-ils accidentels ? Non certes. Vous vous en rendez compte vous-mêmes. *Ils constituent les anneaux nécessaires de la chaîne ininterrompue appelée offensive du socialisme contre les éléments du capitalisme.*

Ils se rattachent avant tout à la période de reconstruction de notre industrie et de notre agriculture sur la base du socialisme. Or, que veut dire : reconstruction de l'économie nationale sur la base du socialisme ? C'est l'offensive du socialisme contre les éléments capitalistes de l'économie nationale sur toute la ligne du front. C'est un coup de barre vigoureux, accompli par la classe ouvrière de notre pays dans le sens de l'édification du socialisme. Mais pour réaliser cette reconstruction, il faut avant tout améliorer et consolider les cadres de l'édification socialiste, ceux des organisations économiques, soviétiques et syndicales, ceux aussi des coopératives et du Parti ; il faut nettoyer toutes ces organisations, les épurer de toutes les scories, relever l'activité de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Ces mots d'ordre se rattachent ensuite à la résistance que les éléments capitalistes de l'économie nationale opposent à l'offensive du socialisme. On ne peut considérer le procès de Chakhti comme un fait isolé et fortuit. Des saboteurs œuvrent aujourd'hui dans toutes les branches de notre industrie. Nombre d'entre eux ont été éliminés, mais pas tous, loin de là. Le sabotage des intellectuels bourgeois est la forme la plus dangereuse de résistance au socialisme en marche. Il est d'autant plus dangereux qu'il a des attaches avec le capital international. Le sabotage bourgeois atteste à coup sûr que les éléments capitalistes sont loin d'avoir déposé les armes, qu'ils prennent de la force en vue de nouvelles attaques contre le régime soviétique. Quant aux éléments capitalistes de la campagne, on est d'autant moins fondé à considérer comme un phénomène accidentel l'assaut que livrent, depuis plus d'un an déjà, les koulaks contre la politique des prix du gouvernement soviétique. Il est des gens qui, aujourd'hui encore, n'arrivent pas à s'expliquer pourquoi, avant 1927, le koulak donnait du blé de son plein gré et pourquoi il n'en livre plus depuis au même titre. Cela n'est point fait pour nous surprendre. Si avant, le koulak était relativement faible, n'avait pas la possibilité de montrer solidement son économie, ne disposait pas d'assez de capitaux pour renforcer celle-ci, ce qui le forçait à vendre au marché tous les excédents, ou peu s'en faut, de sa production agricole, — par contre, aujourd'hui, après plusieurs années de bonne récolte, ayant réussi à se monter en ménage, et à accumuler les fonds indispensables, il peut manœuvrer sur le marché, se faire une réserve de céréales, la plus précieuse des valeurs sur le marché des changes, quitte à vendre au marché de la viande, de l'avoine, de l'orge et d'autres productions de valeur secondaire. Il serait puéril de prétendre se faire livrer volontairement du blé par les koulaks. Voilà l'origine de la résistance que le koulak oppose aujourd'hui à la politique soviétique.

D'autre part, qu'est-ce que la résistance des éléments capitalistes de la ville et de la campagne à la marche offensive du socialisme ? C'est un regroupement des forces des ennemis de classe du prolétariat, ayant pour but de défendre le passé contre l'innovation. On conçoit sans peine que cette circonstance ne peut pas ne pas aggraver la lutte de classe. Mais pour combattre la résistance des ennemis de classe et déblayer la voie pour la progression du socialisme, il faut, entre autres choses, nettoyer toutes nos organisations, les épurer de leur bureaucratie, améliorer leurs cadres et mobiliser

des millions d'hommes de la classe ouvrière et des masses travailleuses rurales contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne.

Tels sont les phénomènes sociaux qui ont donné naissance aux mots d'ordre actuels du Parti.

Il faut en dire autant des transformations sociales dans les pays capitalistes. Il serait ridicule de croire que la stabilisation du capitalisme soit restée inchangée. Il serait d'autant plus ridicule d'affirmer que la stabilisation se renforce, devient de plus en plus solide. La vérité est que la stabilisation capitaliste est minée et affaiblie chaque mois, chaque jour davantage. L'accentuation de la lutte pour les débouchés et les matières premières, la course aux armements, l'accroissement des antagonismes entre l'Amérique et l'Angleterre, la marche ascendante du socialisme en U.R.S.S., la radicalisation de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, des grèves et des batailles de classe dans les pays d'Europe, la croissance du mouvement révolutionnaire dans les colonies, y compris les Indes, la croissance du communisme dans tous les pays du monde, — autant de preuves irréfutables que nous assistons dans les pays capitalistes, à l'éclosion d'un nouvel élan révolutionnaire.

De là, la nécessité d'intensifier la lutte contre la social-démocratie et, avant tout, contre son aile « gauche », rempart social du capitalisme. De là la nécessité d'intensifier la lutte contre les éléments de droite, agents de l'influence social-démocrate dans les partis communistes. De là, la nécessité d'accentuer la lutte contre la conciliation envers la déviation de droite, refuge d'opportunisme dans les partis communistes. De là, le mot d'ordre qui proclame la nécessité de débarrasser les partis communistes des traditions social-démocrates. De là, ce qu'on appelle la nouvelle tactique du communisme dans les syndicats.

Il est des camarades qui ne se rendent pas compte du sens et de la portée de ces mots d'ordre. Mais un marxiste comprendra aisément que sans la mise à exécution de ces mots d'ordre, il est impossible de préparer les masses prolétariennes à de nouvelles batailles de classe, de triompher de la social-démocratie, de procéder à la sélection des vrais chefs du mouvement communiste, capables de conduire la classe ouvrière à la lutte pour le renversement du capitalisme.

Voilà les déplacements sociaux de notre pays et des pays du capitalisme qui ont donné naissance aux mots d'ordre actuels de notre parti, tant dans le domaine de la politique intérieure que dans celui de l'I.C.

Notre parti se rend compte des changements intervenus. Il comprend la portée des nouvelles tâches et mobilise ses forces en vue de les réaliser. Voilà pourquoi il est en mesure de faire face aux événements. Voilà pourquoi il ne redoute pas les difficultés qui s'amoncellent sur son chemin, étant prêt à les surmonter.

Le malheur de la nouvelle opposition, celle du groupe du camarade Boukharine, est de ne pas apercevoir ces changements sociaux et de ne pas comprendre les nouvelles tâches du Parti. Et c'est justement parce qu'elle ne les comprend pas qu'elle traverse un état de désarroi complet, qu'elle s'apprête à fuir les difficultés, à reculer devant elles et à rendre ses positions.

Avez-vous eu l'occasion d'observer des pêcheurs avant la tempête sur un grand fleuve, tel que l'Inésséi ? Je les ai observés, moi, plus d'une fois. Il arrive parfois qu'un groupe de pêcheurs, la tempête étant imminente, mobilise toutes ses forces, stimule ses hommes et conduit courageusement l'embarcation au-devant de la tempête : « Tenez bon, les gars, appuyez sur le gouvernail, fendez les vagues, nous serons les vainqueurs ». Mais il y a une autre espèce de pêcheurs qui, flairant la tempête, perdent la tête, commencent à pleurnicher, et apportent la démoralisation dans leurs propres rangs : « Quel désastre ! Attention à la tempête, couchez-vous, les gars, au fond de l'embarcation, fermez les yeux et attendez, peut-être les vagues nous pousseront-elles au rivage ». (*Rires.*) Est-il besoin de démontrer que l'orientation et la conduite du groupe de Boukharine ressemblent comme deux gouttes

d'eau à l'orientation et à la conduite du second groupe de pêcheurs qui reculent, épouvantés, devant les difficultés ?

Nous disons qu'en Europe mûrissent les facteurs d'un nouvel essor révolutionnaire, que cette circonstance nous impose de nouvelles tâches : renforcer la lutte contre la déviation de droite dans les partis communistes et en éliminer les droitiers, accentuer la lutte contre les conciliateurs qui couvrent la déviation de droite, accentuer la lutte contre les traditions social-démocrates dans les partis communistes, etc. Or, Boukharine riposte que tout cela n'est que des vétilles, que nous n'avons pas du tout à réaliser de nouvelles tâches; qu'en réalité la majorité du Comité central cherche à lui imposer ses idées à lui.

Nous disons que les changements sociaux qui interviennent dans notre pays nous imposent de nouvelles tâches, qui comportent la baisse systématique du prix de revient et le renforcement de la discipline du travail dans les entreprises; que nous ne pourrions nous acquitter de ces tâches sans opérer un changement radical dans les méthodes de travail des syndicats. Or, Tomski vient nous dire que tout cela sont des sornettes, que nous n'avons pas du tout de nouvelles tâches à réaliser, qu'en réalité la majorité du Comité central cherche à lui imposer ses idées à lui, Tomski.

Nous disons que l'édification nouvelle de l'économie nationale nous impose de nouvelles tâches tendant à renforcer la lutte contre la bureaucratie de l'appareil soviétique et économique, à épurer cet appareil des éléments pourris et étrangers à la classe ouvrière, des saboteurs, etc. Or, Rykov vient nous objecter que tout cela ce sont des bagatelles, que nous n'avons pas du tout de nouvelles tâches à réaliser, qu'en réalité, la majorité du Comité central cherche à lui imposer ses idées à lui, Rykov.

Allons, n'est-ce pas ridicule ? N'est-il pas évident que Boukharine, Tomski et Rykov ne voient pas plus loin que leur nombril ?

Le malheur du groupe de Boukharine c'est de ne pas voir les nouveaux mouvements de classe et de ne point comprendre les nouvelles tâches du Parti. Et c'est justement parce qu'il ne les comprend pas qu'il se traîne à la remorque des événements et recule devant les difficultés.

Voilà donc l'origine de nos désaccords.

II - Nos désaccords dans le domaine de l'Internationale communiste

J'ai déjà dit que Boukharine ne se rend pas compte des nouvelles tâches de l'I.C. tendant à éliminer les hommes de droite des partis communistes, à refréner les conciliateurs et à débarrasser les partis communistes des traditions social-démocrates, qui nous sont imposées par les facteurs croissants du nouvel essor révolutionnaire. Cette thèse a été totalement confirmée par nos désaccords sur les problèmes touchant l'I.C.

Quelles sont les origines de nos désaccords dans ce domaine ?

Nos désaccords remontent à l'époque du II^e Congrès, où furent présentées par Boukharine des thèses sur la situation internationale. D'ordinaire, les thèses sont examinées préalablement par la délégation du P.C. de l'Union soviétique. Mais, en l'occurrence, il en fut tout autrement. Et les thèses signées de Boukharine furent envoyées tout à la fois à la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. et aux délégations étrangères du VI^e congrès. Or, les thèses se révélèrent insuffisantes sur bien des points. La délégation du P.C. de l'U.R.S.S. dut y introduire jusqu'à vingt amendements.

Cela mettait Boukharine dans une posture quelque peu fâcheuse. Mais à qui en incombait la faute ? Pourquoi Boukharine avait-il besoin de distribuer les thèses aux délégations étrangères avant qu'elles eussent été examinées par la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. ? D'autre part, la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. pouvait-elle ne pas apporter d'amendements aux thèses qui s'étaient révélées insuffisantes ?

Finalement, la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. fit distribuer des thèses presque entièrement remaniées sur la situation internationale que les délégations étrangères opposèrent aux anciennes thèses portant la signature de Boukharine. Il est évident que ce malentendu n'aurait pas eu lieu, si Boukharine ne s'était pas empressé de faire distribuer ses thèses aux délégations étrangères.

J'aurais voulu noter quatre amendements essentiels apportés aux thèses de Boukharine par la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. Cela afin d'illustrer avec évidence le caractère de nos désaccords dans les questions touchant l'I.C.

La première question est relative au caractère de la stabilisation capitaliste. Boukharine soutenait dans ses thèses qu'aucun facteur nouveau ne venait à l'heure actuelle entamer la stabilisation du capitalisme ; que, bien au contraire, le capitalisme était en train de se *reconstruire* et qu'en somme il était plus ou moins *solide*. Il est clair que la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. ne pouvait accepter une telle appréciation de ce qu'on appelle la troisième période, c'est-à-dire celle que nous traversons en ce moment. Elle ne pouvait l'accepter, car le maintien de cette caractéristique de la troisième période eût incité nos critiques à dire que nous nous plaçons au point de vue d'Hilferding, point de vue que nous autres communistes ne pouvons adopter. Aussi, la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. apportait-elle un amendement en ce sens que la stabilisation capitaliste est précaire et qu'il n'en saurait être autrement; qu'elle se désagrège et continuera de se désagréger au fur et à mesure que se dérouleront les événements, face à l'aggravation de la crise du capitalisme mondial.

Camarades, cette question est d'une importance décisive pour les sections de l'I.C. De ce que la stabilisation capitaliste se disloque ou se consolide dépend l'orientation des partis communistes dans leur action politique quotidienne. La période présente marque-t-elle la décadence du mouvement révolutionnaire, un simple ralliement de forces, ou est-ce une période d'accumulation des facteurs du nouvel élan révolutionnaire, période de préparation de la classe ouvrière aux futures batailles de classe? De la réponse à cette question dépend l'orientation tactique des partis communistes. L'amendement apporté par la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. et adopté ensuite par le congrès, a ceci de bon qu'il s'oriente nettement vers la deuxième perspective, vers l'accumulation des facteurs du nouvel essor révolutionnaire.

La deuxième question est celle de la lutte contre la social-démocratie. Les thèses de Boukharine disaient que la lutte contre la social-démocratie était une des tâches fondamentales des sections de l'I.C. Certes, cela est exact, mais insuffisant. Pour mener avec succès la lutte contre la social démocratie, il faut aiguiller son attention sur le problème de la lutte contre l'aile dite de « gauche » de la social-démocratie; contre cette aile « gauche » qui, jouant avec des phrases radicales pour duper habilement les ouvriers, entrave l'abandon par ces derniers de la social-démocratie. Il est évident que sans porter un coup aux social-démocrates de « gauche », il sera impossible de vaincre la social-démocratie. Or, dans les thèses de Boukharine, la question de l'aile « gauche » est entièrement éludée. C'est là, bien entendu, une grosse lacune. Voilà pourquoi la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. a dû apporter un amendement aux thèses de Boukharine, que le congrès a ensuite adopté.

La troisième question est relative à l'esprit de conciliation dans les sections de l'I.C. Les thèses de Boukharine affirmaient la nécessité de combattre la déviation de droite, sans toutefois souffler mot de la conciliation à l'égard de la déviation de droite. Il va de soi que c'était là une grosse lacune. C'est que quand on déclare la guerre à la déviation de droite, les droitiers se posent d'ordinaire en conciliateurs et mettent le Parti dans une fâcheuse posture. Pour prévenir cette manœuvre des partisans de la déviation de droite, il est indispensable de préconiser la lutte décisive contre les conciliateurs. C'est pourquoi la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. a cru devoir apporter aux thèses de Boukharine un amendement, que le congrès a ensuite adopté. *La quatrième question* est celle de la discipline. Les thèses de Boukharine ne font pas même mention de la nécessité de maintenir la discipline de fer dans les partis communistes. Cette lacune n'est pas moins grave. Pourquoi ? Mais parce que pendant que nous accentuons la lutte contre la déviation de droite, pendant que nous nous occupons à épurer les partis communistes des éléments opportunistes, les droitiers s'organisent en fraction, créent leur propre

discipline de fraction ; quant à la discipline du Parti ils la brisent et la détruisent. Pour préserver le Parti des manœuvres de fraction effectuées par les droitiers, il est indispensable de préconiser le maintien d'une discipline de fer dans le Parti et la soumission inconditionnée de tous les militants du Parti à cette discipline. Sans cela la lutte contre la déviation de droite ne sera pas sérieuse.

C'est pourquoi la délégation du Parti communiste de l'Union soviétique a porté aux thèses de Boukharine un amendement que le VI^e congrès a adopté ensuite.

Pouvions-nous ne pas apporter ces correctifs aux thèses de Boukharine ? Il est évident que nous ne pouvions pas ne pas le faire. Dans l'antiquité, on disait de Platon : « Nous aimons le maître, mais nous aimons encore plus la vérité. » Nous pourrions en dire autant de Boukharine : Nous aimons Boukharine, mais nous aimons encore plus la vérité, le Parti, l'I.C. Voilà la raison pour laquelle la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. s'est vue dans la nécessité d'apporter ces amendements aux thèses de Boukharine.

C'est là, pour ainsi dire, *la première étape de nos désaccords* en ce qui touche l'I.C.

La deuxième étape de nos désaccords se rattache à l'affaire dite de Wittorf et Thaelmann. Wittorf, ex-secrétaire de l'organisation de Hambourg, fut exclu du Parti pour avoir détourné des fonds appartenant à la caisse du Parti. Les conciliateurs du C.C. du P.C. allemand, mettant à profit l'intimité entre Wittorf et Thaelmann, encore que ce dernier n'ait eu rien de commun avec le délit du premier, après avoir transformé l'affaire Wittorf en affaire Thaelmann se sont mis à renverser la direction du Parti communiste allemand. Vous savez sans doute déjà par les communiqués de la presse que les conciliateurs Ewert et Gerhardt avaient réussi, à ce moment, à entraîner momentanément la majorité du C.C. du P.C.A. contre Thaelmann. Qu'advint-il ? Ce dernier fut écarté de la direction, accusé de corruption. On publia une résolution « correspondante » à l'insu et sans la sanction du C.E. de l'I.C. Ainsi, au lieu de suivre la directive du VI^e congrès de l'I.C. sur la lutte contre la conciliation; au lieu de combattre la déviation de droite et les conciliateurs, il en est résulté la violation la plus grossière de cette directive, la lutte contre la direction révolutionnaire du P.C.A., contre Thaelmann, lutte ayant pour but de *couvrir* la déviation de droite et *d'affermir* l'espoir de conciliation dans les rangs des communistes allemands.

Or, au lieu de donner un coup de barre pour redresser la situation ; au lieu de rétablir la directive compromise du VI^e congrès, de rappeler à l'ordre les conciliateurs, — Boukharine, dans la lettre que l'on sait, propose de *sanctionner* le coup de force des conciliateurs, de leur livrer le P.C.A., de flétrir à nouveau Thaelmann dans la presse, en publiant une fois de plus un verdict de culpabilité. Et c'est cela que l'on appelle un « dirigeant » de l'I.C. ! A-t-on jamais vu des dirigeants de cette espèce ?

Le C.C. du Parti, après examen, a repoussé la proposition Boukharine. Bien entendu, cela déplut à Boukharine. A qui la faute ? Les décisions du VI^e congrès n'ont pas été adoptées pour être violées, mais pour être appliquées. Dès l'instant où le VI^e congrès a décidé de combattre la déviation de droite et les conciliateurs, en maintenant la direction entre les mains du noyau fondamental du P.C.A. avec Thaelmann à la tête, et que les conciliateurs Ewert et Gerhardt ont cherché à transgresser cette décision, Boukharine se devait de rappeler à la raison les conciliateurs, au lieu de leur laisser la direction du P.C.A. La faute en est à Boukharine qui avait « oublié » les décisions du VI^e congrès.

La troisième étape de nos désaccords se rattache à la question de la lutte contre la droite dans le P.C.A., à la défaite infligée à la fraction Brandler et Thalheimer et à l'exclusion des leaders de cette fraction du P.C.A. La « position » de Boukharine et de ses amis, dans cette question capitale, consistait à se dérober à la nécessité de participer à la solution de cette question. Au fond, c'était le sort du Parti communiste d'Allemagne qui était en jeu. Sans l'ignorer, Boukharine et ses amis n'en ont pas moins freiné continuellement le règlement de cette affaire et évité systématiquement de participer aux séances tenues par les organes compétents. Pourquoi se tenaient-ils à l'écart ? Sans doute pour rester « immatriculés » et devant l'I.C. et devant la droite du P.C.A. et pouvoir dire après : « Ce n'est pas nous,

groupe de Boukharine, qui avons fait exclure Brandler et Thalheimer du Parti, c'est la majorité du C.C. » C'est ce qui s'appelle lutter contre le danger de droite.

Voici enfin *la quatrième étape de nos désaccords*. Elle se rattache à la demande formulée par Boukharine, au Plénum de novembre: faire revenir d'Allemagne Neumann et rappeler à l'ordre Thaelmann, pour avoir soi-disant critiqué, dans un de ces discours, le rapport de Boukharine au VI^e congrès. Certes, nous ne pouvions accéder à cette demande sans avoir en mains aucun document à l'appui. Boukharine promit de présenter des documents contre Neumann et Thaelmann. Mais il n'en put produire aucun. Au lieu de documents, il fit envoyer aux membres de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. le discours que vous savez de Humbert-Droz prononcé au Secrétariat politique du C.E. de l'I.C., celui-là même que le Présidium de l'Exécutif de l'I.C. qualifiait plus tard de discours opportuniste. En faisant distribuer le discours de Humbert-Droz aux membres de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. à titre de matériel contre Thaelmann, Boukharine voulait appuyer sa demande de rappel de Neumann et de blâme à Thaelmann. En réalité, il n'a démontré qu'une chose : c'est qu'il était solidaire de Humbert-Droz dont la position a été traitée d'opportuniste par le C.E. de l'I.C.

Tels sont, camarades, les principaux éléments de nos désaccords dans les questions concernant l'I.C.

Boukharine estime que nous « décomposons » l'I.C. en combattant la déviation de droite et la conciliation à son égard dans ses sections ; que nous « détruisons » l'I.C. en épurant les partis communistes allemand et tchécoslovaque des éléments et des traditions social-démocrates; en éliminant les Brandler et les Thalheimer des partis communistes. Or, nous pensons, quant à nous, qu'en faisant cette politique et en nous aiguillant sur la lutte contre la déviation de droite et la conciliation à son égard, nous renforçons l'I.C., nous l'épurons des opportunistes, bolchévisons ses sections et aidons les partis communistes à préparer la classe ouvrière aux batailles révolutionnaires à venir.

Comme vous le voyez, il ne s'agit point de simples nuances qui se manifestent au sein du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., mais de désaccords assez graves dans les questions fondamentales de la politique de l'I.C.

III - Désaccords en matière de politique intérieure

J'ai parlé tout à l'heure des changements sociaux et de la lutte de classe dans notre pays. Je disais que le groupe de Boukharine était frappé de cécité, qu'il ne se rendait pas compte de toutes ces modifications sociales et des tâches nouvelles du Parti. Je disais que, sur ce terrain, la nouvelle opposition se voyait désorientée, redoutait les difficultés, était prête à capituler devant elles. On ne saurait prétendre que ces erreurs de la nouvelle opposition soient l'effet du hasard. Loin de là, elles sont dues à la période de développement, déjà révolue, et que l'on nomme période de redressement de l'économie nationale, où l'édification suivait une voie paisible, un cours pour ainsi dire spontané; où les modifications sociales et l'exacerbation de la lutte de classe dont nous sommes les témoins aujourd'hui, étaient encore inexistantes. Aujourd'hui, nous traversons une nouvelle phase de développement, différente de celle qui l'a précédée. C'est la période d'édification nouvelle dans l'économie nationale tout entière sur la base du socialisme. Cette nouvelle période est génératrice de nouveaux changements sociaux ; elle aggrave la lutte de classe. Elle impose de nouveaux procédés de lutte, la nécessité de regrouper nos forces, d'améliorer et de raffermir toutes nos organisations. Le malheur du groupe de Boukharine consiste justement en ce qu'il vit dans le passé, qu'il ne se rend pas compte des caractéristiques particulières de cette nouvelle période et de la nécessité de recourir à de nouveaux procédés de lutte. C'est ce qui explique son aveuglement, son désarroi, sa panique en présence des difficultés.

I. De la lutte de classe

Quelle est la base théorique de cet aveuglement et du désarroi du groupe Boukharine ?

Je crois que la cause théorique de cet aveuglement et de ce désarroi réside dans l'appréciation fautive, non marxiste que donne Boukharine de la lutte de classe, dans notre pays. Je veux parler de la théorie non marxiste préconisée par Boukharine sur l'intégration des koulaks dans le socialisme, de son incompréhension du mécanisme de la lutte de classe dans le cadre de la dictature du prolétariat.

On a cité ici, à plusieurs reprises le passage bien connu de la brochure de Boukharine : *le Chemin du socialisme* sur l'intégration des koulaks dans le socialisme. Mais ce passage n'a été reproduit ici qu'incomplètement. Permettez-moi donc de vous le citer en entier. Cela est nécessaire, camarades, pour vous montrer combien Boukharine s'éloigne de la théorie marxiste de la lutte de classe. Écoutez plutôt :

Le réseau fondamental de nos coopératives paysannes sera ainsi formé de cellules coopératives de paysans « laborieux » et non koulaks, cellules qui s'intégreront dans le système de nos organismes d'État et deviendront *les anneaux d'une même chaîne de l'économie socialiste*. D'autre part, les foyers coopératifs koulaks s'intégreront de même, par l'intermédiaire de banques, etc., dans le même système. Ils n'en resteront pas moins *jusqu'à un certain point un corps étranger* analogue, par exemple, *aux entreprises concédées*. (N. Boukharine: *le Chemin du socialisme et le bloc ouvrier-paysan*, p. 48.)

Je ne sais pour quelle raison des camarades, en citant ce passage emprunté à la brochure de Boukharine, ont omis la dernière phrase sur les entreprises concédées. Le camarade Rozite, désireux visiblement d'aider Boukharine, a pris prétexte de cette circonstance pour dire, de son banc, que l'on déformait Boukharine. Or, le sel de tout ce passage est contenu justement dans cette dernière phrase sur les concessionnaires. Car, en mettant les concessionnaires sur un pied d'égalité avec les koulaks et dès l'instant que ces derniers peuvent s'intégrer dans le socialisme, il en résulte que les concessionnaires, eux aussi, s'intègrent dans le socialisme. (*Hilarité.*)

Voilà donc, Rozite, le tour que prennent les choses.

Rozite. — *Boukharine dit dans ce passage : « comme un corps étranger ».*

Staline. — Le passage incriminé dit : « jusqu'à un certain point comme un corps étranger ». Par conséquent, les koulaks et les concessionnaires sont « jusqu'à un certain point » un corps étranger dans le système du socialisme. L'erreur de Boukharine consiste précisément en ce que les koulaks et les concessionnaires, tout en étant « jusqu'à un certain point » un corps étranger, ne s'intègrent pas moins dans le socialisme. Voilà à quelle absurdité conduit la théorie de Boukharine ! Les capitalistes de la ville et de la campagne, les koulaks et les concessionnaires s'intègrent dans le socialisme, voilà où en vient Boukharine.

Non, camarades, ce « socialisme », nous n'en voulons pas. Nous en faisons cadeau à Boukharine.

Jusqu'à présent, nous, marxistes-léninistes, pensions qu'entre les capitalistes de la ville et ceux de la campagne, d'une part, et la classe ouvrière, de l'autre, il y avait opposition d'intérêt *irréductible*. C'est là-dessus que repose la théorie marxiste de la lutte de classe. Or, aujourd'hui, la théorie de Boukharine sur l'intégration pacifique des capitalistes dans le socialisme bouleverse toutes ces notions de fond en comble, l'opposition irréductible des intérêts de classe entre exploités et exploités disparaît, les exploités entrant dans le système du socialisme.

Rozite. — *Cela est inexact. La dictature du prolétariat est implicitement entendue.*

Staline. — Mais la dictature du prolétariat est la forme la plus aiguë de la lutte de classe.

Rozite. — *Parfaitement.*

Staline. — Mais, d'après Boukharine, les capitalistes s'intègrent dans cette dictature du prolétariat. Comment ne le comprenez-vous pas, Rozite ? Contre qui faut-il mener la lutte de classe dans sa forme la plus aiguë, dès l'instant où les capitalistes de la ville et ceux de la campagne s'intègrent dans le système de la dictature du prolétariat ? La dictature du prolétariat est nécessaire pour mener une lutte implacable contre les éléments capitalistes, pour écraser la bourgeoisie et extirper les racines du capitalisme. Mais si les capitalistes de la ville et de la campagne; si les koulaks et les concessionnaires s'intègrent dans le système du socialisme, à quoi servira-t-elle cette dictature du prolétariat, et si elle sert à quelque chose, quelle classe va-t-elle réprimer ?

Rozite. — *C'est que la théorie de Boukharine, tout en admettant les koulaks dans le système socialiste, implique justement la lutte de classe.*

Staline. — Je vois que Rozite a juré de rendre service à Boukharine. Mais ce service rappelle le pavé de l'ours, car loin de sauver Boukharine, il l'entraîne plus résolument encore dans l'abîme. Ce n'est pas pour rien que l'on dit qu' « ours serviable est pire qu'un ennemi ». (*Hilarité générale.*)

De deux choses l'une : ou bien il existe une opposition irréductible d'intérêts entre la classe capitaliste et la classe ouvrière au pouvoir et qui a organisé sa dictature, ou bien, cette opposition d'intérêts est inexistante, et dans ce cas il ne reste qu'à proclamer l'harmonie des intérêts de classe.

Ou la théorie marxiste de la lutte de classe, *ou* la théorie de l'intégration des capitalistes dans le socialisme. *Ou* la théorie de l'opposition irréductible des intérêts de classe, *ou* la théorie de l'harmonie des intérêts de classe. C'est l'une ou l'autre.

On pourrait à la rigueur, comprendre les « socialistes » tels que Brentano ou Sydney Webb qui prêchent l'intégration du socialisme dans le capitalisme et de ce dernier dans le socialisme. Car ces « socialistes » sont, en fait, des antisocialistes, des libéraux bourgeois. Mais on ne saurait pas concevoir un homme voulant être marxiste professant en même temps l'intégration du capitalisme dans le socialisme.

Boukharine a essayé, dans son discours, d'étayer sa théorie en se référant à Lénine. Il prétend que ce dernier « dit la même chose » que Boukharine. C'est faux. C'est une grossière et impardonnable calomnie contre Lénine. Voici le texte de ce passage de Lénine :

Bien entendu, dans notre République soviétique, le régime social est fondé sur la collaboration de deux classes, ouvriers et paysans, collaboration à laquelle sont admis aujourd'hui, à de certaines conditions, les nepmans, c'est-à-dire la bourgeoisie. (*Euvres complètes*, t. XXVII, art. « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ».)

Vous voyez qu'il n'y a pas un seul mot de l'intégration des capitalistes dans le socialisme. Le texte dit seulement que nous avons « admis » à de « certaines conditions », les nepmans, c'est-à-dire la bourgeoisie, à collaborer avec les ouvriers et les paysans. Qu'est-ce à dire ? Que nous laissons par là même les nepmans s'intégrer dans le socialisme ? Non certes. Seuls des gens ayant perdu tout sentiment de pudeur sont capables de donner à ce passage de Lénine une telle interprétation. Cela veut dire ceci : que *pour le moment* nous ne supprimons pas la bourgeoisie, que *pour le moment* nous ne la dépossédons pas ; que nous la laissons subsister à de certaines conditions, c'est-à-dire à la condition de se soumettre totalement aux lois de la dictature du prolétariat, qui comporte une limitation progressive des capitalistes tendant à les évincer complètement de la vie économique du pays. Mais saura-t-on pratiquement déloger les capitalistes de leurs positions économiques et extirper les racines du capitalisme sans une lutte de classe acharnée ? Non évidemment. Pourra-t-on abolir les classes, en appliquant la théorie de l'intégration des capitalistes dans le socialisme ? Non, évidemment. Cette théorie ne saurait que cultiver et perpétuer les classes puisqu'elle contredit la théorie de la lutte de classe. Or, le passage cité de Lénine est totalement basé sur la théorie marxiste de la lutte de classe dans le cadre de la dictature du prolétariat. Quoi de commun entre la théorie de Boukharine sur

l'intégration des koulaks dans le socialisme, et celle de Lénine sur la dictature en tant que forme aiguë de la lutte de classe ? Il est évident qu'entre ces deux théories il n'y a et il ne peut y avoir rien de commun. Boukharine suppose que sous la dictature du prolétariat la lutte de classe doit s'éteindre et *disparaître* pour faire anéantir les classes. Or, Lénine nous enseigne que les classes ne seront abolies qu'après une lutte de classe persévérante, *plus acharnée* encore sous la dictature du prolétariat qu'avant celle-ci.

L'abolition des classes, — dit Lénine, — sera le résultat d'une longue *lutte de classe*, difficile et opiniâtre, qui, *après* le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, *après* la destruction de l'Etat bourgeois, *après* l'instauration de la dictature du prolétariat, *ne disparaîtra pas* comme se l'imaginent les pieds plats du vieux socialisme et de la vieille social-démocratie), mais changera ses formes devenant, sous bien des rapports, plus acharnée encore. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXIV, art. « Salut aux ouvriers hongrois ».)

Voilà ce que dit Lénine de l'abolition des classes.

Abolition des classes *à la suite d'une lutte de classe acharnée du prolétariat*, telle est la formule de Lénine.

Abolition des classes *par l'extinction de la lutte de classe et par l'intégration des capitalistes dans le socialisme*, telle est la formule de Boukharine.

Il est évident qu'entre ces deux formules il n'y a et il ne peut y avoir rien de commun.

La théorie de Boukharine sur l'intégration des capitalistes dans le socialisme constitue de la sorte une déviation de la théorie de la lutte de classe marxiste-léniniste. Elle se rapproche de la théorie du socialisme de la chaire.

C'est là l'origine de toutes les erreurs de Boukharine et de ses amis.

On me dira qu'il ne vaut pas la peine de s'étendre longuement sur la théorie de Boukharine de l'intégration des koulaks dans le socialisme, parce que cette théorie parle elle-même ; bien mieux : elle crie contre Boukharine. Ce ne serait pas juste. Tant que cette théorie se trouvait sous le boisseau, on pouvait ne pas faire attention : faut-il s'occuper de toutes les élucubrations de nos camarades ? C'est ce que nous avons fait jusqu'à ces derniers temps. Mais depuis, la situation a quelque peu changé. Les éléments petits-bourgeois, déchaînés depuis quelques années, se sont mis à ranimer cette théorie antimarxiste, en lui donnant un caractère d'actualité. Aujourd'hui elle n'est plus sous le boisseau. Aujourd'hui, cette théorie étrange de Boukharine a la prétention de devenir le drapeau de la déviation de droite dans notre parti, le drapeau de l'opportunisme. C'est pourquoi on ne saurait plus la passer sous silence. C'est pourquoi nous nous devons de la réfuter, comme fausse et pernicieuse, afin de faciliter aux militants du Parti la lutte contre la déviation de droite.

2. L'exacerbation de la lutte de classe

La deuxième erreur de Boukharine, qui découle de la première, consiste dans l'appréciation fautive, non marxiste, de la question relative à l'exacerbation de la lutte de classe, à la résistance accentuée des éléments capitalistes à la politique socialiste du gouvernement soviétique. De quoi s'agit-il ici ? Est-ce parce que ces éléments capitalistes croissent plus rapidement que le secteur socialiste de notre économie nationale et que, pour cette raison, ils renforcent leur résistance, pour saper l'édification socialiste ? Nullement. D'autre part, il est inexact de dire que des éléments capitalistes croissent plus rapidement que le secteur socialiste. Si cela était vrai, l'édification socialiste serait, dès maintenant, au bord du précipice. La vérité est que le socialisme attaque avec succès les éléments capitalistes; que le socialisme croît *plus rapidement* que les éléments capitalistes; que l'importance spécifique des éléments capitalistes *diminue* en conséquence, et que, de ce fait, ces derniers, sentant l'approche d'un

danger mortel, renforcent leur résistance. Si, pour le moment, ils ont encore la possibilité de le faire, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont soutenus par le capitalisme mondial, mais aussi parce que, en dépit du fléchissement de leur rôle, de leur croissance relative comparée à celle du socialisme, la croissance absolue des éléments capitalistes n'en a pas moins lieu. C'est ce qui leur permet, dans une certaine mesure, d'accumuler des forces pour résister à la marche ascendante du socialisme. C'est sur cette base que, *au stade actuel de l'évolution*, face au rapport des forces sociales en présence, la lutte de classe s'aggrave et la résistance des éléments capitalistes de la ville et de la campagne va s'accroissant. L'erreur de Boukharine et de ses amis est qu'ils ne se rendent pas compte de cette vérité, pourtant simple et évidente. Leur erreur consiste à prendre une attitude non marxiste, petite-bourgeoise envers cette question; à expliquer l'exaspération de la lutte de classe par des raisons accidentelles de tous ordres, telles que le « mauvais état » de l'appareil soviétique, la politique locale « imprudente » de nos camarades, le « manque » de souplesse, les « exagérations », etc.

Voici, à titre d'exemple, un passage tiré de la brochure de Boukharine *le Chemin du socialisme*, qui prouve son point de vue absolument non marxiste sur la question du développement de la lutte de classe :

Dans les campagnes, la lutte de classe éclate de ci, de là, sous des formes primitives. A noter que cette aggravation est provoquée d'ordinaire par les éléments koulaks. Lorsque, par exemple, les koulaks ou des individus s'enrichissant aux dépens d'autrui et ayant pénétré dans les organismes soviétiques, tirent des coups de feu sur les correspondants ruraux, c'est là une manifestation de la lutte de classe dans sa forme la plus aiguë. [C'est inexact, la forme la plus aiguë de la lutte de classe, c'est l'insurrection.] Cependant, ces cas ne se produisent que là où l'appareil soviétique local est encore faible. A mesure que cet appareil s'améliore, à mesure que se renforcent toutes les cellules de base du pouvoir soviétique, à mesure que s'améliorent et se raffermissent les organisations rurales du Parti et des Jeunesses communistes, les phénomènes de cet ordre deviennent — cela se conçoit sans peine — de plus en plus rares et *disparaîtront finalement sans laisser de traces*. (Boukharine, *le Chemin du socialisme et le bloc ouvrier paysan*, p. 52.)

Ainsi l'exacerbation de la lutte de classe proviendrait du mauvais état de l'appareil soviétique, de la faiblesse ou de la force de nos organisations de base. De la sorte, le sabotage des intellectuels bourgeois à Chakhti, qui est une des formes de résistance des éléments capitalistes au régime soviétique et la forme aiguë de la lutte de classe aurait pour cause non pas le rapport des forces sociales, non pas la croissance du socialisme, mais le mauvais état de notre appareil. D'après Boukharine, notre appareil était en règle avant le sabotage en masse de la région de Chakhti et il est devenu mauvais quand ce sabotage s'est révélé. Il en résulta que, jusqu'à l'année dernière, tant que les stockages s'effectuaient sans encombre et que la lutte de classe n'avait pas encore pris chez nous une forme particulièrement aiguë, nos organisations locales étaient bonnes, voire même parfaites, mais qu'elles sont devenues tout d'un coup mauvaises, voire même totalement inutilisables depuis l'année dernière, depuis que la résistance des koulaks revêt des formes particulièrement graves. Cette explication n'en est point une, c'est, plutôt, une façon de se moquer du monde. Ce n'est pas de la science, c'est de la sorcellerie.

Mais à quoi tient cette exaspération de la lutte de classe ?

A deux causes.

D'abord, à notre marche en avant, à notre offensive, au développement des formes socialistes de l'économie, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, développement suivi de l'élimination de certaines catégories de capitalistes de la ville et de la campagne. La situation se présente comme la formulée Lénine : c'est à qui l'emportera : ou nous ferons toucher aux capitalistes les épaules à terre et leur livrerons, comme disait Lénine, une ultime bataille décisive, ou c'est à nous qu'on fera toucher les épaules à terre.

En second lieu, cela tient à ce que les éléments capitalistes ne veulent pas quitter la scène de leur propre gré ; ils opposent et continueront d'opposer la résistance au socialisme, se rendant bien compte que leurs jours sont comptés. Le fait est qu'ils ont encore la possibilité de résister, puisque malgré la diminution de leur rôle, ils n'en augmentent pas moins en valeur absolue ; puisque, comme l'a dit Lénine, la petite bourgeoisie, urbaine et rurale, fournit de son milieu, chaque jour et à toute heure, des capitalistes grands et petits qui font tout leur possible pour défendre leur existence.

L'histoire ne connaît pas encore d'exemples de classes mourantes quittant la scène de leur plein gré. Il n'est point d'exemples dans l'histoire où la bourgeoisie agonisante n'ait mis en œuvre ce qui lui restait de force pour essayer de défendre son existence. Que notre appareil soviétique de base soit bon ou mauvais, notre marche en avant, notre offensive réduiront les éléments capitalistes à leur plus simple expression, les délogeront de leurs positions, mais ces classes mourantes n'en continueront pas moins de résister.

Voilà la cause sociale de l'exacerbation de la lutte de classe.

L'erreur de Boukharine et de ses amis consiste en ce qu'ils identifient l'accroissement de la résistance des capitalistes avec celui de leur importance relative. Rien ne saurait justifier une telle identification. Car si les capitalistes résistent, cela ne veut pas encore dire qu'ils soient devenus plus forts que nous. C'est exactement le contraire qui est vrai. Les classes déclinantes résistent non parce qu'elles deviennent plus fortes que nous, mais parce que le socialisme progresse plus rapidement qu'elles, et qu'elles deviennent plus faibles que nous. Et c'est justement parce qu'elles deviennent plus faibles qu'elles sentent leur fin approcher et se voient obligées d'opposer une résistance vigoureuse absorbant toutes leurs forces et tous leurs moyens.

Voilà en quoi consiste la mécanique de l'exacerbation de la lutte de classe et de la résistance capitaliste au moment historique donné.

Face à cet état de choses, quelle doit être la politique du Parti ?

Elle doit tendre à éveiller la classe ouvrière et les masses rurales exploitées, à relever leur esprit combatif et à stimuler leur volonté de mobilisation pour la lutte contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne, contre la résistance des classes ennemies. La théorie marxiste-léniniste de la lutte de classe a, entre autres choses, ceci de bon qu'elle facilite la mobilisation de la classe ouvrière contre les ennemis de la dictature du prolétariat.

En quoi consiste la nocivité de la théorie de Boukharine sur l'intégration des capitalistes dans le socialisme, et de sa conception du développement de la lutte de classe ?

En ce qu'elle endort la classe ouvrière, entrave la mobilisation éventuelle des forces révolutionnaires de notre pays, démobilise la classe ouvrière et facilite l'assaut des éléments capitalistes contre le régime soviétique.

3. Sur la paysannerie

La troisième erreur de Boukharine se rapporte à la question paysanne. On sait que la question paysanne est une des plus importantes de notre politique. La paysannerie, chez nous, se compose de divers groupes sociaux, savoir : paysans pauvres, paysans moyens et koulaks. Il est évident que notre attitude à l'égard de ces groupes est différente. Les paysans pauvres sont considérés par nous comme *l'appui* de la classe ouvrière, les paysans moyens comme un *allié* et les koulaks comme un *ennemi de classe*. Tout cela est clair et connu de tout le monde. Mais tel n'est pas tout à fait le point de vue de Boukharine. Dans son appréciation de la paysannerie, il ne tient pas compte de cette différenciation: on ne sait ce que deviennent chez lui ces trois groupes sociaux, tout se fond en une tâche, en une seule notion, — la campagne. Chez lui, le koulak n'est pas un koulak, le paysan moyen n'est pas un paysan

moyen, c'est la misère tout court. C'est du reste ce qu'il a exprimé explicitement dans son discours: « Notre koulak, a-t-il dit, n'en est point un, c'est un gueux. Et notre paysan moyen n'a rien d'un paysan moyen. C'est un misérable qui ne mange pas à sa faim ». Il va de soi que cette conception de la paysannerie est absolument fautive, incompatible avec le léninisme.

Lénine disait que la paysannerie constitue *la dernière classe capitaliste*. Est-ce exact ? Absolument exact. Pourquoi la paysannerie est-elle constituée comme la dernière classe capitaliste ? Parce que des deux classes sociales qui composent notre société, la paysannerie est la classe dont l'économie est fondée sur la propriété privée et la petite production marchande. Parce que la paysannerie en tant que classe s'occupant de la petite production marchande, est constamment et de façon ininterrompue génératrice d'éléments capitalistes. Cette circonstance est d'une importance décisive pour notre attitude marxiste, envers l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie. C'est dire que ce qu'il nous faut, ce n'est pas une union *quelconque* avec la paysannerie, mais *une union* qui s'appuie sur la lutte contre les éléments capitalistes de la paysannerie. Comme on le voit, la thèse de Lénine sur la paysannerie, comme dernière classe capitaliste, loin de contredire l'idée de l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie, lui donne, au contraire, une base en tant qu'alliance dirigée contre les éléments capitalistes de notre économie nationale. Lénine a formulé cette thèse afin de montrer que l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie ne saurait être durable que si elle est basée sur la lutte contre les éléments capitalistes issus de la paysannerie.

L'erreur de Boukharine consiste en ce qu'il ne comprend pas cette simple vérité, qu'il oublie la différenciation sociale de la campagne, qu'il perd de vue l'existence des koulaks et des paysans pauvres et ne se représente la campagne que comme une masse compacte de paysans moyens. C'est là une déviation incontestable de Boukharine vers la droite, à l'encontre de la déviation de « gauche », trotskiste qui ne voit dans la campagne d'autres groupements sociaux que ceux des koulaks et des paysans pauvres, et qui perd de vue les paysans moyens.

Qu'est-ce qui distingue les trotskistes du groupe Boukharine dans la question de l'alliance avec la paysannerie ? Ceci : les trotskistes s'affirment *contre* la politique d'union solide avec les masses paysannes moyennes, tandis que le groupe Boukharine se prononce pour *toute* union, quelle qu'elle soit, avec les paysans. Il est superflu de démontrer que les deux points de vue se valent, étant également faux.

Le léninisme est, sans doute, pour l'alliance durable avec les masses fondamentales de la paysannerie, avec les paysans moyens non pour n'importe quelle alliance, mais pour une alliance susceptible d'assurer le *rôle dirigeant* à la classe ouvrière, de *consolider* la dictature du prolétariat et de *faciliter l'abolition des classes*.

On peut entendre, — dit Lénine, — tout ce que l'on veut par accord entre la classe ouvrière et les paysans. Si l'on ne tient pas compte que l'entente du point de vue de la classe ouvrière n'est admissible, judicieuse et théoriquement justifiée qu'au cas où elle soutient la dictature du prolétariat et constitue une des mesures visant à abolir les classes, l'entente de la classe ouvrière et des paysans ne demeurera qu'une formule acceptée et préconisée dans leurs théories par tous les ennemis du régime soviétique et de la dictature du prolétariat. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI, art. « Discours sur l'impôt alimentaire » prononcé le 26 mai 1921 à la conférence pansrusse du P.C.R.)

Et plus loin :

Aujourd'hui, le prolétariat détient et exerce le pouvoir. Il dirige la paysannerie. Que veut dire : il dirige la paysannerie ? Cela veut dire d'abord qu'il s'oriente vers l'abolition des classes, au lieu de s'orienter vers le soutien de la petite production. En déviant de cette ligne, fondamentale et essentielle, nous cessons d'être socialistes et passons au camp des petits bourgeois, au camp des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, qui sont, aujourd'hui, les ennemis jurés du prolétariat. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI.)

Le voilà donc, le point de vue de Lénine sur la question de l'alliance avec les masses fondamentales de la paysannerie, avec les paysans moyens.

L'erreur de Boukharine dans la question des paysans moyens est de ne pas voir la nature, la situation bilatérale du paysan moyen entre la classe ouvrière et les capitalistes. « Les paysans moyens, — disait Lénine, — sont une classe oscillante. » Pourquoi ? Mais parce que le paysan moyen est, d'une part, un travailleur, ce qui le rapproche de la classe ouvrière; d'autre part, il est propriétaire, ce qui le rapproche du koulak. Voilà l'origine des oscillations du paysan moyen. Cela est juste non seulement en théorie ; ces oscillations se manifestent aussi dans la pratique, chaque jour et à toute heure.

En tant que travailleur, — disait Lénine, — le paysan tend vers le socialisme, préférant la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. En tant que vendeur de blé, le paysan tend vers la bourgeoisie, vers la liberté du commerce ; c'est-à-dire qu'il tend vers le vieux capitalisme «reconnu», «traditionnel». (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXIV, art. « Salut aux ouvriers hongrois ».)

Voilà pourquoi pour être durable, l'union avec les paysans moyens doit être dirigée contre les éléments capitalistes, contre le capitalisme en général ; doit assurer à la classe ouvrière un rôle dirigeant dans cette union; elle doit aider à l'abolition des classes.

Il est étrange de voir le groupe de Boukharine oublier ces vérités, pourtant élémentaires.

4. Sur la nouvelle politique économique et les rapports du marché

La quatrième erreur de Boukharine se rapporte à la question de la Nouvelle politique économique. Boukharine commet ici une erreur qui consiste à ne pas voir le caractère double de la Nep, à n'en apercevoir qu'une seule face. En introduisant la Nep en 1921, nous visons surtout à l'abolition du communisme de guerre, d'un ordre de choses qui *excluait toute liberté de commerce*. Nous pensions et continuons de penser que la Nep comporte une *certaine* liberté de commerce. Ce côté de la question, Boukharine l'a retenu. Et il a fort bien fait. Seulement, il se trompe en supposant que cette face du problème suffit à caractériser la Nep. Boukharine oublie que la Nep peut être envisagée encore sous un autre aspect. Il faut se rappeler qu'elle n'implique point une entière liberté de commerce ni le libre jeu des prix du marché. La Nep ne comporte la liberté de commerce que dans *certaines* limites, dans *certains* cadres, — *le rôle régulateur de l'Etat et son rôle sur le marché étant assuré*. Tel est le deuxième aspect de la Nep.

A noter que celui-ci est aussi important sinon plus que le premier aspect. Le libre jeu n'existe pas chez nous au marché des prix, comme c'est le cas dans tous les pays capitalistes. C'est nous qui fixons les prix du blé. C'est nous qui établissons les prix des produits industriels. Nous travaillons à obtenir une réduction des prix de revient et des prix des produits fabriqués, tout en cherchant à maintenir la stabilité des prix des produits agricoles. N'est-il pas évident que dans les pays capitalistes ces facteurs particuliers et spécifiques n'existent pas sur le marché ?

Il en résulte que tant que subsiste la Nep, nous avons le devoir de conserver ses deux aspects: le premier, dirigé contre le communisme de guerre et tendant à assurer une *certaine* liberté de commerce, et le second, dirigé contre la liberté de commerce sans réserve et ayant pour but d'assurer à l'Etat un rôle régulateur sur le marché. Abolissez l'un de ces deux aspects, — et vous aurez aboli la Nep.

Boukharine estime que la Nep ne peut être menacée que du côté gauche, c'est-à-dire par des gens désireux de liquider *toute* liberté de commerce. C'est faux. C'est une erreur grossière. Au surplus, ce danger n'est guère réel, car il n'est point chez nous ou peu s'en faut, dans nos organisations centrales et locales, de militants qui ne se rendent pas compte de la nécessité et de l'utilité de conserver *certaine* liberté de commerce. Le danger est bien plus réel du côté de la droite, du côté de ceux qui entendent liquider le rôle régulateur de l'Etat sur le marché, « affranchir » le marché pour inaugurer une ère où la

liberté du commerce s'exercera sans encombre. Nul doute que le danger de voir compromettre la Nep par les gens de la droite est beaucoup plus réel qu'avant. Il ne faut pas oublier que les éléments petits-bourgeois travaillent justement dans ce sens ; ils s'évertuent à compromettre la Nep du côté droit. Il ne faut pas oublier davantage que les lamentations des koulaks et des éléments aisés, des spéculateurs et des revendeurs, qui impressionnent souvent certains de nos camarades attaquent la Nep justement de ce côté. Le fait que Boukharine n'aperçoit pas cet autre danger, véritable et réel, celui du sabotage de la Nep, ce fait seul prouve de façon irréfutable qu'il s'est laissé influencer par les éléments petits-bourgeois. Boukharine propose de « normaliser » le marché et de « manœuvrer » avec les prix du blé en période de stockage par régions, c'est-à-dire de hausser le prix du blé. Cela montre que Boukharine n'est pas satisfait des conditions soviétiques du marché, qu'il entend freiner le rôle régulateur de l'Etat sur le marché, qu'il propose des concessions aux éléments petits-bourgeois qui sabotent la Nep « du côté droit ».

Admettons un instant que nous suivions les conseils de Boukharine. A quoi cela nous mènerait-il? Nous relevons le prix du blé en automne, par exemple, dès le début de la période du stockage. Mais comme il y a toujours au marché des gens, des spéculateurs et des revendeurs, pouvant payer le blé trois fois plus cher, — exemple que nous ne saurions suivre, — et qui n'achètent en tout et pour tout qu'une dizaine de millions de pouds, alors que nous en achetons des centaines de millions, — les détenteurs de blé se garderont bien de livrer leur marchandises dans l'attente d'une hausse nouvelle des prix. Nous serons donc amenés à augmenter à nouveau le prix du blé vers le printemps, époque à laquelle l'Etat a le plus grand besoin de s'approvisionner en blé. Mais relever les prix du blé au printemps équivaldrait à un coup de massue pour les paysans pauvres et les couches indigentes de la campagne obligés de s'acheter un supplément de blé au printemps, soit pour l'ensemencement, soit pour l'entretien de leur famille, ce même blé qu'ils ont vendu en automne à un prix inférieur. Ces opérations nous permettront-elles d'obtenir des quantités suffisantes de blé pour notre stockage ? Non, probablement, puisqu'il se trouvera toujours des spéculateurs et des revendeurs pour payer le même blé un prix double et triple. Par conséquent, nous devons envisager l'éventualité d'une hausse nouvelle des prix cherchant vainement à damer le pion aux spéculateurs et aux revendeurs. Il en résulte qu'une fois engagés dans la voie du relèvement des prix du blé, nous continuerons forcément à nous laisser glisser sur cette pente, sans toutefois avoir la certitude d'obtenir la quantité suffisante de blé.

Ce n'est pas tout. D'abord, en augmentant les prix du blé pendant le stockage, nous serons amenés à augmenter aussi les prix des matières premières afin de maintenir une certaine proportion dans les prix des produits agricoles. En second lieu, en relevant les prix du blé pendant le stockage, nous ne pourrions pas maintenir le bas prix du blé dans les villes et serons obligés d'en augmenter le prix de *vente*. Or, pour ne pas aggraver la situation des ouvriers, nous serons obligés de relever les salaires à une allure accélérée. Ceci ne peut pas avoir pour effet de provoquer une hausse des prix sur les objets fabriqués, sinon les ressources financières passeront de la ville à la campagne, au détriment de l'industrialisation. Nous serons donc obligés, en fin de compte, d'égaliser les prix des produits industriels et agricoles non pas sur la base des prix *en baisse* ou tout au moins stabilisés, mais sur la base de la *hausse* des prix du blé et des produits industriels. En d'autres termes, nous serons dans la nécessité de nous orienter vers un *renchérissement* des objets industriels et agricoles. Il n'est pas difficile de se rendre compte que ces « opérations » sur les prix ne pourront pas ne pas entraîner la liquidation complète de la politique soviétique des prix, l'annulation du rôle régulateur de l'Etat sur le marché et le déchaînement des éléments petits-bourgeois. A qui cela profitera-t-il? Uniquement aux couches aisées de la ville et de la campagne, car les produits industriels et agricoles trop chers deviendront inaccessibles aussi bien à l'ouvrier qu'aux paysans pauvres et aux couches miséreuses de la campagne. Seuls gagneront, les koulaks et les paysans aisés, les nepmans et autres classes aisées.

Ce sera aussi une alliance, mais une alliance singulière, l'union avec les couches aisée de la ville et de la campagne. Les ouvriers et les couches rurales pauvres seront en droit de nous demander : quel pouvoir exerçons-nous ? Le pouvoir des ouvriers et des paysans ou celui des nepmans et des koulaks ?

Rupture avec la classe ouvrière et avec les couches rurales pauvres, alliance avec les classes aisées de la ville et de la campagne, — tel sera le résultat de la « normalisation » du marché préconisée par Boukharine et des « manœuvres » avec les prix du blé dans les différentes régions.

Il est évident que le Parti ne saurait s'engager dans cette voie néfaste.

Que les idées de Boukharine touchant la Nep se soient entièrement embrouillées ; qu'il se trouve tout entier sous la coupe des éléments petits-bourgeois, cela est confirmé, entre autres choses, par son attitude plus que négative envers les nouvelles formes d'échange entre la ville et la campagne, entre l'Etat et les paysans. Il s'indigne de voir l'Etat devenir le pourvoyeur en marchandises des paysans, et ces derniers fournir du blé à l'Etat. Il considère cet état de choses comme la violation de toutes les règles de la Nep, presque comme une abolition de la Nep. Pourquoi cela ? Où est le mal que l'Etat, c'est-à-dire l'industrie de l'Etat fournisse des marchandises aux paysans et que ces derniers fournissent du blé à l'industrie, à l'Etat ? Du point de vue du marxisme et de la politique marxiste qui est à la base de la Nep, quel mal y a-t-il à ce que les paysans fournissent d'ores et déjà le coton, la betterave, le lin nécessaires à l'industrie d'Etat et que celle-ci approvisionne la campagne en produits industriels, en semences et en instruments de production pour ces branches agricoles ? Dans cet ordre d'idées, les contrats de consignation sont la méthode fondamentale appelée à établir ces nouvelles formes d'échange entre la ville et la campagne. La méthode des contrats de consignation contredit-elle en quoi que ce soit les principes de la Nep ? Quel mal y a-t-il à ce que les paysans *deviennent* les fournisseurs de l'Etat non seulement en betteraves, lin et coton, mais aussi en blé, toujours par le même mode de consignation ? Pourquoi le commerce par petits lots, le commerce de détail peut-il être qualifié d'échange de marchandises, et pourquoi refuser ce titre au commerce par grosses quantités, qui s'effectue, conformément à des contrats préalablement établis (la consignation spécifiant les prix et la qualité des marchandises) ? D'où vient cette inconséquence ? Est-il donc difficile de concevoir que ces nouvelles formes d'échange en masse entre la ville et la campagne, par le contrat de consignation, ont été enfantées précisément par la Nep et constituent pour nos organisations un pas en avant très sérieux vers le renforcement de la direction méthodique socialiste de notre économie nationale ?

N'est-il pas bizarre que Boukharine ait désappris à comprendre ces choses, pourtant simples et évidentes ?

5. Le rythme de développement de l'industrie et les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

Enfin le rythme de développement de l'industrie et des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne est un des points les plus importants de nos désaccords. L'importance de cette question s'explique par le fait qu'en elle se trouvent ramassés tous les nœuds de nos désaccords *pratiques* sur la politique économique du Parti.

Qu'est-ce que les nouvelles formes de l'alliance entre la ville et la campagne, du point de vue de notre politique économique ?

Cela veut dire avant tout qu'à côté des vieilles formes d'alliance entre la ville et la campagne, alors que l'industrie faisait face principalement aux besoins *individuels* du paysan (cotonnades, chaussures, étoffes, etc.), il nous faut de nouvelles formes d'alliance qui permettront à l'industrie de faire face aux besoins de l'économie paysanne en outillage (machines agricoles, tracteurs, semences sélectionnées, engrais, etc.). Si, jusqu'à présent, nous ne faisons face *surtout* qu'aux besoins individuels du paysan, aujourd'hui nous devons, tout en continuant de l'approvisionner en objets de consommation individuelle, nous efforcer de lui fournir des machines agricoles, des tracteurs, des engrais, etc., nécessaires pour la réorganisation de l'agriculture sur une nouvelle base technique. Tant qu'il ne s'agissait que de la *reconstitution* de l'économie rurale et de la prise de possession par les paysans des terres ayant appartenu aux propriétaires fonciers et aux koulaks, nous pouvions nous contenter des vieilles formes d'alliance. Aujourd'hui qu'il s'agit de l'édification nouvelle de l'économie rurale, cela ne

suffit plus. Il faut aller plus loin et aider le paysan à remanier sa *production* agricole sur la base de la technique moderne et de la collectivisation du travail.

Cela veut dire, ensuite, qu'à côté du rééquipement de notre industrie, nous aurons à travailler sérieusement au rééquipement de l'agriculture. Nous sommes en train de rééquiper, et nous avons déjà en partie rééquipé notre industrie, en lui donnant une nouvelle base technique, en lui fournissant des machines perfectionnées, de nouveaux cadres avertis. Nous édifions de nouvelles usines et fabriques, nous réorganisons et élargissons les vieilles usines ; nous développons la métallurgie, l'industrie chimique et celle des constructions mécaniques. C'est ainsi que surgissent de nouvelles cités, que de nouveaux centres industriels se multiplient en même temps que les anciens sont élargis. Et de ce fait s'accroît la demande de produits alimentaires, de matières premières indispensables à l'industrie, cependant que l'agriculture piétine sur place avec son vieil outillage, ses méthodes de culture périmées, avec sa technique primitive, aujourd'hui inutilisable ou peu s'en faut, avec ses vieilles formes individuelles de travail et de labour, caractérisant la petite production rurale. Ainsi, avant la révolution, nous n'avions que 16 millions d'exploitations paysannes ; or, aujourd'hui, nous en avons au moins 25 millions. N'est-ce pas là une preuve que l'agriculture prend chez nous un caractère de plus en plus dispersé et morcelé ? Or, le trait caractéristique des petites exploitations agricoles éparpillées, c'est qu'elles ne sont pas à même d'utiliser, comme il convient, la technique, les machines les tracteurs, les acquisitions de la science agronomique ; c'est qu'elles sont des exploitations à petite production marchande. De là, une circulation insuffisante des produits agricoles. De là, le danger de rupture entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. De là, la nécessité de faire faire un effort à l'agriculture, pour rattraper le niveau de développement de l'industrie. Or, pour écarter ce danger de rupture, il faut procéder sérieusement à ré-agencer l'agriculture sur la base de la nouvelle technique. Pour aboutir, il est nécessaire d'unifier graduellement les petites économies paysannes éparpillées en de grandes exploitations ou collectivités agricoles ; il faut organiser l'agriculture sur la base du travail collectif ; agrandir ces collectivités agricoles ; élargir les vieilles et les nouvelles fermes d'Etat ; appliquer systématiquement en masse les contrats de consignation à toutes les branches fondamentales de l'agriculture ; étendre le réseau de stations de machines et de tracteurs agricoles qui permettront aux paysans de s'approprier la nouvelle technique et de collectiviser le travail ; bref, il faut faire passer graduellement la petite économie agricole éparpillée sur la base de la grande production collective, car seule la grosse production socialisée sera en mesure d'utiliser à fond les acquisitions de la science et de la nouvelle technique et de pousser en avant le développement de notre agriculture.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que nous devons abandonner entièrement les exploitations agricoles individuelles des paysans pauvres et moyens. Nullement. Celles-ci jouent et continueront à jouer au cours des années prochaines, un rôle prépondérant pour l'approvisionnement de l'industrie en produits alimentaires et matières premières. C'est pourquoi il faut soutenir les exploitations agricoles individuelles des paysans pauvres et moyens. Mais cela veut dire aussi que désormais, les exploitations agricoles individuelles des paysans pauvres et moyens ne suffisent plus. Nos difficultés de stockage le prouvent. Voilà pourquoi le développement des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens doit être *complété* par le développement intense des formes collectives d'exploitation agricole et des fermes d'Etat. Or, il faut jeter un pont entre l'économie individuelle des paysans pauvres et moyens, et les formes collectives et sociales, en développant les contrats de consignation en masse, les stations de machines et tracteurs agricoles, en intensifiant la vie coopérative sociale afin d'aider les paysans à la transformation de leurs exploitations individuelles éparpillées dans la voie du travail collectif. A défaut de ces conditions, impossible de développer sérieusement l'agriculture; impossible de résoudre le problème des céréales. A défaut de ces conditions, impossible d'affranchir les populations paysannes de la misère et du paupérisme.

Cela veut dire enfin que nous devons employer tous nos efforts pour développer notre industrie, mère nourricière de l'agriculture, dans le sens de son édification nouvelle, développer la métallurgie, l'industrie chimique, les constructions mécaniques, édifier des usines à tracteurs, des usines de machines agricoles, etc. Point n'est besoin de démontrer qu'il ne sera pas possible de développer les collectivités agricoles, les fermes agricoles d'Etat, les stations de machines et tracteurs agricoles, sans intéresser les masses paysannes fondamentales aux formes de culture collective par la voie des

contrats de consignation en masse, sans fournir à l'agriculture des quantités notables de machines, de tracteurs, de machines agricoles, etc. D'autre part, il est impossible d'approvisionner la campagne en tracteurs et machines agricoles, sans développer notre industrie sur un rythme accéléré. De là, le rythme accéléré de développement de notre industrie appelée à aider à la refonte de notre agriculture sur la base du collectivisme.

Tel est le sens et la portée des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

Force est au groupe de Boukharine de reconnaître en paroles seulement la nécessité des nouvelles formes d'alliance. Mais ce n'est là qu'une reconnaissance *verbale* de nouvelles formes d'alliance visant à dissimuler des principes diamétralement *opposés*. En réalité Boukharine s'affirme contre les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne. Ce qui constitue pour Boukharine le point de départ, ce n'est pas le rythme accéléré de développement de l'industrie en tant que levier de l'édification nouvelle de la production agricole, mais le développement de l'économie paysanne individuelle. Il met au premier plan la « normalisation » du marché, le libre jeu des prix des produits agricoles, qui revient à dire: liberté complète du commerce. C'est pourquoi il se méfie des collectivités agricoles, — témoin son discours au Plénum de juillet du C.C. et ses thèses présentées à ce Plénum. C'est pourquoi il observe une attitude négative envers toutes les mesures extraordinaires, visant les koulaks lors du stockage de blé. On sait que Boukharine fuit les mesures extraordinaires comme le diable fuit le bénitier. On sait que Boukharine n'arrive toujours pas à comprendre que dans les conditions actuelles, le koulak ne nous livrera pas spontanément, de plein gré, l'excédent de ses céréales. C'est là pourtant un fait confirmé par l'expérience acquise, ces deux dernières années, en matière d'approvisionnement en blé.

Et si, malgré tout, nous sommes à court de céréales ? Boukharine répond : N'inquiétez pas le koulak par des mesures extraordinaires et faites venir du blé de l'étranger. Il n'y a pas longtemps, il proposait d'importer de l'étranger 50 millions de pouds de blé, soit pour 100 millions de roubles-or. Et si ces derniers sont destinés à importer des machines pour l'industrie, Boukharine réplique : Il faut importer plutôt du blé, en laissant au second plan l'importation de l'outillage industriel.

Il en résulte qu'à la base de la question des céréales, à résoudre, et de l'édification agricole, se situe non pas le rythme de développement de l'industrie, mais de l'économie paysanne individuelle, y compris l'économie koulak, sur la base de la liberté de commerce et du libre jeu des prix sur le marché.

Nous sommes donc en présence de deux plans différents de politique économique :

Le plan du Parti :

1. Nous rééquiperons l'industrie (édification nouvelle).
2. Nous procédons sérieusement au rééquipement de l'agriculture (édification nouvelle).
3. A cet effet, il importe d'élargir l'édification des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, d'appliquer en grand les contrats de consignation et les stations de machines et de tracteurs agricoles, afin d'établir *l'alliance de production* entre l'industrie et l'agriculture.
4. Etant donné les difficultés actuelles d'approvisionnement, il faut recourir temporairement aux mesures extraordinaires, avec l'appui social des paysans pauvres et moyens, afin de briser la résistance du koulak et de lui faire rendre le maximum de ses excédents de blé. Ceux-ci nous permettront de nous passer de blé importé et de conserver les roubles-or pour le développement de l'industrie.
5. L'économie individuelle des paysans pauvres et moyens joue et continuera de jouer un rôle prédominant dans l'approvisionnement du pays en produits alimentaires et matières premières. Mais elle ne suffit plus à elle seule. Le développement de l'économie des paysans pauvres et moyens doit être *complété* par le développement des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, des contrats de consignation en masse, par le développement intense des stations de machines et tracteurs agricoles, ce qui nous permettra de supplanter avec plus de facilité les éléments capitalistes de l'agriculture et de

faire passer progressivement l'économie individuelle dans la voie des grandes collectivités agricoles dans la voie du travail collectif.

6. Pour cela il est nécessaire avant tout d'intensifier le développement de l'industrie, de la métallurgie, des produits chimiques, des constructions mécaniques, de créer des usines de tracteurs, des usines de machines agricoles, etc. Sinon, il sera impossible de résoudre le problème des céréales et de travailler à l'édification nouvelle de l'agriculture.

Conclusion : *La clé de l'édification nouvelle de l'agriculture réside dans le rythme accéléré de développement de notre industrie.*

Le plan du camarade Boukharine :

1. « Normalisation » du marché, libre jeu des prix sur le marché, hausse des prix du blé, sans tenir compte que ces mesures peuvent amener le renchérissement des produits industriels, des matières premières et du blé.
2. Développer intensivement l'économie paysanne individuelle, tout en atténuant le rythme de l'édification des collectivités agricoles et des fermes d'Etat. (Thèses et discours du camarade Boukharine au Plénum de juillet).
3. Stockage de céréales basé sur la livraison spontanée rendant impossible l'application, même en cas de force majeure, de mesures extraordinaires contre les koulaks, même si ces mesures sont soutenues par la masse des paysans pauvres et moyens.
4. En cas d'insuffisance de blé, en importer de l'étranger pour 100 millions de roubles environ.
5. A défaut de devises étrangères en quantité suffisante pour couvrir, et le blé et l'outillage industriel, on réduira l'importation de ce dernier, et, partant, le rythme de développement de notre industrie, — sinon notre agriculture « piétinera sur place », voire même « dégringolera ». (Boukharine, *Notes d'un économiste.*)

Conclusion : *La clé de l'édification nouvelle de l'agriculture réside dans le développement de l'économie paysanne individuelle.*

Voilà le tour que prennent les choses.

Le plan du camarade Boukharine vise à *réduire* le rythme de développement de l'industrie et à *saper* les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

Voilà donc nos désaccords.

N'arrivons-nous pas en retard avec le développement des nouvelles formes d'alliances, des collectivités agricoles et fermes d'Etat ?

D'aucuns affirment que sous ce rapport le Parti est en retard de deux ans au moins. C'est faux, camarades. C'est tout à fait faux. Seuls les braillards de « gauche », qui n'ont aucune idée de l'économie de l'U.R.S.S., peuvent le prétendre. Que veut dire : être en retard ? Veut-on dire qu'il fallait prévoir la nécessité des collectivités agricoles et des fermes d'Etat ? Mais nous y avons pensé dès la révolution d'Octobre. Que le Parti ait prévu la nécessité d'édifier des collectivités agricoles et domaines d'Etat, déjà pendant la révolution d'Octobre, il ne peut y avoir de doute. Il suffirait de parcourir notre programme adopté au VIII^e congrès du Parti (mars 1919). Ce programme parle explicitement de la nécessité de créer des collectivités agricoles et fermes d'Etat. Seulement, il ne suffit pas que l'organisme dirigeant de notre parti ait prévu cette nécessité pour mettre en pratique et organiser un *mouvement de masse* en faveur des collectivités agricoles et fermes d'Etat. Donc, il ne s'agissait point de prévoir, mais de *réaliser* ce plan d'édification. Or, la réalisation de ce plan impose une série de conditions qui faisaient défaut jusqu'à ce jour ! Voilà ce dont il est question.

Pour mettre à exécution le plan du mouvement de masse en faveur de l'édification des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, il faut, en premier lieu, que l'organisme dirigeant du Parti soit soutenu par *l'ensemble des militants* du Parti. Or, notre parti compte plus d'un million de membres. Il fallait donc démontrer aux larges masses du Parti la justesse de la politique suivie par l'organisme dirigeant.

En outre, il fallait qu'un mouvement de masse se produisît dans les campagnes, en faveur des collectivités agricoles, afin que les paysans s'y acheminent sans crainte en se rendant compte, par expérience, des avantages que les collectivités agricoles ont sur les exploitations individuelles. Or, c'est là une chose sérieuse qui demande du temps.

En troisième lieu, il était nécessaire que l'Etat dispose de ressources financières suffisantes pour soutenir matériellement le mouvement, pour financer les collectivités agricoles et les fermes d'Etat. Or, cela demande des centaines et des centaines de millions.

Il fallait enfin que l'industrie développée dans une mesure plus ou moins satisfaisante, fût à même d'approvisionner l'agriculture en machines, en tracteurs, etc.

Peut-on affirmer que ces conditions existaient chez nous il y a deux ou trois ans ? Non, on ne peut pas l'affirmer.

N'oublions pas que nous sommes un parti *qui gouverne* et non un parti *d'opposition*. Un parti d'opposition peut formuler des mots d'ordre — j'entends les principaux mots d'ordre pratiques du mouvement — pour les réaliser à son arrivée au pouvoir. Nul ne s'aviserait d'accuser un parti d'opposition de ne pas réaliser sur-le-champ ses mots d'ordre essentiels, parce que tout le monde sait que ce n'est pas le parti d'opposition qui est au gouvernail, que la direction des affaires est entre les mains d'un autre parti. Il en va tout autrement d'un parti qui gouverne, comme c'est le cas de notre parti bolchevik. Les mots d'ordre lancés par ce dernier ne sont plus des mots d'ordre ordinaires d'agitation, ils représentent une valeur autrement importante, ils ont la force de *décisions pratiques*, la force de *lois* qui doivent être mises à exécution en toute urgence. Notre parti ne peut lancer un mot d'ordre pratique pour ajourner ensuite sa mise en application. Ce serait duper les masses. Pour lancer un mot d'ordre, aussi important surtout que le transfert des millions d'exploitations paysannes dans la voie du collectivisme, il faut que les facteurs nécessaires à sa réalisation soient en présence; il faut créer enfin, organiser ces facteurs. Voilà pourquoi il ne suffit pas que la nécessité d'édifier des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, soit prévue par l'organisme dirigeant du Parti. Il faut encore que nous ayons les conditions nécessaires à la *réalisation*, à la *mise à exécution* de nos mots d'ordre.

Notre parti, *dans sa masse*, était-il prêt, il y deux ou trois ans, à procéder au développement intense des collectivités agricoles et fermes d'Etat ? Non, il n'était pas encore prêt. Ce n'est que quand surgirent les premières difficultés sérieuses de stockage que les masses du Parti opérèrent un tournant décisif vers les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne. Il a fallu ces difficultés pour que le Parti, dans sa masse, se rendît compte de la nécessité de stimuler les nouvelles formes de cette alliance et, au premier chef, l'édification de collectivités agricoles et des fermes d'Etat, et appuyât avec force son C.C. dans ce domaine. Voilà la première condition qui manquait et qui, aujourd'hui, se trouve réalisée.

Avions-nous, il y a deux ou trois ans, parmi les masses profondes de la paysannerie, un mouvement sérieux en faveur des collectivités agricoles et fermes d'Etat ? Non, il y a deux ou trois ans, on le sait, les paysans se montraient hostiles envers les fermes d'Etat. Quant aux collectivités agricoles, ils les traitaient comme des « communes » inutiles. Aujourd'hui, la situation a changé. Des couches entières de paysans considèrent les collectivités agricoles et fermes d'Etat comme une source de semences, de bétail amélioré, de machines et de tracteurs. Et maintenant, pour peu qu'il y ait des machines et des tracteurs en quantité suffisante, les collectivités agricoles se développeront sur un rythme accéléré.

Comment expliquer le redressement survenu dans certaines couches assez considérables de la paysannerie ? Quels facteurs ont pu provoquer ce changement ? D'abord le développement de la coopération et de l'activité sociale coopérative. Il est hors de doute que sans un puissant développement de la coopération, notamment de la coopération rurale, qui a créé parmi les paysans une base psychologique en faveur des collectivités agricoles, nous n'aurions pas aujourd'hui cette tendance vers les collectivités agricoles qui se manifeste présentement parmi des couches paysannes entières. Dans cet ordre d'idées, un grand rôle appartient aux collectivités agricoles bien organisées, qui ont servi aux paysans de modèles et leur ont montré comment on pouvait améliorer l'agriculture, grouper les petites exploitations individuelles en grandes collectivités agricoles. Un rôle considérable a été également rempli par les fermes d'Etat modèles qui ont aidé les paysans à améliorer leur économie. Je ne parle pas de tant d'autres facteurs que vous connaissez tous.

Voilà donc encore une autre condition qui nous manquait et que nous n'avions pas avant et que nous avons aujourd'hui.

En outre, peut-on affirmer qu'il y a deux ou trois ans nous pouvions sérieusement financer les collectivités agricoles et les fermes d'Etat, leur affecter des centaines de millions de roubles? Non, certes. Vous savez fort bien que nous manquions de ressources nécessaires au développement du minimum d'industrie sans lequel l'industrialisation est entièrement impossible, à plus forte raison la reconstruction de l'agriculture. Pouvions-nous retirer ces ressources de l'industrie qui représente la base de l'industrialisation du pays, pour les engager dans les collectivités agricoles et fermes d'Etat? Il est évident que non. Or, aujourd'hui, ces ressources nous les avons.

Enfin, peut-on affirmer qu'il y a deux ou trois ans, notre industrie était outillée au point de pouvoir fournir à l'agriculture, en quantité suffisante, des machines, des tracteurs, etc. ? Non. A ce moment il s'agissait de créer une *base industrielle minimum* appelée à approvisionner l'agriculture en machines et tracteurs agricoles. C'est pour créer cette base que nous avons dépensé, à l'époque, nos maigres ressources financières. Or, aujourd'hui, nous possédons cette base industrielle dans l'agriculture. Tout au moins, sommes-nous en train de la créer à une allure accélérée.

Ainsi ce n'est que depuis quelque temps que nous avons les conditions nécessaires au développement en masse des collectivités agricoles et des fermes d'Etat.

Voilà la vérité, camarades.

Et c'est pourquoi on ne saurait dire que nous arrivons en retard avec les nouvelles formes d'alliance de la ville et de la campagne.

6. Boukharine comme théoricien

Telles sont en substance, les erreurs essentielles du théoricien de l'opposition de droite, de Boukharine, dans les principales questions de notre politique.

On dit que Boukharine est le théoricien de notre parti. Certes, c'est un théoricien de grande valeur. Seulement, sa théorie pêche sur bien des points. Témoin les multiples erreurs qu'il a accumulées dans les questions de la politique du Parti et dont je viens de donner l'analyse. Il est impossible que toutes ces erreurs, celles relatives à l'Internationale communiste, à la lutte de classe, à l'exacerbation de la lutte de classe, à la paysannerie, à la Nep, aux nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne, — il est impossible, dis-je, que toutes ces erreurs soient l'effet du hasard. Non. Elles résultent de l'orientation erronée de Boukharine, de ses lacunes théoriques. Oui, Boukharine est un théoricien, mais pas tout à fait marxiste. C'est un théoricien qui doit encore compléter ses études avant de devenir un théoricien marxiste.

On invoque la lettre bien connue de Lénine sur Boukharine — théoricien. Nous allons, si vous Voulez bien, en donner lecture.

Parmi les jeunes membres du Comité central, dit Lénine, je tiens à dire quelques mots sur Boukharine et Piatakov. A mon avis, ce sont les hommes les plus doués (parmi les plus jeunes) et il faudrait, en ce qui les concerne, retenir ce qui suit: Boukharine est non seulement le théoricien le plus précieux et le plus considérable du Parti, il passe encore, à juste titre, pour le favori du Parti. Mais ses conceptions théoriques ne sauraient qu'à grand peine être qualifiées d'entièrement marxistes, car *il y a en lui je ne sais quoi de scolastique (il n'a jamais étudié et, je crois, jamais bien compris la dialectique)*. (*Compte rendu sténographique du Plénum de juillet 1926*, fascicule IV, page 66.)

Ainsi donc : théoricien sans dialectique. Théoricien-scolastique. Théoricien dont « les conceptions théoriques ne sauraient qu'à grand'peine être qualifiées d'entièrement marxistes ! » Telle est l'appréciation donnée par Lénine de la physionomie théorique de Boukharine.

Vous allez convenir que ce théoricien a besoin de compléter ses études. Si Boukharine se rendait bien compte qu'il n'est pas un théoricien achevé, qu'il a besoin de se perfectionner, qu'il ne s'est pas encore bien assimilé la dialectique qui constitue l'esprit du marxisme, — s'il comprenait tout cela, il se montrerait plus modeste, et le Parti y gagnerait. Le malheur, c'est que Boukharine ne pêche pas par un excès de modestie. Bien plus, il se fait fort d'en remonter à notre maître Lénine dans toute une série de questions, et, avant tout, dans la question de l'Etat. Voilà le mal.

Permettez-moi de vous rappeler, à cette occasion, la discussion théorique bien connue qui a éclaté en 1916 entre Lénine et Boukharine sur la question de l'Etat : Cela va nous montrer, d'une part, les prétentions démesurées de Boukharine s'appêtant à en remonter à Lénine et, de l'autre, les origines de ses faiblesses théoriques dans une question aussi grave que celle de la dictature du prolétariat, de la lutte de classe, etc. Comme on le sait, en 1916, Boukharine a fait paraître dans la revue *l'Internationale des Jeunes*, un article dirigé, en fait, contre Lénine et signé *Nota bene*. Dans cet article Boukharine dit entre autres choses :

Quelle erreur de vouloir rechercher la différence entre les socialistes et les anarchistes dans le fait que les premiers sont les partisans et les autres les adversaires de l'Etat. En réalité, la différence entre les premiers et les seconds consiste en ce que la social-démocratie révolutionnaire préconise un nouveau mode de production sociale, comme une production collective centralisée, c'est-à-dire la plus progressiste au point de vue technique, alors que la production anarchiste décentralisée constituerait un pas en arrière vers la vieille technique, vers l'ancienne forme d'entreprise...

La social-démocratie qui est ou doit être du moins l'éducatrice des masses, aujourd'hui plus que jamais, a le devoir de souligner son hostilité de principe envers l'Etat... La guerre actuelle a montré combien profondément les racines de l'étatisme ont pénétré dans l'âme des ouvriers.

En critiquant ces opinions de Boukharine, Lénine objecte dans un article spécial publié en 1916 :

Cela est faux. L'auteur demande en quoi consiste la différence d'attitude entre les socialistes et les anarchistes à l'égard de l'Etat, mais il répond à une *autre* question : en quoi se distingue leur attitude respective envers la base économique de la société de demain ? Certes, cette question est très importante et nécessaire. Mais cela ne justifie pas l'oubli de ce qui fait l'essentiel dans la différence d'attitude entre socialistes et anarchistes à l'égard de l'Etat. Les socialistes sont pour l'utilisation de l'Etat moderne et de ses institutions dans la lutte pour l'affranchissement de la classe ouvrière. Ils entendent également utiliser l'Etat au cours de la période transitoire du capitalisme au socialisme, période représentée par la dictature du prolétariat, qui est, elle aussi, une forme originale d'Etat. Les anarchistes veulent « abolir » l'Etat, le « faire sauter » (*sprengen*) a dit quelque part le camarade *Nota bene*, en attribuant à tort ce point de vue aux socialistes. Les socialistes — l'auteur n'a malheureusement cité qu'incomplètement le passage correspondant d'Engels — reconnaissent le dépérissement « graduel » de l'Etat, la « mort » « lente » de l'Etat après l'expropriation de la bourgeoisie.

Pour « souligner » l' « hostilité de principe » envers l'Etat, il faut réellement la bien comprendre. Or l'on ne saurait le dire de l'auteur. Quant à la phrase sur « les racines de l'étatisme », elle est tout à fait confuse, non marxiste et non socialiste. Ce n'est pas l'étatisme qui s'est heurté à la négation de l'étatisme, mais la politique opportuniste (c'est-à-dire la conception opportuniste, réformiste, bourgeoise, de l'Etat) s'est heurtée à la politique de la social-démocratie révolutionnaire (c'est-à-dire à la conception social-démocrate révolutionnaire de l'Etat bourgeois et de l'utilisation de l'Etat aux fins d'abolition de la bourgeoisie). Ce sont là des choses totalement distinctes. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XIX, art. « L'Internationale des Jeunes ».)

Il est clair que Boukharine s'est laissé glisser dans un marais semi-anarchiste.

Stène. — *A cette époque, Lénine ne s'était pas encore prononcé pleinement pour la nécessité de « faire sauter » l'Etat. Boukharine, tout en commettant des erreurs anarchistes, abordait la formulation de cette question.*

Staline. — Non, Stène, la question n'est pas là. 15 s'agit de l'attitude de Boukharine envers l'Etat en général, de sa conception suivant laquelle la classe ouvrière doit être *en principe* hostile à *tout* Etat, y compris à celui de la classe ouvrière.

Stène. — *Lénine parlait alors uniquement de l'utilisation de l'Etat, sans rien dire de la conception de Boukharine tendant à « faire sauter » l'Etat.*

Staline. — Vous êtes dans l'erreur, Stène. Je vous assure qu'il s'agit en l'espèce de la conception de Boukharine (et des anarchistes) disant que les ouvriers doivent souligner leur hostilité de principe envers tout Etat, donc à l'Etat en période de transition, à l'Etat de la classe ouvrière. Essayez un peu de faire comprendre à nos ouvriers qu'ils ont le devoir de faire preuve d'une hostilité de principe à l'égard de la dictature du prolétariat, Etat, elle aussi, en somme. La conception de Boukharine, telle qu'elle est exposée dans son article de *l'Internationale des Jeunes*, est celle de la négation de l'Etat en période de transition du capitalisme au socialisme. Premièrement, Boukharine a négligé un « détail », notamment toute la période transitoire, au cours de laquelle la classe ouvrière ne saurait se passer de son Etat à elle, si elle veut réellement écraser la bourgeoisie et construire le socialisme. En second lieu, il est faux de prétendre que Lénine, dans sa critique de la théorie visant à faire sauter l'Etat, n'ait pas parlé de sa « suppression » en général. Non seulement Lénine s'est arrêté à cette théorie, comme il ressort des passages que j'ai cités, mais encore il l'a critiquée, en la qualifiant de théorie anarchiste, en lui opposant la théorie de *l'édification* d'un nouvel Etat après la chute de la bourgeoisie, notamment de l'Etat de la dictature du prolétariat. Enfin, on ne saurait confondre la théorie anarchiste visant à « faire sauter » l'Etat, avec la théorie marxiste qui se propose de « démolir », de « briser » la machine de l'Etat *bourgeois*. Il est des camarades qui sont enclins à confondre ces deux notions différentes, supposant qu'elles sont l'expression de la même idée. Mais cela est faux. Cela est entièrement faux. En critiquant la théorie anarchiste qui vise à « faire sauter » l'Etat en général et à le « supprimer », Lénine se plaçait sur le terrain de la théorie marxiste qui recommande de « démolir » la machine de l'Etat *bourgeois*.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile, pour plus de clarté, de reproduire ici une citation de Lénine empruntée à l'un de ses manuscrits sur l'Etat, et se rapportant selon toutes probabilités, à la fin de 1916 ou au début de 1917 (avant la révolution de février 1917). Ainsi il ressort de ce manuscrit : *a)* dans sa critique des erreurs semi-anarchistes de Boukharine, Lénine prenait pour point de départ la théorie marxiste visant à « démolir » l'appareil d'Etat bourgeois ; et *b)* que Boukharine tout en étant, selon l'expression de Lénine, « plus près de la vérité que Kautsky », « loin de dénoncer les kautskistes, les encourageait par ses erreurs ».

Voici le texte de ce manuscrit :

Dans le problème de l'Etat, la lettre *d'Engels* à Bebel du 18/28 mars 1875 présente une importance *extrême*.

Voici le principal passage de cette lettre, *in extenso* :

« L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre, est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. *Il est grand temps d'abandonner ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune qui n'était plus un Etat dans le sens propre du mot.* Les anarchistes nous ont assez rebattu les oreilles avec la théorie de l'« Etat populaire », cela bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon et puis le *Manifeste communiste* disent explicitement *qu'avec l'instauration du régime socialiste l'Etat se dissoudra de lui-même (sien aus löst) et disparaîtra.* L'Etat n'étant qu'une institution transitoire à laquelle on a recours pendant la lutte, pendant la révolution, pour écraser par la force ses ennemis, il est absurde de parler d'un Etat populaire libre : dès l'instant où le prolétariat a besoin d'un Etat, *ce n'est point pour la liberté, c'est pour écraser ses adversaires. Et le jour où il sera possible de parler de liberté, l'Etat n'existera plus comme tel.* Aussi, proposerions-nous de remplacer partout le mot « Etat » par le mot « commune » (*Gemeinwesen*), excellent vieux terme allemand répondant au terme français « commune ». [Souigné par Engels.]

Je crois que c'est là le passage le plus remarquable et pour ainsi dire, le plus virulent « *contre l'Etat* », que nous trouvons chez Marx et Engels.

1. « Il faut abandonner tout bavardage sur l'Etat ».
2. « La Commune n'était plus un Etat au sens propre du mot ». (Que fut-elle alors ? Evidemment la forme de transition de l'Etat à la société sans Etats.)
3. « Les anarchistes nous ont assez rebattu les oreilles (*in die Zaehne geworfen*) avec leur théorie de l'« Etat populaire ». (Marx et Engels avaient donc honte de cette erreur manifeste de leurs amis allemands. Cependant, ils la tenaient — et, naturellement, ils avaient raison de la tenir, pour l'époque —, comme bien moins grave que l'erreur des anarchistes. C'est N.B. !!)
4. « Avec l'instauration du régime socialiste, l'Etat se décompose et disparaît »... « se dissout » (*Nota bene*) (plus tard on dira : « dépérit »).
5. « L'Etat est une institution temporaire » nécessaire « dans la lutte, dans la révolution » (nécessaire au prolétariat).
6. Ce n'est pas pour la liberté que l'on a besoin de l'Etat.
7. Quand il y aura la liberté, il n'y aura pas d'Etat. Mais pour *réprimer* (?) (*Niederhaltung* ne veut pas dire réprimer à proprement parler, mais plutôt empêcher la restauration, tenir à la merci) les adversaires du prolétariat ?
8. « Nous » (c'est-à-dire Marx et Engels) proposerions de remplacer « *partout* » (dans le programme) le mot « Etat » par celui de « commune »... (*Gemeinwesen*)!!!

On voit, de ce qui précède, comment les opportunistes et Kautsky ont vulgarisé Marx et Engels.

Les opportunistes n'ont compris aucune de ces huit pensées de grande valeur.

Ils n'ont emprunté que le côté pratique du présent: utiliser la lutte politique, utiliser l'Etat *moderne* pour instruire, pour éduquer le prolétariat, pour «arracher des concessions». Cela est juste (contre les anarchistes), mais ce n'est qu'un centième du marxisme, s'il est permis d'employer ce terme d'arithmétique.

Kautsky a tout à fait dissimulé (ou oublié, ou pas compris) dans son œuvre de propagandiste et de publiciste les 8 points ainsi que le terme *Zerbrechen* de Marx (dans sa polémique contre Pannekoek en 1912 ou 1913, Kautsky s'est entièrement laissé sombrer dans l'opportunisme en cette matière).

Nous nous distinguons des anarchistes : *a*) par l'utilisation de l'Etat dès maintenant et *b*) pendant la *révolution* prolétarienne (« la dictature du prolétariat »). Ces points importent, pour la pratique, dès à présent. (C'est ce qui a échappé à Boukharine.)

Ce qui nous distingue des opportunistes, ce sont : des vérités plus profondes, « plus éternelles », a) sur le « caractère temporaire » de l'Etat ; b) sur la « nocivité » d'en « bavarder » aujourd'hui ; c) sur le caractère pas tout à fait étatique de la dictature du prolétariat ; d) sur l'antagonisme entre l'Etat et la liberté ; e) l'idée (ou notion ou terme de programme) plus juste de « commune » devant remplacer l'idée de l'Etat ; f) la « destruction » (*Zerbrechen*) de l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois. Il convient d'ajouter que des opportunistes avérés d'Allemagne (Bernstein., Kolb, etc.) nient franchement la dictature du prolétariat cependant que le programme officiel et Kautsky la nient indirectement en faisant la conjuration du silence autour de lui, dans leur propagande de tous les jours et en *tolérant* la trahison des Kolb et consorts.

On a écrit à Boukharine en août 1916 : « Laisse mûrir tes idées sur l'Etat ». Or, au lieu de cela, il s'est mêlé d'écrire, sous la signature *Nota bene* ; et loin de démasquer les kautskistes, il n'a fait qu'approfondir leurs erreurs. Mais dans le fond, Boukharine est plus près de la vérité que Kautsky.

Telle est la brève histoire de la discussion théorique sur l'Etat. Quoi de plus clair : Boukharine a commis des erreurs semi-anarchistes, il est temps de les redresser et de reprendre la voie de Lénine. Mais il n'y a que des léninistes qui puissent penser de la sorte. Boukharine ne semble pas partager ce point de vue. Il affirme, au contraire, que ce n'est pas lui qui est dans l'erreur, mais Lénine ; que ce n'est pas lui qui doit suivre la voie de Lénine, mais que c'est Lénine qui doit suivre la voie de Boukharine. Cela vous paraît incroyable ? Ecoutez donc la suite. Neuf ans après les discussions de 1916, période pendant laquelle Boukharine garda le silence, — un *an après la mort de Lénine*, en 1925 notamment, Boukharine fait paraître, dans le recueil *la Révolution du Droit*, un article intitulé : « Contribution à la théorie de l'Etat impérialiste », refusé en son temps par la rédaction du *Recueil du social-démocrate* (c'est-à-dire par Lénine). Dans la note dont cet article est muni Boukharine déclare ouvertement que dans cette discussion c'est lui, Boukharine, qui avait raison et non Lénine. Cela peut paraître invraisemblable, mais c'est un fait, camarades.

Voici le texte de cette note :

Notre article paru dans *l'Internationale des Jeunes* a provoqué une note critique de V.I. [c'est-à-dire de Lénine]. Les lecteurs se rendront aisément compte que l'erreur que l'on m'attribuait n'était qu'imaginaire, puisque je voyais nettement la nécessité de la dictature du prolétariat. D'autre part, la note d'Ilitch montre *la fausseté de son point de vue sur la nécessité de faire « sauter l'Etat »* (bourgeois, bien entendu), *puisqu'il confond cette question avec celle du dépérissement de la dictature du prolétariat*. Peut-être aurais-je dû développer davantage la question de la dictature. Mais pour me justifier je puis dire qu'à l'époque l'Etat bourgeois était l'objet d'un concert universel de louange au point qu'il était naturel de concentrer toute son attention sur la nécessité de *faire sauter* cette machine.

A mon retour d'Amérique en Russie et dès que j'ai rencontré Nadéjda Konstantinovna (c'était à notre VI^e congrès illégal, V. I. se cachait à cette époque) les premières paroles qu'elle m'adressa, furent celles-ci : « V. I. vous fait dire que pour ce qui est de la question de l'Etat il n'est plus en désaccords avec vous, aujourd'hui ». En étudiant la question, *Ilitch est arrivé aux mêmes conclusions que moi*, quant à la nécessité de « faire sauter » l'Etat, mais il a développé ce thème, ainsi que celui de la dictature du prolétariat, au point qu'il a fait époque dans l'évolution de la pensée théorique, dans ce sens ». (*Révolution du Droit*, Recueil I, édition de l'Académie communiste, 1925, p. 5.)

Voilà ce qu'écrivait Boukharine au sujet de Lénine un *an après* la mort de ce dernier.

Voilà un exemple illustrant les prétentions hypertrophiées d'un théoricien dont *l'instruction n'est pas encore achevée !*

Il est fort possible que Nadéjda Konstantinovna ait réellement adressé à Boukharine les paroles qu'il reproduit ici. Mais que faut-il en déduire ? Que Lénine avait des raisons de croire que Boukharine avait abandonné ou allait abandonner ses erreurs. C'est tout. Or, Boukharine en a décidé autrement. Il a

décidé que, désormais, c'est lui et non Lénine qui doit être considéré comme le fondateur ou, du moins, comme l'inspirateur de la théorie marxiste sur l'Etat.

Jusqu'à présent nous nous considérons et continuons de nous considérer comme léninistes. Or, nous apprenons aujourd'hui que nous tous, y compris Lénine, ne sommes que les disciples de Boukharine. Voilà qui est plaisant. Mais rien à faire dès l'instant où l'on se heurte aux prétentions démesurées de Boukharine.

On pourrait croire que Boukharine a laissé échapper, malgré lui, des paroles imprudentes dans sa note jointe à l'article mentionné plus haut ; qu'il a lâché une sottise, sitôt oubliée. Mais ce n'est pas le cas. Boukharine a, paraît-il, parlé très sérieusement. A preuve, la déclaration qu'il fait dans cette note sur les erreurs de Lénine et la justesse de la conception de Boukharine, a été tout récemment publiée à nouveau, en 1927, soit deux ans après la première sortie de Boukharine contre Lénine, dans la note biographique de Maretski sur Boukharine. (*Voyez l'Encyclopédie soviétique.*) A noter que Boukharine n'avait eu garde de protester contre une telle... intervention osée de Maretski.

Il est donc évident que l'article de Boukharine contre Lénine ne saurait être considéré comme un effet du hasard.

D'après Boukharine, c'est lui qui a raison et non Lénine ; l'inspirateur de la théorie marxiste de l'Etat n'est pas Lénine, mais Boukharine.

Tel est, camarades, le tableau illustrant les errements et prétentions théoriques de Boukharine.

Et c'est cet homme qui a l'audace, après tout cela, de venir déclarer ici, dans un discours, qu'il y a « quelque chose de pourri » dans l'orientation théorique de notre parti, qu'il y a là une déviation vers le trotskisme ! Ces paroles émanent de ce même Boukharine qui est en train de commettre (et qui a commis dans le passé) une série de fautes théoriques et pratiques très lourdes ; qui, tout récemment encore, fut le disciple de Trotski, qui, hier encore, cherchait à faire bloc contre les léninistes avec les trotskistes avec qui il entretenait des relations en sous main! N'est-ce pas ridicule ?

7. Plan quinquennal ou plan biennal ?

Permettez-moi maintenant de passer au discours de Rykov. Si Boukharine a essayé de donner un fondement théorique à la déviation de droite, Rykov, lui, s'attache, dans son discours à étayer la chose de suggestions pratiques, en nous dépeignant les « horreurs » dues aux difficultés que nous rencontrons dans l'agriculture. Est-ce à dire que Rykov n'ait pas touché les problèmes d'ordre théorique ? Si, il les a bien touchés. Mais, ce faisant, il a commis au moins deux erreurs sérieuses.

Dans son projet de plan quinquennal, refusé par la commission du Bureau politique, Rykov déclare que « l'idée centrale du plan quinquennal consiste dans le rendement accru du travail national ». Bien que la commission du Bureau politique ait rejeté ce point de vue tout à fait faux, Rykov ne l'en a pas moins défendu ici dans son discours. Est-il vrai que dans le *pays soviétique* l'idée maîtresse du plan quinquennal soit dans l'accroissement du rendement ? Non, cela est faux. Nous ne voulons pas *n'importe quel* accroissement du rendement. Ce qu'il nous faut c'est un accroissement nettement défini susceptible d'assurer la prépondérance méthodique du secteur socialiste de l'économie nationale sur le secteur capitaliste. Voilà, camarades, où est le nœud de la question. Un plan quinquennal, qui négligerait cette idée maîtresse ne serait plus un plan quinquennal, mais une absurdité quinquennale. Toute société, capitaliste ou précapitaliste, est intéressée à l'accroissement de son rendement. Ce qui distingue la société *soviétique* de toute autre société, c'est qu'elle ne s'intéresse qu'à un accroissement du rendement susceptible d'assurer la prédominance des forces socialistes de l'économie sur les autres formes et, avant tout, sur les formes capitalistes, et permettant de surmonter, d'évincer les formes capitalistes d'économie. Or Rykov semble avoir oublié cette idée réellement centrale du plan quinquennal de développement de la société *soviétique*. Telle est sa première faute théorique.

Sa deuxième faute consiste en ce qu'il ne fait pas de différence, ou ne veut pas comprendre la différence, entre la circulation de marchandises d'une collectivité agricole et celle de toutes les autres exploitations individuelles, y compris les exploitations individuelles capitalistes. Rykov assure qu'au point de vue de la circulation des marchandises sur le marché des céréales, qu'au point de vue du stockage des blés, il ne voit pas de différence entre la collectivité agricole et le détenteur privé de céréales. Peu lui importe à qui nous achetons du blé : à la collectivité agricole, au cultivateur privé ou à un gros revendeur argentin. Voilà qui est faux, radicalement faux. C'est reprendre la déclaration bien connue de Froumkine qui disait, à un moment donné, qu'il lui était bien égal où et à qui acheter du blé, à un particulier ou à une collectivité agricole. C'est vouloir, sous une forme voilée, défendre, réhabiliter et justifier les manigances des koulaks sur le marché des céréales. Le fait que cette défense a lieu du point de vue de la circulation des marchandises ne change rien à la question, cela n'en est pas moins une tentative de justifier les machinations des koulaks sur le marché des céréales. S'il est vrai qu'il n'existe aucune différence — du point de vue de la circulation des marchandises — entre les formes collectives et non collectives d'économie, à quoi bon, en ce cas, multiplier les collectivités agricoles, leur conférer des avantages ; à quoi bon s'efforcer de vaincre les éléments capitalistes de l'économie rurale ? Il est évident que Rykov s'est engagé dans une fausse voie. C'est là sa deuxième erreur théorique.

Mais passons. Abordons les problèmes pratiques que Rykov touche dans son discours.

Rykov a affirmé ici qu'en dehors du plan quinquennal il importait d'avoir encore un autre plan parallèle, à savoir un plan biennal de développement de l'agriculture. Il fondait la nécessité de ce plan biennal parallèle sur les difficultés agraires. Il a dit : Le plan quinquennal est une bonne chose, je suis pour lui, mais on fera mieux encore d'y joindre un plan biennal de développement agricole, sinon l'agriculture n'ira pas très loin. A première vue, cette proposition n'a rien de préjudiciable. Mais quand on y regarde de plus près, on se rend compte que le plan biennal de l'agriculture n'a été conçu que pour souligner le caractère irréel, irréalisable du plan quinquennal. Pouvions-nous accepter cette thèse ? Il est évident que non. Nous disions à Rykov : Si vous n'êtes pas content du plan quinquennal dans le domaine de l'économie rurale, si vous tenez pour insuffisantes les sommes que, d'après le plan quinquennal, nous engageons pour le développement de l'agriculture, dites-le franchement, proposez vos chiffres, vos investissements, à titre complémentaire, nous acceptons de consigner dans le plan quinquennal les investissements complémentaires que vous demanderiez pour l'agriculture. Or, il se trouve que Rykov n'a aucune proposition concrète à faire quant aux assignations à accorder à l'agriculture. En ce cas, la question se pose de savoir à quoi servirait alors le plan biennal parallèle de l'agriculture ? Et puis : en dehors du plan quinquennal il existe encore des plans annuels, partie intégrante du plan quinquennal, voulez-vous que nous consignions dans les plans annuels des deux premières années vos propositions concrètes supplémentaires visant à relever l'agriculture, si tant est que vous, Rykov, ayez des propositions à faire ? Il s'est trouvé que Rykov n'avait pas de plan précis à nous présenter en ce qui concerne les assignations complémentaires à l'agriculture.

Nous avons compris alors que le plan biennal de développement de l'agriculture préconisé par Rykov ne visait pas à relever l'économie rurale, mais à montrer le caractère irréel et inefficace du plan quinquennal, à en compromettre la valeur. Pour l'« âme », pour la façade — c'est le plan quinquennal ; pour l'action, pour le travail pratique — c'est le plan biennal — voilà la stratégie à laquelle aboutissait Rykov : préconiser le plan biennal pour, plus tard, au cours de la réalisation pratique du plan quinquennal, opposer à ce plan son plan biennal, remanier le plan quinquennal et l'adapter au plan biennal, en comprimant les assignations à l'industrie.

Voilà les raisons pour lesquelles nous avons rejeté la proposition de Rykov tendant à établir un plan biennal parallèle.

8. Sur les surfaces emblavées

Rykov a cherché ici à effrayer le Parti en l'assurant que les superficiesensemencées en U.R.S.S. avaient tendance à diminuer de façon systématique. Ce faisant, il avait l'air d'en rendre responsable le Parti. Il n'allait pas jusqu'à déclarer ouvertement que nous sommes en régression. Mais son discours laisse entendre que, dès maintenant, il se produit chez nous une chose qui frise la dégradation. Est-il vrai que les surfaces emblavées ont tendance à diminuer systématiquement ? C'est inexact. Rykov a opéré ici avec les moyennes des surfaces emblavées, dans l'ensemble du pays. Mais la méthode des moyennes, non rectifiées par les données de chaque région, n'est pas une méthode scientifique. Rykov a peut-être lu le *Développement du capitalisme* de Lénine. Si oui, il doit se rappeler comment Lénine y combat les économistes bourgeois qui emploient la méthode des chiffres moyens sur l'accroissement des surfacesensemencées et négligent les données fournies par les régions respectives. N'est-il pas étrange que Rykov reprenne aujourd'hui les erreurs des économistes bourgeois ? Or en examinant le mouvement des surfacesensemencées dans chacune des régions, c'est-à-dire en étudiant la question scientifiquement, nous apprenons que, dans certaines régions, les surfaces d'ensemencement augmentent *systématiquement* ; dans d'autres, elles diminuent *quelquefois*, en connexion surtout avec les conditions météorologiques ; en outre, il n'est point de données établissant que nous avons une région de céréales parmi les plus importantes où l'on observe une diminution *systématique* de la surfaceensemencée.

En effet, dans les rayons qui ont été éprouvés par les gelées ou la sécheresse, telles que certaines régions d'Ukraine, les surfaces d'ensemencement accusent depuis quelque temps une tendance à la réduction.

Une voix. — *Pas toute l'Ukraine.*

Schlikhter. — *En Ukraine, la superficieensemencée s'est accrue de 2,7 %.*

Staline. — Je vise la région des steppes d'Ukraine. Par contre, dans les autres rayons, non touchés par les conditions météorologiques défavorables, — tels que Sibérie, Volga, Kasakstan, Bachkirie, — les surfacesensemencées s'élargissent de façon systématique.

Comment expliquer le fait que dans certains rayons la surfaceensemencée croît systématiquement, alors que dans d'autres, elle est en décroissance quelquefois ? Car on ne saurait affirmer sérieusement que la politique du Parti varie d'un rayon à l'autre, qu'elle n'est pas la même en Ukraine, à l'Est ou au Centre de l'U.R.S.S. Ce serait absurde. Il est évident que les conditions de climat jouent ici un rôle important.

Ce qui est vrai, c'est que les koulaks réduisent leurs emblavures indépendamment des conditions climatiques. La faute peut être ici imputée à la politique du Parti qui vise à soutenir les paysans pauvres et moyens *contre* les koulaks ? Mais que faut-il en déduire ? Nous sommes-nous jamais engagés à faire une politique favorable à tous les groupements sociaux de la campagne, y compris les koulaks ? Pouvons-nous, en général, suivre une politique tendant à donner satisfaction aux exploités et aux exploités, si nous voulons faire une politique marxiste ? Qu'y a-t-il donc de particulièrement étonnant si, du fait de notre politique léniniste, qui tend à limiter et à vaincre les éléments capitalistes ruraux, les koulaks se mettent à réduire, en partie, leurs superficiesensemencées ? Peut-il en être autrement ? Peut-être cette politique est-elle fautive, — qu'on nous le dise alors ouvertement. N'est-il pas surprenant de voir des gens se disant marxistes, s'efforcer, dans leur désarroi, de faire passer la diminution partielle des emblavures de koulaks pour une diminution générale des emblavures — oublieux qu'ils sont, qu'en dehors des koulaks il existe encore des paysans pauvres et des paysans moyens, dont la superficie emblavée s'élargit de plus en plus, qu'il existe des collectivités agricoles et des fermes d'Etat dont les emblavures prennent une extension rapide ?

Enfin, je tiens à relever, dans le discours de Rykov, encore une inexactitude relative aux emblavures. Rykov s'est plaint ici en disant que dans les rayons, surtout où les collectivités agricoles sont les plus développées, la superficieensemencée des paysans pauvres et moyens possédant des exploitations

individuelles allait en diminuant. Cela est exact. Mais où est le mal ? Il n'en saurait point être autrement. Dès l'instant où les cultivateurs pauvres et moyens abandonnent leurs exploitations individuelles pour passer à l'exploitation collective, n'est-il pas clair que l'extension et la multiplication des collectivités agricoles doivent forcément déterminer une réduction de la superficie des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens. N'est-ce pas dans l'ordre des choses ? A l'heure actuelle, les collectivités agricoles possèdent une superficie d'un peu plus de deux millions d'hectares. A la fin du plan quinquennal, elles détiendront une superficie de plus de 25 millions d'hectares. Aux dépens de qui augmentera la superficie des collectivités agricoles ? Aux dépens des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens. Il ne saurait en être autrement. Par quelle autre méthode faire passer les exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens à la collectivisation ? N'est-il pas clair que dans toute une série de rayons la superficie ensemencée collective s'accroîtra aux dépens de celle des exploitations individuelles ? Il est étonnant qu'il se trouve des gens pour ne pas comprendre ces vérités, pourtant si simples.

9. Sur les stockages du blé

On a dit ici un tas de sottises sur nos difficultés de stockage du blé. Mais on a négligé les principales circonstances de ces difficultés. On a oublié, tout d'abord, que cette année la récolte globale de froment et de seigle a été de 5 à 600 millions de pouds inférieure à celle de l'année passée. Cela devait tout naturellement avoir une répercussion sur nos stockages. Peut-on en rendre responsable la politique du Comité central ? Non, la politique du C.C. n'y est pour rien. Cette récolte déficitaire s'explique par les gelées et la sécheresse dans la région des steppes d'Ukraine, par la mauvaise récolte partielle dans le Caucase du Nord, dans la Région centrale des Terres noires, et enfin dans la région du Nord-Ouest. Voilà la principale raison pour laquelle, au 1^{er} avril de l'an passé, nous avons réussi à stocker en Ukraine 200 millions de pouds (seigle et froment), alors que cette année, à la même date, nous en avons seulement 26 à 27 millions de pouds. C'est ce qui explique encore pourquoi, cette année, nos stockages dans la Région centrale des Terres noires, sont huit fois moins forts que ceux de l'année passée et quatre fois moins forts dans le Caucase du Nord. Par contre, dans certains rayons, à l'Est, les stockages se sont accrus presque au double de l'année passée. Mais ils n'ont pu, bien entendu, compenser notre déficit en blé en Ukraine, au Caucase du Nord, et dans la Région centrale des Terres noires. Il faut se rappeler que dans les conditions normales, l'Ukraine et le Caucase du Nord fournissent plus de la moitié, voire même les deux tiers du stockage de blé en U.R.S.S. N'est-il pas surprenant que Rykov ait négligé cette circonstance ?

Voici un autre facteur principal de nos difficultés de stockage du blé. C'est la résistance des koulaks et des éléments aisés de la campagne à la politique du gouvernement soviétique. Rykov a négligé ce facteur. Mais ce faisant, il a passé sous silence l'essentiel. L'expérience de ces deux dernières années atteste que les couches rurales aisées qui détiennent des excédents considérables de céréales jouent au marché un rôle prédominant ; qu'elles ne veulent pas nous livrer volontairement les quantités nécessaires de blé aux prix établis par le gouvernement soviétique. Pour approvisionner en céréales les villes et les centres industriels, l'Armée rouge et les rayons à cultures techniques, il nous en faut près de 500 millions de pouds par an. Nous obtenons, à titre volontaire et sans pression aucune, 300 à 350 millions de pouds de blé. Pour les 150 millions de pouds restants, nous sommes obligés d'exercer une pression organisée sur les koulaks et les éléments ruraux aisés.

Telle est la leçon qui se dégage des deux dernières années, en matière de stockage des céréales.

Que s'est-il passé depuis deux ans ? D'où viennent tous ces changements ? Pourquoi les livraisons volontaires étaient-elles suffisantes précédemment et ne le sont-elles plus aujourd'hui ? Voici ce qui s'est produit : les koulaks et les éléments ruraux aisés se sont renforcés au cours de ces années, ils ont profité des bonnes récoltes qui se sont succédées pour affermir leur économie, ramasser des capitaux ; or, maintenant, ils ont la possibilité de manœuvrer sur le marché, en gardant les excédents de céréales dans l'attente d'une hausse de prix et en « se retournant » sur les autres cultures. Le blé n'est pas qu'une simple marchandise. Le blé n'est pas du coton que l'on ne peut manger ni vendre au premier venu. A la

différence du coton, le blé est, de nos jours, une marchandise que tout le monde achète et dont nul ne saurait se passer. Or, le koulak spéculé là-dessus : il garde le blé, contaminant ainsi par son exemple tous les autres détenteurs de céréales. Le koulak sait que le blé est la plus précieuse valeur au marché des changes. Il sait que les excédents de blé sont non seulement un moyen de s'enrichir, mais aussi un moyen de s'asservir le paysan pauvre. Dans les conditions actuelles, les excédents de céréales entre les mains des koulaks servent à leur renforcement économique et politique. C'est pourquoi, en nous faisant livrer ces excédents de blé par les koulaks, nous aidons d'abord à l'approvisionnement des villes et de l'Armée rouge, et nous détruisons ensuite le renforcement économique et politique des koulaks.

Que faire pour nous procurer ces excédents de blé ? Il faut d'abord liquider comme nuisible et dangereuse la théorie des « livraisons volontaires ». Il faut *organiser* les stockages de blé. Il faut mobiliser les paysans pauvres et moyens contre les koulaks et organiser leur appui collectif aux dispositions des Soviets tendant à renforcer le stockage. La méthode adoptée en Sibérie et dans l'Oural, méthode qui consiste en ce que les paysans fixent *eux-mêmes* la quantité de blé à fournir, à ceci de bon qu'elle permet de mobiliser les couches rurales laborieuses contre les koulaks, pour faciliter les stockages. L'expérience a montré que cette méthode aboutit à des résultats positifs. Elle a montré aussi que ces résultats positifs s'obtiennent, chez nous, dans deux directions : d'abord nous nous faisons livrer les excédents de blé par les couches aisées de la campagne, en facilitant ainsi l'approvisionnement du pays ; et puis, nous mobilisons les paysans pauvres et moyens contre les koulaks, nous les éduquons politiquement et en formons une imposante armée politique dans la campagne. Cette circonstance échappe à certains camarades. Or, elle constitue une des acquisitions les plus importantes, sinon la plus importante, de la méthode de stockage pratiquée dans l'Oural et en Sibérie. Il est vrai que cette méthode est parfois suivie de mesures extraordinaires contre les koulaks, ce qui a le don de provoquer les doléances comiques de Rykov et de Boukharine. Mais quel mal y a-t-il à cela ? Pourquoi n'appliquerions-nous pas, dans certaines conditions, des mesures extraordinaires contre l'ennemi de classe, les koulaks ? Pourquoi, dans les villes, est-il permis d'arrêter des centaines de spéculateurs et de les déporter dans la région de Touronskhansk, et pourquoi serait-il interdit d'appliquer aux koulaks qui essaient de prendre à la gorge le gouvernement soviétique et d'asservir les paysans pauvres, des mesures de coercition sociale, pour leur faire livrer leurs excédents de blé, aux prix auxquels les paysans pauvres et moyens livrent les leurs aux organismes de stockage ? A quoi cela tient-il ? Notre parti s'est-il jamais prononcé, *en principe*, contre l'application de mesures extraordinaires aux koulaks ? Boukharine et Rykov sont visiblement *en principe* contre l'application de mesures extraordinaires envers les koulaks. Mais, n'est-ce pas là une politique bourgeoise libérale, et non marxiste ? Vous ne pouvez ignorer que Lénine, sitôt introduite la Nep, s'est prononcé même pour le retour à la politique des comités de paysans pauvres, toutes proportions gardées, bien entendu. Or, comparée à la politique des comités de paysans pauvres l'application partielle de mesures extraordinaires contre les koulaks n'est que de la petite bière.

Les partisans du groupe Boukharine espèrent faire accepter à notre ennemi de classe la nécessité de nous livrer volontairement ses excédents de blé et de renoncer, de plein gré, à ses propres intérêts. Ils espèrent que le koulak dont la situation s'est consolidée, qui a maintenant la possibilité de se rattraper sur d'autres cultures et qui cache ses excédents de blé, — ils espèrent que ce koulak acceptera de livrer son blé spontanément aux prix fixés par l'Etat. Seraient-ils devenus fous ? N'est-il pas évident qu'ils ne se rendent pas compte du mécanisme de la lutte de classe, qu'ils ne savent pas ce que sont les classes ? Savent-ils, au moins, que les koulaks se moquent de nos agents et du régime soviétique, dans les réunions rurales convoquées en vue de faciliter les stockages en blé ? Savent-ils, par exemple que, dans le Kasakstan, un de nos agitateurs a parlé deux heures durant pour faire comprendre à l'assistance la nécessité de livrer à l'Etat le blé nécessaire à l'approvisionnement du pays, et qu'à la fin un koulak a pris la parole, la pipe aux dents, pour déclarer : « Danse voir un peu, mon gars, alors peut-être je te donnerai un ou deux pouds de blé ».

Des voix. — *Ah, les crapules !*

Staline. — Allez donc discuter avec ces gens-là! Non, les classes sont les classes. Cette vérité reste entière. La méthode employée dans l'Oural et en Sibérie a ceci de bon qu'elle permet plus facilement de dresser les paysans pauvres et moyens contre les koulaks, qu'elle permet de briser plus facilement la résistance de ces derniers et de les acculer à livrer à l'Etat leurs excédents de blé.

A l'heure actuelle, le mot à la mode, dans les milieux de la nouvelle opposition, dans le groupe Boukharine, est celui des « exagérations » commises dans les stockages.

Ce mot est devenu chez eux la marchandise la plus courante parce qu'il leur permet de masquer leur propre ligne politique. Lorsqu'ils tiennent à camoufler leur attitude, ils disent d'ordinaire: Certes, nous ne sommes pas contre la pression à exercer sur les koulaks ; mais nous ne voulons pas forcer la note dans ce domaine et porter atteinte aux intérêts des paysans moyens. Ensuite, vient le récit des conséquences « terribles » que comporte le fait de vouloir « exagérer », ils donnent lecture de lettres de « paysans », de lettres effrayées émanant de camarades tels que le camarade Markov, et ils tirent la conclusion : Il faut renoncer à la politique de pression sur les koulaks. Réfléchissez-y bien. La note étant forcée en ce qui concerne l'application de la bonne politique, ne va-t-on pas jusqu'à dire qu'il faut *y renoncer à cette bonne politique* ? Tel est le procédé habituel des opportunistes : la note étant forcée quant à l'application de la ligne juste, il faut supprimer cette ligne et lui substituer une ligne opportuniste. Au surplus, les camarades du groupe Boukharine passent soigneusement sous silence qu'il existe encore une autre manière de forcer la note, plus dangereuse et plus nuisible, à savoir celle tendant à pactiser avec le koulak, à s'adapter aux couches rurales aisées, à substituer à la politique révolutionnaire du Parti la politique opportuniste des droitiers.

Certes, nous sommes tous contre ces excès. Nous n'entendons pas que les coups destinés aux koulaks viennent frapper le paysan moyen. Chose évidente et indéniable. Mais nous n'entendons point non plus que le verbiage pratiqué avec tant de zèle par le groupe Boukharine, au sujet des excès, vienne discréditer la politique révolutionnaire du Parti, et cherche à lui substituer la politique opportuniste. Non, « ça ne prendra pas ».

Nommez-moi une seule mesure politique prise par le Parti et qui ne prête pas à des abus. La conclusion à tirer, c'est qu'il faut combattre ces abus. Mais est-ce une raison pour jeter le discrédit sur toute la ligne du Parti qui est la seule ligne juste? Prenons, à titre d'exemple, la réforme de la journée de 7 heures. Nul doute que c'est une des mesures les plus révolutionnaires que notre parti soit en train de réaliser, depuis quelque temps. Cependant, tout le monde sait que cette réforme, essentiellement révolutionnaire en substance, a donné lieu, dans la pratique, à toute une série d'abus des plus déplorables. Est-ce à dire que nous devons renoncer à appliquer la réforme de la journée de 7 heures ? Les camarades de la nouvelle opposition se rendent-ils bien compte qu'ils se laissent sombrer dans un borbier, en tablant sur les abus qui se produisent lors des stockages ?

IV - Sur la lutte contre la déviation de droite

Nous avons ainsi passé en revue les principaux points de nos désaccords tant dans le domaine de la théorie que dans celui de la politique de l'I.C., et de la politique intérieure de notre parti. Il résulte de tout ce qui précède que la déclaration de Rykov au sujet de la ligne politique *unique* dans notre parti ne correspond pas à la réalité. De ce qui précède, il résulte que nous avons en fait *deux* lignes politiques. La première, c'est la ligne générale, la ligne révolutionnaire léniniste de notre parti. L'autre ligne, est celle du groupe Boukharine. Cette seconde ligne ne s'est pas encore entièrement cristallisée, d'abord, parce que dans le groupe de Boukharine règne une incroyable confusion d'idées, et puis, parce que cette seconde ligne ne jouant qu'un rôle insignifiant dans le Parti, s'efforce de se masquer de façon ou d'autre. Mais elle n'en existe pas moins, et, comme vous l'avez vu, elle se *différencie* de la ligne du Parti en tant qu'elle *s'oppose*, dans presque toutes les questions de notre politique, à la ligne générale. Cette seconde ligne est, au fond, celle de la *déviation de droite*.

Boukharine a parlé ici de l' « exécution civile » de trois membres du Bureau politique que les organisations de notre parti sont en train d'entreprendre, pour employer le propre terme de Boukharine. Il a dit que le Parti avait soumis trois membres du Bureau politique, Boukharine, Rykov et Tomski, à une « exécution civile », en critiquant leurs erreurs dans la presse et dans des réunions, alors que les trois membres du Bureau politique, eux, étaient « réduits » au silence. Ce sont les faussetés émanant d'un communiste qui fait du libéralisme, qui cherche à disloquer le Parti dans sa lutte contre la déviation de droite.

Dès l'instant où Boukharine et ses amis ont sombré dans les erreurs de droite, il s'ensuit que le Parti n'a pas le droit de dénoncer ces erreurs, qu'il doit cesser la lutte contre la déviation de droite, dans l'attente que Boukharine et ses amis daignent abjurer leurs erreurs. Mais n'est-ce pas trop nous demander, Boukharine ! Il s'imagine peut-être que le Parti existe pour lui, et non lui pour le Parti. Mais qui l'oblige au silence, qui le force à se tenir coi, alors que tout le Parti est mobilisé contre la déviation de droite et livre un assaut vigoureux contre les difficultés ? Pourquoi Boukharine et ses proches amis n'interviendraient-ils pas en ce moment pour engager une lutte décisive contre la déviation de droite et les conciliateurs ? Nul doute que le Parti saurait gré à Boukharine et à ses proches amis s'ils venaient à se décider à cet acte, pas trop difficile après tout. Et pourquoi ne se décideraient-ils pas à accomplir ce geste obligatoire pour eux, en fin de compte ? Est-ce parce qu'ils placent les intérêts de leur groupe au-dessus de ceux du Parti et de sa ligne générale ? A qui la faute si, dans la lutte contre la déviation de droite, Boukharine, Rykov et Tomski sont absents ? N'est-il pas évident que les discours sur l'« exécution civile » de trois membres du Bureau politique sont une tentative mal voilée faite par ces trois membres du Bureau politique pour réduire le Parti au silence et l'obliger à arrêter la lutte contre la déviation de droite ?

La lutte contre la déviation de droite n'est pas une tâche secondaire ; elle est une des tâches décisives de notre parti. Si nous tolérons dans notre milieu, dans notre parti, dans le Quartier Général politique du prolétariat, qui dirige le mouvement et conduit en avant le prolétariat, — si nous tolérons dans ce Quartier Général *la libre existence et le libre jeu des déviations de droite*, qui s'efforcent de démobiliser le Parti, de décomposer la classe ouvrière, d'adapter notre politique aux goûts de la bourgeoisie « soviétique » et de capituler devant les difficultés de notre édification, — si nous tolérons tout cela, où cela nous mènera-t-il ? Cela ne reviendra-t-il pas à dire que nous voulons freiner notre révolution, désagréger notre édification socialiste, fuir les difficultés, rendre nos positions aux éléments capitalistes ? Le groupe de Boukharine se rend-il compte que renoncer à combattre la déviation de droite équivaut à *trahir* la classe ouvrière, à *trahir* la révolution. Le groupe de Boukharine se rend-il compte que sans triompher de la déviation de droite et des conciliateurs, il nous sera impossible de vaincre les difficultés qui s'amoncellent sur notre chemin, que sans avoir surmonté ces difficultés nous ne pouvons réaliser des succès plus ou moins sérieux dans le domaine de l'édification socialiste ? Que valent après tout cela, les propos sur l' « exécution civile » de trois membres du Bureau politique ?

Non, camarades, vous ne réussirez pas à faire peur au Parti par des bavardages libéraux sur l' « exécution civile ». Le Parti vous engage à mener le combat décisif contre la déviation de droite et les conciliateurs, conjointement avec les autres membres du Comité central de notre parti. Il vous demande ce geste afin de faciliter la mobilisation de la classe ouvrière, d'organiser l'offensive du socialisme sur tout le front, de briser la résistance des classes ennemies et d'assurer notre triomphe sur les difficultés de notre édification socialiste. Ou vous accomplirez le geste que le Parti vous demande, et le Parti vous en saura gré ; ou vous vous déroberez à ce geste, et alors prenez-vous-en à vous-mêmes.

Les fractions de droite dans le P. C. des États-Unis d'Amérique

Discours prononcé à la Commission américaine du Présidium du C.E. de l'I.C., le 6 mai 1929

On a prononcé ici pas mal de discours et la position politique des deux groupes du P.C. des États-Unis d'Amérique est suffisamment éclaircie. C'est pourquoi je ne m'arrêterai pas longuement sur la position politique des chefs de la majorité et de la minorité. Je ne m'y arrêterai pas parce que, comme on a pu s'en persuader au cours des débats, les deux groupes commettent la même erreur fondamentale en exagérant le caractère spécifique du capitalisme américain. Vous n'ignorez pas que cette exagération est à la base de toutes les erreurs opportunistes, tant de celles de la majorité que de celles de la minorité. Certes, on aurait tort de ne pas tenir compte des particularités spécifiques du capitalisme américain. Dans son activité, le Parti communiste doit s'en inspirer. Mais on aurait plus tort encore de vouloir baser l'activité du Parti communiste sur ces particularités spécifiques, car tout parti communiste, y compris celui d'Amérique, doit baser son action sur les traits généraux du capitalisme, qui en substance sont les mêmes dans tous les pays, et non sur les traits spécifiques du capitalisme du pays donné. C'est là que réside l'internationalisme des partis communistes. Les traits spécifiques ne sont que le complément des traits généraux. L'erreur de ces deux groupes est d'outrer l'importance des traits spécifiques du capitalisme américain et d'oublier ainsi les traits fondamentaux du capitalisme américain, inhérents à tout le capitalisme mondial. Aussi, y a-t-il incontestablement une part de vrai dans les accusations que les chefs de la majorité et de la minorité se lancent l'un à l'autre et qui tendent à s'attribuer mutuellement des éléments de déviation de droite. On ne saurait nier que la réalité américaine offre un terrain propice au Parti communiste pour tomber dans l'erreur et pour s'exagérer la force et la solidité du capitalisme américain. C'est ce *terrain*, ce milieu qui poussent nos camarades américains, tant ceux de la majorité que ceux de la minorité, à des erreurs de l'espèce de la déviation de droite. C'est ce milieu qui est la raison pour laquelle tantôt l'une, tantôt l'autre fraction du Parti communiste d'Amérique n'aperçoit pas, dans une mesure ou dans une autre, le réformisme en Amérique ; mésestime la radicalisation de la classe ouvrière et, en général, est enclin à regarder le capitalisme américain comme un phénomène en dehors et au-dessus du capitalisme mondial. C'est là l'origine de l'inconsistance de principes de l'une et de l'autre des fractions du P.C. d'Amérique.

Après ces observations générales, je passe aux questions politiques pratiques.

Quels sont les défauts essentiels des chefs de la majorité et de la minorité ?

D'abord en ce que — cela est surtout vrai pour les chefs de la majorité — dans leur action quotidienne ils s'inspirent des *considérations de fraction*, en abandonnant toute *considération de principe*, et qu'ils placent les intérêts de leur fraction au-dessus de ceux du Parti.

En second lieu en ce que, cela est encore plus vrai pour la fraction des majoritaires, ils sont tellement contaminés par l'esprit de fraction que, dans leurs rapports avec l'Internationale communiste, ils mettent non le principe de la confiance, mais une *politique* de diplomatie pourrie, une *politique de jeu diplomatique*.

Voici quelques exemples. Examinons le simple fait que voici : les chefs de la majorité aussi bien que ceux de la minorité spéculent sur les désaccords au sein du P.C. de l'Union soviétique. Vous n'ignorez pas que l'une et l'autre des fractions du Parti communiste d'Amérique font valoir à l'envi, en rivalisant d'ardeur, les divergences tant réelles qu'imaginaires dans le Parti communiste de l'Union soviétique. *Pourquoi ce sport ?* Est-il utile au Parti communiste américain ? Nullement. Elles le font pour procurer un avantage à leur fraction et pour porter *préjudice* à la fraction adverse. Foster et Bittelmann ne voient pas de mal à se proclamer « staliniens » pour illustrer ainsi leur attachement au P.C. de l'U.R.S.S. Mais c'est tout simplement inconvenant, chers camarades. Ignorez-vous donc qu'il n'existe pas et qu'il ne doit pas exister de « staliniens » ? Pourquoi la minorité se laisse-t-elle aller à cette

inconvenance ? Pour s'attaquer à la fraction majoritaire, à celle du camarade Lovestone, pour montrer que cette dernière est contre le P.C. de l'U.R.S.S. et, par suite, contre le noyau fondamental de l'I.C. Bien entendu, cela est faux et pas sérieux. Mais la minorité s'en lave les mains, son principal objectif étant de dénigrer, de vilipender la majorité dans l'intérêt de la minorité.

Voyons maintenant ce qu'il en est de la fraction Lovestone. Peut-être sa conduite est-elle plus convenable que celle de la minorité ? Malheureusement non. Je dois constater à regret que sa conduite est bien plus inconvenante que celle de la minorité. Je vous en fais juges. La fraction Foster, pour prouver son attachement au P.C. de l'U.R.S.S., se proclame « stalinienne ». Lovestone croit que cela atteint la réputation de sa propre fraction. Et pour ne pas être en reste avec les autres, la fraction Lovestone effectue brusquement un bond « vertigineux » et fait adopter au congrès du P.C. américain une résolution tendant à écarter Boukharine de l'I.C. Nous assistons ainsi à un jeu d'émulation : c'est à qui fera mieux. La lutte idéologique est ainsi remplacée par une spéculation sur les désaccords au sein du P.C. de l'Union soviétique, d'où la question des principes est entièrement exclue.

Voilà le résultat d'une politique qui met les intérêts de la fraction au-dessus de ceux du Parti.

Autre exemple : l'affaire Pepper. Vous connaissez tous plus ou moins l'histoire de cette affaire. L'I.C. demanda à deux reprises le rappel du camarade Pepper à Moscou. Le Comité central du P.C. américain en faisant acte de résistance, a transgressé une série de décisions du C.E. de l'I.C. concernant Pepper. La majorité du P.C. américain témoigna ainsi son affinité avec Pepper dont les flottements opportunistes sont connus de tous. Enfin, une délégation du C.E. de l'I.C. vient assister au congrès du Parti communiste d'Amérique et demande de nouveau, au nom du C.E. de l'I.C. le rappel immédiat de Pepper. La majorité, ayant à la tête Lovestone et Gitlow, résiste à nouveau à la décision du Comité exécutif de l'I.C. La fraction Foster utilise cette affaire contre la fraction Lovestone et affirme que la majorité du P.C. américain est contre l'I.C. La fraction Lovestone se rend compte enfin qu'elle peut perdre en prestige avec ce coup, en s'opposant à l'I.C. Aussi, accomplit-elle encore un bond « vertigineux » et elle exclut du Parti le camarade Pepper, ce même Pepper que, hier encore, elle défendait contre l'I.C. Nous assistons donc de nouveau à un concours d'émulation. Comment se fait-il que la majorité ait fait résistance et se soit refusée à appliquer la décision de l'I.C. au sujet de Pepper. Ce n'était certes pas dans l'intérêt du Parti. Cela s'explique uniquement par les intérêts de fraction de majoritaires. Comment se fait-il que la majorité a brusquement changé d'attitude et exclu du Parti Pepper ? Est-ce dans l'intérêt du Parti ? Non, bien entendu. Cela s'explique uniquement par les intérêts de la fraction Lovestone, qui ne voulait pas donner un atout de plus à sa rivale, la fraction adverse de Foster et Bittelman. Les intérêts de fraction au-dessus de tout.

La fraction Foster, pour prouver son attachement au P.C. de l'U.R.S.S., se déclare « stalinienne ». Fort bien. Or, les lovestoniens vont plus loin et demandent l'exclusion de Boukharine de l'I.C. « Que la fraction Foster essaie de nous devancer ! Que l'on sache à Moscou que nous autres, Américains, savons bien jouer à la Bourse. »

La fraction Foster désire montrer son penchant pour l'I.C. et fait appliquer la décision de celle-ci sur le rappel de Pepper. Aussitôt après, la fraction Lovestone, pour ne pas être en reste, demande l'exclusion de Pepper du Parti. « Que les gens à Foster essayent donc de nous rattraper. Il faut que l'on sache à Moscou que nous autres Américains savons jouer à la Bourse ».

Tels sont les fruits du fractionnisme de la majorité et de la minorité.

Seulement, l'I.C. n'est pas une Bourse. Elle est le sanctuaire de la classe ouvrière. Voilà pourquoi on ne doit pas confondre l'I.C. avec la Bourse. Ou bien nous sommes des léninistes, et nos rapports mutuels ainsi que les rapports des sections envers l'I.C. et inversement doivent être empreints de confiance réciproque, doivent être purs et transparents comme cristal, — et alors il ne doit pas y avoir dans nos rangs de jeu diplomatique pourri ; ou bien nous ne sommes pas des léninistes, — et alors nos

rapports offrent un vaste champ à la diplomatie pourrie et à la lutte de fraction non idéologique. De deux choses l'une. Il faut choisir, camarades.

Pour vous montrer comment des mœurs communistes pures sont déformées et traînées dans la boue au cours des batailles de fraction, j'évoquerai, à titre d'exemple, mon entretien avec Foster et Lovestone. J'ai en vue l'entretien que j'eus avec ces camarades lors du VI^e congrès. A noter que, dans des lettres à des amis, Foster représente notre entretien comme je ne sais quoi de mystérieux dont on ne doit pas parler à haute voix. A noter également que, en dressant un réquisitoire contre Foster, Lovestone, invoque, à propos de cet entretien, une conversation qu'il eut avec moi et se vante de savoir, mieux que Foster, garder le secret, en affirmant que pour rien au monde il n'accepterait de divulguer le sujet de notre conversation. D'où vient ce mystère et à qui doit-il profiter ? Qu'y a-t-il donc eu de mystérieux dans mon entretien avec Foster et Lovestone ? A entendre ces camarades, on pourrait croire, que je les ai entretenus de choses dont il est honteux de parler ici. N'est-ce pas absurde ? A quoi bon jouer au mystère. Ne sait-on pas qu'à tout moment je suis prêt à répéter aux camarades le sujet de mon entretien avec Foster et Lovestone ? Que deviendra alors ce fameux mystère que Foster et Lovestone propagent ici avec tant de zèle ?

Savez-vous de quoi j'ai parlé à Foster ? Il se plaignait à moi de l'esprit de fraction et du manque de principes du groupe Lovestone. Savez-vous ce que je lui répondis ? Je reconnus l'existence de ces péchés dans la fraction Lovestone, mais j'ajoutai aussitôt que la fraction Foster n'en était pas exempte non plus. Fort de notre entretien, Foster tire cette conclusion étrange que je sympathise avec la fraction minoritaire. Mais a-t-il des raisons de tirer cette conclusion ? A-t-il des raisons de prétendre que je sympathise avec elle ? N'est-il pas évident que Foster prend ici ses propres désirs pour la réalité ?

Savez-vous ce que me dit Lovestone ? Il m'a dit que la fraction Foster et Bittelmann n'était bonne à rien. Savez-vous ce que je lui répondis ? Je lui dis que les deux fractions présentaient des défauts essentiels et lui conseillai de faire le nécessaire pour liquider cet esprit de fraction. C'est tout.

Qu'y a-t-il là de mystérieux dont on ne doit pas parler à haute voix ? N'est-il pas bizarre que les camarades de la majorité et de la minorité fassent mystère de ces faits simples et clairs ? Mystère susceptible de provoquer le sourire de gens raisonnables. Il est évident que cette mystification n'aurait pu avoir lieu sans cette atmosphère de fraction qui empoisonne la vie du P.C. américain et entache les pures et simples mœurs communistes.

Voici, d'ailleurs, un autre fait. J'ai eu *ces jours-ci* un entretien avec Lovestone. A noter qu'au sujet de cet entretien Lovestone fait circuler des bruits ineptes qui entourent cet entretien d'une ombre de mystère. Quel penchant incompréhensible pour les « choses mystérieuses... » Notre entretien de ces jours-ci roulait sur son rappel d'Amérique et sur la nécessité pour le Présidium du C.E. de l'I.C. de retirer cette décision. Il se faisait fort de mettre en application la résolution éventuelle de l'I.C. à condition qu'elle ne soit pas dirigée contre les chefs de la majorité du P.C. américain ; il promettait d'être un soldat fidèle de l'I.C. et demandait qu'on le mît à l'épreuve en le chargeant d'une mission; il assurait ne briguer dans le P.C. américain aucun poste élevé, n'ambitionner qu'une chose: être mis à l'épreuve pour pouvoir démontrer son attachement à l'I.C., Je lui répondis que depuis trois ans déjà l'I.C. faisait des expériences pour éprouver sa fidélité, mais que ces expériences n'ont abouti à rien de positif. Je répondis que le P.C. américain et l'I.C. avaient avantage à laisser

Lovestone et Bittelmann pour un certain laps de temps à Moscou. Je répondis que cette façon d'agir de l'I.C. était le moyen le plus sûr de guérir le P.C. américain de l'esprit de fraction et de le sauver de la décomposition. Je lui répondis que tout en professant cette opinion j'acceptai de soumettre sa proposition aux camarades russes et de lui faire connaître l'avis de ces derniers à ce sujet.

Je crois que c'est bien clair. Or, Lovestone essaie de nouveau de faire un mystère de ces choses simples et claires, en répandant, au sujet de notre entretien, des bruits absurdes.

Il est évident que cette mystification n'aurait pas pu se produire et les faits simples se transformer en légendes mystérieuses si, dans le Parti communiste d'Amérique, on ne mettait les intérêts de fraction au-dessus de ceux du Parti, la diplomatie au-dessus des intérêts de l'I.C.

Pour liquider toutes ces anomalies et orienter le P.C. américain dans la voie léniniste, il faut, avant tout, en finir avec l'esprit de fraction dans ce parti.

Telle est la conclusion qui s'impose à la suite des faits ci-dessus exposés.

La solution ?

Foster nous en a signalé une. Il propose de remettre la direction à la minorité. Pourrait-on tomber d'accord sur cette proposition ? Il est évident que non. La délégation du C.E. de l'I.C. a commis une faute, en ne se désolidarisant pas *aussi nettement* de la minorité qu'elle s'était désolidarisée de la majorité. Il serait fâcheux que la commission du Présidium recommençât cette faute de la délégation du Comité exécutif de l'Internationale communiste. J'estime que dans son projet de résolution la commission du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste doit désapprouver aussi bien les erreurs de la majorité que celles de la minorité. Et c'est justement pour cela qu'elle ne saurait proposer de transmettre la direction à la minorité. Par conséquent, la proposition Foster avec toutes les conséquences qui en découlent tombent d'elles-mêmes.

La délégation américaine a proposé une autre solution, diamétralement opposée à celle de Foster. La proposition de la délégation américaine comporte, on le sait, dix points. Le contenu de cette proposition se réduit en substance à réhabiliter intégralement les chefs de la majorité, à approuver le travail de fraction de la majorité, à faire rapporter la décision du Présidium du C.E. de l'I.C. sur le rappel de Lovestone et à ratifier ainsi l'étranglement de la minorité. Cette solution est-elle acceptable ? Non, évidemment. Ce serait non liquider l'esprit de fraction, mais l'ériger en principe.

Où donc chercher la solution ?

La voici :

1. Approuver dans ses grandes lignes l'activité et les propositions suggérées par la délégation du Comité exécutif de l'I.C., en en éliminant les articles se rapprochant des propositions Foster.
2. Envoyer au nom du C.E. de l'I.C. une lettre ouverte aux membres du P.C. américain exposant les erreurs des deux fractions du Parti et insistant sur la nécessité de liquider tout esprit de fraction.
3. Condamner l'activité des chefs majoritaires au congrès du P.C. d'Amérique et, en particulier, dans le cas Pepper.
4. Liquider l'état de choses actuel dans le Parti communiste d'Amérique, où le travail positif, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, la question des salaires, de la journée de travail, de l'action syndicale, de la lutte contre le réformisme, de la lutte contre la déviation de droite, — où toutes ces questions restent dans l'ombre et sont remplacées par des questions mesquines de lutte entre la fraction de Lovestone et celle de Foster.
5. Rénover le Secrétariat du C.C. du P.C. américain, en y mettant des militants susceptibles de reconnaître, en dehors de la lutte des fractions, la lutte de la classe ouvrière contre la classe des capitalistes, capables de placer les intérêts du Parti et de son unité au-dessus de ceux des fractions et de leurs chefs.
6. Rappeler Lovestone et Bittelman, en les mettant à la disposition de l'I.C., afin de faire comprendre aux militants du P.C. américain que l'I.C. prend sérieusement en mains la lutte contre les fractions.

Telle est, à mon avis, la bonne solution.

Deux mots sur les tâches et la mission du P.C. américain. Je pense, camarades, que le P.C. américain est un des rares partis communistes du monde chargés par l'histoire de tâches décisives du point de vue du mouvement révolutionnaire mondial. Vous connaissez tous la force et la puissance du capitalisme américain. Bien des gens s'imaginent aujourd'hui que la crise générale du capitalisme mondial n'atteindra pas l'Amérique. Cette opinion est fautive, bien entendu. Cela est entièrement faux, camarades. La crise du capitalisme mondial se développe à une allure rapide et elle ne peut pas ne pas atteindre l'Amérique. Les trois millions de chômeurs enregistrés à ce jour en Amérique sont le premier indice de la crise qui se prépare en Amérique. L'exacerbation des antagonismes entre l'Amérique et l'Angleterre, la lutte pour les débouchés et les matières premières et, enfin, la croissance formidable des armements, — tels sont les symptômes qui, en second lieu, témoignent de l'approche d'une crise. Je crois que le jour n'est pas loin où la crise révolutionnaire éclatera en Amérique. Ce sera le commencement de la fin du capitalisme mondial.

Il faut que le P.C. américain soit préparé sous tous les rapports pour cette époque historique et puisse se mettre à la tête des batailles de classe futures en Amérique. Vous devez vous y préparer, camarades, de toutes vos forces et par tous les moyens. A cet effet, il faut améliorer et bolchéviser le Parti communiste d'Amérique. A cet effet, il faut travailler à liquider tout esprit de fraction et toute déviation dans ce parti. A cet effet, il faut travailler au rétablissement de l'unité dans le P.C. américain. A cet effet, il faut forger des cadres de chefs prolétariens réellement révolutionnaires, capables de conduire les millions de travailleurs américains aux combats révolutionnaires de classe. A cet effet, il faut abandonner toute considération personnelle et de fraction, mettre au premier plan l'éducation révolutionnaire de la classe ouvrière américaine.

Voilà pourquoi, je pense que vous vous devez d'examiner avec tout le sérieux qu'elles comportent les propositions que vous soumet la commission du Présidium du C.E. de l'I.C., propositions tendant à assainir le P.C. américain, à y supprimer les fractions, à y réaliser l'unité, à raffermir le Parti et à le bolchéviser.

Premier discours prononcé au Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur la question américaine, le 14 mai 1929

Nous sommes placés en ce moment devant un fait exceptionnel qui mérite de retenir notre très sérieuse attention. Il y a un mois déjà que la délégation américaine est arrivée à Moscou. Depuis un mois nous étudions conjointement avec elle les questions brûlantes touchant le P.C. américain et recherchons les solutions propres à remédier à la situation. Chacun des membres de la délégation a eu la possibilité d'user de son droit de prendre la parole et de critiquer les camarades d'opinion adverse. Vous n'ignorez pas que ce droit a été utilisé par eux intégralement, sans que le moindre empêchement ait été apporté par le Comité exécutif de l'Internationale communiste. Vous savez que Lovestone avait demandé que les camarades russes se prononcent *obligatoirement*. Vous n'ignorez pas que les camarades russes se sont déjà prononcés sur le fond de la question. Par conséquent, la commission a rempli toutes les conditions nécessaires pour trouver une solution et mener les choses à bonne fin.

Mais au lieu de réfléchir sérieusement à la question et se décider à abandonner tout esprit de fraction, les membres de la délégation américaine nous offrent le spectacle d'une nouvelle explosion de l'esprit de fraction et nous font assister à de nouvelles tentatives de saboter l'unité du Parti communiste d'Amérique. Il y a quelques jours, nous n'étions pas encore en possession du projet de résolution de l'Internationale communiste sur la question américaine. Nous n'avions qu'une ébauche des grandes lignes de la résolution sur cette question, tendant à liquider les fractions. Et au lieu d'attendre la publication du projet de résolution, la délégation américaine, sans dire mot, le 9 mai, y est allée, d'une déclaration archi-fractionnelle et hostile au Parti. Vous savez avec combien d'hostilité cette déclaration fut accueillie par les membres de la commission du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Vous savez aussi que la commission n'a pas laissé pierre sur pierre de cette déclaration. On était fondé à croire que la délégation américaine se raviserait et redresserait ses fautes. Or, ce fut le contraire qui arriva. Dès que le projet de résolution de la commission parut et fut distribué à tous les

membres du Présidium du C.E. et de la délégation américaine, celle-ci publia le 14 mai une nouvelle déclaration encore *plus pénétrée d'esprit de fraction* et plus opposée encore à la discipline du Parti que la déclaration du 9 mai. Vous avez certainement connaissance de cette déclaration. Le camarade Gitlov en a donné lecture pendant son discours. Le trait fondamental de cette déclaration est qu'elle proclame le principe de la *non-soumission* aux décisions du Présidium du C.E. de l'I.C. Ce qui prouve que l'extrême esprit de fraction des chefs majoritaires les a poussés dans la voie de l'insoumission, par conséquent de la lutte contre l'I.C.

On ne saurait refuser aux camarades américains, comme du reste à tous les autres communistes, le droit absolu de ne pas être d'accord avec le projet de la commission, le droit de combattre ce projet. Et tant qu'ils se bornent à user de leur bon droit, il n'y a là et il ne peut y avoir rien de répréhensible. Par malheur, la déclaration du 14 mai ne s'arrête pas là. Elle va plus loin et proclame que la lutte doit se poursuivre même après que le projet sera devenu résolution du Présidium du C.E. de l'I.C. C'est pourquoi nous croyons de notre devoir de poser carrément aux membres de la délégation américaine la question de savoir s'ils s'estiment tenus à se soumettre à cette résolution, à supposer que le projet devienne une décision obligatoire. Nous avons débattu dans la commission pendant tout un mois, nous eûmes une série de discussions qui nous prirent énormément de temps, que nous aurions pu employer plus utilement. A l'heure actuelle, la période des discussions étant close, nous sommes à la veille de l'adoption de la résolution qui sera obligatoire pour tous les membres de l'I.C. Je demande : les membres de la délégation américaine en leur qualité de communistes et de léninistes, admettent-ils l'insoumission à la décision du Présidium du C.E. de l'I.C. sur la question américaine ?

C'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

Permettez-moi maintenant d'aborder l'analyse de cette déclaration.

Cette déclaration datée du 14 mai est conçue d'une façon assez rusée. Je ne doute point qu'elle ne soit l'œuvre d'un juriste rompu aux subtilités de la procédure, d'un avocat retors. Jugez-en vous-mêmes. D'une part, la déclaration affirme la loyauté totale envers l'I.C., la fidélité indéfectible de ses signataires à l'I.C., non seulement dans le passé, mais aussi dans le présent et dans l'avenir. Tout cela est fort bien, à moins que ce ne soit une promesse en l'air. D'autre part, la déclaration dit que ses auteurs ne sauraient assumer la responsabilité de la mise à exécution de la résolution du Présidium du C.E. de l'I.C. Voici textuellement ce passage de la déclaration :

Nous avons des raisons très solides de ne pas accepter ce nouveau projet de lettre et de ne pas assumer la responsabilité de la mise à exécution de cette lettre devant les masses du Parti, de désapprouver le préjudice imminent et irréparable que l'adoption de ce nouveau projet ne manquera pas de causer à notre parti.

Vous le voyez bien : d'une part, loyauté complète ; de l'autre, refus de mettre à exécution la décision de l'I.C. Et tout cela s'appelle de la fidélité à l'I.C. Voilà de la vraie rouerie d'avocassier. En vérité, est-il croyable qu'un communiste, un véritable communiste proclame d'une part, sa loyauté envers l'I.C. et, de l'autre, refuse d'assumer la responsabilité de la mise à exécution des résolutions de l'I.C. ? Est-ce là de la loyauté ? A quoi sert cette hypocrisie, ce tour de pharisien ? N'est-il pas évident que les grands mots sur la loyauté et la fidélité à l'I.C. n'ont été mis en œuvre par Lovestone que pour duper les « masses du Parti » ?

Cela fait penser, sans qu'on le veuille, à l'inoubliable Chamberlain qui, d'une part, s'affirme pour la paix, pour la réduction des armements, et, de l'autre, prend toutes les mesures pour que les armements et les préparatifs à la guerre se poursuivent activement. Chamberlain a besoin du battage autour de la paix pour camoufler les préparatifs d'une nouvelle guerre. Lovestone a besoin de phrases grandiloquentes sur la loyauté et l'attachement à l'I.C., afin de pouvoir dissimuler la préparation de la lutte contre les décisions de l'I.C. Certes, Lovestone n'est pas Chamberlain. Il n'y a entre eux aucune

analogie possible. Mais le fait est que ses «manœuvres » font penser à celles de Chamberlain, et cela devrait lui servir d'avertissement.

Mais la déclaration ne s'en tient pas là! Passant de la défensive à l'offensive, elle proclame la nécessité de lutter contre les décisions du Présidium du C.E. de l'I.C. ; ces décisions étant soi-disant en opposition avec la ligne du VI^e congrès de l'I.C. Elle déclare nettement que ce projet de résolution, que ce projet de lettre ouverte de l'I.C., qui est approuvé unanimement au Présidium — que ce projet « contredit l'esprit et la lettre de la ligne du VI^e congrès » de l'I.C.

La déclaration dit ouvertement que « ce projet apprécie le travail de notre parti [c'est-à-dire du Parti américain] et de sa direction d'une façon qui va à rencontre, dans d'importantes questions, de la ligne et des décisions du VI^e congrès mondial ».

Je ne perdrai pas mon temps à démontrer que ces affirmations de la déclaration constituent une calomnie indigne et mesquine contre l'I.C. et ses organes exécutifs. Il ne vaut pas la peine non plus de s'arrêter à démontrer que ce sont justement les dirigeants actuels de la majorité du P.C. d'Amérique qui violaient et continuent de violer les résolutions fondamentales des congrès de l'I.C. et de ses organes exécutifs sur la liquidation des fractions dans le P.C. américain. Le camarade Kuusinen a établi dans son discours de façon irréfutable que les deux fractions du P.C. américain, notamment celle de la majorité, violaient systématiquement les principales résolutions des congrès de l'I.C. sur la liquidation des fractions et le rétablissement de l'unité — cela à partir de 1925. Il suffit de prendre connaissance des résolutions des congrès de l'I.C. pour se rendre compte que nous avons, en la personne des dirigeants actuels de la majorité, des violateurs incorrigibles de l'esprit et de la lettre des résolutions de l'I.C.

Quant au VI^e congrès de l'I.C., il fait ressortir dans sa résolution sur le P.C. américain que « la tâche la plus importante qui se pose au Parti est de mettre fin à la lutte des fractions, qui ne repose sur aucune divergence de principe plus ou moins sérieuse». Qu'a fait la fraction de Lovestone pour mettre en pratique cette décision du VI^e congrès ? Vous voyez bien vous-mêmes que, jusqu'à présent, elle n'a rien fait dans cet ordre d'idées. En revanche, elle s'est occupée et continue à s'occuper activement à transformer cette décision du VI^e congrès en un chiffon de papier.

Tels sont les faits.

Or, si en dépit de tous ces faits, la déclaration n'en accuse pas moins le Présidium du C.E. de l'I.C. de transgresser « l'esprit et la lettre de la ligne du VI^e congrès », c'est que les auteurs de la déclaration cherchent à *opposer* aux décisions du Présidium du C.E. de l'I.C. la ligne du VI^e congrès, qu'ils violaient et continuent de violer. Mais pourquoi agissent-ils ainsi? Pour combattre les décisions du Présidium du C.E. de l'I.C. *sous le couvert hypocrite du drapeau du VI^e congrès*. En agissant ainsi, les auteurs de la déclaration ont l'air de vouloir dire : Nous autres, fraction Lovestone, sommes pour le VI^e congrès, seulement le projet de lettre ouverte émanant du Présidium du C.E. de l'I.C. est en contradiction avec la ligne du VI^e congrès, c'est pourquoi nous avons le devoir de combattre et nous combattons la décision du Présidium du CE.

Les auteurs de la déclaration s'imaginent sans doute que cette « manœuvre » hypocrite *est un procédé nouveau* dont nous ne parviendrons pas à déchiffrer le sens véritable. Ils se trompent. L'histoire de l'I.C. enseigne que chaque fois que les camarades ont quitté l'Internationale, ils ont recouru toujours à des « manœuvres » semblables. Au moment de sortir de l'Internationale communiste, Zinoviev inaugura son attaque en opposant la ligne de l'I.C. aux décisions de son Comité exécutif. Il s'est servi de cette manœuvre en vue de camoufler sa lutte contre le C.E. de l'I.C. par des propos sur la ligne de cette dernière. Il en fut de même pour Trotski qui, en abandonnant l'Internationale, avait inauguré sa campagne en opposant la ligne de l'I.C. aux décisions de l'Exécutif et de son Présidium. C'est là le chemin battu de l'opportunisme, vieux comme le monde. Il est fâcheux de constater que les auteurs de la déclaration s'étaient laissés glisser sur cette pente.

En opposant l'I.C. à son Comité exécutif, les auteurs de la déclaration poursuivent le même but qu'avaient poursuivi Zinoviev et Trotski : séparer le C.E. de l'I.C. de cette dernière. C'est d'un ridicule achevé ! Les auteurs de la déclaration oublient que ce ne sont pas eux, mais le Comité exécutif et son Présidium qui sont les seuls interprètes des décisions des congrès de l'I.C. Les auteurs de la déclaration sont dans l'erreur s'ils croient que les ouvriers américains croiront plus leurs commentaires que ceux du Présidium de l'Exécutif de l'I.C.

Telle est en substance la déclaration faite par la délégation américaine.

Cette déclaration est donc une plate-forme de *lutte* contre la ligne de l'I.C., au nom de flottements opportunistes, au nom de l'esprit de fraction que rien ne justifie, au nom de la violation de l'unité du P.C. américain.

Passons maintenant au projet de la commission.

Comment a été conçu le projet de la commission soumis actuellement au Présidium du Comité exécutif ? Le projet s'inspire de la défense de la ligne de l'I.C. au sein du P.C. américain, de la bolchévisation du Parti américain, de la lutte contre les déviations de la ligne marxiste et, avant tout, contre la déviation de droite, de l'unité du parti léniniste, enfin et *avant tout* de la liquidation de tout esprit de fraction. Car il est temps, camarades, de comprendre que l'esprit de fraction est le *fléau essentiel* du P.C. américain.

A travers le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, nous, bolcheviks, avons plus d'une fois mené une lutte de fraction contre l'opportunisme. C'était à l'époque où les bolcheviks et les menchéviks se trouvaient *dans le même* parti, où les bolcheviks se voyaient dans l'obligation de se grouper en une fraction distincte afin de saper l'autorité des social-démocrates, d'organiser la scission contre la social-démocratie et de créer un parti communiste à *eux*. A ce moment, l'existence de fractions était utile et nécessaire. Mais aujourd'hui, la situation est tout autre. La situation actuelle est radicalement changée. Aujourd'hui, nous possédons nos propres partis communistes monolithiques, sections de l'I.C. Aujourd'hui, l'existence de fractions est nuisible et dangereuse, puisqu'elle affaiblit le communisme, réduit la force d'assaut du communisme contre le réformisme, mine la lutte du communisme contre le social-démocratisme, dans le mouvement ouvrier. C'est cette différence *radicale* entre le passé et le présent que ne comprennent pas, apparemment, nos camarades américains.

Quel mal causent les fractions dans les rangs du Parti communiste ?

D'abord, elles affaiblissent le sentiment de discipline du Parti, émoussent l'esprit révolutionnaire, aveuglent les militants à tel point que dans leur emportement de fraction, ils placent forcément les intérêts de leur fraction au-dessus de ceux du Parti, au-dessus de ceux de l'I.C., au-dessus de ceux de la classe ouvrière. L'esprit de fraction a souvent pour résultat que les militants, aveuglés par la lutte des fractions, ont tendance à apprécier tous les faits, tous les événements de la vie du Parti non du point de vue des intérêts du Parti et de la classe ouvrière, mais de celui de leur clocher, de leur paroisse fractionnelle.

Lovestone et ses amis ne savaient-ils pas qu'il fallait se tenir à l'écart de Pepper, qu'il fallait s'en désolidariser pour ne pas se compromettre comme révolutionnaires ? Pourquoi ne s'en étaient-ils pas désolidarisés à temps, malgré les nombreux avertissements de l'I.C. ? Parce qu'ils agissaient avant tout comme hommes de fraction. Parce que dans la lutte des fractions, on fait cas de tout: on ramasse jusqu'aux menus éclats de bois, jusqu'aux bouts de corde; un soldat même mauvais, un officier même sans valeur, tout est bon. Parce que dans la lutte des fractions on peut utiliser même des hommes tels que Pepper. Parce que l'aveuglement engendré par l'esprit de fraction les a obligés à mettre les intérêts de leur fraction au-dessus de ceux du Parti.

Le camarade Foster ignorait-il donc qu'il fallait se tenir à l'écart des trotskistes cachés dans sa fraction ? Pourquoi ne s'en est-il pas désolidarisé à temps, en dépit de multiples avertissements ? Parce qu'il agissait avant tout comme homme de fraction. Parce que, dans la lutte fractionnelle contre le groupe Lovestone il comptait utiliser jusqu'aux trotskistes cachés. Parce que l'aveuglement fractionnel émousse dans les gens le sentiment de la discipline et les pousse à ne négliger aucun moyen. Bien entendu, une telle politique est néfaste et incompatible avec les intérêts du Parti. Mais les fractionnistes sont d'ordinaire enclins à oublier les intérêts du Parti pour ceux de leur clocher fractionnel.

En deuxième lieu, les fractions empêchent d'éduquer le Parti dans l'esprit d'une politique ferme, basée sur des principes déterminés. Elles empêchent d'éduquer les cadres dans un esprit révolutionnaire honnête, prolétarien, intègre, exempt de diplomatie pourrie et de combinaisons louches autant qu'injustifiées. Le léninisme enseigne que seule une politique fondée sur des principes déterminés est rationnelle et digne d'être pratiquée. Les partisans des fractions s'imaginent, au contraire, que la diplomatie fractionnelle et les combinaisons fractionnelles *sans principes* sont la seule politique acceptable. C'est pourquoi l'atmosphère de la lutte fractionnelle produit non des hommes politiques ayant des principes fermes, mais des *tripoteurs* fractionnels adroits, d'habiles filous et des *menchéviks* sachant entortiller l'« adversaire » et dissimuler leur franc jeu. Bien entendu, un tel travail « éducatif » des hommes de fraction est en contradiction avec les intérêts essentiels du Parti et de la classe ouvrière. Mais les hommes de fraction n'en ont cure, ils ne connaissent que leur cuisine diplomatique fractionnelle, que leurs intérêts personnels. Aussi, rien d'étonnant à ce que les militants à principes fermes et les révolutionnaires prolétariens honnêtes ne rallient pas les sympathies des hommes de fraction qui, par contre, accordent leur sympathie aux mystificateurs et rusés compères, aux individus sans principes habiles à machiner, dans les coulisses, des combinaisons et à former des blocs d'intérêts. En troisième lieu, les fractions, en relâchant la volonté du Parti vers l'unité et en sapant la discipline de fer du Parti, créent un état de choses fractionnel spécifique où toute la vie intérieure du Parti se trouve découverte face aux ennemis de classe, tandis que le Parti lui-même risque de devenir un jouet entre les mains des agents de la bourgeoisie. Voici comment cela se fait généralement. Supposons qu'une question est discutée au Bureau politique du Comité central. Supposons ensuite qu'il y ait au Bureau politique une minorité et une majorité qui examinent de leur point de vue fractionnel chacune des questions à l'étude. Lorsque dans le Parti règne l'esprit de fraction, les tripoteurs des deux fractions se mettent en devoir d'annoncer aussitôt à leur cercle la décision prise par le Bureau politique, essayant de préparer le cercle en leur faveur. Cette façon d'annoncer se répète systématiquement, parce que chacun des fractions croit de son devoir de présenter les choses à sa façon, à son cercle, et de le tenir ainsi en état de mobilisation en vue des batailles à livrer contre la fraction adverse. A la suite de quoi d'importantes décisions secrètes du Parti deviennent des secrets de polichinelle. C'est ainsi que les agents de la bourgeoisie ont facilement accès aux décisions confidentielles du Parti et peuvent plus facilement utiliser les données sur la vie intérieure du Parti contre le Parti. Cet état de choses menace, il est vrai, d'apporter la démoralisation complète dans les rangs du Parti. Mais les hommes de fraction s'en soucient bien peu, mettant au-dessus de tout les intérêts de leur groupe.

Enfin, les fractions ont ceci de préjudiciable qu'elles coupent dans la racine tout travail positif dans le Parti, détournent les militants des tâches quotidiennes de la classe ouvrière (salaires, journée de travail, amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière, etc.), affaiblissant l'action du Parti en vue de préparer la classe ouvrière aux batailles de classe contre la bourgeoisie et créant ainsi un état de choses où l'autorité du Parti doit nécessairement diminuer aux yeux des travailleurs qui, au lieu d'entrer au Parti par groupes compacts, sont obligés d'abandonner ses rangs. C'est ce qui se produit en ce moment dans le P.C. américain. Depuis quelque temps, les chefs des fractions de la majorité et de la minorité s'occupaient surtout d'intrigues mesquines, de futilités et de bagatelles de fraction; ils s'occupaient à rédiger des plates-formes, grandes et petites ; à composer des amendements, grands et petits, par dizaines et centaines, à ces plates-formes. On perd des semaines et des mois à chercher noise à un adversaire de fraction, à fouiller dans sa vie personnelle pour y trouver quelque fait compromettant, et au cas où l'on ne réussit pas à en trouver, à inventer quelque canard. Il est évident que dans cette atmosphère le travail positif s'en ressent, la vie du Parti doit baisser de niveau, l'autorité

du Parti tomber, et les ouvriers, les meilleurs et les plus révolutionnaires d'entre eux, qui aspirent à l'action, abandonnent le Parti.

Telles sont en substance les conséquences néfastes des fractions dans les partis communistes.

C'est pourquoi la tâche la plus importante du P.C. américain est de liquider les fractions et de se guérir enfin de cette maladie.

Telle est l'idée qui a présidé à la composition du projet que la commission soumet à vos délibérations.

Quelques mots sur la manière fanfaronne des gens de la fraction Lovestone de parler ici au nom de tout le Parti communiste américain, de 99 % des membres de ce Parti. Ils ne prennent pas la parole à moins. On croirait, à les entendre, qu'ils les ont dans leur poche ces 99 % des membres du Parti. C'est là une mauvaise habitude, camarades de la délégation américaine. Je vous rappelle que Zinoviev et Trotski, eux aussi, avaient fait miroiter des chiffres, des pourcentages, cherchant à faire croire à tout le monde qu'ils avaient obtenu ou, du moins, qu'ils obtiendraient 99 %, soit la majorité dans les rangs du P.C. de l'U.R.S.S. Vous savez à quoi a abouti cette vantardise de Trotski et de Zinoviev. C'est pourquoi je ne vous conseillerai pas de jongler avec les pourcentages. Vous assurez que vous avez dans le Parti communiste d'Amérique une majorité certaine, que cette majorité vous est acquise, quelle que soit la situation. C'est inexact, camarades de la délégation américaine, c'est entièrement inexact. Vous aviez la majorité parce que, jusqu'à présent, le P.C. américain croyait avoir en vous des partisans fermes de l'I.C. Et c'est précisément parce qu'il vous croyait fermement attachés à l'I.C. que vous aviez la majorité. Mais que diront les ouvriers américains lorsqu'ils auront appris que vous avez l'intention de briser l'unité des rangs de l'I.C. et que vous vous apprêtez à engager la lutte contre ses organes exécutifs ? Croyez-vous que les ouvriers américains vous suivront contre l'I.C., qu'ils sacrifieront les intérêts de votre fraction à ceux de l'I.C. ? L'histoire de l'I.C. relate des cas où des chefs éminemment populaires et autrement compétents que vous se sont trouvés isolés dès qu'ils avaient arboré le drapeau de la lutte contre l'I.C. Comptez-vous avoir plus de chance que ces chefs ? Piètre espoir que le vôtre. En théorie, vous détenez encore la majorité. Mais demain il en ira tout autrement et vous serez absolument seuls si vous tentez de combattre les décisions du Présidium de l'Exécutif de l'I.C. Je vous le certifie.

On dit que Lovestone est un chef plein de talent, que c'est lui qui a fondé le Parti communiste d'Amérique. On dit que le P.C. américain ne saurait se passer de Lovestone; que relever Lovestone de ses fonctions équivaldrait à détruire le parti américain. Ce n'est pas vrai. Bien mieux : cette affirmation n'est pas sincère. Ce serait un bien mauvais parti s'il ne pouvait se passer de tel ou tel de ses chefs. Le Parti communiste d'Amérique n'est pas aussi faible que certains se plaisent à le dire. En tout cas, il est bien plus fort qu'on ne le représente. Les partis se créent par la classe ouvrière et non par des chefs. Il serait ridicule de prétendre le contraire. En outre, Lovestone est loin d'être un chef de grande envergure. Certes, c'est un camarade capable et de talent. Mais où applique-t-il ses capacités ? A des intrigues et des machinations fractionnelles. Lovestone est sans conteste un brasseur d'affaires habile et ingénieux dans sa fraction. On ne saurait lui refuser ce titre. Seulement, il ne faut pas confondre : chef de fraction avec chef de parti. Ce sont deux choses absolument différentes. Il n'est pas donné à tout chef de fraction d'être chef de parti. Je doute fort que Lovestone, au stade actuel, puisse faire un chef de parti.

Telle est la situation.

La solution ? me demanderez-vous. A mon avis, elle consiste à adopter le projet de la commission, à rejeter la déclaration de la délégation américaine et à engager tous les membres du P.C. américain à s'en tenir strictement et sans réserves aux décisions du Présidium. Ou les camarades américains se soumettront sans hésiter aux décisions du C.E. de l'I.C. et les réaliseront activement, et ce sera un pas en avant sérieux vers la suppression des fractions, vers la paix dans le Parti ; ou ils s'en tiendront à leur déclaration et refuseront de se soumettre aux décisions de l'Exécutif de l'I.C. Mais au lieu de la paix ce

sera la guerre contre l'I.C., la guerre au sein du Parti communiste d'Amérique. Nous proposons la paix et l'unité. Si les camarades de la délégation américaine acceptent nos propositions, ce sera tant mieux, sinon tant pis pour eux. L'I.C. finira par l'emporter, quelles que soient les conditions, vous pouvez en être certains.

Enfin, deux mots encore sur les nouveaux procès de bolchévisation des sections de l'I.C., qui se produisent en ce moment.

Au cours d'un entretien qu'il eut avec moi ces jours-ci, Lovestone m'a dit qu'une phrase lui avait échappé sur la « tumeur cancéreuse » dans l'appareil de l'I.C. Il m'assurait que cette phrase lui avait échappé par hasard et ne reflétait nullement son attitude envers l'I.C. Je lui répondis que s'il était vrai que cette phrase lui avait échappé accidentellement, il ne fallait pas s'y arrêter, encore qu'elle fût dans le fond absolument fautive et erronée. Cependant, quelque temps après cet entretien, j'ai pris connaissance du rapport de Lovestone au VI^e congrès du Parti communiste d'Amérique, où il reprend la même phrase : « tumeur cancéreuse », mais, cette fois-ci non plus à propos de l'appareil de l'I.C., mais à propos du capitalisme mondial. Ce qui prouve que la phrase « tumeur cancéreuse » n'est pas tout à fait accidentelle dans la bouche de Lovestone. « Tumeur cancéreuse » appliquée au capitalisme mondial doit signifier, je suppose : crise du capitalisme mondial, processus de décomposition. Mais que doit vouloir dire dans la bouche de Lovestone cette phrase? Apparemment, la même crise et la même décomposition existe dans l'appareil de l'I.C. Que pourrait-elle signifier d'autre ? Qui pouvait obliger Lovestone à parler de « tumeur cancéreuse » ou de crise dans l'appareil de l'I.C. ? Ce doit être, vraisemblablement, ce qui a obligé les droitiers dans le P.C. de l'U.R.S.S. à parler de la crise et de la décomposition de l'I.C. En parlant de la décomposition de l'I.C. les droitiers allèguent d'habitude des faits tels que l'expulsion des droitiers du P.C. allemand, la défaite de la droite dans le P.C. tchécoslovaque, l'isolement de la droite dans le P.C.F., la lutte pour l'isolement des fractionnistes incorrigibles dans le P.C. américain, etc. Ces faits sont peut-être en réalité l'indice d'un mal sérieux dans l'I.C., indice de sa décomposition, indice d'une « tumeur cancéreuse » dans l'I.C. ? Naturellement, non. Seuls les philistins et les petits bourgeois qui sont dans le Parti peuvent penser ainsi. En réalité, c'est un processus bienfaisant qui épure les sections de l'I.C. des droitiers et des conciliateurs, un processus bienfaisant qui épure l'I.C. des éléments opportunistes et hésitants. Les partis se bolchévisent et se renforcent en se débarrassant des scories. Tel est le sens des événements qui se sont déroulés ces derniers temps dans les partis allemand, tchécoslovaque, américain, français et autres. Les philistins du Parti prennent cela pour l'indice de la décomposition de l'I.C., parce qu'ils ne voient pas plus loin que leur nez. Les marxistes révolutionnaires savent que sans ce processus bienfaisant il est impossible de préparer le Parti et le prolétariat aux luttes de classe prochaines.

Certains pensent qu'il n'y a rien de changé dans la situation internationale pendant ces derniers temps, que tout est resté comme auparavant. C'est faux. En réalité, nous avons une aggravation de la lutte de classe dans tous les pays capitalistes, un accroissement de la crise révolutionnaire en Europe, la maturation des conditions d'une nouvelle poussée révolutionnaire. La grève générale de Lodz nous l'a signalé hier. Récemment, nous avons encore eu un signal à Berlin. Demain, de nouveaux signaux viendront de France, d'Angleterre, de Tchécoslovaquie, d'Amérique, de l'Inde et de la Chine. Bientôt le terrain commencera à brûler sous les pieds du capitalisme mondial.

Les tâches des partis communistes consistent à commencer dès maintenant à développer en grand les préparatifs, en vue des prochaines batailles de classe, à préparer la classe ouvrière et les masses exploitées à de nouveaux combats révolutionnaires. Il importe de renforcer la lutte contre le réformisme et le social-démocratisme ; d'accentuer la lutte pour gagner au communisme les masses ouvrières; de redoubler d'efforts pour forger des cadres réellement révolutionnaires et pour sélectionner des chefs véritablement révolutionnaires pour le Parti, des militants capables de livrer le combat et d'entraîner avec eux le prolétariat, des militants qui ne flancheront pas devant la tempête, ne manqueront pas de présence d'esprit et ne se laisseront pas aller à la panique, mais qui affronteront le péril. Pour s'acquitter de ces tâches, il est nécessaire de s'occuper, dès à présent, sans perdre une minute, puisque le temps presse, à épurer les partis communistes des éléments de droite et des

conciliateurs qui, objectivement, sont les agents de la social-démocratie au sein des partis communistes. A cette besogne il convient de s'atteler séance tenante, et de la poursuivre à une allure accélérée, car, nous le répétons, le temps presse et nous ne devons pas nous laisser surprendre par les événements. On aurait pu temporiser il y a un an ou deux, dans l'espoir que le processus de bolchévisation des partis communistes écarterait graduellement les éléments de droite et les éléments instables, les Brandler, les Thaelheimer, tous ces tripoteurs d'affaires de fraction, etc. On pouvait ne pas se presser, puisqu'il n'y avait pas danger de se mettre en retard. Mais, aujourd'hui, la situation a changé. Aujourd'hui, agir lentement c'est arriver en retard ; or, arriver en retard c'est se laisser surprendre par la crise révolutionnaire qui s'approche. C'est pourquoi le processus d'épuration du Parti des éléments instables est un processus salutaire tendant à raffermir l'I.C. et ses sections. Les philistins redoutent ce processus salutaire et, dans leur effroi, parlent de la décomposition de l'I.C. Mais ils ne sont pas des philistins pour rien. Par contre, les révolutionnaires salueront toujours ce processus bienfaisant parce qu'il est dans le même temps, partie intégrante de la grande œuvre de préparation de la classe ouvrière aux batailles de classe futures, tâche fondamentale actuelle des partis communistes de tous les pays du monde.

Le projet de la commission a, entre autres, le mérite de faciliter au P.C. américain l'accomplissement de cette tâche essentielle.

Deuxième discours prononcé au Présidium du C.E. de l'I.C., le 14 mai 1929

Il me semble que certains délégués américains ne se rendent pas bien compte de la situation existant chez nous aujourd'hui à la suite de l'adoption du projet de la commission par le Présidium. Les camarades ne se rendent pas visiblement compte qu'il y a une différence entre défendre ses convictions tant que la décision n'est pas adoptée et se soumettre à la volonté de l'I.C. quand la décision est prise. On pouvait et il fallait critiquer et combattre le projet de la commission dans la mesure où les membres de la délégation le considéraient comme peu conforme. Mais aujourd'hui que le projet de la commission est devenu la résolution du Présidium, les délégués américains devront trouver le courage de se soumettre à la volonté collective, à celle de l'I.C. et assumer la responsabilité de la mise à exécution de la décision de l'I.C.

Il faut savoir apprécier la fermeté et la persévérance avec lesquelles huit camarades sur les dix de la délégation américaine combattent le projet de la commission. Mais on ne saurait approuver ces huit camarades qui se refusent à se soumettre à l'organe suprême de l'Internationale communiste, au Présidium de son Comité exécutif, leurs opinions ayant essuyé ici une défaite complète. Le vrai courage n'est pas de placer sa volonté individuelle au-dessus de celle de la collectivité, au-dessus de celle de l'I.C. Le vrai courage consiste à trouver en soi assez de force pour lutter contre soi-même, pour triompher de soi-même et pour subordonner sa volonté à celle de la collectivité, à celle de l'instance suprême du Parti. Sinon il n'est point de collectivité qui tienne. Sinon il n'y a pas et il ne saurait y avoir de direction collective.

Je pense que vous n'allez pas refuser de rendre hommage aux bolcheviks russes pour leur courage, leur fermeté, leur âpreté à défendre leurs idées. Voyons comment agissait d'ordinaire tel ou tel groupe de bolcheviks russes, resté en minorité. Pour ne pas briser la discipline de fer du Parti, la minorité se soumettait d'habitude à la volonté de la majorité. L'histoire de notre parti connaît des dizaines et des centaines d'exemples où une fraction de bolcheviks, persuadée que le C.C. du Parti bolchevik avait adopté une résolution fautive, affirmait, à la suite de discussions, d'ardents débats, d'une défense acharnée de ses idées, sa volonté de se soumettre aux décisions de l'organisme dirigeant suprême et de les réaliser. Je pourrais vous citer, à titre d'exemple, le cas de 1907, où une partie des bolcheviks était pour le boycottage de la Douma, alors que la majorité des bolcheviks se prononçaient pour la participation à la Douma: la minorité se soumit sans réserve à la volonté de la majorité. Les bolcheviks russes auraient conduit à sa perte la cause de la révolution russe s'ils n'avaient su subordonner la volonté de quelques-uns des camarades à celle de la majorité, s'ils n'avaient pas su agir collectivement. Voilà comment nous avons agi, nous autres, bolcheviks russes, qui avons renversé la bourgeoisie,

établi le régime soviétique et sommes en train de saper les fondements de l'impérialisme mondial. Savoir agir collectivement, être résolu à subordonner la volonté des camarades isolés à celle de la collectivité, voilà ce que nous appelons le vrai courage bolchevik. Car sans ce courage, sans la force de surmonter, si vous voulez, son amour-propre et de subordonner sa volonté à celle de la collectivité, sans ces qualités, il n'est ni collectivité, ni direction collective, ni communisme. Cela est vrai non seulement pour certains partis et leurs Comités centraux, cela est surtout vrai pour l'I.C. et ses organes dirigeants qui unifient les partis communistes de tous les pays du monde.

Les camarades Gitlow et Lovestone ont déclaré ici avec aplomb que leur conscience et leurs convictions ne leur permettaient pas de se soumettre aux décisions du Présidium et de les mettre en application. La même déclaration avait été faite ici par la camarade Bloor. Ils laissent entendre que, n'étant pas d'accord avec la décision du Présidium, ils ne pouvaient se soumettre à cette décision et la mettre en pratique. Mais seuls des anarchistes, des individualistes peuvent raisonner ainsi. Les bolcheviks, les léninistes ont le devoir de mettre la volonté collective au-dessus de leur volonté individuelle. Ils invoquent leur conscience et leurs convictions. Mais les membres du Présidium du C.E. de l'I.C. ont aussi une conscience et des convictions. Comment faire lorsque la conscience et les convictions du Présidium de l'Exécutif de notre Internationale se heurtent à la conscience et aux convictions de certains membres de la délégation américaine ? Comment agir lorsque la déclaration de la délégation américaine n'a recueilli au Présidium qu'une voix, celle du camarade Gitlow, et que les autres membres du Présidium se sont unanimement prononcés contre la déclaration de la délégation américaine et pour le projet de la commission ? Croyez-vous donc, camarades de la délégation américaine, que la conscience et les convictions de Gitlow sont supérieures à la conscience et aux convictions de la majorité écrasante du Présidium de l'Exécutif de notre Internationale ? Vous rendez-vous bien compte que si chacun de nous se mettait à agir à sa guise, sans tenir compte de la volonté collective, nous n'aurions jamais aucune décision, aucune volonté collective, aucune direction ?

Prenons, à titre d'exemple, une usine. Admettons que la plupart des ouvriers de cette usine manifestent le désir de faire la grève et que la minorité, se recommandant de ses convictions, se prononce contre la grève. Une lutte d'opinions s'engage, des réunions sont convoquées, finalement l'immense majorité des ouvriers décide de déclarer la grève. Que diriez-vous de ces 10 ou 20 ouvriers de la minorité qui prétendraient ne pouvoir se soumettre à la décision de la majorité, n'étant pas d'accord avec cette décision ? Comment les auriez-vous taxés, ces ouvriers ? Vous savez qu'à ces ouvriers on applique l'appellation de briseurs de grève. Il est évident que les grèves, les manifestations et les autres actions collectives de masse seraient absolument impossibles, si la minorité refusait de se soumettre à la majorité. N'est-il pas évident que nous n'aurions jamais ni décision, ni volonté collective pas plus dans chacun des partis que dans l'Internationale si des individus isolés et, en général, la minorité ne se soumettait pas à la volonté de la majorité, à celle de l'organe suprême ?

Voilà la tournure que prennent les choses, camarades de la délégation américaine.

Enfin, deux mots sur les destinées du P.C. américain, en rapport avec l'adoption de la décision par le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale. Les camarades de la délégation américaine présentent la situation sous des couleurs trop sombres. Ils prétendent qu'avec l'adoption du projet de la commission, le P.C. américain périra ou, tout au moins, se trouvera au bord du précipice. Ce n'est pas exact. Mieux: C'est entièrement risible. Le Parti communiste d'Amérique vit et vivra en dépit des pronostics des camarades de la délégation américaine. Bien mieux: Le P.C. américain grandira et prospérera, s'il réussit à éliminer de son milieu les fractions et l'esprit de fraction, et à rétablir une politique fondée sur des principes fermes. La résolution prise par le Présidium tire sa valeur précisément du fait qu'elle permet au Parti américain de liquider plus facilement la lutte de fraction sans principe, d'établir l'unité dans le Parti et de sortir enfin sur la grand'route du travail politique des masses.

Non, camarades, le P.C. américain ne périra pas. Il se développera dans la prospérité, à l'encontre des ennemis de la classe ouvrière. Seul un petit groupe fractionnel périra, s'il persiste dans son entêtement,

s'il refuse de se soumettre à la volonté de l'Internationale, s'il persiste dans ses erreurs. Mais on ne saurait identifier le sort d'une petite fraction avec le sort du Parti communiste d'Amérique. De ce qu'une fraction minime périra politiquement, il ne faut pas en déduire que le Parti communiste d'Amérique doit en faire autant. Laissons donc cette fraction infime périr, puisqu'elle est vouée à la perte, — pourvu que le Parti communiste d'Amérique grandisse, se développe et prospère. Vous envisagez les choses avec trop de pessimisme, chers camarades de la délégation américaine. Quant à moi, je suis plus optimiste.